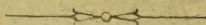


L'ÉTAT SUCCESSEUR



THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Jeudi 28 Avril 1910, à 2 heures

PAR

PIERRE GANTILLON



LYON

IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE A. GENESTE

71, Rue Molière, 71

—
1910

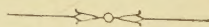
L'ÉTAT SUCCESSEUR



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉTAT SUCCESSEUR



THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Jeudi 28 Avril 1910, à 2 heures

PAR

PIERRE GANTILLON



LYON

IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE A. GENESTE

71, Rue Molière, 71.

—
1910

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), C. ✱, ✱ I., doyen honoraire, correspondant
de l'Institut.

MABIRE, ✱, ✱ I., professeur honoraire.

THALLER, ✱, ✱ I., professeur honoraire.

AUDIBERT, ✱ I., professeur honoraire.

GARRAUD, ✱ I., professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), ✱ I., professeur de Droit romain.

FLURER, ✱ I., professeur de Droit civil, doyen.

COHENDY, O. ✱, ✱ I., professeur de Droit commercial.

PIC (Paul), ✱ I., professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), ✱ I., professeur de Droit administratif.

LAMBERT, ✱ A., professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, ✱ I., professeur de Science financière et de Législation
française des finances.

LAMEIRE, ✱ I., professeur d'Histoire du Droit public et de Droit
administratif.

JOSSERAND, ✱ I., professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

BROUILHET, ✱ I., professeur d'Economie politique.

HUVELIN, ✱ A., professeur de Droit romain.

LEVY, ✱ A., professeur de Droit civil.

GONNARD, ✱ A., professeur d'Histoire des doctrines économiques
et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, ✱ I., professeur de procédure civile.

BECQ (Joseph), ✱ I., *Secrétaire*.

JURY DE LA THÈSE

MM. JOSSERAND, ✱ I., assesseur du Doyen de la Faculté de
droit, *président* ;

FLURER, ✱ I., doyen de la Faculté de droit, *suffragant* ;

LEVY, ✱ A., *suffragant*.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*.
BACQUET. — *Traité du droit de deshérence*.
BASTINE. — *Droit fiscal*.
BRODEAU. — *Sur Louet, lettre F*.
BÉQUET. — *Dictionnaire d'administration*. V^o Domaine.
BAUDRILLART. — *Les rapports de la Morale et de l'Economie politique*.
BAUDRY et WAHL. — *Successions*, t. I, n^o 196.
BUCHEZ et ROUX. — *Histoire Parlementaire*.
BAUDOIN. — *Revue historique* 1894, p. 309.
CODE DE JUSTINIEN. — *De Bonis vacantibus*.
CHAMPIONNIÈRE. — *De la propriété des Eaux courantes*, p. 107 ;
Traité des droits de l'Enregistrement.
CHOPIN. — *De dominio*.
CONFLANS. — *Jurisprudence des successions*.
COLMET DE SANTERRE. — *Des successions*, t. I, n^o 196.
AMBROISE COLIN. — *Note sur arrêt*, cour Paris, 13 décembre 1901,
D. P. 1902, 2. 178.
COURCELLES-SENEUIL. — *Traité théorique et pratique d'Economie politique*.
CAUWÈS. — *Traité d'Economie politique*.
CHAUMARD. — *Dictionnaire des Finances*, V^o Deshérence.
DIGESTE.
DARESTE. — « Sources du Droit Germanique. » *Journal des Savants*, janvier 1896, p. 16.
DOMAT. — *Lois civiles des héritiers en général*, t. I, sect. 3.
D'ARGENTRÉ. — *Coutume de Bretagne*.
DUCAURROY, BONNIER et ROUSTAIN. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil*.
DEMOLOMBE. — *Cours de droit civil*.
DEMANTE. — *Dictionnaire de l'Enregistrement*, V^o Deshérence.
DELOUME. — *L'Etat considéré comme successeur aux biens*, thèse Toulouse 1898.
DUROCQ. — *Traité des Edifices publics et des ventes domaniales*.
FOUET DE CONFLANS. — Art. 790.
DUMOULIN. — *Commentaire de la coutume de Paris*.

- FERRIÈRE. — *Coutume de Paris*.
FENET. — *Sur Siméon*, t. XII, p. 221.
FUZIER-HERMAN. — Art. 789, p. 91.
FOUILLÉE. — *La propriété sociale*.
GAUDRY. — *Traité du Domaine*, t. III, p. 122.
GAUS. — II, § 150.
GLASSON. — *Eléments du droit français*,
Répertoire de GARNIER. — Vo Successions, n° 1419. *Maximes du droit public français*, 2^e édition, 1775, 1^{er} vol.
GREIF. — *Testament et successions*, thèse Paris 1888.
HUC.
HERVÉ. — *Théorie des matières féodales et coutumières*.
HUREAUX. — T. V.
ALFRED JOURDAN, doyen faculté d'Aix. — *Société d'Economie politique*, séance 5 avril 1888.
J. KEIDEL. — *Le droit international privé dans le nouveau Code civil allemand*.
LAURENT. — *Principes du droit civil français*.
LAMBERT. — *Echedération et legs*.
PAUL LEROY-BAULIEU. — *Science des finances*, 6^e édit., t. I.
ERNEST LEHR. — *Elément du droit civil russe*.
LOYSEAU. — *Traité des Seigneuries*.
LOYSEL. — *Institutes coutumières*.
LEBRUN. — *Coutume de Vermandois*.
MERLIN. — Vo Dëshérence.
STUART MILL. — *Principes d'Economie politique*.
MALLEVILLE. — *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*.
HENRION DE PANSEY. — *Dissertations féodales*.
PLANIOL. — T. III, p. 337.
PUFFENDORF. — *Droit de la Nature et des Gens*, l. VIII, ch. V.
POTHIER. — *Traité des personnes et des choses. — Des successions*.
PROUDHON. — *De l'usufruit*.
SAVIGNY. — *Traité de droit romain*.
SERRES. — *Institution au droit français*.
SERESIA. — *De la pétition d'hérédité*.
STOURM. — *Systèmes généraux d'Impôts*, Paris 1893.
TASSAIN. — *Le droit de dëshérence*, thèse Paris 1897.
VALLIER. — *Le fondement du droit successoral en droit français*, thèse Paris 1902.
VAZEILLES. — *Des prescriptions*.
WEISS. — *Traité de droit international privé*.

INTRODUCTION

L'intervention de l'Etat, après l'ouverture d'une succession, peut se manifester de deux façons différentes :

Lorsque la succession est normalement dévolue, soit à des héritiers du sang, soit à des héritiers testamentaires, la loi impose à l'héritier et généralement à tout ayant cause à titre universel ou à titre particulier, le paiement de certains droits à raison de la mutation qui se produit dans les biens héréditaires.

Lorsqu'il n'y a pas d'héritier pour recueillir, ou que les héritiers ne se présentent pas ou ont renoncé, la succession revient tout entière à l'Etat, et le droit en vertu duquel il acquiert est appelé droit de deshérence.

C'est ce second cas seulement que nous nous proposons d'examiner ici.

« La deshérence, dit Bacquet, c'est l'hérédité et une succession d'un homme qui n'a institué aucun héritier, ni laissé aucun de son lignage habile selon les lois de France et coutumes des lieux à succéder. »

Cette définition ne distingue pas la succession en deshérence de la succession vacante, elle amène une confusion inévitable entre les deux cas, confusion qui d'ailleurs se produisit dans notre ancien Droit.

Une autre condition en effet est nécessaire à la deshérence, c'est le fait de l'appréhension par la personne investie du droit de deshérence, de l'héritage du défunt.

La succession en deshérence est donc celle qui, ne pouvant être réclamée par aucun héritier légitime ou testamentaire, ou n'étant pas en fait réclamée par les ayants

droit, est appréhendée par une personne investie du droit de deshérence.

La majorité des auteurs définissent actuellement le droit de deshérence, le droit en vertu duquel l'Etat s'empare des biens d'une personne qui meurt sans héritier.

Cette définition n'est pas rigoureusement exacte, car, ainsi que nous le verrons, l'attribution des successions en deshérence n'a pas toujours été faite au profit de l'Etat, elle a varié suivant les époques et actuellement encore certaines personnes morales exercent concurremment ou à l'exclusion de l'Etat le droit de deshérence.

Dans notre droit français moderne, c'est cependant l'Etat qui, sauf exceptions, exerce le droit de deshérence.

Essayer de déterminer pourquoi, dans quels cas et comment l'Etat succède, tel sera l'objet de notre étude. Pourquoi l'Etat succède, c'est le fondement de son droit que nous avons à examiner. Dans quel cas et comment, c'est se demander de quelle manière peut s'ouvrir le droit de deshérence et quel est son mode d'exercice.

Nous retracerons rapidement quels furent les droits de l'Etat sur la succession en deshérence dans le droit romain et surtout dans notre ancien Droit où le droit de deshérence appartenait tantôt à la royauté tantôt au seigneur féodal (chapitre premier).

Nous nous efforcerons de déterminer, dans un chapitre deuxième, quel est le fondement du droit de l'Etat et nous verrons que, malgré la théorie généralement admise du droit de souveraineté de l'Etat, il faut juridiquement et pratiquement reconnaître à l'Etat la qualité de successeur.

Nous établirons enfin quels sont les droits actuellement reconnus à l'Etat successeur par la loi et par la jurisprudence ; ce sera l'objet de notre troisième chapitre.

L'ÉTAT SUCCESSEUR

CHAPITRE PREMIER

Historique du Droit de Deshérence

SECTION PREMIÈRE

DROIT ROMAIN

La propriété ayant été d'abord collective et n'étant devenue privée que par une lente évolution, on pourrait croire que les biens en deshérence aient dès l'origine de la Société fait retour à l'Etat ; ce ne fut pas cependant l'idée qui prévalut à Rome où le droit de deshérence ne fut qu'assez tard admis au profit de l'Etat.

Dans le dernier état du droit (loi 4, Code *de bonis vacantibus*), la loi attribue tous les biens vacants à l'Etat qui recueille en vertu de son droit de souveraineté res Caduca et les Ereptoria. Ce droit de l'Etat sur les successions en deshérence a toujours en effet été considéré à Rome comme un attribut de la souveraineté ; il appartient donc d'abord au peuple, c'est-à-dire à l'Etat sous la République et sous l'Empire il fut à l'empereur (1).

(1) L'idée primitive de l'Empire romain était d'ailleurs que l'empereur élu représentait le peuple, et celui-ci possédait les droits de souveraineté exercés en son nom par l'empereur ; mais ce n'était là qu'une habile transition ménagée par Auguste pour arriver au pouvoir absolu de l'*Imperator*, et en fait l'empereur avait personnellement tous les profits de la souveraineté qu'il exerçait.

Ce droit de deshérence ne s'exerça pas d'ailleurs sous la République ; il n'en fut pas de même chez les empereurs qui, toujours en quête d'argent, rétablirent les impôts (1) et créèrent les Caduca qu'ils attribuèrent à l'Etat comme du reste tous les *bona vacantia*.

Les *bona vacantia*, qui faisaient ainsi retour à l'Etat comprenaient trois catégories de biens : les Caduca, les Ereptoria, enfin les successions en deshérence proprement dites.

§ I. — Caduca.

Les Caduca furent établis par les lois Julia (757 de Rome) et Papia Poppœa (762). Jusqu'à Auguste, l'accroissement était obligatoire entre cohéritiers et même entre colégataires (2). Auguste, voulant remédier à la dépopulation de l'Empire Romain, édicta des peines sévères contre les célibataires (*Cælibes*), les veufs mariés sans enfants (*Orbi*) et les veufs avec enfants (*Solitarii*) ; ce fut les lois caducaires.

Les célibataires ne peuvent rien recueillir, les *Orbi* ne recueillent que la moitié des dispositions faites à leur profit ; quant aux *Solitarii*, ils sont privés d'une part de l'héritage auquel ils sont appelés. Ces biens qui échappent ainsi aux individus qui ne sont pas mariés ou qui n'ont pas d'enfants, ce sont les Caduca. On range aussi dans cette catégorie les biens que la loi Julia Norbana enlève aux Latins Juniens.

Ces Caduca sont attribués, à titre de bonification, aux

(1) Certains impôts n'étaient plus perçus depuis la conquête de la Macédoine (167 avant Jésus-Christ.)

(2) Il avait lieu *sine onere* entre cohéritiers et entre colégataires, en cas de legs *per vindicationem* ou *per proceptionem* ; il n'avait pas lieu en cas de legs *per damnationem* ou *sine dimodo*.

pères de famille (*patres*) institués ou légataires en concurrence avec les *Cælibes* ou les *Orbi*. Le père de famille est l'individu qui, marié, a un enfant vivant ou un descendant par les mâles ; les femmes n'ont jamais cette qualité. A défaut d'héritiers ou légataires *patres*, les *Caduca* sont dévolus au Trésor et tombent dans l'*OErarium* (*Gaius* II, § 286). Le droit de l'Etat s'ouvrait d'ailleurs fréquemment, le fait en effet pour un particulier de recueillir les *Caduca* entraînait pour lui l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession ; l'Etat, au contraire, n'était tenu que dans la limite de l'émolument héréditaire.

Ces dispositions qui ne s'appliquaient à l'origine qu'aux hérédités testamentaires furent étendues par le *Senatus-Consulte Pégasien* aux donations à cause de mort. Les lois caducaires ne produisirent pas le résultat attendu ; elles furent odieuses et l'on chercha tous les moyens possibles pour se soustraire à leur application ; l'expédient le plus connu et le plus fréquent fut la substitution vulgaire.

Le discrédit de ces lois s'accrut encore avec *Caracalla*. Un édit de cet empereur fit en effet rentrer les *Caduca* dans le Trésor privé dont ils devinrent la source la plus arbitraire et la plus productive. Quelques auteurs prétendent même qu'il supprima le droit des pères de famille et que les *Caduca* furent dans tous les cas attribués au fisc. Quoi qu'il en soit, les lois caducaires tombèrent vite en désuétude et furent abrogées en partie par *Constantin*, définitivement par *Justinien*.

§ II. — *Ereptoria*.

L'*Ereptorium* est la portion de l'hérédité que l'héritier ne peut recueillir à cause de son indignité. Les cas d'in-

dignité étaient nombreux à Rome, on peut citer notamment : l'individu qui s'est chargé de restituer un *fideicommiss* à un incapable, il perd le droit de succéder aux biens qui font partie du *fideicommiss* si l'incapable renonce ; le gouverneur qui a épousé une femme de sa province, il ne peut rien recevoir d'elle par testament. Sont encore indignes les héritiers qui ont laissé mourir le *de cujus* faute de soins, n'ont pas vengé sa mort, ont porté contre lui une accusation calomnieuse, etc.

L'Ereptorium diffère des Caduca en ce que l'héritier en est saisi dès son acceptation et il n'en est dépossédé que lorsque son indignité est reconnue, au lieu que les Caduca ne peuvent être saisis par l'héritier ; mais comme ces derniers, il est un mode d'acquisition par la loi et laisse subsister les charges qui grèvent la disposition.

Les Ereptoria sont *en première ligne et en totalité* dévolus au fise, sauf de rares exceptions où l'exclusion de l'indigne profite à celui que l'exécution de la disposition aurait dépouillé (*D. De his quæ ut indignis auferuntur*, l. 34, t. 9, L. I pr., § 1, 3 ; § 6, 13, 16, 18, 25) (*Code*, l. 6, t. 5, L. 3, 4. *Dig. ad legem Jul. maj.*, 48, 4).

§ III. — Successions en deshérence proprement dites.

La succession en deshérence est celle à laquelle personne n'est appelé ou que tous les appelés ont répudiée. Une semblable succession était à l'origine une *Res Nullius* et quiconque s'en emparait devenait au bout d'une année propriétaire incommutable, non seulement des biens qui la composaient, mais de la succession elle-même avec ses droits et ses charges. Cette Usucapion avait un intérêt religieux, elle fournissait au défunt un héritier pour continuer son culte, ses Sacra ; elle aussi avait un

intérêt matériel puisqu'elle plaçait en face des créanciers du défunt un individu contre qui ils pouvaient agir. Dès que fut permise la *Venditio Bonorum* contre le débiteur décédé, elle perdit son utilité et fut considérée comme *improba*. Bientôt l'usurpateur ne fut plus considéré comme un héritier, mais comme un propriétaire que pouvait évincer le véritable héritier. Marc Aurèle restreint encore cette Usucapion en établissant contre l'usurpateur qui s'emparait sans droit de la succession le *Crimen Expilatae hereditatis*. Sous Justinien elle a disparu.

Auguste d'ailleurs, par la loi Julia Caducaria, avait déjà déféré au peuple les biens vacants parmi lesquels les successions en deshérence (Ulpien, 28, § 7 ; Gaius, 2, § 150).

Ainsi à Rome, le droit de l'Etat sur les successions en deshérence date des empereurs romains et de leur besoin d'argent.

A. — OUVERTURE DU DROIT DE L'ETAT

1. — Généralités

Le droit de l'Etat s'ouvre donc à Rome lorsque aucun héritier ni *Bonorum possessor* ne réclame la succession et qu'il est probable qu'il n'en existe pas (1). Le conjoint lui-même prime l'Etat.

Les héritiers à Rome sont aptes à succéder jusqu'au septième degré (l. 4, D. *de gradibus et affinibus*), Justinien étend le droit de succéder jusqu'au dixième degré inclusivement (Inst., § 5, *de successionibus cognatorum*). L'Etat était donc mieux partagé que chez nous où les parents le priment jusqu'au douzième degré.

(1) Code I, 10, t. 10. — *De Bonis vacantibus*, L. 1 et 4.

L'Etat recueille aussi les biens des Barbares (1) qui perdent à leur mort le privilège du *Jus Gentium*, il recueille les biens acquis par les prisonniers de guerre (D. I, 49, t. 14, l. 31). Il a droit aussi à une partie de l'hérédité des affranchis impériaux.

Ainsi que le dit Savigny (*Traité de Droit romain*, § 377), le droit de l'Etat de recueillir une succession vacante doit toujours être regardé comme suppléant au droit de succession, et, en Droit romain, si le droit du fisc n'est pas intitulé *hereditas*, il est cependant soumis à toutes les règles de l'hérédité.

C'est donc le fisc du lieu du domicile du défunt qui doit recueillir la succession en deshérence et non celui du lieu de la situation des biens héréditaires, car le droit du fisc a la nature juridique d'un héritage : il ne lui en manque que le nom.

Comment l'Etat exerce-t-il son droit? — Quand une succession est abandonnée, les avocats du fisc dénoncent la vacance. De ce jour court un délai de quatre ans, réservé exclusivement à l'Etat pour exercer son droit d'option, sans que personne puisse s'emparer à son encontre des biens délaissés (D. I, 49, t. 14, l. 1, § 2) (2). L'Etat, s'il n'a pas fait reconnaître son droit, en est déchu et la succession appartient au premier occupant (D., L. 44, t. 3, l. 10, § 1) ; le fisc ne peut plus accepter ensuite que s'il ne viole aucun droit acquis et que personne n'ait accepté.

L'Etat est d'ailleurs rapidement fixé sur le parti que

(1) Les Barbares sont les étrangers avec qui Rome n'a pas de traité de paix.

(2) Cependant comme l'Etat ne doit recueillir que l'excédent de l'actif sur le passif, les créanciers ont le droit, si la succession est évidemment insolvable, de s'opposer à la mise en possession de l'Etat, pour rester eux-mêmes chargés de la vente des biens héréditaires.

veulent prendre les héritiers ; ceux-ci, en effet, ont un délai assez court pour prendre leur décision : un an en ligne directe, cent jours en ligne collatérale ; passé ce délai, les biens passent au fisc (l. I *de succ. ad.*).

2. — Comment les biens de la succession en deshérence étaient-ils attribués à l'Etat ? — Leur incorporation au Trésor.

Quelques mots sont nécessaires sur l'organisation du Trésor à Rome pour bien comprendre le mécanisme de cette opération.

Sous la République, un seul Trésor public, l'*Ærarium populi Romani*, qui est géré par des questeurs et centralise toutes les ressources de l'Etat.

Auguste, en divisant les provinces en provinces du Sénat et provinces de l'Empereur, distingua l'*Ærarium* ou Trésor du Peuple où tombaient les revenus des premières et le *Fiscus* ou Trésor de l'Empereur qu'alimentaient les secondes. Au début, les *Caduca* allaient à l'*Ærarium*, puis peu à peu, toutes les ressources furent attribuées au *Fiscus* qui recueillit toutes les valeurs importantes : Tibère y fit tomber les biens confisqués, et Caracalla, les *Caduca*. L'*Ærarium* avait à sa tête des *Præfecti*, le *fiscus* des *Procuratores*.

Constantin créa deux ministères des Finances, à la tête desquels il plaça des *Comites* : *Comes sacrorum Largitionum*, *Comes rei privatæ*. Il y avait enfin la Caisse du Préfet du Prétoire (*Arca Præfecti Prætorio*), chargée du recouvrement de certaines recettes des provinces. Les *Caduca* et les *Bona vacantia* tombent dans la *Res Privata* qui n'est autre que l'ancien *Fiscus*. Le *Comes Rei Privatæ* était notamment chargé d'occuper les biens caducs et d'attribuer au fisc les biens des personnes décédées sans héritiers.

Il avait sous ses ordres : à *Rome*, quatre bureaux (des Bénéfices, des Canons, des Sécurités, des Largesses privées) ; en *province*, des magistrats ordinaires et des officiers spéciaux. Les magistrats ordinaires étaient les préfets, vicaires et les gouverneurs, comptables des revenus du domaine et défenseurs des intérêts du fisc ; les gouverneurs étaient spécialement chargés de procéder à l'instruction préparatoire de la réunion au domaine des *Bona Vacantia*.

Les officiers spéciaux étaient : les avocats du fisc, qui intervenaient dans tous actes intéressant le fisc, notamment à l'enquête faite par les gouverneurs au sujet des biens vacants ; les *rationales rei privatae* qui recherchaient les biens vacants et en réclamaient la possession ; ils étaient aidés dans leur tâche par les *Procuratores rei privatae* (*Code Théodosien*, lois 9 et 10).

Les successions en deshérence furent donc attribuées d'abord au fiscus, plus tard à la *Res Privata*.

Voici comment a lieu cette incorporation (*Code Théodosien*, de *Incorporatione* ; *Code de Justinien*, 10, § 10). L'avocat du fisc qui a découvert une succession en deshérence en informe aussitôt le *Comes Rei Privatae*. Celui-ci désigne des commissaires (*Palitini*) qui, après avoir prêté serment, se rendent au lieu de la situation des biens pour en effectuer l'incorporation. En leur présence et sur leur ordre, le gouverneur de la province entreprend une enquête ; l'avocat du fisc assiste aussi à cette opération. On dresse un inventaire détaillé des conditions de la vacance et de la valeur des biens. Aussitôt l'inventaire terminé, on adresse les sommations aux héritiers connus et, s'il n'y en a pas, on procède par voie d'affiches. C'est de ce moment que court contre les héritiers le délai pendant lequel ils peuvent réclamer : les réclamations qui

peuvent se produire sont jugées par le Tribunal de la situation des biens.

L'inventaire est alors adressé à l'empereur avec avis qu'il n'y a pas eu de réclamations ou le résultat des réclamations qui se sont produites. Un exemplaire en est adressé également au Rationalis de la province où sont les biens.

L'empereur prescrit de prendre possession au nom du Domaine et le gouverneur rend une ordonnance envoyant le Rationalis en possession. Ce dernier dresse alors un second inventaire qui doit être conforme au premier, le gouverneur et l'avocat du fisc étant responsables des omissions ou fraudes découvertes dans ce premier inventaire.

Après ces formalités, on procède solennellement à la plantation des bornes et l'incorporation est complète.

B. — DROITS DE L'ÉTAT

L'Etat a un droit d'option (1), il n'est pas héritier nécessaire et peut répudier la succession en deshérence ; seulement il est saisi de plein droit et, dès qu'il a accepté, il peut exercer toutes les actions dépendant de la succession (loi I, § 1, l. 49, l. 14).

Nous avons vu que l'Etat a un privilège tout particulier, le droit qui lui est réservé pendant quatre ans à l'exclusion de tout autre de prendre parti.

Comme tout héritier, il a le droit d'intenter la pétition d'hérédité ; il recueille tous les biens composant la succession et peut faire, en cas de dol, révoquer les donations consenties par le *de cujus*.

(1) Gaudry (*Traité du Domaine*, t. 3, p. 122) prétend à tort que jusqu'à l'Edit perpétuel le fisc devait accepter toutes les successions et les liquider en payant les créanciers.

Il exerce les droits du défunt contre les débiteurs de la succession, de la même façon que le défunt lui-même et avec les mêmes garanties ; et même, du jour de l'incorporation, les intérêts à 5 % courent *ipso jure* contre les débiteurs.

C. — OBLIGATIONS DE L'ETAT

Le fisc est seulement successeur aux biens ; il ne prend que *Quod æri alieno superest* (L. 11, Jure Fisci). Ces obligations sont donc moins lourdes que celles de l'héritier ordinaire.

Ne continuant pas la personne du défunt, l'Etat n'a pas à continuer les *Sacra*, mais il est tenu de toutes les charges de l'hérédité : dettes, legs, fideicommiss (Ulpien, *Regulæ*, l. 17, § 3). Il n'est pas tenu cependant des dettes *ultra vires hæreditatis*, au delà de l'émolument héréditaire : les textes sont formels à ce sujet (D. 49, 14, l. 11). L'Etat jouit donc de plein droit du bénéfice d'inventaire.

Il est soumis à toutes les autres obligations qui incombent à l'héritier ; il doit notamment acquitter les legs et payer les intérêts d'une dette de la succession, à compter de la mise en demeure. Une fois les charges acquittées, le reliquat appartient au fisc.

Le droit de l'Etat n'était pas d'ailleurs un droit de propriété incommutable, il était seulement administrateur : il pouvait percevoir les fruits, non aliéner définitivement et l'héritier préférable envoyé en possession pouvait revendiquer contre les tiers un immeuble aliéné par lui (l. 13, § 9, l. 3, l. 34, Code de pet. hered.).

Il en était de même dans notre ancien droit, mais le Code civil a répudié la théorie romaine et l'Etat est aujourd'hui propriétaire *a die mortis*.

D. — EXCEPTIONS DU DROIT DE L'ÉTAT

Le droit de l'Etat ne s'exerçait pas toujours et le principe de l'attribution au fisc des successions en deshérence était soumis à plusieurs exceptions :

Les biens des soldats morts sans laisser d'héritiers appartenaient au corps ou à la légion dont ils faisaient partie (1). Les biens du Decurion revenaient à sa Curie(2). Le principe recevait aussi des exceptions en faveur des fabricants d'armes (3), évêques, prêtres, moines, religieux (4).

SECTION DEUXIEME

LA DESHÉRENCE DANS L'ANCIEN DROIT

§ I. — *Quand y a-t-il lieu à deshérence ?*

« On appelle biens vacants, dit Henrion de Pansey (*Dissertations féodales*, hoc v^o), les héritages qui paraissent n'avoir jamais eu de propriétaires, ceux que les propriétaires ont abandonnés et les biens de ceux qui n'ont pas d'héritiers qui puissent ou qui veuillent leur succéder. Les successions vacantes sont plus particulièrement connues sous le nom de deshérence... »

Les successions en deshérence sont attribuées au fisc à défaut de tout autre héritier, en vertu de la maxime

(1) Code Théod., loi unique. — *De bonis mil.* Code 1, 6, t. 62, loi 2.

(2) Code Théod., loi unique. — *De bonis decur.* Code 1, 6, t. 62, loi 4.

(3) Code 1, 6, t. 62, loi 5.

(4) Code l. 1, t. 3. — *De episcopis*, l. 20.

fiscus post omnes. Ainsi que nous le verrons, les successions en deshérence furent d'abord attribuées au roi, puis passèrent aux seigneurs sous l'époque féodale ; mais la royauté leur reprit vite cette précieuse prérogative.

Le droit de deshérence peut s'ouvrir, soit par suite du défaut d'héritiers, le *de cujus* n'ayant laissé aucun héritier pour lui succéder ; soit par suite de l'abandon de la succession par les héritiers renongants ou de leur incapacité de succéder.

1. — Défaut d'héritier

En principe, il n'y a deshérence et par suite droit pour le fisc d'appréhender la succession qu'en cas de défaillance des héritiers du sang, qu'au cas seulement où il n'existe pas d'héritier pour recueillir.

a) Pour qu'il y ait deshérence, il faut *qu'il n'existe aucun parent du de cujus soit dans la ligne paternelle, soit dans la ligne maternelle*. Cette règle ne fut pas admise sans conteste ; certaines coutumes, en effet, scindaient absolument en deux parties la succession de l'individu, l'une allant aux parents de la ligne paternelle, l'autre à ceux de la ligne maternelle, et à défaut de parents dans une ligne, l'autre ligne ne pouvait recueillir et les biens revenaient au fisc. (Cout. Bretagne, art. 595 ; Normandie, art. 215 ; Anjou, art. 268 et suiv.). Néanmoins, la règle prévalut qu'en cas de défaillance dans une ligne, l'autre ligne excluait le seigneur.

La difficulté venait de la fameuse règle *paterna paternis, materna maternis*. Le droit coutumier visait à conserver dans chaque famille les biens qui en venaient, de sorte que l'héritier appelé dans une ligne pouvait être considéré comme absolument étranger à l'autre ligne et était par suite incapable de recueillir les biens y affé-

rents. Cette règle de l'attribution au seigneur des biens de la ligne défailante, à l'exclusion des représentants de l'autre ligne, avait aussi son explication dans l'histoire. A l'origine, les seigneurs considéraient les serfs qui vivaient sur les terres dont ils avaient la propriété directe, comme leur appartenant ; par suite, ils recueillaient à leurs décès tous leurs biens et cela non pas à titre de deshérence, mais « en vertu d'une vocation précise de la loi et des mœurs ». Peu à peu, des exceptions s'introduisirent au droit du seigneur ; ce fut d'abord en faveur des enfants, puis en faveur des parents, enfin au profit de la ligne d'où était venu l'héritage. Mais ce n'était là que des exceptions et le droit du seigneur réapparaissait dans toutes les provinces qui n'avaient pas de lois précises.

On admit vite cependant la prépondérance des parents sur le fisc ; la règle, sous l'influence des auteurs, devint générale, et au xvi^e siècle, c'est le droit commun. L'art. 330 de la Coutume de Paris dit en effet : « S'il n'y a aucun héritier de côté et de ligne dont sont venus les héritages, ils appartiennent aux proches habiles à succéder de l'autre côté et ligne, en quelque degré que ce soit. »

Or, la coutume de Paris s'était imposée comme droit commun dans tous les pays où il n'y avait pas de coutume locale. La prépondérance des héritiers du sang devait d'autant plus prévaloir que si les pays de droit coutumier appliquaient rigoureusement la maxime *paterna paternis, materna maternis*, les pays de droit écrit ne l'appliquaient qu'en ligne directe et non en ligne collatérale, sauf aux frères et sœurs et à leurs descendants.

Rationnellement d'ailleurs, il n'en pouvait être autrement. La règle *paterna paternis, materna maternis* avait pour but d'empêcher les parents d'une ligne de profiter des biens procédant de l'autre ligne quand ces deux lignes

étaient en concurrence, mais non d'attribuer au fisc les biens de la ligne défailante. La loi visait seulement la concurrence de deux sortes d'héritiers ; son objet manquant ici, elle ne devait pas s'appliquer. Il ne faut jamais pousser à l'extrême un principe, sans quoi l'on arrive à l'injustice d'après la vieille maxime : *Summum jus, summa injuria*.

Au xvi^e siècle, en tout cas, les héritiers, à quelque ligne qu'ils appartiennent, excluent le fisc. (Ferrière, *Cout. Paris*, art. 167 ; Loyseau, *Traité des Seigneuries*, n^o 103 ; Bacquet, *Traité du droit de deshérence*, ch. 4. n^o 11) (arrêts des 28 mai 1566, 10 mai 1578, juin 1589).

Ce principe s'est sans doute introduit en imitation du droit romain qui n'admettait le droit du fisc qu'après la défaillance de tous les parents et même des ascendants. A Rome, en effet, si, d'après la loi des Douze tables, seuls les Gentiles avaient un droit préférable à l'Etat, grâce à la *bonorum possessio* du prêteur, tous les parents, quels qu'ils fussent, et même le conjoint survivant pouvaient prétendre à la succession. Il était donc vrai de dire à Rome : *fiscus post omnes* ; ce fut aussi la règle admise dans notre ancien Droit.

b) Les parents excluent donc le fisc et le seigneur, *mais jusqu'à quel degré lui sont-ils ainsi préférables, peuvent-ils succéder ?* La législation barbare limitait le droit héréditaire au septième degré (l. 56, § 3, lois des Ripuaires, lois des Bavares, l. 14, cap. IV-IX, loi des Wisigoths, l. 4, t. 2, § 11 ; loi salique, l. 46, § 2) (1).

Le droit féodal et coutumier, au contraire, reconnaît à

(1) Dareste : « Sources du droit germanique », *Journal des Savants*, janvier 1896, p. 16. — Glasson : « Le droit de succession dans les lois barbares », *Nouvelle Revue historique*, 1886, § 12.

la famille les droits les plus étendus et le fisc est exclus par les parents du défunt « à quelque degré que ce soit » (art. 330 de la Cour de Paris). Voici comment s'exprime Bacquet (1) à ce sujet : « L'ouverture d'une succession donne lieu à un changement de possession qui passe successivement à plusieurs personnes issues du même sang, sans qu'on puisse dire que les biens sont vacants, tant qu'il reste un de ceux que les liens du sang autorisent à en jouir ». Loyseau enseignait aussi que « la succession a lieu *in infinitum*, tant que la ligne peut se montrer... C'est pourquoi, en quelques coutumes, la deshérence est appelée ligne éteinte et ligne faillie, le mot de ligne signifiant parenté ».

Dumoulin est du même avis (Cpr., Dumoulin, 328. *Cout. du Bourbonnais*).

Il y eut quelques opinions contraires, mais elles restèrent isolées. La coutume de Normandie, d'après d'Argentré, ne permettait pas de succéder au delà du neuvième degré, mais Poullain du Parcq dit, dans sa note sur l'article 342 de la même coutume : « que la maxime contraire est constante aujourd'hui, depuis l'arrêt du 20 juin 1733 du Parlement de Rennes ».

Dans les pays de droit écrit, tout le monde admet, selon Maynard (l. 6, ch. 99), que les parents succèdent jusqu'au dixième degré, et Serres (*Institution au droit français*, l. 3, t. 5) admet comme incontestable le droit de succession des parents de degrés ultérieurs. Dunod (*Traité des retrails*, ch. 4) enseigne que, d'après le Parlement de Besançon, tout parent, à quelque degré qu'il soit, exclut le fisc, mais qu'en cas de concurrence entre deux lignes, les proches parents d'une ligne ne sauraient être exclus

(1) Bacquet : *Du droit de deshérence*.

par les parents de l'autre ligne quand ils passent le dixième degré (Cpr. arrêts de Paris, 1^{re} ch. des enquêtes, 17 mai 1372. Voir Papon, l. 21, t. 1, n° 29. *Répertoire de jurisprudence*, voyez Succession ; Hervé, *Théorie des Matières féodales et coutumières*, t. 4, p. 213 ; de la *deshérence*, ch. 6). Suivant Merlin. « il passe pour constant qu'il n'y a pas de réduction en cette matière ».

Les parents excluent donc le fisc à quelque degré qu'ils soient.

Mais il faut pour qu'il puisse exclure le fisc que le parent soit né ou du moins conçu avant la mort du *de cujus* (Merlin, v° Success.). La règle était déjà admise à Rome où la loi, si elle admettait à la succession tout parent quelque éloigné qu'il fût, exigeait du moins qu'il fût conçu avant le décès du *de cujus* (l. 4, Code Justinien de *bonis vacantibus*).

D'Aguesseau cependant, dans un plaidoyer du 4 mars 1692, croit que par un sentiment d'humanité, on pourrait « préférer le petit-fils au fisc, moins comme un véritable héritier que comme étant de la famille, comme la faisant subsister et comme étant, par cette raison, plus favorisé que le fisc » au cas même où il n'aurait pas été né ni conçu avant la mort de son grand-père dont il réclame la succession. Mais cela est antijuridique et ne fut jamais admis dans notre ancien droit.

Comment les parents préférables au fisc prouveront-ils leur qualité ? — Le degré étant indifférent, les parents pour exclure le fisc devront donc prouver leur parenté avec le défunt. Il suffit pour que la vocation du prétendant soit établie, que ce prétendant ait été formellement reconnu par la famille aux biens de laquelle il prétend, cette reconnaissance pouvant être explicite ou implicite. Ainsi la reconnaissance serait suffisante si la famille aux

biens de laquelle il prétend, n'avait pas protesté contre une action de retrait lignager intentée par l'aspirant à la succession.

La jurisprudence se contente d'ailleurs du bruit commun (*fama*) alors même que le degré serait incertain. Si la parenté n'est pas douteuse, le droit du prétendant est incontestable (arrêt 4 mai 1629). Dumoulin écrit à ce sujet sur l'article 32 de la Coutume de Tours que, pour exclure le fisc, il suffit d'être *in quasi-possessione parentelæ*.

S'agit-il de la possession d'état ? Elle est évidemment suffisante. C'est sans doute une preuve qui ne peut s'établir que par témoins et la preuve testimoniale est dangereuse. Mais, d'une part, les témoins ne feront ici qu'affirmer la tradition publique, leur déposition équivaldra à un acte de notoriété, et, d'autre part, c'est le seul mode pratique. La preuve par écrit est sans doute préférable à la preuve testimoniale toujours dangereuse, particulièrement dans le cas qui nous occupe, mais il faut se souvenir qu'au moyen âge les actes de l'état-civil établis par le clergé étaient encore bien imparfaits. Diverses ordonnances, il est vrai, voulurent substituer en cette matière la preuve résultant des actes inscrits sur les registres des paroisses à la preuve testimoniale (Ordonnance Blois, 1579 ; Ord., 1667). Mais en tout cas, les actes de mariage, de baptême, de sépulture ne sont que des commencements de preuve par écrit. Ils ne sont rien sans la possession d'état et tombent devant la preuve testimoniale simple contraire, ils doivent pour être une preuve irréfragable, s'appuyer sur une possession d'état conforme.

L'héritier d'ailleurs ne réclame pas ici un titre qu'on lui discute ; il possède un état, il en réclame les avantages, et si on l'interpelle sur cet état, il répondra :

« *Possides quia possides* » ; or, le fait de la possession d'état ne peut se prouver que par témoins. Et la situation de cet héritier sera d'autant plus favorable qu'il sera non pas en présence d'autres parents, mais seulement en face du fisc. C'est ce que dit Merlin (v^o *Succession*). Quand il s'agit seulement d'exclure le fisc, dit Serres (*Institution au droit français*, t. 3, t. 5), il suffit que la parenté soit prouvée par de simples indices, sans qu'il soit besoin de prouver la généalogie ; par exemple, la renommée, une reconnaissance verbale ou écrite du *de cujus* (Brodeau, sur Louet, lettre F. § 22, arrêt 22 mai 1662). Il n'a, en effet, besoin que d'une parenté dont il est inutile de compter les degrés, et la possession suffira à prouver cette parenté « *sufficit possessio parentela* ». Il lui suffira pour prouver son droit en face du fisc d'alléguer que de tradition immémoriale on l'a regardé comme parent du *de cujus*.

Il en serait autrement sans doute s'il trouvait en face de lui pour lui disputer la succession, un héritier qui se prétendrait plus proche que lui. En ce cas, la preuve sera plus sévère, et, ainsi que le déclare Maynard (l. 6, ch. 99), on ne doit, en principe, admettre ici que les preuves écrites. L'héritier devra prouver les degrés de sa parenté, or il ne le peut par la possession d'état, et pour être préféré, il devra indiquer sa généalogie, établir qu'il est parent et parent à un degré préférable à celui de son adversaire.

La preuve testimoniale était donc suffisante pour prouver la parenté, quitte au juge à discerner ce qu'il y avait à prendre dans chaque témoignage.

c) Il faut pour que le fisc puisse recueillir, *qu'il n'y ait pas de conjoint survivant*. — Nous venons de voir que le droit de deshérence ne peut s'ouvrir que par le défaut

des deux lignes ; même en ce cas de défaillance complète des héritiers le fisc peut être encore privé de son droit, il est écarté par le conjoint survivant.

Peu importe que le survivant soit le mari ou la femme ; peu importe que la veuve soit remariée et même que son mariage n'ait pas été valable si elle est de bonne foi. (Lebrun, *Traité des Successions* ; Chopin, *de Domanio*, ch. 13, tire la règle de la loi romaine *Unde vir et uxor*, Loyseau, Ferrière).

La femme, sans doute, est étrangère à son mari, elle ne peut lui succéder *jure sanguinis*, mais en présence du fisc, le mari et la femme sont réputés être la même personne, l'équité exige que les époux se succèdent l'un à l'autre et que le fisc n'ait aucun droit sur les biens du prémourant. C'était déjà la règle à Rome où, par la *possessio bonorum*, la femme était admise à la succession de son mari. Ce fut aussi la règle de la majorité de nos coutumes (C. Poitou, art. 299 ; C. Berry, ch. IX, art. 8) (1). Cette succession a-t-elle lieu entre mari et femme séparés ? En droit romain, le divorce l'excluait. En droit coutumier, d'après Lebrun, la séparation, qu'elle soit judiciaire, de fait ; ou conséquence de l'adultère, empêche le droit de succéder entre époux, sauf au cas où les époux se seraient à nouveau réunis.

Juridiquement, la simple séparation ne rompant pas le mariage ne peut entraîner la suppression de la vocation héréditaire, sauf pour le cas d'adultère où il y a indignité (Arrêt Chambre du Domaine du 16 mai 1699). Il est vrai que la séparation peut souvent entraîner l'indignité

(1) Il y avait des coutumes cependant qui préféraient à l'époux survivant le haut justicier (C. Bourbonnais, art. 328. C. Normandie, C. du Maine).

comme au cas où la femme abandonne son mari, au cas où le mari chasse sa femme sans motifs.

d) Il faut enfin, pour qu'il y ait deshérence, *qu'il n'y ait pas de légataires universels*. — Les héritiers testamentaires ou les légataires universels sont évidemment préférables au fisc et empêchent l'ouverture du droit de deshérence. Le *de cujus* en effet peut, même en présence d'héritiers légitimes, disposer de ses biens, sauf les *quatre quintes* des propres ; il peut, à plus forte raison, en disposer au préjudice du fisc, et cela sans aucune restriction. Le légataire universel, en présence du seigneur, prendra tous biens meubles et immeubles, le seigneur n'a en sa faveur aucune réserve, les *quatre-vingt-dix* étant réservés aux seuls héritiers des propres de la ligne dont ils sont échus au défunt.

Le fisc sera donc exclu si le *de cujus* a désigné son successeur.

Le *de cujus* arrivera à ce résultat en faisant un testament ; mais le testament est un acte essentiellement révocable ; le *de cujus*, pour assurer l'irrévocabilité de la disposition qu'il veut faire, pourra-t-il faire donation entre vifs de tous ses biens présents et à venir, cette donation ne devant produire effet qu'à compter du décès du donateur ?

Les seigneurs qui trouvaient dans les deshérences d'importantes sources de revenus regardèrent cette disposition comme illégale, alléguant toutes sortes de bonnes raisons pour en faire admettre la nullité.

Ils prétendaient que c'était là un pacte sur succession future et par suite absolument prohibé, qu'il s'agissait d'une institution d'héritier qui ne pouvait être faite que par testament qu'une telle disposition était contraire à la maxime « donner et retenir ne vaut », puisque le défunt

donnait ses biens et en conservait néanmoins la possession, qu'enfin c'était frauder le fisc.

Ces raisons n'étaient pas bien sérieuses, surtout avec une législation qui regardait avec une grande faveur les donations entre vifs et laissait aux donateurs la plus entière liberté ; quant à l'accusation de fraude envers le fisc, elle n'était pas bien fondée, puisque le *de cujus* pouvait l'exclure par un testament.

Ainsi, dans notre ancien droit, il est vrai de dire comme à Rome, *fiscus post omnes* ; pour qu'il y ait deshérence, il faut qu'il n'y ait aucun parent à un degré quelconque, qu'il n'y ait pas d'époux survivant et enfin que le *de cujus* n'ait désigné personne pour lui succéder.

2. — Il y a des héritiers, mais qui ne veulent ou ne peuvent pas recevoir.

La défaillance des héritiers du sang n'est pas le seul cas de l'ouverture du droit de deshérence ; la deshérence peut résulter aussi de la renonciation des héritiers, de l'incapacité pour ces héritiers de recevoir ou pour le *de cujus* de leur transmettre.

Lorsque les héritiers ont renoncé, le fisc peut-il se saisir de la succession ainsi abandonnée ? Le droit romain l'admettait, et une fois expirés les délais laissés à l'héritier pour délibérer (1), l'Etat pouvait appréhender la succession. La même règle fut suivie dans notre ancien Droit (Lefèvre-Laplanche ; Buridan ; Loyseau, *Traité des Seigneuries*, ch. 12; n° 60).

Il y aura donc en ce cas deshérence, comme au cas de défaillance des héritiers du sang ; il faudra cependant

(1) Un an pour les héritiers directs, cent jours pour les autres héritiers.

modérer ici l'application du droit du fisc, afin de ne pas nuire aux héritiers. Ainsi le fisc ne peut agir au cas où, après l'héritier qui a renoncé, il y a des parents plus éloignés qui n'ont pas fait connaître leur décision. Il ne peut agir, parce que, en ce cas, l'hérédité est jacente et non vacante, et que les héritiers ont trente ans pour exercer leur droit d'option. Cette règle n'existe plus aujourd'hui, notre Code n'admettant pas les successions jacentes.

Et même au cas où il n'y a pas d'héritier autre que celui qui a renoncé, le fisc ne peut pas non plus recueillir la succession abandonnée, si cet héritier n'a renoncé que pour échapper aux charges trop lourdes qui grevaient l'hérédité. Si l'héritier a ainsi renoncé pour se soustraire aux poursuites des créanciers qui paraissent devoir absorber tout le bien, sa renonciation équivaut à un abandon de la succession aux créanciers, la succession n'est plus vacante et le fisc n'a dessus aucun droit. En pareil cas d'ailleurs, y eut-il des héritiers d'un degré subséquent, ils éviteraient de se faire connaître, n'ayant à cela aucun intérêt.

La succession n'étant représentée par personne, on aura recours au curateur à la succession vacante, personnage fictif qui n'apparaîtra que si le fisc n'appréhende pas la succession. Le fisc d'ailleurs peut jouer ce rôle de curateur et se saisir de la succession, non pas sans doute pour exercer son droit de deshérence et profiter d'une succession dont il n'y a rien à retirer, mais pour faire œuvre utile.

« En ce cas, dit Lefèvre-Laplanche, les officiers du fisc auront la satisfaction d'avoir été utiles à un citoyen, et cette satisfaction n'est point étrangère à leur ministère. Il ne faut pas perdre de vue que le fisc est la main du

prince ; c'est cette main bienfaisante qui veille à la conservation des droits des citoyens, dont elle est aussi jalouse que des siens propres. » Cela pouvait se produire en 1760, au moment où écrivait Laplanche, alors que la royauté avait réprimé les abus des seigneurs, ce n'aurait pu avoir lieu aux ^{x^e} et ^{xii^e} siècles, au milieu des prévarications et oppressions des seigneurs.

Il peut arriver qu'un seigneur appréhende une succession comme étant abandonnée et que cependant cette succession ne soit pas vacante. C'est ce qui aura lieu si le défunt a laissé des héritiers présomptifs, mais que ces héritiers n'appréhendent pas la succession, ni ne se prononcent sur le parti qu'ils prendront. L'un des parents, bien qu'il ne soit pas du degré le plus proche, peut-il réclamer la succession ?

Legrand, commentant l'article 448 de la *Coutume de Troyes*, déclare irrecevable la réclamation de l'héritier qui n'est pas le premier à succéder. En ce cas, en effet, dit-il, le droit de cet héritier est sans fondement, il ne peut exclure le seigneur qui est en possession de l'hérédité, puisqu'il ne peut lui-même établir son droit.

Ferrière soutient avec raison l'opinion contraire. Pour qu'il y ait deshérence, il faut, aux termes de l'article 167 de la *Coutume de Paris*, qu'il ne se présente aucun parent du défunt pour recueillir la succession, que le *de cujus* soit décédé sans « hoirs apparents ».

La deshérence ne peut donc se produire, s'il se présente un héritier de quelque degré qu'il soit, « et le seigneur aurait mauvaise grâce d'exciper du droit d'un tiers et de se défendre par le droit d'un héritier plus proche qui pourrait appréhender la succession ». Si, en effet, on n'admet pas la réclamation de l'héritier du degré plus éloigné, les seigneurs pourront toujours s'emparer

des successions et les contester aux collatéraux, en alléguant qu'il y a des héritiers plus proches. En réalité, il suffit que le parent justifie de sa parenté pour exclure le seigneur. Peu importe pour le seigneur le degré du parent qui réclame, s'il y a un héritier plus proche que le prétendant, c'est à lui de faire valoir son droit ; le seigneur n'a plus aucun droit s'il se présente un parent quelconque du *de cujus*.

Il peut enfin y avoir lieu à deshérence par suite de l'incapacité de transmettre du *de cujus* ou de l'incapacité de recevoir des successibles.

Cette espèce de deshérence se produit en premier lieu lorsque le *de cujus* laisse des héritiers habiles à lui succéder, mais qui, cependant, ne peuvent recueillir par suite de l'incapacité de transmettre de leur auteur. « Cette incapacité se rencontre, dit Lefèvre-Laplanche, chez les religieux qui, étant morts civilement et ayant rompu par leur profession les liens qui les tenaient attachés à leur famille, ont perdu par ce retranchement volontaire de la société la capacité active et passive de succession, qui ne se rétablit même pas par la sécularisation. »

Elle se produit, en outre, lorsque le successible, son auteur étant parfaitement capable de transmettre, est personnellement incapable de recevoir. Par exemple, l'héritier est indigne. Il n'existait pas dans notre ancien droit de causes spéciales d'indignité, tout était laissé à la souveraine appréciation des magistrats et dépendait de l'interprétation de la volonté du défunt. (Domat, *Lois civiles des héritiers en général*, t. I, section 3 ; Pothier, *Successions*, ch. premier, section 2). Qu'advient-il de ces biens dont l'héritier est ainsi privé à cause de son indignité ?

Nous avons vu qu'en droit romain, les biens enlevés aux indignes étaient attribués au fisc ; au contraire, dans notre ancien droit, ils passent aux co-héritiers de l'indigne ou aux héritiers du degré subséquent, ils ne feront donc retour au seigneur qu'en l'absence d'héritiers venant après l'indigne ou en concours avec lui.

Tels sont, dans notre ancien droit, les cas où s'ouvre le droit de deshérence, ils peuvent se résumer d'un mot, la défaillance des héritiers :

Défaillance réelle. — Il n'existe pas d'héritiers, le *de cujus* n'ayant laissé personne pour lui succéder.

Défaillance juridique. — Le défunt a laissé des héritiers, mais ils sont renonçants et abandonnent la succession, ou ils ne peuvent recueillir, soit par suite de leur incapacité personnelle de recevoir, soit à cause de l'incapacité de transmettre de leur auteur.

NOTE. — Il faut dire ici un mot de deux droits qui se rattachent intimement au droit de deshérence, attribuant comme lui au roi la propriété des biens d'une personne défunte ; ce sont les droits d'aubaine et de bâtardise.

Les aubains ou étrangers ne peuvent tester en France, leurs biens sont à leur mort dévolus au roi, à moins qu'ils n'aient des enfants qui consentent à devenir régnicoles.

Sous les rois de la deuxième race, les aubains sont même considérés comme serfs et ils ne peuvent avoir d'autres successeurs que leurs seigneurs.

Les bâtards eux n'ont pas de famille : à leur mort, leurs biens sont vacants et comme tels reviennent au fisc, c'est là une véritable deshérence.

Au cas où le droit de bâtardise et celui de deshérence sont en concurrence, c'est le premier qui doit l'emporter, cela pour deux raisons : 1^o le droit de bâtardise est antérieur au droit de deshérence, étant acquis à la naissance même du bâtard, au lieu que le droit de deshérence ne s'ouvre qu'à la mort de celui qui décède sans héritiers ; 2^o parce que la bâtardise procède du roi qui n'est jamais censé accorder de privilège contre lui-même. Cela est si vrai que si le bâtard légitimé décède sans héri-

§ II. — *A qui appartient la succession en deshérence ?*

1. — Généralités

« D'après le droit commun, dit Bacquet (*Traité du droit de deshérence*), le droit de deshérence appartient au roi. Toutefois, le roi ayant fait cet honneur aux ducs, marquis, comtes et autres seigneurs de son royaume de leur donner ou plutôt communiquer droit de haute, moyenne et basse justice en leurs terres et seigneuries ; sous ombre de haute justice, ils ont repris le droit de deshérence sur le roi, encore que de tels droits n'aient rien de commun avec le droit de justice qui consiste à rendre à chacun ce qui lui appartient. »

Le droit de deshérence était donc un droit régalien. Il appartient d'abord aux rois francs, héritiers des empereurs romains, puis les hauts seigneurs s'en emparèrent au x^e siècle, enfin la royauté le reprit aux seigneurs aux XIV^e et XV^e siècles.

a) *La succession en deshérence appartient d'abord au roi.* — Héritier du fisc impérial, le roi recueillit les droits régaliens de deshérence, de vacance, de confiscation et d'amende. Les lois franques contiennent des textes en ce sens (*L. des Ripuaires*, t. I, §§ I et II).

Plusieurs auteurs, Montesquieu notamment, affirment que les Francs ayant envahi la Gaule pour en chasser les

tier, le droit de bâtardise revit en faveur du roi, le roi ayant légitimé en faveur de la famille et non pas en faveur des seigneurs. (Lebrun, *Traité des successions*, t. I, p. 13.)

Sous le régime féodal, au x^e s., les possesseurs de fiefs héritaient de leurs serfs ; au XII^e et XIII^e s. ce droit exorbitant disparut. Le roi dans son domaine, le seigneur sur sa terre conservèrent cependant toujours le droit de deshérence sur les successions sans héritier.

Romains, ont affranchi le pays et l'ont délivré de tous les impôts qu'y avait établi Rome. L'abbé Dubos (*Histoire critique de l'établissement de la monarchie*) prétend au contraire que les Francs sont venus en Gaule comme alliés des Romains et, par suite, ont succédé à tous les droits des empereurs romains, l'organisation financière notamment restant la même. Il est certain, en effet, que succédant aux Romains, les Francs perçurent les impôts que les Romains avaient établis, il y en a de nombreux exemples dans Grégoire de Tours ; les Gallo-Romains payaient les impôts, les Francs payaient les mêmes à moins d'en être exempts par suite d'une immunité spéciale et accordée à la personne.

C'est ce que disait au XVIII^e siècle, Henrion de Pansey (*Dissertations féodales*, v. Alleu, 16) : « Le moment de la conquête fut difficile, mais ceux qui suivirent furent beaucoup plus calmes. Le roi se contenta des terres qui appartenaient au fisc romain, les Francs ne prirent que celles qui leur étaient nécessaires, et les naturels du pays conservèrent leurs propriétés ; on leur laissa leurs libertés, leurs lois..., mais si les rois francs ont laissé subsister la plupart des lois et usages romains, comment douter qu'ils n'aient conservé les impôts ; les trouvant établis, ils ont continué à les percevoir. »

Les rois francs, il est vrai, à côté des ressources qui leur venaient du droit romain, conservèrent celles qu'ils tenaient du droit germanique : c'est ainsi qu'ils recueillaient les biens des étrangers, les biens des affranchis *per denarium* décédés sans héritiers (*L. des Ripuaires*, l. 37. § I, l. 61. § I).

Ces tributs que les rois des deux premières races perçurent ainsi, ils les perçurent à titre de souverains et non à titre de propriétaires. Le pouvoir des empereurs

romains avait passé dans leurs mains, mais avec les mêmes attributs et la même nature. Ce fut seulement au x^e siècle, c'est-à-dire à l'époque où s'établit la féodalité que l'impôt devint une redevance privée. Il y eut des luttes nombreuses entre les Francs et leurs rois : ceux-là ne voulant pas payer les impôts se firent accorder certaines immunités, ce fut le germe de la féodalité.

b) *Les hauts seigneurs s'emparèrent du droit de desherence.* — Au x^e siècle, le pouvoir royal se morcela. Les premiers rois avaient confié à des officiers publics la charge de percevoir les diverses redevances, c'étaient les *Judices*. Ils donnèrent leur nom aux diverses redevances qu'ils étaient chargés de recouvrer et qui s'appellèrent les *Justitiæ*. La justice seigneuriale consiste donc au moyen âge dans les redevances perçues par les *Judices* et dans le droit de les percevoir.

Les officiers chargés de recouvrer les impôts avaient été créés par les Romains, les rois francs ne changèrent ni leur nom, ni leurs attributions. Ces charges, on le comprend aisément, furent enviées par les chefs des bandes qui occupèrent la Gaule qui se les firent attribuer : ducs, comtes et autres chefs furent chargés du recouvrement de l'impôt ; ils en gardaient un tiers à titre de rémunération et versaient les deux autres tiers au roi.

L'organisation était défectueuse ; les seigneurs en profitèrent pour pressurer leurs sujets et rendre au roi des comptes faux ; bientôt même, ils s'affranchirent complètement du tribut qu'ils servaient au roi. Peu à peu, leurs fonctions devinrent viagères, puis héréditaires ; et, la part du roi étant supprimée, les seigneurs se trouvèrent absolument maîtres de lever sur leurs terres tels impôts qu'il leur plairait.

L'autorité royale était morcelée, c'était la conséquence des charges d'immunité et des délégations d'impôts (1).

I. *Des chartes d'immunité.* — Les immunités existaient déjà dans le bas empire romain, elles se multiplièrent pendant la période franque, les rois barbares pensant s'attacher ainsi des partisans. Ce n'était pas à proprement parler une remise d'impôts, c'était la promesse du roi de ne plus exiger sa part d'impôts sur telle partie du territoire, sur tel établissement.

Cette immunité d'ailleurs ne profitait pas aux contribuables qui n'étaient nullement dégrevés, elle déchargeait seulement le seigneur de la *Pars Regia*, et il gardait pour lui seul toutes les redevances : c'était l'attribution aux puissants propriétaires d'une partie de la souveraineté. La conséquence de cette augmentation d'immunité fut l'augmentation des *recommandations*.

Plutôt que de payer tribut, le petit propriétaire cédait à l'immuniste ses biens en pleine propriété, et celui-ci les lui rétrocédait à titre d'usufruit ou de bail, moyennant une redevance moindre que l'impôt qu'il réclamait auparavant. Le contribuable gagnait à ce changement, le roi seul y perdait. Mais quand la royauté s'en aperçut, il était trop tard et son autorité était trop faible pour vaincre la résistance des grands seigneurs. La féodalité était créée, les seigneurs avaient le domaine éminent des biens de leurs sujets.

II. *Des délégations d'impôts.* — Ces délégations d'impôts qui avaient pris naissance à Rome devinrent aussi de plus en plus fréquentes sous les rois francs. Elles consistaient dans l'attribution de certains impôts à des

(1) Championnière. — *De la propriété des eaux courantes*, page 107.

personnes ayant rendu service au roi (*Honorati*). Par l'Honor, le seigneur obtenait la totalité de l'impôt, au lieu qu'il n'acquerrait par l'immunité que la part du roi (*gradus*).

L'*Honoratus* ne pouvait lever directement l'impôt ; il lui fallait recourir au *Judex*, mais bien vite il acquit le droit de lever directement et absolument l'impôt, tandis que le *Judex* obtenait pour lui les impôts à titre d'*Honores*. Ils arrachèrent même à la faiblesse royale l'hérédité et la libre disposition de l'impôt.

La royauté était alors ruinée ; le roi n'est plus qu'un grand seigneur duc d'Ile-de-France, dont les seuls revenus sont les impôts et redevances qu'il perçoit sur sa province. Il régnait aux ^xe et ^{xi}e siècles cette immense anarchie qu'on est convenu d'appeler Institutions Féodales, suivant l'expression de Championnière.

Ce pouvoir qu'avaient acquis les seigneurs se divisait en deux éléments : le *fief* et la *justice*.

La puissance justicière, ainsi que nous venons de le voir, comprenait pour le seigneur, non seulement le droit de juger, mais le droit de percevoir l'impôt ; c'était un droit de souveraineté attribué aux seigneurs sur un certain domaine et c'est à lui que se rattache le droit de deshérence. Le seigneur percevait sur ses terres le tribut public autrefois attribué au roi, c'est le *Census*, puis le *Reditus*, ou redevance perçue par lui à titre de propriétaire sur ses vassaux, hommes de poeste, serfs, en dessous de lui dans la hiérarchie féodale. Le *Census* est l'origine de l'élément justice ; le *Reditus*, la base de l'élément fief. Le seigneur justicier est donc distinct absolument du seigneur féodal : le premier perçoit les censives, corvées et services personnels à titre de souverain ; c'est lui surtout qui pressura les contribuables, lui contre qui le serf

se souleva ; le second, au contraire, est lié à son sujet par la convention, il le patronne et le protège, moyennant pour celui-ci le paiement d'un loyer débattu avec lui. De là l'adage : « *Fief et justice n'ont rien de commun* ».

Ce sont deux éléments bien différents de la puissance seigneuriale ; mais ces deux éléments, s'ils sont distincts, ne sont pas incompatibles et si la possession du fief n'entraîne pas le droit de justice, il arrive fréquemment que le seigneur féodal est aussi seigneur justicier.

En Bretagne, par exemple, le seigneur féodal est le plus souvent seigneur justicier ; dans le territoire de la coutume de Paris, au contraire, il y a généralement deux seigneurs : un féodal et un justicier.

Comtes et ducs cherchèrent d'ailleurs à réunir entre leurs mains ces deux éléments de souveraineté et de propriété : la justice et le fief. Ils y arrivèrent parce qu'ils étaient tout-puissants et que leurs sujets ne pouvaient rien contre eux ; ils y arrivèrent aussi par suite de la faiblesse du roi qui souvent concéda au même seigneur fief et justice et qui attribuait au seigneur terrien la justice sur ses domaines.

Le droit de deshérence est donc un attribut de la puissance justicière, c'est ce que dit Championnière : « La maxime « *Fief et Justice n'ont rien de commun* » ne serait pas écrite dans tous les livres coutumiers que cette distinction n'en serait pas moins une nécessité, et la séparation de ces droits en deux classes la condition essentielle de tout travail sur le régime féodal. Il ne faut qu'un regard attentif sur l'ensemble constitutif de ce régime pour apercevoir la possibilité de les rattacher au même principe. Comment ne pas être frappé de l'existence simultanée sur un même territoire de deux seigneurs, de deux puissances, de deux classes de droit, les uns portant des noms

différents, les autres désignés par la même dénomination, sans cesser d'être distincts ? D'une part, la foi, l'hommage, le retrait, le bail, la commise ; de l'autre, la confiscation, les péages, les banalités, les droits de *deshérence* et d'*aubaine* (Championnière, *op. cit.*, ch. V, § 1).

La division entre ces deux éléments de la puissance féodale n'était pas, il est vrai, bien tranchée, certains droits étaient tantôt considérés comme féodaux, tantôt comme justiciers. Les seigneurs d'ailleurs contribuèrent eux-mêmes à cette confusion, le seigneur féodal en stipulant dans la concession du fief des droits de justice, le seigneur justicier en rattachant son droit à l'origine contractuelle, c'est-à-dire féodale, afin de rendre moins odieux ses abus.

L'affranchissement des communes aux XI^e, XII^e et XIII^e siècles, contribua, d'autre part, à cette confusion. Les seigneurs accordaient aux bourgeois des villes puissantes des chartes qui modéraient leur droit de justice et les garantissaient de l'arbitraire (Lorris). Ces chartes furent d'ailleurs plutôt favorables aux seigneurs que restrictives de leurs droits ; ils semblèrent tenir leur droit des contrats qu'ils avaient passés avec les villes et ne plus exercer de souveraineté ; on les prit pour des seigneurs féodaux.

Ainsi, au X^e siècle, si la royauté existe encore, elle n'a plus d'autorité, la souveraineté s'est morcelée. Les seigneurs perçoivent l'impôt comme le revenu de leurs terres et même ils ont la souveraineté, ils profitent de ses attributs, notamment du droit de lever l'impôt et des droits de *deshérence* et de *bâtardise*.

Dès le début de la féodalité, le droit fut reconnu au seigneur de percevoir l'impôt comme une redevance privée ; mais la royauté résista davantage avant d'aban-

donner le droit de deshérence, car il s'agissait d'un droit intimement lié à la souveraineté. Bientôt cependant, les seigneurs furent assez puissants pour résister au roi, ils se partagèrent la souveraineté et s'attribuèrent notamment le droit de deshérence ; ce droit, il est vrai, n'appartint jamais qu'au seigneur haut justicier, au chef suprême des hommes et terres de la haute justice, le moyen et le bas justicier qui, cependant, avaient le droit de lever l'impôt n'y participèrent jamais.

c) *Le droit de deshérence fit retour au roi.* — L'anarchie féodale dura plusieurs siècles, la royauté s'était écroulée. Puis longtemps après, les comtes de Paris, héritiers du nom du roi, cherchèrent à profiter de leur titre ; la royauté commença à naître. Sans doute, le roi n'est encore qu'un grand suzerain, mais peu à peu il est regardé comme souverain justicier de tout le royaume, suzerain de tous ceux qui n'ont pas de suzerain, et il eut l'habileté de rattacher tous ses droits, non pas au hasard ou à ses armes, mais à son titre de roi.

Au XIV^e siècle, le roi a entre ses mains toute la justice féodale, la justice justicière résiste encore. Elle dut céder cependant sous les efforts des jurisconsultes qui firent prévaloir, d'après le droit romain, que toute justice émane du roi, que le roi est souverain fief de tout le royaume, et le roi triompha.

La royauté, d'ailleurs, une fois qu'elle fut assez forte, rejeta ces maximes imbues encore de la féodalité, elle cessa d'être un pouvoir féodal et justicier et le roi regarda la justice comme une émanation de la puissance publique, c'était le renversement du principe féodal de la patrimonialité des justices.

C'est cependant en s'emparant des justices seigneuriales que le roi rétablit son domaine, rivières navigables,

trésors, mines, successions en deshérence et aubaines ; il avait recouvré ces attributs qui ne sont conciliables qu'avec le pouvoir royal lui-même, le droit de deshérence notamment qui ne peut se justifier qu'entre ses mains dans l'intérêt de tout le pays.

2. — A quel seigneur appartient la succession en deshérence.

a) La succession en deshérence appartient en général au *seigneur haut justicier* (1), souverain maître de la seigneurie où s'ouvre la succession. Il succède aux biens de son sujet dans sa haute justice, il succède aussi aux biens qui sont sis dans son territoire si le défunt n'est pas son sujet, ni domicilié dans sa haute justice. Le seigneur qui n'a que la moyenne ou la basse justice et le seigneur féodal ne succèdent pas du tout.

C'est bien ce qui résulte de l'article 167 de la Coutume de Paris : « Quand le propriétaire possesseur d'aucun héritage va de vie à trépas sans hoirs apparens, le hault-justicier en la justice duquel les héritages sont assis, peut et lui est loisible, iceux héritages vacans et non occupez, saisir et mettre en sa main. » Or, la Coutume de Paris, c'est la loi des pays qui n'ont pas de coutume spéciale : quant au seigneur du fief, il ne peut prétendre à la succession en deshérence (arrêt 11 mars 1606, cité par Ferrière, annotateur de Bacquet).

Cependant dans les deshérences comme d'ailleurs dans tous les biens fiscaux, les moyens et bas justiciers ont leur part « en tant qu'ils ont droit de fise, étant trouvés

(1) Il y a trois sortes de justices : la haute, la moyenne et la basse justice, différant par la compétence accordée au justicier ; au début, la haute justice appartenait seulement au comte, puis bientôt elle appartient à quiconque, et tout dépendait de l'acte de concession.

en l'enclave de leur justice, à savoir le moyen justicier de 60 sols et le bas de 7 sols et 6 deniers ». La part, d'ailleurs, était infime et le plus souvent ils négligeaient de la réclamer.

Le seigneur haut justicier exclut donc le seigneur féodal, mais cette règle ne fut pas admise sans conteste et la controverse fut longue : le seigneur haut justicier ne l'emporta que parce que le roi était souvent intéressé dans la question en qualité de haut justicier.

La question dépendait du fondement même du droit de deshérence. Si ce droit de deshérence est de droit public, s'il a pour effet de subroger le fisc aux droits du premier occupant, la succession en deshérence doit revenir au seigneur justicier qui détient le trésor public ; elle sera, au contraire, au seigneur féodal si on rapporte ce droit de deshérence à la propriété directe du seigneur.

D'après Lefèvre-Laplanche, l'option entre ces deux principes est toute jugée : puisque nos mœurs ont reconnu l'illusion de ce principe qui fait de l'honneur un accessoire de la terre qu'il cultive, il faut chercher dans une source plus pure l'origine du droit de deshérence : « L'idée du trésor public, subrogé aux droits du premier occupant, forme cette source. »

Ferrière justifie la règle en disant que « le droit de deshérence a été accordé aux seigneurs hauts justiciers comme une dépendance de leur justice, pour les récompenser des charges onéreuses qui y sont annexées ». Ce n'est pas une explication (*id.* Dumoulin ; Ricard ; Labbé ; Brodeau ; Loyseau ; *Tr. des Seigneuries*, ch. 12, n° 85).

Loyseau constate aussi la règle : « Je dis notamment que cette réunion se fait de la seigneurie privée à la publique et non pas à la directe, parce qu'en France les liefs et cens sont perpétuels et patrimoniaux, et que les

biens vacants sont attribués à la justice pour soutenir les charges d'icelle ».

Ce fut la règle, mais c'était contraire au système féodal, le fief devait à l'extinction de la famille du vassal retomber aux mains du seigneur terrien ; aussi la règle de l'attribution de la succession en deshérence n'a-t-elle pu s'établir que dans l'oubli du droit féodal au xvi^e siècle.

b) La succession en deshérence qui revient au seigneur haut justicier revient-elle au seigneur du domicile, ou *au seigneur de la situation des biens* ? — Il n'y a pas de difficultés pour les immeubles ; ils appartiennent au seigneur haut justicier de la seigneurie dans laquelle ils sont situés et si les immeubles sont sis en diverses seigneuries, chaque seigneur succède aux biens qui sont en sa seigneurie ; les héritages en effet suivent la coutume du lieu où ils se trouvent et sont, par conséquent, la propriété du seigneur en la justice duquel ils sont assis, le droit de deshérence étant un corollaire de la justice. Mais le haut justicier n'a aucun pouvoir sur les biens qui sont sis dans une *autre* seigneurie, sa juridiction ne pouvant s'étendre au delà des limites de sa propre seigneurie.

Pour les meubles au contraire, les difficultés surgissent et la coutume est muette. La plupart des auteurs soumettent aux mêmes règles meubles et immeubles, déclarant que les uns et les autres doivent revenir au seigneur de la situation des biens. La solution contraire est plus logique, elle est admise par certains auteurs et se trouve dans la coutume de Bourgogne. Les meubles n'ayant pas d'assiette fixe doivent revenir au seigneur haut justicier, véritable héritier mobilier du défunt.

Ici comme dans les autres successions, la succession aux meubles doit être déterminée par le domicile du défunt, « parce qu'on suppose que l'intention du père de

famille a destiné tous ses meubles pour le lieu où il est établi, et qu'il y aurait d'ailleurs des inconvénients de consulter différentes coutumes pour régler leur destinée ».

La question a été, suivant les époques, résolue de façon différente.

Jusqu'au xvi^e siècle, la plupart des auteurs reconnaissent au seigneur du domicile le droit de recueillir tous les meubles et Loyseau dit dans son *Traité des Seigneuries* (ch. 12, n^o 88) : « Tous les docteurs anciens et modernes, sans exception que je sache, tiennent unanimement que les biens du confisqué ou décédé sans hoirs appartiennent au haut justicier de son domicile ».

A partir du xvi^e siècle prévaut la solution inverse ; cela pour deux raisons.

Et d'abord, disent les anciens auteurs, la succession en deshérence n'est pas une succession ordinaire, elle ne représente pas la personne du défunt et les meubles de ceux qui décèdent sans héritiers sont des biens vacants et sans maîtres qui doivent suivre la destinée des biens de cette nature, c'est-à-dire appartenir au seigneur dans la justice duquel ils se trouvent.

Le deuxième motif est fourni par Bacquet : « Le roi et les seigneurs hauts justiciers, dit-il, lorsqu'ils exercent le droit de deshérence ne sont pas des héritiers, ce sont des successeurs aux biens, de sorte que chacun prend tout ce qui se trouve en son territoire, sans que l'autre y puisse rien prétendre (1). »

Le seigneur haut justicier prend donc dans la succession en deshérence, non seulement les immeubles, mais

(1) En ce sens, arrêt du 20 mars 1343, au profit de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés.

encore les meubles qui se trouvent en son territoire et haute justice.

C'est ce que dit la Coutume de Reims (art. 346) : « S'il y a des biens vacants en divers lieux, chacun seigneur haut justicier doit avoir ceux qui sont en sa seigneurie et haute justice, tant meubles qu'immeubles, et en ce cas les meubles ne suivent pas le domicile. » (*Id.*, *Coutume de Vermandois*, art. 86, citée par Lebrun ; Bacquet, *Traité du droit de deshérence*, ch. 3, n^{os} 3 et 4 ; Ferrière, *Coutume de Paris*, sur l'article 167 ; Pothier, *Coutume d'Orléans*, t. 17, n^o 131 ; Coquille ; Brodeau ; Chopin ; Lefèvre-Laplanche.) Ce sont là sans doute des autorités considérables. Nous nous bornerons cependant à constater l'existence de cette règle, sans l'approuver, la première solution étant, à notre avis, de beaucoup préférable.

Pourquoi établir en cas de deshérence une règle spéciale pour les meubles, pourquoi en un cas leur donner une assiette fixe, alors que dans tous les autres cas ils sont considérés comme étant en franc-lieu et sans situation déterminée. C'est contraire à la nature même des meubles qui est précisément de ne pas avoir de situation déterminée, mais d'être attachés à la personne. Pourquoi d'autre part séparer si nettement les successions en deshérence des successions ordinaires ? Dans les deux cas, il s'agit d'une succession, dans les deux cas on applique les règles de la dévolution héréditaire.

La théorie admise dans notre ancien droit a le grave inconvénient de morceler le patrimoine héréditaire, de considérer la succession en deshérence non comme une masse de biens unique et formant un tout, mais comme une série de biens sans lien entre eux, que chaque seigneur recueille comme biens vacants à titre d'occupant. C'est bien ce que dit Lefèvre-Laplanche : « Pendant la vie

du citoyen, la loi le revêt d'une personne civile et unit ensemble par un lien fictif les différents effets qu'il possède pour en former une seule masse, sous le nom de patrimoine, les différents effets sont donc considérés comme des portions de ce patrimoine. Malgré leur mobilité naturelle, la loi leur donne une assiette fictive dans le lieu de la situation de la masse totale. De là, l'empire de la loi du domicile sur les effets mobiliers. Après la mort du citoyen, la loi veille à ce que ce lien ne soit pas brisé, et la masse du patrimoine est transportée avec la personne civile du défunt sur la tête de l'héritier dont elle joint la possession à celle du défunt, de manière qu'il n'y ait point de temps intermédiaire. Mais s'il n'y a point d'héritiers, toutes ces fictions tombent comme n'ayant plus d'objet. Les choses se retrouvent dans l'état où la nature les a placées, c'est-à-dire que les débris de ce corps épars anéanti reçoivent l'impression de la loi sous l'empire de laquelle leur position physique les place. Ce sont des épaves ou biens vacants, livrés au premier occupant, c'est-à-dire au fisc qui en exerce les droits. »

Voilà certes une parfaite analyse, mais le lien du patrimoine ne doit pas disparaître dans la succession en deshérence.

Cette théorie est la conséquence de l'idée que le droit de deshérence du roi ou du seigneur est attachée à son droit de souveraineté dont elle est la conséquence. Nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser.

Quoi qu'il en soit, contrairement à l'adage que les meubles suivent la personne, nos anciens auteurs attribuaient dans la succession abandonnée les meubles au seigneur dans la justice de laquelle ils se trouvaient.

Lefèvre-Laplanche distingue entre les meubles ordinaires et les dettes actives. Ces dernières sont des droits

incorporels et n'ont par nature aucune situation. Comment fixer leur assiette ? Le débiteur ne possède rien, il est seulement tenu de satisfaire à l'obligation ; le créancier, au contraire, possède un droit qui, quoique incorporel, existe cependant, et les créances ont leur assiette au domicile du créancier, elles sont attachées à sa personne pendant sa vie, elles restent attachées à son domicile après sa mort, et c'est le seigneur de ce dernier lieu qui les recueillera. Voilà une exception déjà à la théorie que les meubles vont au seigneur du lieu où ils se trouvent.

Cette règle ne s'applique, il est vrai, que pour les dettes purement verbales, car pour les dettes qui sont constatées par écrit, elles s'incorporent dans l'écrit qui les constate, et ce sera le seigneur du lieu où se trouve cet écrit qui en bénéficiera.

Loyseau, au contraire, admet en ce dernier cas (*Traité des Seigneuries*, ch. 12, n° 91) que « les dettes actives doivent suivre généralement le domicile du créancier et non le lieu où les obligations, cédules ou papiers justificatifs d'icelles seront trouvés, d'autant que les papiers ne sont pas la dette, mais la preuve et assurance d'icelle ». Cette idée est parfaitement exacte et bien plus juridique que la théorie de Lefèvre, c'était sans doute la règle suivie en pratique.

Tous les auteurs admettent le système de Lefèvre-Laplanche, et Coquille, Brodeau admettent le droit du seigneur du domicile sur les créances dues au défunt. Une telle théorie est inadmissible si l'on n'admet pas à la succession aux meubles le seigneur du domicile.

c) La règle posée par la Coutume de Paris qui attribuait au seigneur haut justicier la succession en desherérence, subissait d'ailleurs des *exceptions remarquables*.

Ainsi la Coutume de Normandie accordait le droit de deshérence aux seigneurs féodaux : « aux seigneurs féodaux appartiennent les héritages de leurs vassaux après leur décès, à droit de deshérence et ligne éteinte, aux charges de droit, s'il ne se présente hoirs habiles à succéder dans le septième degré inclusivement (1) ».

Deux exceptions dans cette coutume : La succession revient au seigneur féodal et non au seigneur haut justicier. Le droit des parents est limité au septième degré au lieu que dans les autres coutumes, les parents, à quelque degré qu'ils soient, excluent les seigneurs (2).

D'autre part, en Normandie, celui qui n'a pas d'héritier ne peut disposer par testament ou donation entre vifs au delà de ce que pouvait donner celui qui a des héritiers (Placites de 1666, Merlin, v° *Deshérence*).

De même, la Coutume de Bretagne attribue au seigneur féodal la succession en deshérence (art. 540, nouvelle rédaction). « Les successions désertes, dit d'Argentré, sont sous la garde du seigneur pour les rendre à ceux qui les demanderont et qui auront qualité pour cela ; au lieu que les biens vacants appartiennent au seigneur haut justicier. » (*Id.*, art. 595). « Et défaillant un estoc ne succède l'autre estoc ; ainsi sera le seigneur du fief préféré à recueillir les choses par droit de deshérence et de reversion. »

(1) A noter qu'en Normandie et dans les pays de coutumes analogues, le roi succède aux meubles, rentes constituées.... qui ne relèvent d'aucun seigneur.

(2) L'avantage n'est d'ailleurs pas si grand qu'on peut le croire d'abord, l'annotateur de Lebrun (l. 1 ch. 6 s. 4, n° 11) assure en effet qu'on suit en Normandie la computation canonique, de sorte que le 7° degré se trouve être le 14° degré en droit civil, où on compte des deux côtés (Merlin V° *Succession*).

La Coutume de Bretagne, d'autre part, contrairement encore au droit commun, admet que les meubles en cas de deshérence comme en cas de succession ordinaire, suivent la personne et que les meubles appartiennent au seigneur du domicile du défunt et non pas au seigneur dans la seigneurie duquel ils se trouvent.

§ III. — *Droits et obligations du seigneur qui recueille une succession en deshérence.*

1. — **Droits**

Le seigneur qui recueille la succession en deshérence a tous les droits du précédent propriétaire. Mais s'il a les mêmes droits que ce précédent propriétaire, il n'en a pas plus que lui ; il ne peut donc exercer son droit que sur les biens que le défunt avait en sa possession, et, si certains des biens du défunt sont aux mains d'un détenteur qui les possède *animo domini*, le seigneur devra se faire adjuger les biens par droit de deshérence pour pouvoir agir contre le détenteur, car il doit agir contre lui par action réelle « pour ce détenteur voir ordonner qu'il sera tenu de délaisser les biens au seigneur comme à lui appartenant en vertu dudit droit de deshérence ».

Le seigneur, d'autre part, n'a aucun droit sur les biens que le défunt détenait à titre d'usufruit, l'usufruit étant un droit personnel qui s'éteint à la mort du *de cujus*. Quant au bail et à l'emphytéose, il semble que le seigneur pourra les continuer en payant la redevance annuelle : « La raison en est, dit Ferrière, que les droits qui peuvent passer aux héritiers et contre eux passent aux successeurs et contre les successeurs, tels que sont les seigneurs hauts justiciers, et puisque les baux à loyer et à ferme produisent une action qui passe aux héritiers et contre les

héritiers, il faut dire qu'elle a lieu au cas du droit de deshérence compétant aux seigneurs et contre les seigneurs, avec cette différence que les héritiers sont tenus de toutes les dettes, à moins qu'ils ne soient héritiers bénéficiaires et que les seigneurs n'en sont tenus que jusqu'à concurrence de l'émolument qu'ils prennent des biens du défunt. » Cette idée nous paraît absolument exacte, mais pourquoi ces mêmes auteurs qui font du droit de deshérence un attribut de la souveraineté dont le fondement est l'attribution au souverain des biens vacants et sans maîtres, présentent-ils ici comme conséquence de la deshérence un droit qui ne peut appartenir au seigneur que si l'on voit dans la deshérence un vrai droit de succession.

2. — Obligations.

Le seigneur doit payer les dettes successorales. Le seigneur doit accomplir certaines formalités nécessaires pour avertir les héritiers de l'état de deshérence de la succession à laquelle ils peuvent prétendre. Le seigneur doit restituer les biens successoraux à l'héritier qui se présente en temps utile.

a) *La principale obligation du seigneur haut justicier est de payer les dettes dépendant de la succession ; et, par dettes, il faut entendre toutes les charges de la succession, telles que frais et legs particuliers. Le seigneur, il est vrai, n'est tenu des dettes que jusqu'à concurrence de l'émolument héréditaire, intra vires hæreditatis ; car il n'est pas le continuateur de la personne, mais seulement un successeur aux biens.*

Si plusieurs seigneurs concourent à la même succession, chacun paie les dettes proportionnellement à la part qu'il recueille.

Cette règle était la conséquence de la règle généralement admise qu'il n'y avait pas de seigneur succédant à l'universalité des meubles ; mais que chaque seigneur recueillait les meubles sis en sa justice. Aucun seigneur ne pouvait donc être chargé spécialement d'acquitter les dettes, puisque le principe était que les dettes passives suivaient les meubles. C'est bien le motif donné par Loyseau : « Les dettes sont ainsi divisées, dit-il, parce que le seigneur n'est pas un successeur universel, mais particulier, des seuls meubles trouvés en sa justice : et encore non par voie de succession ou translation du droit du défunt à lui, mais par abolition du droit de l'ancien propriétaire et réunion de la seigneurie privée vacante à la publique ».

Cette division des dettes comporte de graves difficultés.

Contre qui agira le créancier chirographaire qui ne sait pas dans quelle proportion succède chaque seigneur, qui peut-être même ne sait pas quels seigneurs participent à la deshérence ? Bacquet prétend que le créancier pourra s'adresser à chaque seigneur pour sa part ou pour le tout à l'héritier aux meubles, sauf le recours de celui-ci contre ses cohéritiers. La deuxième solution seule est acceptable, mais elle ne sera pas toujours applicable. Il peut, nous venons de le voir, y avoir plusieurs seigneurs pour succéder aux meubles ; le créancier devra donc en ce cas procéder à une ventilation, opération inutile vis-à-vis de seigneurs qui ne sont pas tenus sur tous leurs biens, mais seulement sur l'émolument héréditaire. Loyseau prétend que le créancier, fût-il même chirographaire, peut réclamer à chaque seigneur la totalité de la dette, le paiement des dettes étant une charge foncière universelle qui s'étend sur tout le bien et constituant une obligation solidaire. Cette théorie que chaque seigneur qui participe

à la deshérence est tenu des dettes hypothécairement pour le tout, peut se justifier ainsi : entre les héritiers, la dette se divise parce qu'ils sont censés avoir traité directement avec le créancier puisqu'ils continuent la personne du défunt. Il n'en est pas de même pour les seigneurs, successeurs aux biens ; ils ne sont obligés que comme possesseurs et ils ne possèdent des biens qu'à condition de payer les dettes qui les grèvent ; ces biens sont entre leurs mains le gage de la dette, or, le gage porte sur chaque portion de l'objet comme sur la totalité. En pratique, le créancier faisait nommer aux biens vacants un curateur contre qui il exerçait ses poursuites (Chopin de Domanio, ch. 12, n° 12).

L'action que le créancier dirige contre le seigneur n'est donc pas une action strictement personnelle, c'est une action qui, sans doute, est dirigée contre la personne, mais qui a en vue l'héritage et y est absolument limitée, c'est l'action *in rem scripta* du droit romain. Cette action, étant en quelque sorte hypothécaire, est à ce titre indivisible et le créancier pourra agir pour la totalité contre chaque seigneur. C'est bien ce que dit Loyseau qui ne voit dans le seigneur qu'un simple détenteur, tenu parce qu'il est détenteur de la chose et qui ne peut se soustraire aux poursuites du créancier qu'en abandonnant les biens successoraux, en déguerpissant (1).

Cette théorie est judicieuse, mais pour pouvoir l'admettre, il faut admettre que le seigneur n'est point un successeur, mais seulement un détenteur des biens en deshérence. C'était d'ailleurs la règle admise dans notre ancien

(1) S'il déguerpit, le seigneur doit restituer les fruits.

Le seigneur, haut justicier, exclut le bailleur à rente du fonds, en lui payant ce qui lui est dû et en s'engageant pour l'avenir au paiement des arrérages de la rente.

Droit ; nous verrons plus loin quelle est sa valeur juridique.

b) *Le seigneur doit remplir certaines formalités destinées à avertir les héritiers qui peuvent prétendre à la succession en deshérence. Ce sont les formalités d'incorporation et d'administration.* — L'article 167 de la Coutume de Paris déclare que le seigneur peut *saisir et mettre en mains* les biens des individus décédés sans *hoirs apparents*. Ce n'est pas à dire que le seigneur puisse s'emparer de la succession de sa propre autorité. Il ne peut, en effet, s'approprier immédiatement les biens composant la succession en deshérence ; il doit s'en faire mettre en possession et les garder afin de les restituer à qui il appartiendra le cas échéant.

Voici comment procédera le seigneur haut justicier appelé à recueillir une succession en deshérence : il fait saisir en vertu d'une commission de son juge et à la requête du procureur fiscal les biens vacants situés en sa seigneurie. Il fait ensuite publier solennellement que les héritiers, s'il y en a, aient à se faire connaître, et après trois publications, les biens lui sont adjugés par le juge.

Quant aux meubles, le juge y appose les scellés et le seigneur doit en faire inventaire. Ces formalités empêchent tout détournement au préjudice de l'héritier qui viendrait à se présenter. Il est d'ailleurs de l'intérêt du seigneur de procéder à cet inventaire ; cette formalité empêchera les héritiers, s'il en survient, de lui réclamer plus de biens qu'il n'en rend ; et, d'autre part, en fixant l'émolument héréditaire, lui permettra de ne payer les dettes qu'*intra vires hereditatis*.

Le seigneur est ici en quelque sorte un héritier bénéficiaire. Quand se sont écoulés les trois mois et quarante

jours donnés aux héritiers pour se faire connaître, le procureur fiscal du seigneur doit commencer les formalités nécessaires pour réunir les créanciers de la succession, et s'il y a négligence de sa part, toute perte ou détérioration des héritages sera imputable au seigneur qui est obligé de liquider la succession, non seulement dans son intérêt personnel, mais aussi dans l'intérêt des créanciers héréditaires. Le seigneur n'a pas cependant à fournir de cautionnement quand il se saisit des biens héréditaires, sa seigneurie est une garantie suffisante. Comme notre héritier bénéficiaire actuel, le seigneur devait donc liquider la succession et même il était tenu d'administrer ; il pouvait, il est vrai, faire nommer un curateur à la succession vacante. La Coutume d'Anjou (art. 442) exigeait même que le seigneur fit bail du bien en desheréance, afin de restituer les loyers à l'héritier qui se présenterait (1).

Au XVIII^e siècle, la règle changea, la nomination d'un curateur fut jugée inutile (arrêt du Parlement de Bretagne du 30 décembre 1734), puis proscrite entièrement (arrêt de règlement du 11 avril 1735) (2).

Si le défunt a laissé des biens dans plusieurs justices, les mêmes formalités doivent être remplies par chaque seigneur successeur.

Au cas, fréquent d'ailleurs, où les seigneurs venaient en concours avec le roi, le seigneur devait plaider devant le juge royal pour justifier son droit, et son droit lui était souvent dénié à une époque où la royauté cherchait par tous les moyens possibles à reconquérir son autorité.

(1) Le seigneur n'était tenu à cette restitution que pendant dix ans⁴ pendant vingt ans, d'après la coutume de Vermandois.

(2) Merlin, V^o *Desheréance*.

c) *Le seigneur doit restituer les biens à l'héritier qui se présente en temps utile.* — Le seigneur n'est réputé propriétaire qu'après l'expiration du temps dans lequel un héritier peut se présenter. Il s'ensuit que si quelque héritier se présente, le seigneur ne s'étant fait adjuger les biens qu'à défaut d'héritier légitime, doit lui remettre l'héritage pourvu que sa réclamation soit faite en temps utile, c'est-à-dire dans les trente ans. Pour obtenir cette remise, l'héritier devra prouver sa parenté et sa généalogie, et s'il agit comme légataire universel, présenter le testament qui l'institue. Il devra, une fois son droit établi, obtenir par requête mainlevée de la saisie (1). Un commissaire institué par le seigneur devra alors lui rendre compte de sa gestion (2).

Quelle sera l'étendue de la restitution que devra faire le seigneur à l'héritier qui s'est présenté en temps utile ? Quelles sommes lui seront remboursées ?

Le seigneur, étant possesseur de bonne foi, fait les fruits siens (3) (Brodeau, Loysel). C'était la solution du

(1) Le véritable héritier ne peut appeler de la saisie effectuée au profit du seigneur, il devra présenter une requête pour obtenir mainlevée de la saisie; car le droit de deshérence est un droit absolu pour le seigneur.

(2) L'action en pétition d'hérédité n'est prescrite contre l'héritier que par trente années, car c'est une action mixte, personnelle et réelle, dirigée contre l'héritier apparent : or, toute action personnelle se prescrit par ce temps.

(3) On a soutenu que le seigneur ne faisaient siens que les fruits de terres féodales dont la saisie faute d'homme, emporte perte des fruits et non des rotures, sur quoi le seigneur n'a pas ce privilège. Cette idée est fausse, car si le seigneur n'a pas, sur les rotures, droit aux fruits en cas de saisie faute d'hommes, il y a droit en cas de deshérence; il ne saisit pas ici, en effet, comme seigneur féodal, mais comme seigneur justicier (Lemaistre Cout., de Paris sous l'art. 167), il a donc droit aux fruits, soit parce qu'il est propriétaire, tant qu'il ne se présente pas d'héritier, soit pour la garde des biens abandonnés.

droit romain : au lieu que le possesseur de mauvaise foi devait restituer les fruits, le possesseur de bonne foi, au contraire, faisait les fruits siens et ne devait les restituer que dans la mesure où il s'était enrichi.

La solution, a-t-on dit, est parfaitement équitable s'il s'agit d'un héritier ordinaire. Celui-ci, croyant que la succession lui appartenait, est censé avoir exercé les droits mêmes de l'héritier et, en principe, il doit restituer tous les fruits ; c'est une faveur qui lui est accordée, s'il est de bonne foi, de restituer les fruits dans la limite seulement où il s'est enrichi. Ici, au contraire, le seigneur a le droit de jouir de la succession qui lui fait retour par deshérence ; sans doute, il a la charge de restituer à l'héritier qui se présentera et qui justifiera ses droits, mais il a joui pendant plusieurs années de cette succession, il était en droit de se considérer comme propriétaire définitif et on ne peut exiger de lui la restitution d'aucun fruit, pas même de ceux qui l'auraient enrichi.

Il est difficile de saisir entre les deux cas la différence : en définitive, la situation est la même de l'héritier apparent qui s'est mis ou a été envoyé en possession, croyant qu'il n'y avait pas de parents ou de légataire à lui préférables, et du seigneur envoyé en possession dans la foi qu'il n'y a pas d'héritier. Et même, de ces deux successeurs, le second plus encore que le premier sait qu'il est sous la menace d'une éviction, qu'un héritier quelconque peut surgir et lui enlever sa place. Les chances d'exclusion, en effet, sont plus grandes pour le seigneur qui peut être évincé par tout héritier de quelque degré qu'il soit que pour l'héritier apparent qui n'a à redouter que les parents plus proches que lui.

Nous venons de voir quelles restitutions doit faire le seigneur s'il est évincé ; *quelles sommes lui seront-elles*

dues pour son administration, c'est ce que nous allons examiner brièvement.

Le seigneur qui rend les biens saisis doit être remboursé des frais raisonnablement faits, la Coutume de Troyes (art. 118) lui donne un droit de rétention à cet effet. Le seigneur n'aura d'ailleurs droit au remboursement des frais que s'il n'a perçu aucun fruit ; au cas, en effet, où il gardera les fruits, ceux-ci compenseront les frais qu'il aura pu faire pour la chose. Le seigneur ne peut, sauf le cas où il n'aurait pu en être indemnisé, exiger de l'héritier le remboursement des frais de saisie, cet héritier ayant pu avoir une juste cause d'ignorer le décès de son auteur. Il en est autrement s'il s'agit d'un vassal saisi. Ce dernier non seulement perd les fruits du fief saisi, mais il doit aussi payer les frais des formalités, car il ne peut avoir de juste cause d'ignorer l'ouverture de la succession qui l'intéresse ; la saisie est en ce cas causée par sa faute, il ne perd le fruit de son fief que par contumace et il doit supporter les conséquences de sa négligence.

Le seigneur, qui peut être évincé pendant trente ans par l'héritier qui surviendrait, peut aussi, pendant le même laps de temps, évincer celui qui posséderait les biens héréditaires et qui ne serait pas héritier, ce dernier ne pouvant être propriétaire par prescription qu'au bout de trente années. Si ce possesseur cependant avait acquis du défunt, à titre particulier, certains biens de la succession en deshérence, il pourrait opposer au seigneur la prescription de dix ans entre présents, de vingt ans entre absents.

C'était du moins l'opinion commune et la jurisprudence la plus générale qui admettait contre les seigneurs et contre le roi la prescription de trente ans ; il y eut cepen-

dant des avis et des solutions différents : ainsi un arrêt du 8 juin 1756, cité par Bacquet (*Traité du Domaine*, ch. 23), admet la prescription de vingt ans, et après qu'un tiers a possédé pendant ce laps de temps, le procureur du roi ou celui du seigneur ne peuvent plus se mettre en possession des biens. Certains auteurs exigent une possession de quarante ans, et cela que le possesseur ait un titre ou non, que le fisc ait été ou non averti de la deshérence, c'était la règle de la Coutume de Paris.

D'autres coutumes aussi contiennent des dispositions différentes : Coutumes de Vitry, article 3; Laon, article 84; Châlons, article 94. La Coutume de Reims est particulièrement remarquable (art. 343) : « Si dans les six ans de la saisie des biens par le justicier, un héritier se présente, le seigneur doit lui faire délivrance de tous les meubles et immeubles en se faisant rembourser de ses frais. Après dix ans, le seigneur ne doit aucun compte des fruits ni des meubles et se borne à délaisser à l'héritier la possession vague des immeubles. Après vingt ans, l'héritier ne peut plus rien réclamer ».

§ IV. — *Administration de la succession en deshérence dévolue au roi*

La deshérence en ce cas appartient aux fermiers généraux ; c'est un droit casuel compris dans les baux de fermes. Au contraire des successions en deshérence attribuées aux seigneurs, les biens de la succession ainsi dévolue au roi ne paient ni droit de centième denier, ni droit de prise de possession, droit de contrôle (Bacquet).

Pendant la féodalité, où le roi n'était qu'un grand seigneur, les agents de son domaine étaient les prévôts ; Philippe-Auguste institua plus tard les baillis. Dans

chaque baillage et dans les grandes prévôtés, le roi a un procureur général pour faire valoir ses droits.

Sous les Valois, l'administration générale est confiée aux trésoriers de France qui forment la Chambre du Trésor. Charles V crée des receveurs pour percevoir les revenus des domaines.

A partir du XVII^e siècle apparaissent les fermiers généraux qui remplacent les officiers financiers royaux. Les revenus domaniaux sont adjugés en totalité à un adjudicataire général chargé sous sa responsabilité de les percevoir et dont les fermiers généraux sont les cautions.

Le 9 janvier 1789, Louis XVI répartit les recouvrement des droits et impôts en trois grandes compagnies dont l'une est l'Administration générale des Domaines et des droits domaniaux, chargée de la perception des revenus des domaines.

SECTION III

DROIT INTERMÉDIAIRE

La Révolution modifia profondément la nature du domaine ; les lois distinguèrent nettement la souveraineté de la propriété ; elles enlevèrent à la propriété le droit de police et le droit de percevoir les impôts ; en un mot lui supprimèrent tous les droits inhérents au pouvoir public.

Les droits et privilèges des seigneurs furent abolis, et la loi des 22 novembre et 1^{er} décembre 1790 déclara la Nation propriétaire du domaine. Les successions en deshérence reviennent donc à l'Etat ; aux termes de l'article 3 de cette loi : « Tous les biens et effets meubles ou immeu-

bles, demeurés vacants et sans maîtres, et ceux des personnes qui décèdent sans héritier ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la Nation. »

La loi des 9 mai et 21 septembre 1790 déclara le domaine public désormais aliénable, car il n'y avait pas à craindre d'abus de la part de la royauté.

Le domaine public et le domaine privé sont cependant encore confondus. Le législateur suppose que la propriété est issue de la souveraineté, qu'elle s'est primitivement confondue avec elle avant le partage des terres. La propriété doit donc faire retour à la souveraineté dont elle est un démembrement, dès que disparaît le droit privé qui l'en a détachée : le domaine direct fait retour au domaine éminent dès qu'il n'est revendiqué par aucun citoyen. « Ce domaine éminent qui ne diffère de la puissance publique que comme la cause diffère de son effet, assure à la Nation la propriété directe de toutes les portions du territoire qui, par leur nature ou leur destination, ne peuvent appartenir à personne en particulier et de celles qui demeurent vacantes et sans maître (1). »

La différence entre le domaine public et la propriété privée dépendait donc seulement de la qualité du propriétaire et non de la nature des biens. Ce n'était pas la solution exacte; ce fut elle cependant qui prépara la voie au Code civil et lui permit de distinguer le domaine public et le domaine privé, en supprimant toute idée de domaine éminent (Béquet, *Dictionnaire d'administration*, Voir Domaine).

Avant même cette loi de 1790, les seigneurs avaient perdu leur droit aux successions en deshérence depuis les lois du 4 août 1789 qui avaient supprimé le régime

(1) Rapport d'Enjubault sur la loi de 1790.

féodal et les justices seigneuriales. L'article 8 de la loi des 13 et 20 avril 1791 leur conserva cependant les biens dont ils avaient pris publiquement possession « lorsqu'ils auraient fait les publications et rempli les formalités requises par les coutumes pour la prise de possession de ces sortes de biens (1) ».

Ainsi le droit de deshérence conserve dans notre droit intermédiaire la même nature que dans notre ancien droit ; il se rattache à la souveraineté. Seulement ce droit fait retour à la Nation et non plus aux seigneurs qui ont perdu tout pouvoir souverain.

Le décret du 7 février 1791 supprima la régie des domaines de la Couronne et confia ses attributions à la régie de l'enregistrement (2). La loi des 18 et 27 mai 1791 organisa cette administration sur les bases qui subsistent encore aujourd'hui ; elle fit disparaître les anciennes directions des droits de contrôle et de domaines et attribua aux préposés de l'Enregistrement la régie des domaines nationaux.

(1) Merlin. — *Rép. de jurisprudence*, voyez *Deshérence*. — Ducaurroy, Bonnier et Roustain. *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. 2, page 262.

(2) En 1789, les préposés du contrôle et des actes étaient chargés de la régie du Domaine.

CHAPITRE II

Fondement du droit de l'Etat

PRELIMINAIRES

Il est nécessaire, avant de rechercher le fondement du droit de l'Etat, de connaître un peu la nature de ce droit et de savoir dans quelles conditions il s'ouvre au profit de l'Etat.

Nous étudierons la question d'une manière plus complète, en déterminant quels sont actuellement les droits de l'Etat en cas de deshérence. Nous indiquerons ici seulement ce qu'il faut entendre par deshérence.

Le droit de deshérence est celui qui appartient à l'Etat en vertu de l'article 768 du C. civ. On ne peut qualifier autrement ce droit, sous peine de préjuger la question que nous voulons étudier de la nature du droit de l'Etat. Contentons-nous donc de dire que le droit de l'Etat ne s'ouvre qu'à défaut d'héritier. Pour que l'Etat recueille, il faut qu'il n'y ait aucun héritier, ni héritier légitime, ni successeur irrégulier.

Le droit de l'Etat, on a voulu le justifier de diverses manières :

On a dit que le droit de deshérence était la conséquence du principe de l'article 713, C. civ., qui donne à l'Etat les biens vacants et sans maître ; on en a fait un droit éminent de propriété, retenu par l'Etat, sur les droits des particuliers ; on en a fait enfin un droit de succession. De

ces trois explications, la première est la plus généralement admise et peut-être est-ce celle encore de notre droit positif français, la deuxième doit être absolument écartée, la troisième est une thèse nouvelle très conciliable avec notre droit positif. Elle effrayera peut-être certains esprits, mais elle est déjà sanctionnée pratiquement par plusieurs arrêts de jurisprudence ; elle est, selon nous, destinée à s'imposer définitivement tôt ou tard.

La deshérence peut se produire en deux cas : par la force des choses et parce qu'il n'existe pas d'héritier ; par l'effet de la loi, car l'Etat recueille quelquefois, malgré la présence d'héritiers, la loi ne reconnaissant pas à ces héritiers la qualité de successibles.

Nous avons vu ce qu'était la deshérence dans notre ancien droit et qu'on y cherchait à en restreindre les cas. Nous verrons, au contraire, que la tendance moderne est d'augmenter les droits de l'Etat. Cet ancien droit, je ne pense pas qu'il ait eu grande influence sur le Code civil, mais comme le dit M. Vallier : « La théorie qui rattachait le droit de deshérence au droit de souveraineté n'est pas sans analogie avec la théorie moderne qui attribue un droit de succession à l'Etat, en admettant sur tous les biens la coexistence du droit individuel et du droit social. »

Telles sont les conditions pour l'exercice du droit de l'Etat ; ce qu'est ce droit et comment se justifie-t-il, c'est ce que nous nous efforcerons d'établir.

Il importe de déterminer à quel point de vue nous voulons nous placer ici ; nous nous placerons au point de vue logique et juridique, nous demandant quel est dans l'esprit du Code le fondement du droit de deshérence. Nous ne nous attacherons pas d'ailleurs à rechercher

uniquement les intentions des rédacteurs du Code en citant telles paroles qu'ils ont pu dire et d'après lesquelles on déduit qu'ils ont eu telle ou telle idée en vue ; nous nous efforcerons surtout, étant données les dispositions expresses de la loi, de rechercher quel peut être le fondement de ces dispositions et des droits qu'elles établissent au profit de l'Etat, sans essayer par des subtilités de concilier des théories avec les intentions du législateur et les textes qu'il a édictés.

SECTION I

THÉORIE DU DROIT DE SOUVERAINETÉ

« Le droit pour l'Etat de recueillir les successions en deshérence et de les retenir jusqu'à ce qu'un légitime ayant droit se présente pour succéder, est une conséquence de la souveraineté de chaque Etat sur tous les biens meubles et immeubles qui se trouvent sur son territoire », dit un jugement du Tribunal de la Seine du 26 février 1832.

Telle est la théorie généralement adoptée par les auteurs qui font du droit de deshérence la conséquence du principe établi par l'article 713 que l'Etat recueille les biens vacants et sans maître pour éviter un trouble social (1). Lorsqu'il est appelé à recueillir un héritage,

(1) Glisson, *Eléments du droit français*, t. I, p. 495 à 499. — Baudrillart, *Les rapports de la morale et de l'économie politique*, p. 419. — Conflans, *Jurisprudence des successions*, p. 2. — Lebreton, *De la Souveraineté*, l. 3, ch. 12.

L'Etat le recueille non à titre héréditaire, mais en vertu de son droit de souveraineté.

Tel est l'avis, par exemple, de Colmet de Santerre qui s'exprime ainsi : « A défaut d'héritiers et d'autres successeurs irréguliers, le principe qui attribue à l'Etat les biens vacants et sans maître reçoit son application » (art. 539 et 713) (1).

M. Planiol (2) pense de même : « L'Etat, dit-il, n'est pas un héritier, il ne succède pas au défunt en vertu d'une vocation héréditaire, c'est son droit de souveraineté qu'il exerce. »

C'est aussi l'opinion de M. Demolombe, qui déclare que « l'article 768 n'est qu'une application du principe posé dans l'article 713 ; et la preuve, dit-il, en résulte manifestement de l'article 539 qui porte en termes exprès que « tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritier appartiennent à l'Etat » (3).

Voici comment raisonnent les partisans de cette théorie :

Les biens qui n'ont pas de maître aux termes de l'article 713, appartiennent à l'Etat, et ce droit de propriété sur les biens vacants a pour principe la souveraineté de l'Etat sur toutes les choses mobilières et immobilières situées sur son territoire. Or, l'article 768 qui attribue à l'Etat les successions des personnes mortes sans laisser de parents au degré successible, n'est que la conséquence de l'article 713, il a donc également pour base la souveraineté de l'Etat sur toute chose qui se trouve dans l'étendue de sa juridiction.

(1) Colmet de Santerre, t. 1, *Des Successions*, art. 768.

(2) Planiol, t. 3, p. 337, ch. 5, n° 1922. — Baudry et Wahl, *Successions*, t. 1, n° 896.

(3) Demolombe, t. 14, p. 259: première édit., p. 486.

La jurisprudence elle aussi a longtemps admis que l'Etat n'était pas un héritier, mais recueillait les biens en deshérence comme biens vacants et sans maître (Cons. d'Etat, 12 avril 1843, S. 43, 2.360).

On essaye de justifier cette théorie : *historiquement* par la tradition et les travaux préparatoires du C. civ., *juridiquement* par les principes admis en matière de biens vacants et sans maître.

A. — Historiquement.

Les travaux préparatoires du Code civil semblent bien militer en faveur de cette manière de voir. Le conseiller Treillard, dans la séance du 25 nivôse de l'an XII, ne dit-il pas dans son exposé des motifs de la loi, relative à la distinction des biens : « Déjà, vous avez érigé en loi, au cours de votre dernière session, la maxime que les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la Nation, conséquence de l'abolition du droit d'occupation, nécessaire dans une société civilisée. Dire que les biens des personnes qui n'ont pas d'héritier sont à l'Etat, c'est la suite naturelle de ce que vous avez sanctionné (1). »

Ainsi pour les rédacteurs, les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritier appartiennent à l'Etat au même titre ; le Code civil l'avait déjà réglé, pour les biens vacants, le projet de loi en complète le catalogue.

Qu'on nous permette du moins de douter de ces arguments tirés des travaux préparatoires du Code civil ; ils paraissent très concluants, mais en réalité ne le sont guère, car on fait dire aux préparateurs de notre Code des choses bien différentes sur le même sujet, et nous

(1) *Jurispr. gén.*, v. Biens, p. 188, n° 14, et p. 190, n° 46.

allons voir, un peu plus loin, un auteur, M. Vallier, déclarer que l'intention des rédacteurs n'était pas du tout de faire de l'article 768 une conséquence de l'article 713, mais bien que l'Etat, en cas de deshérence, acquérait dans un but d'ordre public et de police générale.

Qui a raison ? Ne peut-on trouver la justification de toute théorie dans ces travaux de préparation de notre Code, souvent touffus, en y coupant çà et là des phrases convenant à peu près à l'idée qu'on veut soutenir.

Je crois qu'il est préférable de partir de la disposition de la loi elle-même et de déduire quelle doit être la nature du droit, d'après ses conséquences. On s'apercevra ainsi précisément que si les rédacteurs du Code avaient réellement voulu fonder l'article 768 sur l'article 713, ils n'auraient pas eu à réglementer d'une façon aussi précise le droit de l'Etat. Peut-être ont-ils d'abord pensé que la deshérence n'était que le droit de l'article 713 ; ils ont en tout cas abandonné cette idée dans la réglementation des droits de l'Etat, puisqu'ils le traitent absolument comme un héritier.

B. — Juridiquement.

On justifie cette théorie par les principes admis en matière de biens vacants et sans maître.

Elle résulte, dit-on, de la combinaison des articles 713 et 768, l'un qui attribue à l'Etat les biens qui n'ont pas de maître, l'autre qui dispose que tous les biens vacants et sans maître et ceux des personnes qui décèdent sans héritier ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat. Puisque le Code rapproche ainsi les biens sans maître et les biens des successions en deshérence, c'est que les uns doivent être assimilés aux autres et que l'Etat, dans les deux cas, recueille en vertu du principe général de l'article 713.

Cette combinaison se justifie-t-elle logiquement ? Remarquons tout d'abord que l'expression « biens vacants et sans maître » ne peut avoir une portée absolue, car si tous les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers sont à l'Etat, il n'y a plus de biens sans maître en droit français et l'occupation n'aura plus d'objet. C'est ce qui a été soutenu quelquefois, notamment par Laurent (1) et par Zachariæ, mais leur erreur a été rectifiée. L'histoire de la confection du Code (2) et la présence des articles qui parlent de l'occupation et la réglementent sont une preuve de sa possibilité.

Il reste donc à délimiter le champ d'application de l'article 713 et à décider dans quels cas l'occupation recevra son application. Le Code, dans cet article, parle de *biens*, c'est-à-dire de choses susceptibles d'une utilisation et d'une appropriation individuelle ; il parle de biens qui ont été autrefois l'objet de la propriété et qui sont devenus sans maître, par suite du décès ou de la disparition du propriétaire. Le mot biens comporte l'idée de « choses qui avaient autrefois un maître » (3).

En conséquence, l'article 713 ne s'applique pas aux *res nullius* qui n'ont jamais eu de maître, ni aux *res derelictæ*, c'est-à-dire aux choses abandonnées volontairement par leur maître (4). Il ne vise pas non plus les épaves, c'est-à-dire les objets égarés dont le propriétaire n'est pas connu. Ces choses n'appartiennent à l'Etat qu'en certains cas déterminés par des lois spéciales (5) et le plus souvent elles appartiennent à l'inventeur, sous

(1) Laurent, t. VIII, p. 521, n° 437.

(2) Planiol, p. 815.

(3) Aubry et Rau, p. 64 ; cinquième édit., par. 170.

(4) Demolombe, t. IX, p. 461. — Aubry et Rau, t. II, p. 64, n° 7.

(5) Loi 23 août 1810.

réserve de l'action en restitution qui est laissée au propriétaire (1).

Ainsi l'expression de l'article 713 n'est pas aussi générale qu'il semble d'abord ; il ne s'applique pas à tous les biens qui n'ont pas ou plus de propriétaire : il s'applique seulement aux biens qui ont fait partie d'un patrimoine quelconque et sont délaissés, le propriétaire étant décédé ou ayant disparu sans laisser de représentants.

D'autre part, l'article 713 s'applique à des biens déterminés et pris individuellement, non à une universalité juridique comme cela se produit en cas de deshérence où l'Etat recueille les biens héréditaires en tant qu'ils constituent une universalité juridique, un patrimoine. L'Etat succède aux biens comme un héritier, il est tenu aux mêmes obligations et a les mêmes droits. L'Etat exerce donc ici un droit successoral distinct du droit d'appréhender les biens vacants et sans maître.

On a répondu à cette objection que la critique est exacte si l'on veut assimiler les successions en deshérence à des biens vacants, mais que telle n'est point l'intention du Code. La loi a voulu qu'en vertu de son droit de souveraineté et pour des raisons d'ordre public, l'Etat recueille d'une part les biens vacants, d'autre part les biens des successions à qui personne ne prétendrait, et cela pour les mêmes motifs.

Dans les deux cas, dit-on, la loi a eu la même intention. Elle a voulu (2), d'une part, éviter le trouble social qui résulterait des compétitions soulevées. C'est assurément le motif de l'article 713, c'est aussi le motif du droit

(1) Décision ministérielle, 3 août 1825. — Aubry et Rau, t. II, p. 374, par. 201. — Demolombe, t. XIII, n° 70.

(2) Conf. Vallier, *Fondement du droit successoral*, p. 525.

de deshérence..M. Vallier, qui propose le système, cite à ce propos les paroles suivantes du tribun Siméon : « Le fisc ou le Trésor de la République recueille les successions auxquelles personne n'a le droit de se présenter pour cette raison que ce qui n'appartient à aucun individu appartient au corps de la société qui représente l'universalité des citoyens : jouissant pour l'avantage commun, il prévient les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers occupants d'une succession vacante ».

Ce motif est peut-être bien celui qu'a eu en vue la loi en établissant le droit de deshérence. Mais de ce que deux droits ont le même motif peut-on conclure qu'ils ont le même fondement ? Ne peut-on atteindre le même but de divers moyens, et ce n'est parce que dans un cas l'Etat exerce son droit de souveraineté, qu'il faut en conclure que dans un cas analogue il exerce ce même droit, étant donné surtout que le but que la loi se propose d'atteindre sera aussi pleinement réalisé si on reconnaît à l'Etat un droit de succession.

D'autre part, dit-on, la loi a voulu empêcher les enrichissements brusques et sans cause. Que ce motif s'applique aux biens de l'article 713 et que, dans une société civilisée, on refuse à l'individu le droit d'occuper un immeuble sur lequel il n'a d'autre droit que celui d'arriver le premier, la solution est parfaite. Mais que l'on vienne dire qu'en cas de deshérence la loi a eu la même intention, cela nous paraît au moins discutable. Nous verrons, en effet, que si la loi a limité le nombre des successibles et a décidé qu'au delà du douzième degré les parents ne seraient pas aptes à succéder, c'est pour un motif pratique et parce que la preuve de leur parenté et par là de leur droit serait trop difficile à faire, mais que, en réalité,

ces parents ont droit à la succession de leur parent défunt.

La situation n'est donc pas la même d'un parent qui bénéficie d'une succession à laquelle il ne s'attendait pas et d'un individu qui s'empare d'un bien sans maître, sans qu'il y ait d'autre fondement à son droit que son occupation elle-même.

On peut d'ailleurs à ce compte ruiner le principe entier de la transmission du patrimoine par succession, sous prétexte qu'elle aboutit à un enrichissement sans cause, l'individu qui recueille n'ayant souvent rien fait pour recueillir. Et si cela peut être discuté pour les héritiers rapprochés, cela paraît évident pour ceux plus éloignés à qui la loi donne cependant des droits à la succession. N'arrive-t-il pas chaque jour que des parents éloignés succèdent qui ne s'y attendaient pas, par suite par exemple de la mort inopinée de l'héritier qui leur était préférable ? Dira-t-on qu'ils se sont enrichis sans cause ?

Si d'ailleurs on voulait admettre que la loi a voulu éviter ici des enrichissements sans cause, ce serait donner un argument nouveau en faveur de la théorie de l'Etat héritier. Du moment qu'il y aurait pour des héritiers trop éloignés enrichissement sans cause à recueillir la succession du *de cuius*, c'est que leur droit ne serait pas fondé, c'est que le défunt n'avait envers eux aucun devoir de famille ni d'affection. La succession en ce cas reviendrait à l'Etat, c'est-à-dire à la société organisée ; le défunt n'ayant plus de devoirs envers sa famille, devrait remplir ses devoirs envers la société et laisser ses biens à l'Etat qui la représente. En réalité, les motifs de l'article 713 et de l'article 768 ne sont pas les mêmes, il est des raisons spéciales qui motivent l'attribution à l'Etat des successions en deshérence.

Ce n'est pas, comme on l'a dit quelquefois, que l'Etat veuille ici sauvegarder les intérêts de l'héritier éventuel. Quand l'Etat se fait envoyer en possession, c'est bien qu'il estime qu'il ne se présentera aucun héritier et qu'il pense bénéficier de la succession. D'ailleurs, même si la succession était vacante, les droits de l'héritier éventuel seraient sauvegardés par les soins du curateur qui est nommé en ce cas.

Mais il est des personnes qui ont un grand intérêt à ce que l'Etat recueille et qui, d'autre part, sont dignes de faveur, ce sont les créanciers du défunt et les légataires. L'Etat est, en effet, tenu du passif héréditaire dans la mesure de l'émolument, il devra donc payer au moins dans cette mesure les dettes et les legs de la succession. N'est-ce pas là précisément l'obligation principale de tout héritier ?

Nous retombons ainsi dans l'objection que cherchaient à éviter les partisans du système de l'exercice du droit de souveraineté de l'Etat sur les successions en deshérence.

Le système qui justifie le droit de deshérence par la souveraineté de l'Etat, par suite de ses droits sur les biens sans maître, pas plus que celui qui le justifie par l'exercice de son droit de souveraineté en vertu du devoir général de police qui lui incombe, ne peuvent résoudre l'objection insurmontable tirée du fait que l'Etat recueille une universalité juridique et est tenu d'acquitter le passif successoral.

M. Vallier qui pense que l'acquisition de l'Etat est purement légale et qu'il ne fait ici que remplir son devoir général de police, ne se tient pas pour battu. Les différences, dit-il, entre l'article 713 et l'article 768 viennent du mode différent d'acquisition : en un cas, l'Etat acquiert

des biens un à un et séparément, dans l'autre, il acquiert une universalité. L'Etat n'est pas un héritier, mais il est *loco heredis* et sa situation se rapproche de celle de l'héritier : comme ce dernier, il est tenu des dettes précisément parce que, comme lui, il recueille l'universalité juridique, et c'est uniquement de là que viennent les ressemblances qui existent entre la condition de l'un et la condition de l'autre.

Ainsi s'explique encore que l'Etat puisse s'abstenir ou recueillir, qu'il doive se faire envoyer en possession, puisqu'il recueille à défaut d'héritier.

Evite-t-on ainsi l'objection tirée de l'obligation où est l'Etat de payer les dettes de la succession ? Sans doute, mais on change alors le fondement du droit de l'Etat, et, à notre avis et bien que M. Vallier s'en défende, c'est, comme nous essayerons de l'établir plus loin, reconnaître à l'Etat un droit de succession sans titre. C'est, comme le dit excellemment M. Ambroise Colin, « une subtilité de légiste, cet artifice du droit qui consiste à refuser à l'Etat la qualité d'héritier, alors que le cas échéant il remplit exactement les fonctions d'un véritable successeur ».

La théorie de M. Vallier est peut-être ingénieuse, mais je crois, en tout cas, qu'il est bien risqué d'alléguer ainsi qu'il le fait, l'intention des rédacteurs du Code civil. Ceux-ci, comme nous l'avons vu, ont voulu sans doute appliquer purement et simplement l'article 713, et il est vraiment curieux qu'ils aient si souvent parlé sur une même question de façon si différente.

Je ne veux pas dire que le système de M. Vallier soit incompatible avec notre législation actuelle, mais je pense qu'il est dangereux de faire intervenir les travaux préparatoires en la matière. Nous verrons qu'en réalité si l'intention des rédacteurs a été d'assimiler aux biens sans

maître les successions en deshérence, ils ont du moins traité l'Etat absolument comme un héritier, lui reconnaissant les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'à ce dernier. Pour justifier ces droits et ces devoirs de l'Etat, il faut dire au moins qu'il est assimilé à un héritier, c'est-à-dire faire un artifice de droit, comme dit Ambroise Colin.

En réalité, il faut logiquement et juridiquement reconnaître à l'Etat la qualité d'héritier.

M. Vallier invoque un dernier argument en faveur de sa théorie : l'acquisition légale de l'Etat est, dit-il, établie formellement par un texte très clair, l'article 768 : « A défaut de conjoint survivant, la succession est *acquise* à l'Etat. » Cet argument n'est guère probant, l'article 767 n'emploie-t-il pas une expression tout aussi énergique à l'égard du conjoint à qui personne cependant ne songe à contester le titre de successeur.

Et d'ailleurs, si on admettait cet argument, il faudrait refuser à l'Etat le droit que cependant nul ne lui conteste, de s'abstenir et de pouvoir répudier la succession en deshérence.

C'est là un nouvel argument qui tend à faire rejeter l'idée que l'Etat recueille les successions en deshérence soit comme biens vacants et sans maître, soit en vertu d'un principe d'ordre public. Si ces successions sont ainsi attribuées à l'Etat, comment justifier qu'il puisse s'abstenir de la succession en deshérence et établir la distinction entre les successions en deshérence et les successions vacantes ?

Si on ne donne pas à l'Etat le droit d'option de l'héritier, il faut bien admettre qu'il acquerra, indépendamment de toute manifestation de volonté. Or, tout le monde reconnaît à l'Etat ce droit d'option, sans d'ailleurs se préoccuper de ce qui peut le justifier ; le fondement de ce

droit, ainsi que nous le verrons, ne saurait être ailleurs que dans la qualité d'héritier reconnue à l'Etat.

Les deux théories connexes de l'attribution à l'Etat des successions en deshérence comme biens vacants et sans maître ou en vertu de son devoir général de police et par suite d'un principe d'ordre public, doivent donc être rejetées. Elles ne peuvent se justifier ni juridiquement, ni pratiquement, étant incompatibles avec les droits universellement reconnus à l'Etat en matière de succession en deshérence.

SECTION II

THÉORIE DU DOMAINE ÉMINENT

Certains auteurs ont proposé de voir dans le droit de deshérence l'expression d'un droit éminent de propriété qui existerait au profit de l'Etat sur les propriétés des individus.

C'est en ces termes que M. Demolombe a dit : « L'Etat exerce en ceci le droit éminent de souveraineté en vertu duquel il est approprié de tous les biens sans maître qui se trouvent sur son territoire. » C'est une théorie analogue à celle du Domaine éminent qui existait dans notre ancien droit au profit du prince et du roi.

De nombreuses décisions de jurisprudence ont consacré dans notre droit cette théorie du Domaine éminent (1). La

(1) Arrêt Paris, 13 mars 1855, S. 55-2-161. — 12 nov. 1855, S. 55-2-161. — Contra Amiens, 8 janv. 1855, S. 55-2-47. — Angers, 2 janv. 1856, S. 56-2-75. — Cass., 23 juin 1857, S. 57-1-399. Rapp. du conseiller Laborie.

question se posa à propos d'un privilège que l'Etat réclama dans la perception des droits de mutation. L'administration de l'Enregistrement voulait faire reconnaître par les tribunaux un droit de propriété ou de co-propriété pour le paiement des droits de mutation par décès, ce qui l'aurait rendue préférable aux créanciers privilégiés.

On donne en faveur de la théorie deux arguments historiques ou prétendus tels :

On invoque tout d'abord la théorie de Rousseau qui établit au profit de l'Etat une directe universelle sur la nation tout entière. C'est la thèse que soutenait un avocat général de la Cour de Paris en disant que le droit de mutation est « le prélèvement d'une fraction du capital au profit de l'Etat qui assure à chacun le droit de disposer des biens dont l'Etat a été le propriétaire primitif et de les transmettre dans l'ordre exprès ou présumé de ses affections ou de ses préférences (1) ».

L'Etat qui représente la société est le propriétaire primitif, la propriété privée n'est qu'une concession, et même il n'y a pas de propriété privée, il n'y a qu'un droit de possession subordonné quant à sa transmission au prélèvement d'une fraction du capital, aux droits de mutation ; de même que la possession paisible est elle-même subordonnée au paiement de l'impôt, c'est-à-dire au prélèvement d'une fraction du revenu annuel au profit de l'Etat.

En cas de deshérence et si un individu meurt sans laisser d'héritier, l'Etat reprend sa propriété exclusive ou plutôt la possession des biens dont il est propriétaire, mais qu'il permettait à un individu de posséder. Ce droit de propriété primitif de l'Etat qui se manifeste indirecte-

(1) V. Sirey, 51-1-761 et Rép. de Garnier, V. Success., n° 1419.

ment par le prélèvement des droits de mutation reçoit son entière application en cas de deshérence : le droit dont la possession a été concédée revient à l'Etat.

Ce système tendrait donc à faire revivre la vieille distinction entre le domaine éminent et le domaine utile de l'Ancien Droit. On a précisément invoqué en sa faveur l'histoire de notre ancienne France où on admettait au profit du roi un droit supérieur sur tous ses sujets, la directe universelle, sorte de droit de propriété supérieur sur toutes les propriétés privées.

Cette théorie, encore admise par quelques publicistes socialistes, a été définitivement rejetée le 23 juin 1857 par la Cour de cassation, après un rapport du conseiller Laborie (1).

La théorie de Rousseau est en effet purement artificielle et la thèse invoquée est contraire à notre droit public et aux intentions du Code civil.

1° *A notre droit public* qui s'est de tout temps attaché à reconnaître que le droit de souveraineté n'a jamais pour conséquence le droit de propriété. C'est ainsi que le 17 août 1770, la Cour des Aides disait déjà « qu'avoir la propriété de ses biens est le droit essentiel de tout peuple qui n'est pas esclave ».

Si l'on admettait déjà dans l'ancien droit que « la puissance publique ne défère point au magistrat suprême le domaine, la propriété des fonds qui appartiennent aux citoyens (2) ». Il en est *a fortiori* de même dans notre droit moderne, complètement affranchi de la féodalité par la Révolution.

(1) S. 57-1-399.

(2) *Maximes du droit public français*, 2^e édition, 1775, 1^{er} vol., p. 41. — Grotius, liv. I, chap. I, p. 6. — Puffendorf, *Droit de la nature et des gens*, liv. VIII, ch. V ; liv. II, ch. XV.

2° *A l'esprit de nos lois civiles*, et pour le démontrer, le conseiller rapporteur se contenta de citer les paroles du Portalis dans l'exposé des motifs du Code : « L'Empire, dit Portalis, étudiant quel est le pouvoir de l'Etat sur les biens des particuliers, qui est le partage du souverain, ne renferme aucune idée de domaine proprement dit. Il ne donne à l'Etat sur les biens des citoyens que le droit de régler l'usage de ses biens par les lois civiles... Nous convenons que l'Etat ne saurait subsister s'il n'avait les moyens de pourvoir aux frais de son gouvernement, mais en se procurant ces moyens par la levée des subsides, l'Etat n'exerce point un droit de propriété, il n'exerce qu'un simple droit d'administration. »

Le système du domaine éminent est d'ailleurs inadmissible en dehors du régime féodal. La Révolution Française, faite en haine de la féodalité, en a ruiné complètement les principes (1) : l'Assemblée Nationale l'avait décidée, et le 26 septembre 1791, l'Assemblée Constituante proclama encore que « le territoire de France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent ».

Les immeubles sont donc complètement libres dans notre société moderne, et l'Assemblée Législative, les 18 et 25 juin 1792, abolit définitivement la maxime « Nulle terre sans seigneur ».

Sans doute, les propriétaires des fiefs n'ont pas été dépossédés, mais d'une part, ils ont été affranchis des vassalités dont ils pouvaient dépendre et, d'autre part, leurs vassaux ont été libérés. Faire disparaître le domaine éminent et le domaine utile, la suzeraineté et la vassalité,

(1) Assemblée nationale, D., 11 août 1789. — Dalloz, v. *Propriété féodale*, n° 332. — D. 15 mars 1790. — Ball., n°s 333-334.

c'était anéantir la féodalité tout entière contenue dans ces termes. Aujourd'hui où la féodalité a disparu, où il n'y a plus de lien direct de seigneur à vassal, du roi au sujet, mais où chaque individu est libre et peut posséder librement tout bien qu'il n'a pas acquis contrairement aux lois, on ne peut parler de domaine éminent, ce serait parler d'esclavage en face d'une devise de liberté (1).

Conséquence de la Haute Justice, le fief a disparu avec la loi du 4 août 1789 et notre législation consacrant la propriété individuelle et absolue, l'Etat ne peut avoir un domaine éminent sur les biens de ses nationaux. L'idée d'une propriété préexistante de l'Etat est incompatible avec les conditions actuelles de notre propriété, et le droit de deshérence ne peut être tenu pour un droit de retour exercé par l'Etat sur un bien dont il aurait momentanément cédé la jouissance et lui revenant, faute de possesseur.

Au lieu de parler de droit éminent de souveraineté (2), ne vaut-il pas mieux dire avec l'orateur du Tribunat : « Ce qui n'appartient à aucun individu appartient au corps de la société qui représente l'universalité des citoyens. »

Il est inutile d'ailleurs de discuter, notre législation actuelle consacre le droit de propriété absolu et exclusif. L'article 554 est en effet formel quand il définit la propriété, le droit d'user, de jouir et d'abuser de sa chose de la manière la plus absolue. La loi ne saurait être plus claire et l'on ne peut admettre aucune restriction à la propriété individuelle en présence d'un texte aussi formel.

Le droit de deshérence de l'Etat ne peut donc pas être considéré comme le retour à son profit d'une possession

(1) Conf. Merlin, *Féodalité*, p. 363, n° 142.

(2) Huc, t. V, p. 139.

à laquelle il aurait temporairement renoncé. Les conditions d'existence de la propriété individuelle sont incompatibles avec l'idée d'une propriété préexistante de l'Etat (1).

SECTION III

L'ÉTAT EST UN HÉRITIER

Généralement, ainsi que nous venons de le voir, l'appropriation par l'Etat des successions en deshérence est considérée comme une conséquence du principe qui lui attribue les biens qui sont *res nullius*, biens vacants et sans maître. C'est, comme l'a dit Du Treillard et comme l'ont répété après lui la plupart des auteurs, l'application même de l'article 713 du Code civ. (2).

Mais ne peut-on voir dans l'Etat un héritier ou plutôt un successeur appelé à recueillir le patrimoine du défunt non pas en vertu de son droit de souveraineté, mais *jure hæreditario* ? C'est une thèse nouvelle, mais vraie et destinée à s'imposer.

Nous entendons ici le mot héritier dans un sens large, dans le sens de successeur, ainsi que le Code l'emploie à plusieurs reprises.

Nous ne pensons donc point, avec M. Demolombe, que « l'Etat n'est pas en réalité un héritier, ni un successeur

(1) Caen, 17 décembre 1855, S. 56-2-10.

(2) Demolombe, *Cours de code civ.*, t. XIII, p. 231 et t. XIV, p. 259. — Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, liv. VI, par. 606. — Glasson, *Eléments du droit français*, t. I, p. 499. — Baudrillart, *Les rapports de la morale et de l'économie politique*.

au sens technique du mot, car il acquiert à titre de deshérence, c'est-à-dire en vertu d'un titre qui suppose nécessairement qu'il n'y a point du tout d'héritier » (1).

En réalité, l'Etat recueille comme un héritier ou plutôt comme un successeur irrégulier au même titre que le conjoint survivant. Il est le dernier des successeurs irréguliers.

Nous allons voir, en effet, qu'à proprement parler, l'Etat succède et qu'en pratique, il se comporte absolument comme un successeur ordinaire.

A. — L'Etat succède

1° *L'Etat succède, car comme tout héritier, il recueille par le fait du décès d'une personne une universalité juridique, un patrimoine.* — Il succède, et les biens de l'article 768 l'Etat ne les recueille pas tels quels, sans coordination entre eux et sans lien de droit, il ne les recueille pas individuellement, mais dans leur ensemble en tant qu'ils constituent une universalité juridique. C'est à la succession du *de cuius* qu'il a droit, c'est-à-dire l'universalité des biens que celui-ci a laissés. C'est ainsi que « d'une part, l'Etat peut exercer tous les droits résultant de cette espèce de succession irrégulière, comme le dit M. Demolombe, et pareillement, d'autre part, l'Etat est soumis à l'exercice de toutes les obligations passives que les tiers peuvent avoir contre le défunt. Il reçoit un patrimoine composé d'un actif et d'un passif, il pourra réaliser l'actif et intenter contre les tiers les actions que pouvait avoir le défunt, mais aussi il devra acquitter le passif ».

Dans son exposé des motifs de la loi des successions, le tribun Siméon s'exprimait ainsi : « A défaut d'héritier

(1) Demolombe, *Cours de droit civil*, t. XIV, p. 259.

légitime, le Code les accorde à un autre ordre de personnes, d'abord aux enfants naturels s'il y en a, sinon à l'époux survivant, enfin à l'Etat. Mais attendu qu'ils ne sont pas des héritiers légitimes proprement dits, ils doivent recourir à la justice et se faire envoyer en possession. » N'est-ce pas dire que l'Etat fait au même titre qu'autrefois l'enfant naturel, et actuellement encore le conjoint survivant, partie de la seconde classe d'héritiers, des successeurs irréguliers ?

Qu'est-ce d'ailleurs que succéder ? C'est recueillir une succession, c'est-à-dire voir opérer à son profit la transmission du patrimoine entier d'une personne décédée. C'est un mode d'acquérir par décès et à titre universel. Or, l'Etat ne réalise-t-il pas ici les deux conditions requises et ne peut-on pas dire qu'il succède ?

Et d'abord son droit s'ouvre par suite du décès d'une personne, et à ce titre on peut sans aucun doute dire qu'il succède, qu'il est héritier comme est, dans un sens large, héritier tout individu qui recueille les biens d'un mort.

Qu'on n'objecte pas qu'il ne suffit pas de la mort du *de cujus* pour donner naissance au droit de l'Etat, mais qu'il faut, en outre, que le défunt soit mort sans laisser d'héritier pour lui succéder ; qu'il lui faut, pour recueillir une succession, qu'elle soit en deshérence, c'est-à-dire, comme le fait remarquer M. Demolombe, que l'Etat a besoin d'un titre qui suppose nécessairement qu'il n'y a point du tout d'héritier.

En réalité, on peut bien ne pas considérer la deshérence comme une condition spéciale imposée à la naissance du droit de succession de l'Etat. Il est plusieurs classes d'héritiers : il y a les héritiers légitimes, les héritiers proprement dits, pour lesquels « le mort saisit le

vif » et qui, par le décès de leur auteur, acquièrent non seulement la propriété, mais encore de plein droit la possession des biens héréditaires. Il y a les successeurs irréguliers qui sont dans une condition inférieure simples successeurs aux biens et auxquels la loi refuse la saisine.

Or, l'Etat est un successeur irrégulier, on ne peut pas dire qu'il continue la personne du défunt, mais bien qu'il succède à ses biens.

L'Etat est un héritier ou plutôt un successeur ; seulement, il n'est pas dans la classe privilégiée, c'est un successeur irrégulier.

D'autre part, dans chaque classe d'héritier, il y a des degrés ; par exemple, parmi les héritiers légitimes, les héritiers du premier degré, les enfants excluent les autres et pour que les héritiers du degré subséquent soient appelés, il faut que les héritiers qui leur sont préférables n'existent plus relativement à la succession, étant morts, absents ou ayant renoncé. Il en est ainsi dans la classe des héritiers légitimes, il en est de même dans la classe des successeurs irréguliers pour le conjoint survivant et pour l'Etat.

Pour que le conjoint succède, il faut qu'il n'y ait pas d'héritier légitime, qu'il soit mort ou ait renoncé ; pour que l'Etat succède, il faut qu'il n'y ait point de conjoint survivant.

L'Etat est donc le dernier des successeurs irréguliers et, par ce fait même, le dernier des héritiers. Il faut pour que son droit puisse s'exercer qu'il n'y ait avant lui aucun autre héritier au *de ejus*, ou, si l'on préfère, ce qui est dire de même, qu'il n'y ait point d'héritier du tout, puisque tous les héritiers capables de succéder passent avant lui et l'excluent. Il faut qu'il y ait deshérence.

La deshérence n'est donc pas une situation spéciale et

anormale, c'est le fait pour le *de cuius* de ne pas avoir de parents, d'héritiers du sang pour lui succéder et de laisser ainsi ses biens au dernier héritier apte à lui succéder : l'Etat.

Cela est si vrai que l'Etat n'a pas à prouver sa qualité pour succéder, pas même à prouver, comme l'a à tort soutenu Toullier, qu'il n'existe pas d'héritier, qu'il y a deshérence.

De même que l'autre successeur irrégulier, le conjoint survivant peut réclamer une succession s'il ne se présente pas d'héritier qui lui soit préférable : de même l'Etat est autorisé à revendiquer une succession par le seul fait qu'il ne se présente aucun héritier et sans avoir à établir la non existence de successibles qui lui seraient préférables. Nous le verrons dans la suite de cette étude en examinant quelles formalités doit remplir l'Etat quand il est appelé à recueillir une succession.

2° *Comme tout héritier, l'Etat est tenu des dettes.* — Le droit de l'Etat est donc bien un droit héréditaire en tant que s'ouvrant comme pour tout héritier par le décès du *de cuius*. Que l'Etat soit aussi un héritier en tant qu'il acquiert à titre universel, nous l'avons déjà montré et la loi le prouve elle-même.

Considérant, en effet, que l'Etat recueille un patrimoine, une universalité juridique, elle lui impose à ce titre les mêmes obligations qu'aux autres successeurs et notamment l'obligation d'acquitter le passif. L'Etat sans doute paye les dettes seulement *intra vires successionis*, il ne paye pas au delà de l'actif et même pour n'être ainsi tenu des dettes grevant la succession à lui échue que dans la mesure de l'émolument, l'Etat n'a pas à faire, comme les autres héritiers, une déclaration de bénéfice d'inventaire, il jouit de plein droit de ce bénéfice.

Il n'est pas d'ailleurs le seul héritier qui soit dans ce cas : l'héritier mineur ou interdit, par exemple, ne peut, lui aussi, accepter que sous bénéfice d'inventaire (art. 461 et 509). Sans aucun doute, et tout le monde le reconnaît, l'Etat a un droit d'option et il peut renoncer à une succession évidemment mauvaise ; mais s'il accepte, ce sera sous bénéfice d'inventaire. N'est-ce pas là la situation elle-même de l'héritier mineur ou interdit ? Il peut renoncer à la succession si elle est évidemment obérée, mais s'il accepte, il ne le peut que sous bénéfice d'inventaire.

Cette règle, établie pour le mineur pour lui éviter les dangers de l'acceptation pure et simple qui entraîne l'obligation de payer indéfiniment toutes les dettes, même celles qui sont encore inconnues et qui se révéleraient par la suite, est ici imposée à l'Etat par la Constitution elle-même ; elle découle d'un principe supérieur.

On sait en effet que dépenses et crédits doivent être votés au budget pour que les Chambres aient ainsi la main sur les dépenses que fait le gouvernement. L'Etat, qui ne peut être grevé de dettes qui ne seraient pas votées comme dépenses publiques, ne peut donc payer le passif d'une succession au delà de l'actif ; il ferait une dépense non approuvée et inconstitutionnelle. Nous verrons, en outre, en étudiant quels sont actuellement les droits de l'Etat, que la solution est imposée par des nécessités pratiques, l'Etat ne pouvant faire supporter aux contribuables des dépenses afférentes à des biens qu'il recueille et dont ceux-ci ne tirent aucun profit, et que la restriction ainsi apportée dans le paiement des dettes héréditaires est compensée pour les créanciers de la succession par les larges garanties que leur assure le fisc. On peut donc dire à juste titre que l'Etat succède.

3° Héritier, l'Etat ne l'est pas d'ailleurs seulement au

point de vue théorique, *il se comporte pratiquement comme un successeur ordinaire*. — Il semble en premier lieu que le Code lui-même considère l'Etat comme un héritier et que si, en principe, les rédacteurs ont pensé qu'il exerçait son droit de souveraineté et n'ont pas regardé le fisc comme héritant à proprement parler du *de cuius*, ce soit cependant, et dans la pratique, et dans l'étude même du Code, sous l'aspect d'un droit de succession, qu'on doive examiner le droit de deshérence.

L'article 723, tout en plaçant parmi les héritiers légitimes l'enfant naturel, ne reconnaît-il pas aussi à l'Etat la qualité de successeur irrégulier, quand il dit : « La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant et, s'il n'y en a pas, à l'Etat. »

La loi place donc elle-même l'Etat dans la classe des successeurs irréguliers, elle le range dans la même catégorie que le conjoint survivant à qui certes on ne conteste pas la qualité de successeur.

L'Etat, d'autre part, se comporte en pratique comme un successeur ordinaire :

Il doit faire connaître s'il accepte ou répudie la succession, a donc le même droit d'option que les héritiers, et, s'il veut recueillir, il doit demander l'envoi en possession des biens héréditaires comme doit le faire un conjoint survivant, comme devait le faire avant la loi de 1896 un enfant naturel.

Si l'Etat a un droit d'option, c'est bien qu'il est un héritier et c'est à ce titre que la loi lui permet, comme à tout successeur, d'accepter ou de s'abstenir.

Si on admet, en effet, que l'Etat recueille en vertu de son droit de souveraineté et que son droit sur les biens de la succession en deshérence n'est autre que celui qu'il

exerce en vertu de l'article 713, comment admettre que l'Etat ait la faculté de s'abstenir ? Il n'y a que deux alternatives : ou un bien a un propriétaire et l'Etat doit respecter le droit de ce propriétaire, il ne peut rien prétendre relativement à ce bien, ou un bien est sans maître, et il reviendra de plein droit à l'Etat puisque la loi dit formellement : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat. »

Reconnaître à l'Etat le droit d'option qui appartient aux héritiers, c'est donc reconnaître implicitement qu'il est un héritier. Or, ce droit d'opter, personne ne songe à le contester à l'Etat, comme nous le verrons plus loin en étudiant quels sont les droits de l'Etat.

Le fait d'ailleurs d'enlever à l'Etat ce droit de s'abstenir aurait une conséquence inadmissible peut-être, en tout cas fatale, celle de supprimer toute succession vacante. On entend, en effet, par succession vacante, celle qui n'est réclamée par personne, pas même par l'Etat. Or, quand il n'y a pas d'héritier connu et qu'aucun successeur ne se présente, il y a deshérence, le droit de l'Etat s'ouvre, et la succession ne sera vacante qu'autant que l'Etat lui-même ne réclamera rien. Par suite, si l'Etat ne peut refuser cette succession, et il semble bien qu'il en doive être ainsi, si on admet qu'il recueille en vertu de son droit de souveraineté, la succession ne pourra être vacante.

Le droit d'option de l'Etat est donc absolument nécessaire, et tout le monde est d'accord pour le lui attribuer (1). Il faut être logique et reconnaître que ce droit qui est donné aux héritiers ne peut être donné à l'Etat que parce qu'il est lui-même un héritier.

(1) Demolombe, t. 15, p. 422. — Demante, ancienne édition, n° 677 *Dictionnaire de l'enregistrement*, v. Deshérence, n° 13 et suivants.

L'Etat peut donc, tout comme un héritier, accepter ou répudier la succession, mais s'il l'accepte et veut recueillir les biens héréditaires, il devra, comme un successeur irrégulier, se faire envoyer en possession. Sans doute, l'Etat acquiert la propriété des biens héréditaires du jour de l'ouverture de la succession, ainsi qu'acquiert un héritier, c'est là une preuve nouvelle de son droit de succession, et de même que MM. Aubry et Rau disent que l'Etat est propriétaire parce qu'il est héritier (1), on peut dire inversement que l'Etat est héritier parce qu'il est propriétaire. Nous verrons, en étudiant les droits de l'Etat, que quelques auteurs ont prétendu que l'Etat n'acquerrait que du jour de l'envoi en possession, d'autres qu'il n'était qu'un administrateur, mais que la majorité des auteurs admet avec raison sa propriété du jour du décès du *de cujus*. L'Etat est donc propriétaire sans être possesseur, et comme le disent Aubry et Rau : « L'envoi en possession ne forme point une condition suspensive à l'accomplissement de laquelle soit subordonnée l'acquisition du droit de propriété de l'Etat qui lui est dévolu *ipso jure* dès l'instant du décès du défunt. »

Pour acquérir la possession, l'Etat doit donc remplir la condition imposée au successeur irrégulier et demander l'envoi en possession des droits héréditaires. Cela résulte expressément d'une décision du ministre de la Justice et des Finances du 8 juillet 1806 et de l'article 724 du Code civil.

De même, en effet, que l'enfant naturel avant la loi de 1896 et actuellement encore le conjoint survivant, l'Etat n'a pas la saisine héréditaire et ne peut se mettre lui-même en possession des biens de la succession, il doit

(1) Aubry et Rau, t. 6, par. 639, p. 703, note 5.

demande l'envoi en possession, et sa possession ne commence que du jour du jugement.

Ainsi l'Etat est bien assimilé aux successeurs irréguliers puisqu'il a les mêmes droits et les mêmes obligations que lui, pourquoi refuser de lui reconnaître cette qualité ?

Comme le successeur irrégulier, l'Etat ne peut rien sur la succession tant qu'il n'a pas obtenu l'envoi en possession ; il ne peut auparavant exercer aucun des droits qui en résultent pour lui, ni même administrer les biens héréditaires.

On a voulu cependant invoquer en faveur de l'Etat une certaine possession de droit voulant en quelque sorte assimiler son droit à celui des héritiers légitimes, mais ce serait aller trop loin dans l'idée de faire de l'Etat un héritier, et l'article 724 ne reconnaît cette fiction de la possession du droit qu'aux seuls héritiers légitimes. L'erreur est venue de ce que, successeur, l'Etat, s'il y a des actes urgents d'administration à accomplir, sera le plus souvent nommé administrateur de la succession qu'il va recueillir (1).

MM. Aubry et Rau (2) ne justifient pas ainsi l'obligation pour l'Etat d'être mis en possession. L'envoi en possession, disent-ils, est nécessaire à l'Etat pour le rendre possesseur à l'égard des héritiers qui pourraient se présenter à la succession crue en deshérence, elle rend le droit de l'Etat existant à l'égard de ces héritiers et lui permet de leur opposer les avantages qui peuvent résulter pour lui de la possession de la succession. Voici les conséquences de cette idée : si le Domaine s'est mis lui-même en possession des biens héréditaires et qu'il ait possédé

(1) Cour de Paris, 25 juillet 1863. D. 63,2,206.

(2) Aubry et Rau, t. 6, par. 639, p. 705.

pendant trente années, comme il n'a pas obtenu un jugement d'envoi en possession, l'Etat ne pourra, malgré la durée de sa possession, opposer une fin de non-recevoir aux héritiers qui se présenteraient et intenteraient contre lui une action en pétition d'hérédité. Pour ces auteurs, l'envoi en possession comme les affichages et publications qui le précèdent, ont pour but précisément d'avertir ces héritiers et de leur rendre opposable le droit de l'Etat.

Nous verrons ce qu'il faut penser de cette théorie, même en la tenant pour parfaitement exacte, il ne s'ensuivrait pas de là que l'Etat ne doive pas être considéré comme un successeur.

Pour fonder leur idée que l'omission par l'Etat des formalités de l'envoi en possession rend sa possession illégale aux yeux des héritiers, MM. Aubry et Rau montrent, en effet, qu'il en est de même précisément pour les successeurs irréguliers. L'article 772 dit : « L'époux survivant ou l'administrateur des Domaines qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites pourront être condamnés à des dommages-intérêts envers les héritiers s'il s'en représente. »

C'est bien, disent ces auteurs, que la prise de possession sans les formalités prescrites ne peut valoir déchéance des droits des héritiers ; il en serait en tout cas ainsi pour l'Etat qui ne pourrait écarter un successeur à lui préférable qu'en prouvant qu'il a rempli toutes les formalités qui rendent son droit inattaquable.

Telle est la théorie admise aussi par M. Demolombe (1); mais elle n'enlève nullement à l'Etat sa qualité de successeur.

L'Etat s'est donc, dans la pratique, toujours comporté

(1) T. 14, p. 331.

comme un successeur ordinaire et comme tel il doit demander l'envoi en possession.

La jurisprudence est allée plus loin dans l'assimilation de l'Etat à un successeur (1) ; elle admet que l'administration des Domaines peut demander l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent, quand il n'existe aucun héritier présomptif ni successeur d'un ordre plus rapproché (2).

Or, il s'agit là d'un droit que l'article 120 du Code civil réserve aux héritiers présomptifs. Appliquer cet article à l'Etat, c'est donc admettre qu'il est un héritier, puisque c'est à ce seul titre qu'il peut obtenir l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent.

C'est bien ainsi que l'a compris la jurisprudence dans plusieurs jugements et arrêts, justifiant précisément le droit de l'Etat de se faire envoyer en possession des biens d'un absent, par sa vocation héréditaire. Ainsi un arrêt de la Cour de Colmar du 18 janvier 1850, décide que « l'héritier irrégulier des biens d'un absent et par exemple l'Etat, peuvent, comme tous les autres, se faire envoyer en possession s'il n'y a pas de parents ou autres successibles, et ne s'appliquent les règles relatives aux successions vacantes. » (Code Civil, 121, 267, 811.) Dans l'exposé des motifs, l'arrêt garde d'une confusion possible entre la succession

(1) L'absence n'ouvre pas la succession tant que « le jour du décès n'est pas prouvé, dit l'article 130. Seulement si l'absence se prolonge, il faut bien confier à quelqu'un le patrimoine délaissé, on le remet donc à ceux qui sont le plus intéressés à sa conservation, c'est-à-dire à ceux qui sont appelés à la recueillir, au cas où l'absent serait réellement mort. »

(2) Rouen, 7 décembre 1840. *Jurispr. gén.*, v. Absence, n° 270 — Colmar, 18 janvier 1850. D. P. 1851, 2-161. — Demolombe, *De l'absence*, n° 59. — Greif Th. Paris, 1887. *Des droits de l'Etat en matière de succession*, p. 153.

vacante et la succession en deshérence ; il distingue nettement le droit qui appartient à l'Etat de recueillir une succession en deshérence de celui qu'il a de se saisir d'une succession vacante.

En cas de succession en deshérence, l'Etat est saisi directement de son chef comme héritier et la conséquence fatale, c'est que le Domaine qui vient au même titre que les autres héritiers, bien qu'en dernier ordre, a comme tout successeur qualité pour demander l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent quand son droit s'ouvre, c'est-à-dire quand l'absent n'a laissé aucun héritier présomptif connu.

4° *La loi qui établit le droit de l'Etat a précisément pour fondement sa vocation héréditaire.* — Frappé par l'évidence et ne pouvant nier que l'Etat soit en pratique un véritable héritier, M. Vallier pense, comme nous l'avons vu, tout concilier en posant une théorie intermédiaire, celle d'une acquisition purement légale de l'Etat. Nous avons réfuté cette idée et les arguments sur lesquels elle prétend se fonder en exposant la théorie généralement admise que l'Etat acquiert comme souverain.

Partant de l'idée de M. Demolombe, que l'Etat n'est pas un héritier, car il acquiert à titre de deshérence, c'est-à-dire en vertu d'un titre qui suppose nécessairement qu'il n'y a pas d'héritier, M. Vallier soutient que sans doute l'Etat est dans une situation tout à fait analogue à celle de l'héritier, mais que cependant il n'est pas un successeur. Il se trouve dans la situation de l'héritier parce qu'il recueille une universalité de biens, il est tenu comme tout individu qui recueille une universalité : il pourra exercer les droits du défunt et, comme s'il était héritier, devra supporter les obligations passives que les tiers pouvaient avoir

contre lui. Ainsi s'explique aussi que l'Etat doive être envoyé en possession.

Obligé de reconnaître que la théorie classique que l'Etat acquiert les biens un à un comme biens sans maître, se heurte à l'objection insurmontable tirée de l'obligation universellement reconnue à l'Etat d'acquitter le passif, il prétend que l'Etat est *loco hæredis*, qu'il est dans une situation analogue à celle de l'héritier. L'Etat n'a pas cependant un droit de succession, il acquiert par la toute-puissance de la loi qui fait ici une attribution de propriété comme elle le fait par exemple au cas de l'article 127 pour les biens de l'absent, au cas de l'article 2279 où elle déclare qu'en fait de meubles la possession vaut titre. La loi dans l'article 768 ne dit-elle pas d'ailleurs : à défaut de conjoint survivant, la succession est *acquise* à l'Etat ?

Cette subtile théorie ne fait que déplacer la question. Que le droit de l'Etat soit un droit légal, je ne pense pas que ce soit une découverte bien originale, non plus que l'idée que la loi peut faire une attribution de propriété. Cela constaté, on ne voit pas bien quel est le fondement du droit de l'Etat et pourquoi la loi en a décidé ainsi, on n'explique pas quel principe peut justifier la disposition de la loi.

Prenons un exemple : l'article 127 dispose que les revenus des biens de l'absent appartiendront aux envoyés en possession provisoire, c'est qu'elle admet qu'ils bénéficieront de la prescription trentenaire.

La loi décide ici que l'Etat recueille, c'est parfaitement exact ; mais la question est de savoir pourquoi la loi dispose ainsi, quel est le fondement du droit de l'Etat ?

D'ailleurs, M. Vallier le dit lui-même, l'Etat, par le fait de la loi, recueille une universalité ; or, recueillir ainsi c'est hériter. La succession, en effet, si elle est *ab intestat*, et

c'est l'hypothèse où nous sommes, est par sa définition même dévolue par la loi et, d'autre part, elle porte sur une universalité, obligeant l'héritier au paiement des dettes,

Cette acquisition ainsi faite par l'Etat est donc un droit de succession, moins le titre,

Ce qu'il y a de vraiment curieux, c'est que les partisans de cette idée qui, en définitive, ne donnent aucun fondement au droit de l'Etat, se contentant d'affirmer qu'il s'agit là d'un droit purement légal, reprochent aux partisans de l'idée de succession de l'Etat de ne pouvoir justifier le fondement de ce droit de succession.

La succession est fondée sur la volonté présumée de l'individu d'après ses devoirs ; or, dit-on, les auteurs du Code, en attribuant à l'Etat les successions en deshérence, n'ont eu en vue qu'un but de police générale et n'ont nullement tenu compte des intentions du *de cujus* ni de ses devoirs. Mais alors il faut admettre que l'individu n'a pas de devoirs envers l'Etat.

Généralement, dans l'ordre qu'elle a fixé pour la dévolution des successions, la loi sanctionne l'intention du défunt basée sur ses devoirs, devoirs qui lui sont ordinairement imposés par son affection familiale. Ne peut-on dire qu'elle sanctionne ici le devoir pour le *de cujus* de faire profiter l'Etat, c'est-à-dire la société tout entière des biens qu'il laisse, lorsqu'il n'a pas d'héritier pour lui succéder ou que ses héritiers sont à un degré tel qu'il ne les connaît pas et qu'on ne peut admettre qu'il ait des devoirs envers eux.

Si la loi sanctionne les devoirs du défunt quand il s'agit de la famille, l'empêchant par exemple de deshériter absolument ses enfants et lui imposant leur réserve, pourquoi, à défaut de famille, la loi ne sanctionnera-t-elle

pas les devoirs du défunt envers la société ? Cette idée des devoirs de l'individu envers la société ressort si nettement des intentions mêmes de la loi qu'on n'a pas hésité à frapper d'un impôt énorme et progressif les successions, si bien que l'on peut dire à juste titre que c'est un prélèvement fiscal opéré sur les capitaux au moment du décès de leur possesseur (1). Comment justifier ce prélèvement ? Ne peut-on pas le faire précisément par le fondement même du droit successoral, la sanction des devoirs du défunt ? Si le défunt a des devoirs envers sa famille, il a aussi des devoirs envers la société, et la loi sanctionne ces devoirs, même au cas où le défunt laisse une famille qui a droit à toute son affection, à plus forte raison sanctionnera-t-elle ces devoirs au cas où il ne laissera pas de parents aptes à lui succéder, au cas où la succession sera en deshérence.

Notre législation fiscale reflète même d'une façon absolument exacte l'idée que nous avançons. Elle établit, en effet, un impôt progressif dont la quotité est d'autant plus élevée que le parent qui recueille est d'un degré plus éloigné. Quand l'individu laisse des enfants ou des parents rapprochés, ceux-ci ont droit à toute son affection, le défunt a le devoir de les faire bénéficier de sa fortune et ses obligations envers la société sont presque nulles, ils devront donc recueillir la presque totalité de ses biens et le prélèvement qu'opère la loi au profit de la société est minime.

Il n'en est pas de même si le défunt ne laisse que des parents éloignés, ses devoirs envers eux n'existent peut-être pas du tout ou du moins sont moins évidents ou moins impérieux ; mais en même temps que diminuent ses obli-

(1) Stourm, *Systèmes généraux d'impôts*, Paris, 1893, p. 205.

gations envers la famille, grandissent pour le *de cuius* ses devoirs envers la société. La loi perçoit donc un impôt d'autant plus considérable que les devoirs du défunt sont moins impérieux envers sa famille, plus grands envers la société.

Il arrivera donc un moment où le défunt n'aura plus de devoirs de famille, soit qu'il ne laisse pas de parents du tout, soit qu'il laisse des parents si éloignés qu'il ne saurait avoir de devoirs envers eux, c'est la deshérence. Le *de cuius* n'ayant pas de famille n'aura plus alors d'obligations qu'envers la société et sa succession tout entière sera recueillie par l'Etat qui la représente.

On peut donc admettre que l'Etat veuille ici réaliser un but social.

L'Etat veut ainsi sanctionner les devoirs de l'individu envers la société, et puisqu'il sanctionne ces devoirs, au cas où l'individu a une famille, il en doit être de même *a fortiori* en cas de deshérence où l'intérêt de la famille n'est plus ou du moins est à un degré moindre opposé au droit de l'Etat.

B. — L'Etat est primé dans ses droits par certains établissements publics.

Nous venons de voir que l'Etat succède au vrai sens du mot, il faut, d'autre part, observer que l'Etat est quelquefois primé dans ses droits successoraux par certains établissements publics.

Nous verrons, en examinant quels sont les droits de l'Etat, dans quelles conditions l'Etat se voit ainsi préférer certains établissements ; qu'il nous suffise maintenant d'énumérer ces établissements dont le droit est ainsi préférable à celui du Domaine et de déterminer le fondement de ce droit. Si on reconnaît que ces diverses personnes

morales se présentent en vertu d'un véritable droit de succession, « pourquoi attribuer un caractère différent à la dévolution des biens en deshérence, suivant qu'ils tombent dans le budget général de l'Etat ou dans le budget spécial d'établissements publics dépendant de l'Etat » ?

L'Etat est ainsi primé dans ses droits successoraux :

Par la Caisse des retraites pour la vieillesse. Cette caisse recueille les capitaux qui ont été déposés chez elle par le *de cujus*, lorsque la succession est en deshérence, qu'il n'y a aucun héritier pour recueillir, et en ce qui concerne les capitaux déposés, la deshérence profite à la Caisse et non pas à l'Etat, d'après la loi du 25 décembre 1886 (1).

Par la Caisse des Invalides de la Marine, qui recueille les successions des marins et autres personnes mortes en mer quand il ne se présente aucun héritier et qu'il n'est pas formé de réclamation, conformément à la loi des 30 avril et 13 mai 1791 (2).

Enfin par les Hospices qui profitent de la deshérence en deux cas : d'une part, conformément à la loi du 15 pluviôse an XIII (3), ils recueillent la succession des enfants mineurs admis par eux et qui sont décédés dans leurs murs avant leur majorité ou leur émancipation ; d'autre part, aux termes d'un avis du Conseil d'Etat des 3 et 8 novembre 1809, inséré au *Bulletin des Lois*, les effets mobiliers des malades qui ont été traités gratuitement dans un hospice et qui y sont décédés sont recueillis par l'hospice.

De quelle nature est le droit de ces divers établissements ?

(1) *Jour. Off.*, 30 décembre 1886.

(2) *Jurisp. gén.*, v. *Organis. Maritime*, p. 1.660.

(3) Loi 15 pluviôse an XIII, art. 8 et 9. — *Jurisp. gén.*, v. *Hospices, hôpitaux*.

1° *En ce qui concerne la Caisse des retraites pour la vieillesse et la Caisse des Invalides pour la Marine*, nous venons de voir que la loi leur attribue tout capital qui est déposé chez elles lorsque ce capital fait partie d'une succession abandonnée.

On a prétendu qu'il ne s'agissait là que d'une délégation faite par l'Etat de ses droits en ce qui concerne les biens déposés dans les Caisses (1). Leurs droits seraient ainsi de la même nature que celui de l'Etat et pour prouver qu'elles recueillent à titre successoral, il faudrait démontrer d'abord que l'Etat est un héritier. Ces Caisses, en effet, ne recueillent que parce qu'il s'agit d'une part de succession sans titulaire et que, d'autre part, l'Etat a renoncé en leur faveur à son droit sur ces biens en deshérence.

Je ne crois pas qu'il en soit ainsi. Les lois qui établissent les droits de la Caisse des Retraites et de celle des Invalides de la Marine ne leur confèrent pas sans doute, comme on l'a quelquefois soutenu, pour les cas qu'elles prévoient, la qualité de successeurs irréguliers à l'exclusion de l'Etat (2).

La difficulté est que la Caisse ne recueille pas la succession elle-même, mais seulement certains biens et que le droit de l'Etat porte toujours sur toutes les valeurs qui ne sont pas attribuées expressément aux Caisses.

On ne peut non plus admettre que la Caisse des Retraites et celle des Invalides exercent ici, à l'exclusion de l'Etat, un droit de retour et qu'elles recueillent à un titre analogue à celui du successeur anomal. Elles n'ont rien donné, on ne peut donc leur donner le droit de reprendre (3).

(1) Conf. Vallier, *Op. cit.* p. 535.

(2) Conf. Deloume. *L'Etat considéré comme successeur aux biens*, p. 51.

(3) Conf. Code civ., art. 747, art. 351, 352, art. 766.

A notre avis, voici comment les choses se passent :

A la mort de l'individu, la Caisse devra aux héritiers ou aux légataires du crédit-rentier qui se présenteront dans les trente ans les capitaux réservés. S'il ne se présente personne, la Caisse se trouve en présence de l'Etat qui prétendra exercer son droit de deshérence. La Caisse qui devait se libérer par des annuités successives, envers le crédit-rentier, devra, s'il y a des héritiers, payer en une fois en leur versant le capital réservé.

Ce capital réservé, c'est la représentation de ce qu'a pu verser le crédit-rentier pour constituer sa rente. Si donc il n'y a pas d'héritier, ce capital appartiendra définitivement à la Caisse déjà libérée du service de la rente par le fait de la mort du crédit-rentier. En d'autres termes, pour que la Caisse soit débitrice du capital réservé, il faut qu'elle se trouve en présence d'un héritier ou d'un légataire.

Si elle se trouve en présence de l'Etat, elle ne sera donc tenue envers lui que si l'Etat est un héritier. Si en effet l'Etat recueille à titre de souverain comme ayant droit à un bien sans maître, ou en vertu de l'ordre public, il ne peut recueillir ici, puisqu'il ne s'agit nullement d'ordre public et qu'il ne pourra résulter aucun trouble social du fait que la Caisse sera libérée.

Il n'était donc pas besoin, à notre avis, d'édicter des lois spéciales pour affirmer le droit de ces deux Caisses en cas de deshérence si on admettait que l'Etat recueillait en vertu d'un principe d'ordre public. L'Etat, en ce cas, ne devait logiquement avoir aucun droit sur les biens et valeurs dus par la Caisse des Retraites ou celle des Invalides de la Marine, leur dette s'éteignait par suite de la mort de leur créancier, le crédit-rentier, décédé sans successeur.

Une loi était nécessaire au contraire pour donner des

droits à ces deux Caisses en présence de l'Etat héritier. En ce cas, en effet, l'Etat avait droit aux proratas de traitement et aux arrérages de pension ainsi qu'au capital réservé, il fallait donc une loi spéciale pour le priver de ce droit et l'attribuer aux Caisses.

Ce droit des Caisses, je ne pense donc pas que ce soit une délégation du droit de l'Etat en leur faveur, je crois plutôt que c'est une restriction apportée à leur profit aux droits successoraux de l'Etat pour leur constituer des ressources. Elles recueillent parce que l'Etat leur a attribué certains biens des successions qu'il est appelé à recueillir, leur acquisition est purement légale. Elles recueillent des biens sur lesquels l'Etat *a renoncé*, à son droit. C'est le seul fait de cette renonciation qui leur fait acquérir ces biens. Ces biens, ce sont, en effet, des valeurs et sommes d'argent dont les Caisses sont débitrices, et le fait pour l'Etat de renoncer à sa créance constitue en leur faveur une libération, une remise de dette.

Le droit des Caisses des Retraites et des Invalides de la Marine n'est donc pas à notre avis une délégation des droits de l'Etat ; elles recueillent certains biens parce que l'Etat a renoncé sur ces biens à ses droits, et ces droits, l'Etat les avait et ne pouvait les avoir qu'en qualité d'héritier. Les deux Caisses sont libérées, de même que serait libéré le débiteur d'une succession à qui l'héritier ferait remise de sa dette.

2° *L'Etat est primé par les Hospices.* — Il n'en est pas de même pour les Hospices que pour les deux Caisses dont nous venons de parler, et la plupart des auteurs les considèrent comme héritiers.

On a cependant quelquefois nié qu'ils recueillent à titre héréditaire. M. Laurent, par exemple, justifie ainsi leur droit : « Si les Hospices sont préférés, c'est qu'ils ont dû

supporter souvent pendant de longues années les dépenses de nourriture et d'éducation des orphelins ; leur droit d'hérédité est en quelque sorte une indemnité (1). »

Examinons tout d'abord *si, le droit de succession étant reconnu aux Hospices, on doit en conclure au droit de succession de l'Etat.*

On a prétendu que non, sous prétexte que la cause de l'acquisition de l'Etat était radicalement différente de celle de l'attribution faite aux Hospices des biens des malades décédés sans héritier : en un cas, pour l'Etat c'est l'ordre public ; en l'autre cas, pour l'Hospice c'est un dédommagement aux dépenses qu'il a pu faire. Mais comme nous le dirons un peu plus loin, il ne faut pas confondre le mode de dévolution avec le fondement de cette dévolution, et le but d'établir une compensation en faveur d'un individu ou d'un établissement peut fort bien être atteint par une dévolution successorale.

D'autre part, le fondement du droit de l'Hospice n'est-il pas le même que celui du droit de l'Etat ? On sait que la loi en matière successorale fonde la transmission des biens du défunt sur son affection présumée et sur ses devoirs ; ici le *de cuius* n'a pas de famille puisque nous sommes par hypothèse dans un cas de deshérence ; la loi n'a donc plus à sanctionner que les devoirs du *de cuius*. Or, le devoir du défunt, à défaut de la famille, devient un devoir social. Evidemment, ce devoir l'oblige d'abord envers l'Hospice qui l'a soigné, qui a, en quelque sorte, remplacé sa famille et qui a droit à sa reconnaissance bien mieux que l'Etat qui représente la société tout entière et qu'il connaît d'une façon moins précise.

On prétend que les biens étant recueillis par l'Etat

(1) Laurent, t. IX, p. 189.

seulement en cas de deshérence, si l'Hospice recueille, recueillerait-il même à titre héréditaire, c'est que l'Etat ne considère pas la succession comme étant en deshérence, puisque lorsqu'il recueille, c'est qu'il n'y a personne, ni parents, ni hospice pour réclamer et qu'il succède dans un intérêt d'ordre public.

L'erreur vient de ce qu'on prend toujours la deshérence comme une condition spéciale au lieu qu'elle consiste simplement dans le fait de l'absence d'héritiers préférables à l'Etat, c'est le cas où s'ouvre son droit parce qu'il est le seul héritier.

Si ce droit de l'Etat ne s'ouvre pas, c'est qu'il y a un héritier à lui préférable dans l'ordre fixé par la loi pour la dévolution des biens héréditaires ; cet héritier préférable, c'est ici l'Hospice.

Je pense d'autre part que l'Hospice est un héritier.

Il faut tout d'abord écarter l'idée que, les Hospices recueillant à titre d'indemnité, l'attribution qui leur est faite des biens des malades ne peut leur résulter d'un droit de succession, car la succession est une transmission de biens à titre gratuit et qu'ici l'attribution est regardée comme une indemnité due et par suite à titre onéreux.

Comme le dit fort bien M. Deloume, c'est confondre le mode de dévolution avec le fondement de cette dévolution (1). Le législateur a accordé un droit héréditaire aux Hospices en se fondant sur une idée de justice, voulant les indemniser dans la mesure du possible des frais qui ont pu résulter pour eux des soins donnés aux malades décédés (2).

(1) Deloume, *Op. cit.* p. 40 et suiv.

(2) Conf. Aubry et Rau, t. VI, p. 337, n° 2. — Demolombe, t. XIV, p. 264. — Demante, t. III, p. 430. Contra : *Dict. des droits de l'Enregistrement*, v. *Deshérence*, n° 64.

L'acquisition par les Hospices ne change pas de nature, même en admettant la théorie de l'indemnité, car il n'y a aucun lien de droit immédiat entre l'acquisition faite par l'Hospice et les sommes dépensées par lui ou les soins qu'il a pu fournir.

Les partisans de cette théorie insistent et affirment que le droit de l'Hospice n'est pas de même nature que celui de l'Etat ; or l'Etat, disent-ils, recueille à titre de succession, tel n'est donc pas le titre de l'Hospice (1). Pour un argument, cela ressemble bien à une pétition de principe.

Quoi qu'il en soit, je crois, au contraire, le droit de l'Etat de même nature que celui de l'Hospice, seulement le droit de l'Hospice est préférable à celui de l'Etat. Comme je le disais plus haut, en l'absence de famille, les devoirs du défunt que la loi veut sanctionner, ce sont ses devoirs envers la société. Or, le devoir du défunt qui existe et vis-à-vis de l'Hospice et vis-à-vis de l'Etat, est évidemment plus impérieux envers l'Hospice, qui l'a soigné, qui a remplacé pour lui la famille et a droit à sa reconnaissance bien davantage que la société, être moral plus vaste et plus vague à ses yeux.

On invoque enfin en faveur de l'idée que l'Hospice recueille à titre d'indemnité, la circulaire du ministre des Finances du 23 juin 1852 (2), qui décide que l'Hospice qui recueille ainsi n'a pas à payer de droit de mutation, car son droit a un caractère d'indemnité.

Notons d'abord que l'argument n'a juridiquement aucune valeur, puisqu'il s'agit d'une circulaire ministérielle qui n'a qu'une autorité administrative et ne peut

(1) Tassain, *Op. cit.*, p. 111.

(2) Circ. n° 2.132. Conf. Championnière. — *Traité des droits de l'Enregistrement*, t. III, n° 2.185.

engendrer d'obligation qu'à l'égard de l'Administration, chargée de l'appliquer. On peut, il est vrai, répondre à cette objection que l'argument montre en tout cas quelle est la thèse de l'Administration et indique nettement qu'elle est en faveur de l'idée d'indemnité. La réponse est exacte, mais comme nous l'avons déjà dit, tout en laissant au droit des Hospices son caractère d'indemnité, on peut concevoir fort bien qu'ils recueillent à titre d'héritiers. La loi successorale qui sanctionne les devoirs du *de cujus*, sanctionne ici le devoir du défunt envers l'Hospice qui l'a soigné, et ce devoir se trouve être non seulement un devoir moral, mais en quelque sorte une dette, en raison des soins fournis par l'Hospice et des frais qu'il a dû supporter. C'est ce caractère particulier du devoir du défunt qui justifie l'exemption des droits de mutation.

La véritable difficulté à admettre le droit de succession des Hospices résulte de ce qu'aucun texte ne déclare que c'est un droit de succession. Mais les Hospices ne sont-ils pas tenus comme des successeurs irréguliers ? La loi de pluviôse les oblige à demander et obtenir l'envoi en possession, et si cette loi n'a pas qualifié le droit de l'Hospice, c'est qu'elle a entendu faire retour au droit commun des successions.

Quel autre titre l'Hospice a-t-il à son acquisition, sinon son droit héréditaire ? On dit qu'il recueille à titre d'indemnité, mais en ce cas pourquoi recueille-t-il la portion de la succession qui dépasse les soins donnés ? Sans doute, le cas est rare, les Hospices recueillent généralement peu de chose, leurs malades étant indigents ; il peut se présenter cependant.

On prétend que cet excédent serait regardé comme l'équivalent de soins donnés à d'autres indigents qui n'auraient fourni aucune indemnité.

La réponse peut être ingénieuse, elle a l'avantage d'ailleurs de nous ramener à l'idée que l'Hospice est un successeur, puisque le fondement de cette idée, c'est que les malheureux formant une grande famille, la loi a voulu sanctionner ici les devoirs du *de cujus* envers sa seule famille, ses frères malheureux, et les faire indirectement profiter de ses biens en attribuant sa succession aux Hospices.

M. Vallier qui ne peut, avec raison, admettre la théorie de l'indemnité, pense qu'il s'agit d'une acquisition purement légale et qui ne rentre nullement dans le cadre des acquisitions successorales. Nous avons vu que telle est déjà son opinion sur la nature du droit de l'Etat et nous l'avons réfutée. En définitive, attribuer à quelqu'un des biens par suite d'une vocation légale et à titre universel, c'est reconnaître qu'il est un héritier. De même que pour l'Etat, M. Vallier ne fait donc que refuser aux Hospices le nom d'héritier.

L'Hospice est donc un héritier préférable à l'Etat. Son droit a la même nature que celui de l'Etat, et l'Etat est lui aussi un héritier.

C. — Limitation du degré de successibilité par la loi.

M. Ambroise Colin présente enfin en faveur du droit de succession de l'Etat un troisième argument, qui paraît décisif.

On pourrait concevoir qu'on considère l'Etat comme recueillant une *res nullius* dans une législation qui ne limiterait pas le degré de parenté des successibles et déclarerait tous les parents habiles à succéder à quelque degré qu'ils soient. En ce cas, sans doute, personne n'aurait de droits sur les biens de la succession en desherérence et on pourrait dire que l'Etat recueille une succes-

sion sans maître. Il en était ainsi dans notre ancien droit où, comme le disait Loysel : « Tant et si avant qu'on pouvait justifier la parenté, les hauts justiciers étaient exclus (1). » Il en était de même dans la législation révolutionnaire où la Constituante ne fixa pas de dernier degré successible. Mais l'idée que l'Etat recueille des biens sans maître est incompatible avec une loi qui, comme le Code (art. 755), restreint au douzième degré les héritiers aptes à succéder. C'est en sacrifiant les droits des parents au delà du douzième degré que l'Etat parvient à recueillir les héritages en deshérence, mais tant qu'il existe au défunt un parent à un degré quelconque, on ne peut dire que la succession soit sans maître. Il ne faut pas croire, en effet, que l'Etat a été appelé à succéder à défaut de parents au douzième degré parce que dans la pensée de la loi, il était peu probable qu'il dût se rencontrer des parents plus éloignés. « On a agité, dit Malleville, l'un des rédacteurs du Code, la question de savoir si la République devait succéder lorsqu'il y avait des parents, mais qui n'étaient pas au degré successible. Il me semble que l'affirmative ne peut pas souffrir de difficultés. L'article 767 veut que, lorsqu'il n'y a pas de parent du degré successible, le conjoint survivant prenne les biens ; l'article 768 qu'à défaut du conjoint, ce soit la République : donc celle-ci, comme le conjoint survivant, exclut les parents au delà du douzième degré, et, en effet, on a toujours tenu dans la discussion que par-delà il n'y avait plus de liens d'affection (2). »

On a contesté cette argumentation. Peu importe, dit-on, que la successibilité soit indéfinie ou restreinte en ce qui

(1) Loysel, *Institutes coutumières*, I. II, t. V XXXIII.

(2) Malleville, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, t. II, p. 248.

concerne le titre de l'Etat. Quelle est la parenté, en effet, qui produit des effets légaux ? ce n'est pas la parenté naturelle, c'est la parenté légale. Si, par conséquent, la loi ne reconnaît une parenté que jusqu'à un certain degré, il n'y a pas à s'inquiéter des parents qui viennent à un degré plus éloigné, ils n'existent pas, ils n'ont aucun droit puisque la loi ne leur en reconnaît pas. Quand il n'existe pas de parents légaux, le droit de l'Etat s'ouvrira donc comme s'il n'y avait réellement plus de famille, puisque la loi a limité le nombre des parents aptes à succéder, précisément dans le but d'écarter les autres.

Le principe de la limitation du degré successible, mesure nouvelle et sans précédent, a été introduit par le Code pour des nécessités pratiques.

La loi a voulu limiter la possibilité de succéder à un degré où la parenté soit de preuve facile et où l'héritier, une fois en possession de la succession, n'ait pas à craindre de se voir préférer un autre et ait une situation **autant que** possible définitive. On peut même dire que **c'est là** une question qui intéresse l'ordre public.

Ce n'est donc pas parce que le législateur a pensé qu'au delà d'un certain degré le successible ne devait plus avoir de droit qu'il a restreint ainsi le nombre des parents aptes à succéder, mais bien pour des motifs pratiques. La loi n'a pas voulu dire qu'elle ne reconnaissait aucun droit aux successeurs au delà du douzième degré ; elle a voulu seulement qu'ils ne puissent exercer leurs droits, la preuve en étant trop difficile.

Les successeurs après le douzième degré ont un droit, et du moment que l'Etat passe avant eux, c'est que son droit prime leur droit à eux. On ne peut donc dire qu'il exerce son droit de souveraineté et recueille une *res nullius*.

On objectera sans doute que si l'Etat ne recueillait pas, les héritiers après le douzième degré ne recueilleraient pas non plus. L'objection est exacte. Mais, à la différence des autres héritiers, l'Etat existe toujours et il n'a pas à faire sa preuve. Quand il n'y a pas d'héritiers du douzième degré au moins, le droit de l'Etat s'ouvre et s'ouvre toujours, car l'Etat ne peut ni mourir, ni être absent ; il est là toujours et forcément il exclut les héritiers qui sont après le douzième degré puisqu'il est héritier d'un rang supérieur.

Si l'Etat exerce son droit, il n'y a donc pas de difficulté, il succède parce qu'il exclut les autres ; et autant dire, comme l'a décidé la loi, que les héritiers au delà du douzième degré ne succèdent pas, puisque l'Etat ne meurt pas et se présentera toujours.

La difficulté est sans doute plus grande au cas où l'Etat renonce, si les héritiers qui viennent après lui ont un droit, leur droit doit alors s'ouvrir et ils succéderont à défaut de l'Etat. Mais on peut fort bien admettre que ce droit dont ils ont la jouissance, les héritiers au delà du degré successeur n'en ont pas l'exercice et cela encore pour un motif d'utilité pratique. Si la succession est bonne, l'Etat acceptera, enlevant ainsi tous droits aux héritiers, et nous venons de voir que l'Etat ne pouvait faire défaut. Si, au contraire, l'Etat renonce, c'est que la succession est mauvaise et obérée ; les héritiers éloignés qui ne peuvent avoir grande affection pour le *de cujus*, étant ses parents très lointains, se soucient peu d'avoir à liquider une succession mauvaise et à payer de leur poche les dettes d'un parent à peine connu. En fait, ils renonceraient toujours.

C'est donc ici encore pour un motif d'utilité pratique que l'Etat a refusé au successeur au delà du douzième degré, l'exercice d'un droit qu'il possède cependant.

Une dernière objection nous reste encore à résoudre : elle est tirée du fondement même du droit de succéder et semble au premier abord insurmontable.

Le fondement de notre dévolution successorale, c'est l'idée de famille. Si c'est seulement pour éviter les difficultés pratiques de la preuve presque impossible à faire d'une parenté éloignée que le Code a limité le degré des parents aptes à succéder, il semble qu'il faille reconnaître un droit de succession au collatéral même éloigné qui arriverait à faire sa preuve d'une manière certaine.

Même en ce cas cependant, la loi refuse au collatéral éloigné le droit de succéder. Elle n'a pas voulu en effet reconnaître arbitrairement un droit de succession à tous les parents. Comme le dit M. Vallier : « Pour les rédacteurs du Code, l'idée de devoir présumé envers la famille et aussi l'idée de conservation des fortunes dans les familles ont été les deux idées directrices de leur réglementation des successions. » « Or, dit encore M. Vallier, ce fondement du droit de succéder n'existe certainement pas pour des parents éloignés qui n'ont en rien contribué à l'acquisition des biens que peut laisser le défunt et auxquels le défunt ne peut être rattaché ni par un sentiment d'affection, ni par un devoir quelconque. On ne peut admettre en effet que le *de cujus* ait des devoirs à remplir envers des gens qu'il connaissait à peine et dont peut-être même il ignorait la parenté avec lui (1). »

Si l'on veut se rallier à cette opinion, fort juste à notre avis, quoiqu'on enlève aux héritiers au delà du douzième degré tous droits de succession, on n'enlève pas cependant à l'Etat son titre d'héritier, de successeur irrégulier.

(1) *Siméon dans Fenet*, t. XII, p. 221. — Greif, *Op. cit.*, p. 164.

L'individu, en effet, a des devoirs envers l'Etat et ces devoirs, la loi les sanctionne surtout en cas de deshérence, précisément parce qu'en ce cas le défunt qui n'a pas de famille n'a plus de devoirs qu'envers la société.

Lorsque le défunt ne laisse que des héritiers au delà du douzième degré, héritiers qu'il ne connaît pas, sa succession n'aura plus pour fondement son affection présumée et ses devoirs de famille, mais bien ses devoirs envers la société, envers l'Etat. Tant qu'il reste des parents au défunt, la société, qui doit protéger les familles, reconnaîtra les devoirs de ce défunt envers sa famille et sanctionnera les droits de ses héritiers. Mais s'il n'a personne, ou si sa famille est si peu sa famille qu'on ne puisse admettre qu'il ait des devoirs envers elle, ce seront ses devoirs envers la société elle-même que la société sanctionnera et son héritage sera dévolu à l'Etat qui représente la société.

Nous examinerons plus loin la question de savoir si le Code n'a même pas trop étendu les limites de la famille et s'il n'aurait pas dû sanctionner plus tôt le droit de la société.

Il semble donc impossible de refuser à l'Etat le titre de successeur, même si l'on n'admet pas le droit des héritiers après le douzième degré. Ce droit des héritiers éloignés existe d'ailleurs et on ne peut dire que l'Etat recueille des biens sans maître, tant qu'il existe un membre de la famille du défunt, si éloigné soit-il. Le droit de l'Etat ressortira bientôt, peut-être avec une plus grande netteté encore, si la loi limite au sixième ou au quatrième degré la série des héritiers *ab intestats*, suivant le vœu déjà formulé par M. Laurent.

On a prétendu qu'avec une telle limitation, il n'en serait plus de même, que la question serait de savoir pourquoi

cette limitation aurait été adoptée, car il se pourrait alors qu'on ait limité le droit de famille en vertu d'un droit nouveau reconnu à l'Etat.

La question serait en principe la même. On ne pourrait peut-être plus alléguer que c'est pour des motifs d'utilité pratique et afin d'éviter les difficultés de preuve que le droit de famille serait ainsi restreint, car sans doute au quatrième et au sixième degré, la preuve n'est pas délicate. Mais l'idée subsisterait toujours la même des devoirs du défunt envers la société. Ce serait simplement cette idée des devoirs de l'individu envers la société qui deviendrait plus impérieuse encore, l'idée que, au delà du quatrième ou du sixième degré, ces devoirs priment ceux qu'il a envers sa famille. Ce ne serait pas, à notre sens, un droit nouveau reconnu à l'Etat, mais une extension du droit qui lui est actuellement donné (1).

Nous croyons donc, avec la Cour de Paris, que le droit pour l'Etat de recueillir une succession abandonnée est un droit héréditaire. C'est une thèse nouvelle, mais vraie et destinée à s'imposer définitivement tôt ou tard.

SECTION IV

INTÉRÊTS DE SAVOIR QUEL EST LE FONDEMENT DU DROIT DE L'ÉTAT

La question de savoir si l'Etat est un héritier ou s'il recueille en vertu d'un autre titre n'a pas un intérêt purement doctrinal, elle a aussi un intérêt pratique et peut

(1) Stuart Mill, *Principes d'économie politique*. L. I, chap. I., par. 4.
— Fouillée, *La propriété sociale*, p. 60.

modifier les solutions de problèmes délicats. M. Laurent, cependant, jugeait ces intérêts minimes, et à propos d'une disposition testamentaire par laquelle le défunt excluait tous ses héritiers, l'Etat devant donc être lui aussi exclu si on reconnaissait en lui un héritier, qualifiait dédaigneusement la question « d'hypothèse d'école » (1) ; mais c'est là une boutade peu justifiée, et plusieurs fois des problèmes se sont présentés devant les tribunaux dont la solution dépendait précisément de la question de savoir si l'Etat était ou non héritier. Il ne faut d'ailleurs rien exagérer, les intérêts, en réalité, ne sont pas fort nombreux, et pour la plupart sont plus apparents que réels.

A. — Il est des solutions définitivement admises qui cependant ne peuvent se justifier que si l'on voit dans l'Etat un héritier.

1° Un premier intérêt qui, d'ailleurs, n'est pas réel, comme nous allons le voir, semble exister *dans le cas d'exhérédation* ou plutôt dans le cas où un testateur fait une clause dans laquelle il exclut de sa succession tous ses héritiers, tous les héritiers du sang, sans instituer personne. Le caractère et la portée de ces clauses d'exclusion semblent devoir varier suivant l'idée qu'on se fait du fondement du droit de l'Etat.

Si l'exclusion ne visait qu'une catégorie d'héritiers, ce serait une institution implicite des héritiers non exclus et la clause serait parfaitement valable ; ne doit-il pas en être de même au cas où le testateur a exclu tous ses héritiers, n'institue-t-il pas implicitement l'Etat ? La question n'est donc pas ici de savoir si l'Etat recueille ou non à titre d'héritier, mais de savoir si la clause par laquelle le testateur exclut tous ses héritiers est valable ou non et

(1) Laurent, *Principes de droit civil français*, t. 13, n° 423, p. 533.

constitue une institution implicite au profit de l'Etat. Nous verrons en étudiant quelles sont les conditions de l'ouverture du droit de l'Etat que, malgré les hésitations de la jurisprudence (1), la validité d'une exclusion de tous les héritiers et l'ouverture du droit de l'Etat qui en est la conséquence ne saurait être contestée. Le testateur devait savoir qu'en excluant tous ses parents, il donnait naissance au droit de l'Etat. Quoi qu'il en soit, peu importe le fondement de la vocation légale qui appelle l'Etat à recueillir les successions en l'absence d'héritier, de légataire ou de conjoint survivant. C'est donc à tort que la Cour de Paris, dans un arrêt du 13 décembre 1901, a cru devoir proclamer, pour justifier le droit de l'Etat, qu'il recueillait à titre d'héritier. Le droit de l'Etat était fondé par le seul fait qu'admet la Cour de Paris qu'exclure, c'est disposer, et peu importe ici que l'Etat recueille comme héritier, en vertu d'un droit de souveraineté ou d'un intérêt supérieur de police.

Voilà donc un premier intérêt écarté : en cas d'exclusion de ses héritiers par le *de cujus*, l'ouverture du droit de l'Etat ne dépend nullement du fondement du droit qui lui est reconnu (2).

2° Un second intérêt, celui-ci d'ailleurs purement théorique et pour lequel se justifierait bien la boutade de Laurent, est le *mode par lequel l'Etat acquiert* les successions en deshérence. Il semble que ce mode diffère suivant qu'on admet que l'Etat exerce son droit de souveraineté ou qu'il recueille à titre successif. Il n'en est rien cependant, et cet intérêt tout théorique n'a même pas le mérite

(1) Cpr arrêt Lyon, 29 juillet 1885. D. P. 86. 2.229. Cass. 1^{er} juillet 1891. D. P. 92. 1.145. — Paris, 13 décembre 1901. D. P. 1902. 2.177.

(2) Ambroise Colin, *Op. cit.* D. P. 1902. 2.178. — E. Vallier, *Op. cit.*, p. 511.

d'être réel ; dans les deux cas, le mode d'acquisition est la loi.

Si l'Etat recueille en vertu de son droit supérieur de souverain, c'est par application de l'article 713, et son droit est la conséquence de la loi elle-même ; bien plus, la loi lui reconnaît expressément ce droit dans l'article 768. S'il recueille à titre d'héritier, c'est encore en vertu de la loi qu'il acquiert ; c'est la loi, en effet, qui règle la dévolution *ab intestat*, c'est la loi qui donne aux dispositions testamentaires leur force obligatoire, et, comme le disait Jaubert dans son rapport au Tribunat sur le titre des donations et testaments : « Que les citoyens se pénétrant bien de cette vérité que dans la matière des dispositions à titre gratuit, tout est du droit positif, parce que tout est émanation de la loi civile. »

Quel que soit donc le fondement que l'on donne au droit de l'Etat, le mode d'acquisition est le même ; c'est la loi qui, dans les deux cas, lui attribue les successions en deshérence.

3° Nous sommes ainsi amenés à étudier la question de savoir si l'Etat est *propriétaire* des biens qu'il recueille, ou s'il en est simplement administrateur ; c'est un troisième intérêt qui n'a d'ailleurs pas plus de réalité que ceux que nous venons d'étudier. Quelques auteurs (1) prétendent que la solution dépend de la réponse faite à la question : l'Etat est-il héritier ? et répondent : l'Etat est propriétaire parce qu'il est héritier. Sans doute, si l'Etat est héritier, il est propriétaire, car, comme le disent MM. Aubry et Rau, l'article 721 ne fait « quant à la manière aucune différence entre les divers successeurs », l'article 724 ne distingue que pour la possession et « toute personne appelée par la

(1) Tassain, *Du droit de deshérence*.

loi à l'hérédité, soit en qualité d'héritier, soit en qualité de successeur irrégulier, en acquiert de plein droit la propriété dès l'instant du décès du *de cuius* ».

Nous verrons plus loin que M. Toullier prétend que l'Etat qui recueille une succession en deshérence n'est pas propriétaire des biens héréditaires, mais seulement administrateur de ces biens et nous réfuterons cette théorie. Pour l'instant, la question est de savoir si l'Etat est propriétaire seulement au cas où on lui reconnaît le titre d'héritier, ou même au cas où il recueillerait la succession en deshérence comme bien vacant et sans maître. Or, nous verrons précisément que l'Etat, qu'il soit considéré comme un héritier ou comme recueillant la succession comme bien vacant et sans maître, est propriétaire des biens héréditaires.

4° Un quatrième intérêt est à mon avis plus réel, c'est *le droit d'option de l'Etat*. Sans doute, ce droit d'accepter ou de s'abstenir n'a jamais été sérieusement contesté à l'Etat et en fait l'Etat est libre ; c'est pourquoi je ne range pas cet intérêt dans les intérêts véritables qu'il y a à considérer ou non l'Etat comme un héritier. Mais logiquement, si on admet que l'Etat recueille en vertu de son droit de souveraineté ou en vertu de son devoir supérieur de police, il semble que, comme le disait une circulaire ministérielle du 8 juillet 1806 : « Quand le gouvernement est appelé à une succession par droit de deshérence, les préposés du domaine ne peuvent ni y renoncer, ni s'abstenir de la recueillir. » Cela me paraît la conséquence logique de tout système faisant intervenir ici le principe de souveraineté ou la notion de l'ordre public. L'article 713 dit en effet : « Les biens sans maître appartiennent à l'Etat » et il ne parle nullement de l'option qu'aurait l'Etat de refuser ces biens dont il est déclaré de plein droit propriétaire. Il ne saurait en être autrement si on admet que l'article 768 n'est qu'une

suite de l'article 713. Si, d'autre part, comme le fait M. Vallier, on soutient que l'Etat recueille ici, dans un but de police générale et que son acquisition est purement légale, il en est absolument de même. M. Vallier argumente des articles 127 et 2279 qui font, dit-il, eux aussi des attributions de biens et sont des exemples d'acquisitions purement légales. Mais, dans les deux cas, il s'agit d'une acquisition définitive : par exemple, l'envoyé en possession provisoire est propriétaire des revenus des biens de l'absent par l'écoulement de trente années, et le possesseur d'un objet mobilier, sauf certaines exceptions, est considéré comme propriétaire du bien qu'il possède. Toutes les fois qu'il s'agit d'une acquisition purement légale, il n'y a donc pas d'option ; la loi déclare qu'une personne est propriétaire ou aura tels ou tels droits, elle ne lui donne pas le droit de choisir entre deux partis, sauf au cas où il s'agit d'une disposition à titre gratuit, donation ou testament, ou encore en cas de succession *ab intestat* ou bien en certains cas où la loi reconnaît spécialement ce droit, comme en cas d'absence où l'époux de l'absent commun en biens peut opter ou non pour la continuation de la communauté.

Il semble donc que pour donner à l'Etat le droit d'opter, il faille reconnaître qu'il est un héritier et lui donner ce droit d'option conformément à l'article 775 : « Nul n'est tenu d'accepter une situation qui lui est échue. » Sans doute l'Etat jouit en pratique de ce droit d'opter, la possibilité de la vacance d'une succession le prouve ; mais il ne suffit pas, croyons-nous, pour le justifier, de dire que l'Etat est *loco hæredis*, qu'il est traité comme un héritier ; c'est là la simple constatation de ce qui se passe, ce n'est pas une justification, et il semble qu'on ne puisse admettre ce droit de l'Etat que parce qu'il est un héritier (1).

(1) G. Tassain, Thèse, Paris, 1897, *Le droit de deshérence*, p. 124.

5° La question de la nature du droit de l'Etat semble aussi être intéressante au point de vue de l'action à donner à l'Etat en cas de contestation de ses droits par un tiers : doit-on lui donner l'action en revendication ou faut-il le faire bénéficier des avantages de l'action en pétition d'hérédité. Cette action n'est donnée qu'au seul héritier contre ceux qui, « prétendant avoir droit à la succession, en détiennent en fait la totalité ou une partie (1) ». Il y aura lieu à pétition d'hérédité en faveur de l'héritier si le défendeur se prétend héritier et conteste le titre du réclamant ; il y aura au contraire lieu à revendication quand le défendeur prétendra avoir acquis par donation, achat, échange du défunt ou d'un tiers. Pour qu'il y ait lieu à pétition d'hérédité, il faut donc que le défendeur se prétende héritier et que le demandeur soit lui-même héritier. Alors l'héritier triomphera sous la seule condition d'établir sa qualité d'héritier au lieu qu'en cas de revendication, il devra prouver en outre, soit que la chose appartenait au défunt, soit que l'aliénation est nulle, suivant que l'aliénateur tiendra la chose du défunt ou d'une autre personne. Mais la distinction n'a pas ici d'intérêt parce que, en admettant que l'Etat ne soit pas héritier et ne puisse ainsi établir sa qualité d'héritier, seule condition requise dans l'action en pétition d'hérédité, il n'aura en tout cas qu'à prouver la deshérence et triomphera ainsi aussi facilement contre quiconque contesterait son droit et se présenterait à tort comme héritier. La différence essentielle entre la revendication et la pétition d'hérédité tient en effet à ce que dans l'une, les deux parties ont un titre universel, au lieu que dans l'autre, le défendeur au moins est acquéreur à titre particulier. Si donc un tiers quelconque conteste le droit de

(1) Planiol, t. III, p. 417.

l'Etat, même en admettant qu'il ne soit pas héritier, son action sera aussi facile et aussi simple qu'une action en pétition d'hérédité; puisque dans toute hypothèse, que l'on considère ou non l'Etat comme un héritier, on admet qu'il recueille à titre universel, il n'aura donc qu'à prouver la deshérence et pourra obtenir ainsi la remise de tous les objets héréditaires.

Il en est de même en ce qui concerne l'obligation aux dettes, tout le monde admettant que l'Etat doit les payer du moins *intra vires successionis*, peu importe à ce point de vue qu'on lui reconnaisse ou non la qualité d'héritier.

En réalité, tous ces avantages dont nous venons de parler, sauf l'effet de la clause d'exhérédation, qui peut se justifier sans faire intervenir le fondement du droit de l'Etat, ne peuvent avoir leur raison d'être que dans la qualité d'héritier reconnue à l'Etat. Mais comme on a coutume d'en faire bénéficier l'Etat, on trouve inutile de dire que c'est un héritier, on veut lui en donner les avantages, sans vouloir lui en reconnaître le titre.

B. — Intérêts réels.

Ainsi les intérêts que met en jeu la controverse de savoir quel est le fondement du droit de l'Etat ne sont pas fort nombreux. Il existe cependant quelques intérêts réels et la question n'est pas purement doctrinale. En voici plusieurs qui ne sont pas à négliger.

1° *Clause générale d'exhérédation, y compris l'Etat.* —

Quel serait d'abord l'effet d'une clause par laquelle le testateur exclurait tous ses héritiers même et y compris l'Etat ? Si on refuse à l'Etat la qualité d'héritier, évidemment la succession étant en deshérence, il devra recueillir puisqu'il s'agira de biens vacants et sans maître ; si, au contraire, on pense que l'Etat est un héritier, il sera exclu

comme les autres de la succession. Il en serait de même au cas où le testateur aurait dans une clause exclu tous ses héritiers, sans ajouter « héritiers du sang », car alors si l'Etat est considéré comme un héritier, il serait exclu à ce titre comme tous les autres héritiers du testateur (1). Il est sans doute rare en pratique qu'un testateur fasse un testament ainsi conçu, et il semble vraiment qu'en ce cas on puisse plaider la nullité du testament en alléguant la folie de son auteur, à moins que l'on se trouve en présence d'un jurisconsulte facétieux qui ait voulu intriguer l'opinion et embarrasser les magistrats de son pays. Quoi qu'il en soit, voyons quels seraient les effets d'une clause ainsi conçue.

M. Vallier (2) pense que le résultat serait le même quelle que soit la solution adoptée sur le fondement du droit de l'Etat. Si l'on considère que l'Etat recueille en vertu d'un devoir général de police ou que la succession lui soit attribuée comme *res nullius*, évidemment le testament ne produira aucun effet à son égard. L'Etat agit en vertu d'un pouvoir supérieur contre quoi ne peut rien la volonté individuelle. Si, par exemple, on admet qu'il recueille la succession en deshérence comme bien vacant et sans maître, nous sommes ici tout simplement dans un cas de deshérence ordinaire et le droit de l'Etat s'ouvrira sans aucun doute, de même qu'au cas où le testateur exclut tous ses héritiers du sang, c'est un des cas où à défaut d'héritier, la succession revient à l'Etat.

Si, au contraire, on reconnaît à l'Etat un véritable droit de succession, il en sera tout autrement. M. Vallier affirme

(1) Lambert, *Echéréd.*, p. 323 et suiv. — Ambroise Colin, arrê Paris, 1901. D. P., 1902-2 178.

(2) Vallier, *Le fondement du droit successoral en droit français*, p. 542.

néanmoins que son droit ne disparaît pas. On ne peut, en effet, dit-il, nier l'intention très nette du rédacteur du Code de vouloir éviter tout trouble en reconnaissant le droit de deshérence de l'Etat, et même en ce cas à cause de son devoir de police, l'Etat ne serait pas exclu et recueillerait la succession.

Je ne crois pas qu'il faille résoudre ainsi la question. Sans doute, si l'on fait du droit de deshérence un attribut du droit de souveraineté de l'Etat, malgré cette clause générale d'exclusion, l'Etat ne pourra être écarté, car la volonté du testateur ne peut atteindre son droit de souveraineté. Mais si on pense, au contraire, que l'Etat est un héritier, il faut bien reconnaître que son droit disparaîtra, et qu'étant un héritier, il sera exclu par une clause excluant tout héritier. Quant au devoir de police général de l'Etat, il ne suffit pas, à notre avis, à justifier le droit de l'Etat ni à le maintenir dans ses droits en cas d'exclusion formelle. La police de l'Etat n'a pas à intervenir ici, l'ordre social n'est pas intéressé. De deux choses l'une, ou l'Etat n'est pas considéré comme un héritier et alors son droit s'ouvrira et il recueillera à titre de deshérence, ou il est tenu comme héritier et le testament du défunt, comme le dit avec raison M. Ambroise Colin, tombera comme aboutissant à un résultat impossible à atteindre, la succession *ab intestat* s'ouvrira et l'hérédité reviendra aux héritiers du sang dans l'ordre légal, suivant leurs vocations. Comment faire intervenir ici l'ordre public : pour éviter, dit M. Vallier, « le trouble social qui résulterait de l'existence d'une succession sans titulaire » ? Mais il ne s'agit pas ici d'une succession sans titulaire, il s'agit simplement d'une succession qui, le testament ayant été annulé comme impossible à accomplir, revient aux héritiers *ab intestat*.

L'ordre public n'est donc pas intéressé, et il ne suffirait pas, en cas d'exclusion formelle ou implicite de l'Etat à justifier son droit, et pour qui, comme nous, admet que l'Etat recueille à titre d'héritier, l'Etat en ce cas doit être exclu comme tous les autres héritiers.

2° *Rétractation d'un héritier renonçant.* — Un deuxième intérêt à la façon dont on résoudra le fondement du droit de l'Etat en cas de deshérence apparaît en cas de rétractation par l'héritier de la renonciation qu'il avait faite. L'héritier du sang a renoncé, puis l'Etat est entré en possession, le renonçant peut-il revenir sur sa renonciation ? La loi, en effet, afin d'éviter la vacance de la succession, permet à l'héritier renonçant de revenir sur sa décision à une double condition : la première que son droit ne soit pas éteint par prescription, la seconde que la succession n'ait pas été déjà acceptée par d'autres héritiers (1). Qu'advient-il donc au cas où l'héritier du *de cujus* ayant renoncé et l'Etat ayant obtenu régulièrement l'envoi en possession, cet héritier reviendra sur sa décision et prétendra reprendre la succession.

La question dépend bien du titre donné à l'Etat pour recueillir en cas de deshérence. Admet-on que l'Etat recueille à titre d'héritier, nous sommes dans les termes mêmes de la loi (art. 790) et la faculté de rétractation laissée au renonçant ne peut plus s'exercer puisqu'un autre héritier, l'Etat, a été régulièrement envoyé en possession (2). Si on admet, au contraire, que l'Etat recueille la succession en deshérence en qualité de souverain, il ne

(1) Code civ., art. 790.

(2) Nous étudierons plus complètement la situation de l'Etat en cas de rétractation de l'héritier renonçant, en étudiant les cas où l'Etat peut être évincé.

saurait en être de même. Il n'est plus l'héritier et ne peut bénéficier à ce titre de l'article 790. D'ailleurs admettre qu'il recueille à titre de souveraineté ou en vertu de l'ordre public, c'est admettre qu'il recueille en vertu de l'article 713, afin d'éviter le trouble social qui résulterait infailliblement de ce fait qu'il y ait des biens n'appartenant à personne. Or, tel n'est pas ici le cas, la succession n'est pas sans maître du moment que l'héritier revenant sur sa décision première, prétend la recueillir.

La succession a un maître. La solution est encore conforme à l'esprit de la loi qui admet au profit du renonçant la faculté de se rétracter par le désir d'éviter la vacance de la succession. Or, ici le motif de la loi fait défaut et il n'y a plus à craindre l'abandon définitif de la succession. Une fois régulièrement en possession de la succession, l'Etat en est définitivement le maître, la vacance n'est plus à craindre, la succession a un maître, et il serait inutile en même temps qu'injuste de traiter autrement l'Etat qu'un autre héritier, de le dépouiller d'un droit régulièrement acquis, alors surtout que fait défaut le motif qui justifie la faveur édictée par la loi au profit du renonçant.

Suivant donc que l'on considère que l'Etat est un héritier ou qu'on pense, au contraire, qu'il recueille en sa qualité de souverain ou en vertu d'un principe d'ordre public, l'Etat, après un envoi régulier en possession pourra ou non se voir évincé par l'héritier du sang qui, ayant renoncé, se rétractera et prétendra reprendre la succession.

3° *Contrat d'assurance stipulé au profit de ses héritiers par le défunt.* — Un troisième intérêt à la question de savoir si l'Etat recueille en tant qu'héritier ou en vertu

d'un autre titre, apparaît au sujet des contrats d'assurance sur la vie ou contre les accidents.

Généralement, le bénéfice de l'assurance est stipulé par le défunt au profit de ses héritiers ou bien au profit de donataires ou de légataires. Pour que la question du droit de l'Etat se pose ici, il faut encore faire une hypothèse qui se présentera bien rarement en pratique. Il faut supposer que, s'étant assuré sur la vie, le défunt meurt sans laisser d'héritier et sans avoir disposé du bénéfice de son assurance au profit d'un tiers.

Le cas sera rare, en effet, d'un individu qui, voulant assurer après sa mort un bénéfice à ses héritiers, ou s'il n'a pas d'héritiers, voulant en faire profiter un tiers, oubliera de disposer relativement à ce droit.

Mais il est une autre hypothèse et celle-là plus pratique peut-être. La question se poserait également si le défunt avait stipulé pour ses héritiers, en général, sans préciser davantage, entendant faire profiter du bénéfice de l'assurance quiconque serait son héritier. En ce cas aussi, le bénéfice de l'assurance ne pourra appartenir à l'Etat que si on voit en lui un héritier.

Qu'advient-il en ce cas ? Est-ce que l'Etat aura un droit sur l'assurance ou au contraire l'obligation de la Compagnie assureur va-t-elle s'éteindre ?

La question, pour être théorique, semble-t-il, s'est cependant posée devant les Tribunaux, notamment devant la Cour de Paris qui, par un arrêt du 14 février 1890, a résolu la question en faveur de l'Etat lui donnant droit au bénéfice de l'assurance.

L'assurance est sans doute un acte de prévoyance fait par un individu au profit de ses héritiers et l'intention de l'assuré n'est pas douteuse ; il a voulu ne pas laisser les siens sans ressources, il n'a certainement pas voulu faire

profiter l'Etat du bénéfice de son assurance. Mais la question d'intention peut-elle bien être prise en grande considération en un cas où précisément le *de cujus* n'en manifeste aucune. On peut fort bien, comme le fait remarquer l'arrêt de la Cour de Paris, dire que le défunt a stipulé au profit de sa succession, au profit donc de quiconque se présentera pour recueillir sa succession à titre d'héritier. La question est d'autant plus délicate qu'il est maintenant admis qu'il y a, au cas où un héritier bénéficie d'un contrat d'assurance sur la vie, fait par le *de cujus*, formation d'un capital nouveau et non translation d'un capital préexistant, si bien que ce capital n'est pas soumis à l'obligation du rapport (1).

Il s'agit donc d'un contrat à exécuter au moment du décès du stipulant, contrat dont l'exécution est subordonnée à deux conditions, le décès du *de cujus* et la présence d'un héritier. Toutes les fois donc que ces deux conditions seront réalisées, la Compagnie d'assurances devra payer et si elle se trouve en présence de l'Etat, elle devra s'exécuter ou non, suivant que l'Etat sera considéré ou non comme un héritier. Si l'on pense que l'Etat recueille la succession comme bien sans maître, il n'aura pas de droit ici, il n'y a pas *res nullius*, il ne s'agit pas d'un bien sortant du patrimoine du *de cujus* et comme tel faisant partie de sa succession. Il en sera de même si l'on admet que l'Etat recueille la succession en deshérence à cause de son devoir supérieur de police, pour ne pas laisser des biens sans titulaire, l'ordre public, en effet, n'est nullement ici intéressé ; il s'agit d'un contrat impossible à exécuter et la Compagnie sera libérée de sa dette.

Si, au contraire, comme nous avons essayé de le démon-

(1) Cass 29 juin 1896, D. 97.1.73. Paris, 10 janvier 1900, D. 1900, 2.489.

trer, on considère l'Etat comme héritant, les deux conditions nécessaires à l'exécution du contrat d'assurances seront réalisées et la Compagnie ne pourra se refuser à payer. La Cour de Paris reconnaît en ce cas le droit de l'Etat alléguant qu'il doit être traité comme le serait l'enfant naturel ou le conjoint survivant ; elle ne semble pas cependant admettre que l'Etat soit un héritier au sens juridique du mot, et affirme simplement qu'il doit être traité comme tel, étant assimilé aux héritiers. En réalité, pour reconnaître le droit de l'Etat, il faut aller plus loin, il faut reconnaître qu'il est bien un héritier, sans quoi il ne pourrait bénéficier ici du contrat d'assurance. Ce qui donne ici naissance à son droit, ce ne peut être que la qualité même de son droit et non la simple constatation qu'il est ordinairement traité comme un héritier.

Cette solution est-elle d'ailleurs si contraire aux intentions des parties qui ont fait le contrat d'assurances. La Compagnie, d'une part, ne peut tenir compte d'un cas aussi peu fréquent et avoir eu l'intention d'être libérée, la seule chose qu'elle prenne en considération, c'est la longévité de l'assuré qui lui permettra de se rembourser intégralement par les primes versées de la somme qu'elle aura à payer. Quant au *de cujus*, on peut bien concevoir qu'il ait voulu faire profiter sa succession du bénéfice de l'assurance. Tel sera le cas, par exemple, d'un individu qui, n'étant pas sûr de pouvoir payer ses créanciers et craignant de laisser sa succession insolvable, contractera une assurance sur la vie afin d'éviter le déshonneur qui rejaillirait sur sa mémoire ; et aussi, car il existe bien encore quelques hommes honnêtes, pour avoir la certitude d'accomplir son devoir au cas où il mourrait avant d'avoir désintéressé intégralement ses créanciers. Si, dans une telle hypothèse, le montant du bénéfice de l'assurance est supérieur au montant du passif

encore à payer au moment de la mort du stipulant, n'est-il pas juste d'en faire profiter l'Etat, dernier représentant de la succession au profit de laquelle le défunt a voulu stipuler et qui aura été chargé de liquider sa situation. On objectera peut-être la rareté d'un tel cas ; sans doute ! mais est-il bien plus fréquent de rencontrer un individu qui, ayant stipulé une assurance, n'en fera bénéficier personne !

En résumé, si l'on admet que l'Etat est un héritier, il faut admettre aussi qu'en cas de deshérence, il profitera du bénéfice de l'assurance sur la vie contractée par le défunt.

4° *Droits de l'Etat étranger sur les biens de son national décédé en France, en cas de deshérence.* — C'est enfin surtout en droit international privé que la question du fondement du droit de l'Etat présente un intérêt vraiment pratique. Si le système que l'Etat est un héritier devait prévaloir, il en résulterait une conséquence importante relativement à la dévolution des biens d'un étranger décédé en France sans héritier ni successeur connu.

On sait que, dans notre ancien droit, le droit d'aubaine attribua d'abord les biens des étrangers aux seigneurs, puis, à partir du xiv^e siècle, au roi lui-même, qui, sauf certaines exceptions nées généralement de traités diplomatiques, appréhendait les successions des étrangers ou celles que les étrangers pouvaient recueillir.

De nos jours, le droit d'aubaine n'existe plus, et toutes les incapacités de disposer et de recevoir dont l'étranger était frappé dans l'ancien droit ont, comme nous le verrons en étudiant les droits de l'Etat, complètement disparu.

Toutefois, on admet généralement qu'en cas de deshérence de la succession d'un étranger, c'est l'Etat français qui recueille. La solution s'impose si on admet que l'Etat recueille en vertu de son droit de souveraineté ou en vertu

d'un principe d'ordre public (1). Une instruction du directeur général de l'Enregistrement et des Domaines du 10 octobre 1878 reconnaît formellement en ce cas le droit de l'Etat français, et elle justifie sa disposition en alléguant que c'est en vertu de son droit de souveraineté que l'Etat acquiert tous les biens vacants et sans maître qui se trouvent sur son territoire, qu'ils appartiennent à un Français ou à un étranger. Il n'en sera plus de même si on considère l'Etat comme un héritier. Puisque les successions doivent en principe être régies par la loi nationale du défunt, l'Etat qui doit hériter est celui dont le national est le sujet.

Si on admet que l'Etat succède en vertu de son droit de souveraineté, l'Etat duquel ressortit le défunt dont la succession est en deshérence ne peut nullement prétendre à la succession de son sujet ni revendiquer les biens qu'il a abandonnés, car il ne saurait faire acte de souveraineté en dehors de son territoire, ni empiéter sur la souveraineté de l'Etat français.

La question n'a d'ailleurs pas si grand intérêt qu'il le semble tout d'abord, car, à notre avis, le droit de souveraineté ne peut justifier le droit de l'Etat français que relativement aux immeubles laissés en France par le défunt étranger, mais ne peut fonder son droit en ce qui concerne les meubles de sa succession. La jurisprudence attribue néanmoins et pour les mêmes motifs les meubles comme les immeubles à l'Etat français.

Il est indiscutable que le droit de souveraineté, si on l'admet comme fondement au droit de l'Etat, s'applique aux immeubles, mais en est-il de même pour les meubles

(1) Trib. Seine, 22 juin 1897, 11 mars 1899. — *Journal Dr. Intern. privé*, 1897, p. 1034; 1899, p. 1014. — Weiss, *Traité de Droit Intern. privé*, t. IV, p. 566. — *Jurisprudence générale*, v. Successions, n° 291.

auxquels s'applique la règle « *Mobilia sequuntur personam* », c'est beaucoup plus discutable. Il y a lieu, croyons-nous, d'admettre ici les règles du statut réel et du statut personnel ; il faut ranger les meubles dans le statut personnel du défunt et admettre que sa succession mobilière doit revenir en cas de deshérence à l'Etat dont il est le sujet. C'est, en effet, la loi étrangère qui, en ce qui concerne les biens mobiliers laissés par l'étranger en France, détermine l'ordre des successibles, et ce seront ces successibles indiqués par la loi étrangère qui devront succéder aux biens mobiliers sis en France. Déterminant l'ordre successif, cette loi établit aussi à quelles conditions la succession étant en deshérence, l'Etat succédera. De quel Etat s'agit-il ? Evidemment de l'Etat étranger, il serait singulier qu'une loi en édictant les conditions dans lesquelles l'Etat succède ne déterminât pas en même temps de quel Etat il s'agit (1).

On ne peut objecter que l'Etat étranger fait ici un acte de souveraineté en France, en venant s'emparer des meubles qui y sont situés. Les meubles, en effet, d'après la vieille règle « *mobilia ossibus personæ inherent* », font en quelque sorte partie de la personne, et l'on ne peut admettre que l'Etat étranger viole ici les droits de l'Etat français pas plus qu'il ne viole ces droits en déterminant par ses lois l'état et la capacité de ses nationaux établis en France.

N'admet-on pas d'ailleurs l'Etat étranger à se saisir des meubles acquis dans une vente publique en France ?

Quant au texte des articles 713 et 768 qu'on fait intervenir dans le conflit, il faut, croyons-nous, les écarter. Sans doute, ces articles sont absolument généraux et

(1) Baudry et Wahl, *Succession*, t. I, n° 1096.

s'appliquent à tous les biens sans maître quels qu'ils soient, ils édictent un principe d'ordre public, et je ne pense pas qu'on puisse reprocher à ceux qui les invoquent d'introduire dans une difficulté de droit international des textes de droit civil (1). Mais il ne s'agit pas ici de biens sans maître, il s'agit d'un bien revendiqué à juste titre par un Etat étranger et réclamé en vertu de son droit universellement reconnu de régir le statut personnel de ses nationaux. Ce droit de l'Etat étranger peut fort bien être considéré comme l'exercice de son droit de souveraineté, mais ce droit ne peut être tenu comme s'exerçant à l'encontre de la souveraineté de l'Etat français, pas plus que le droit de souveraineté qu'il exerce sur ses nationaux qui habitent en France, en leur imposant ses propres lois pour tout ce qui touche l'état et la capacité, ne peut être considéré comme attentatoire à la souveraineté de notre pays.

La question ne présenterait donc, à notre avis, un intérêt qu'en ce qui concerne les immeubles : mais la jurisprudence est formelle et constante qui attribue à l'Etat français la succession entière de l'étranger mort en deshérence (2).

L'intérêt sera donc réalité plus grand, puisque si on admet que l'Etat est un héritier, la succession tout entière reviendra à l'Etat étranger au lieu de revenir à l'Etat français si on admet que l'Etat, en cas de deshérence, exerce son droit de souveraineté. La chose est d'ailleurs

(1) Deloume, *L'Etat considéré comme successeur aux biens*, Toulouse, 98, p. 83.

(2) Bordeaux, 12 fév. 1852. D. P. 1854, 2.5.54. — Cass., 28 juin 1852, S. 1852-1-137. Rennes, 26 nov. 1873. *J. Droit Intern. privé*, 1876, p. 105. Trib. civ. Seine, 22 juin 1897. J. 97, p. 1034. — 11 mars 1899, J. 99, p. 1014.

singulière que la jurisprudence qui justifie en plusieurs cas les droits de l'Etat en le considérant comme un héritier, le faisant par exemple, ainsi que nous l'avons vu, bénéficier à ce titre du contrat d'assurance sur la vie stipulé par l'individu mort sans laisser d'héritier, est ici en contradiction avec elle-même et justifie les droits de l'Etat français en alléguant qu'il exerce son droit de souveraineté.

En résumé, si comme l'admet la jurisprudence, l'Etat succède en vertu de cette règle de police et d'ordre public qui fait entrer dans le domaine national les biens abandonnés et sans maître, ou qu'il succède pour un motif de police afin d'éviter le trouble qui pourrait résulter du fait qu'un bien n'aurait pas de titulaire, le droit de l'Etat ne dépend pas de la loi nationale du défunt, mais de la loi française puisqu'il s'agit d'une mesure d'ordre public, et tous les biens de la succession en deshérence reviendront meubles et immeubles à l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent à l'ouverture de la succession.

Si, au contraire, on voit dans l'Etat un héritier, il s'agit d'une question de statut personnel, non plus de statut réel, ce sera la loi personnelle du défunt qui régira son hérédité et l'Etat dont il était le sujet recueillera sa succession à défaut d'héritiers successibles (1). La solution n'a d'ailleurs rien d'inadmissible. En définitive, le droit que l'Etat exerce ici comme souverain n'est autre que l'ancien droit d'aubaine, mais ce droit n'existe plus et les incapacités de recevoir et de disposer qui frappaient les étrangers dans l'ancien Droit ont disparu de nos jours, et l'étranger peut recueillir une succession au même titre que nos na-

(1) Consultation Faculté de Berlin, *Aff. Zapa. Journ. Dr. Intern. privé*, 1893, p. 727.

tionaux eux-mêmes. En réalité, on est ici victime d'une impression. Mais, comme le fait remarquer M. Ambroise Colin, l'impression est fragile et si nous avons des difficultés à admettre l'Etat étranger à hériter de biens sis en France, il n'en est plus de même si nous supposons qu'il s'agit d'un Français laissant à l'étranger une succession en deshérence ; il nous paraîtra alors tout naturel que sa succession revienne à son pays natal. La question était déjà discutée dans notre ancien Droit et plusieurs auteurs tendaient à reconnaître des droits à l'Etat (1) dont le *de cujus* était le sujet.

Le droit de l'Etat se justifie bien d'ailleurs par les idées que nous avons exposées au sujet de la nature elle-même du droit de l'Etat. Si on fonde ce droit, comme nous le pensons, sur les devoirs que l'individu a envers la société, il s'agit évidemment de la société dont il fait partie, de ses compatriotes et c'est à l'Etat dont il est le national que doivent être attribués les biens qu'il laisse quand il n'a pas de famille.

Nous verrons plus loin que c'est là la solution admise par le Code allemand (art. 1396) et qu'il est des traités entre la France et l'Extrême-Orient qui attribuent la succession en deshérence à l'Etat auquel appartenait le défunt.

Qu'on ne croie pas d'ailleurs, en admettant l'Etat étranger à la succession des biens d'un de ses nationaux qui se trouvent dans un pays étranger, porter atteinte à l'ordre public du pays où ils sont situés. En droit international, la grande restriction à tous les droits reconnus aux étrangers, c'est précisément l'ordre public et sans doute, s'il s'agit d'un pays sur le territoire duquel un Etat étranger

(1) Bouhier, *Coutume de Bourgogne*, ch. 57, n° 73 et suiv. — Merlin, *Répertoire*, v. Deshérence.

ne peut posséder des immeubles, l'Etat dont le *de cuius* est le sujet ne pourra recueillir les immeubles de son national. Il n'est donc pas nécessaire pour sauvegarder les intérêts politiques ou d'ordre public qui peuvent être engagés dans la question, de recourir au fondement du droit de l'Etat, il n'y a qu'à appliquer les règles ordinaires du droit international privé. Même en admettant le droit de succession de l'Etat étranger, les droits de l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les biens de la succession seront sauvegardés, puisqu'on conteste encore aux Etats étrangers le droit de recueillir des successions sur le territoire d'une souveraineté étrangère. Comme le dit M. Ambroise Colin, « il ne faut pas oublier que la Conférence de La Haye, en 1893 et en 1894, tout en admettant que la dévolution de la succession doit être régie par le statut personnel, l'écarte néanmoins dans les cas où l'application aurait pour résultat de porter atteinte au droit public (1) ».

C'est là le principal intérêt à reconnaître à l'Etat le titre d'héritier, mais, comme nous venons de le voir, les droits reconnus à l'Etat étranger successeur ne lésaient nullement les droits de l'Etat de la situation des biens, puisqu'il a en sa faveur la réserve de l'ordre public.

5° *Intérêt général*. — Il est enfin un intérêt général (2) à la question du fondement du droit de l'Etat. Il importe, dit-on, au point de vue législatif, de distinguer suivant que l'Etat est ou non considéré comme un héritier. Si on admet que l'Etat recueille à défaut d'héritier, en vertu de son droit de souveraineté ou en vertu d'un principe d'ordre public, de son devoir général de police, on tend à restreindre les cas où l'Etat exercera son droit de deshérence à défaut de parents ou de légataires ; on tendra, au con-

(1) Ambroise Colin, *op. cit. in fine*.

(2) Vallier, *op. cit.*, p. 526.

traire, à augmenter le nombre de ces cas, si on fait de l'Etat un héritier. Avec le premier système, en effet, le droit de l'Etat est différent de celui de la famille, c'est un pis-aller qui n'attribue l'hérédité à l'Etat que parce qu'il n'y a personne pour recueillir; au contraire, faire de l'Etat un successeur, c'est lui reconnaître un droit parallèle à celui des parents, c'est tendre à multiplier les cas donnant ouverture à son droit et à sacrifier les droits de la famille. Je ne crois pas qu'il en soit ainsi, nous avons vu déjà qu'au cas où il s'agit de la succession d'un étranger mort sans héritier, la théorie de l'Etat successeur, tendait à restreindre les droits de l'Etat français ; il est vrai qu'en ce cas, c'est au profit d'un autre Etat et les droits de la famille ne sont pas intéressés.

Il n'en reste pas moins vrai que l'Etat étant héritier ne peut hériter qu'après le douzième degré ou, s'il n'y a pas d'héritier du tout, que, par conséquent, les conditions requises pour qu'il succède sont exactement les mêmes, qu'on admette qu'il recueille comme héritier ou en vertu de l'ordre public. Que l'on arrive à restreindre le nombre des collatéraux pouvant succéder, c'est une réforme possible, mais ce ne sera pas parce que l'Etat est un héritier qu'on restreindra le degré des successibles ; ce sera une extension du droit actuellement reconnu à l'Etat et que l'on dise qu'à partir du sixième degré, par exemple, l'Etat succédera en lui assignant la place d'héritier du septième degré, ou dire qu'au delà du sixième degré, l'Etat recueillera, en vertu de son droit de souverain et parce qu'il n'y a plus d'héritier, n'en sera-t-il pas de même pour la famille. Des deux façons, son droit n'existera plus et ce sera celui de l'Etat qui s'ouvrira ; peu importe que ce soit en vertu d'un droit de succession ou d'un droit de deshérence.

Tels sont les intérêts à la question de savoir quel est le fondement du droit de l'Etat ; ils ne sont donc pas si considérables qu'on pourrait le supposer d'abord. Le seul vraiment pratique qu'il y ait à considérer ou non l'Etat comme un héritier se présente, comme nous l'avons vu, en droit international privé, les autres sont d'une application pratique rare ou même n'existent pas. Il est vrai que s'ils n'existent pas, ils devraient exister et que les avantages qui sont actuellement admis soit par la loi, soit par la jurisprudence, en faveur de l'Etat, ne sont que la conséquence de ce qu'il est traité comme un héritier. C'est la conséquence de cette subtilité de légiste « qui consiste à refuser à l'Etat la qualité d'héritier alors que, le cas échéant, il se comporte comme un véritable successeur ».

CHAPITRE III

La Deshérence dans le droit actuel

SECTION I

OUVERTURE DU DROIT DE L'ÉTAT

§ I. — *Conditions nécessaires pour que le droit de l'Etat s'exerce.*

Trois conditions sont nécessaires à l'ouverture du droit de deshérence ; il faut : a) le décès du *de cujus* et sa preuve ; b) il faut que personne ne puisse invoquer un droit héréditaire préférable à celui de l'Etat ; c) il faut que l'Etat manifeste l'intention d'acquérir l'hérédité.

A. — Première Condition.

Il faut, tout d'abord, que le décès du de cujus soit un fait constant. — La condition est évidente, et de même que pour toute succession, il n'y a qu'un seul fait qui puisse autoriser les héritiers à prendre possession des biens de la personne décédée et qui leur en transmette la propriété : la mort naturelle du *de cujus* ; de même, il n'y a que ce seul fait qui autorise l'Etat à se faire envoyer en possession des biens en deshérence.

Si d'ailleurs le décès n'était pas prouvé, l'Etat aurait le droit de provoquer une déclaration d'absence et de réclamer au tribunal de première instance l'envoi en

possession provisoire, par application des articles 115 et suivants du Code civil.

Ce droit est, en effet, reconnu sans conteste à l'Etat comme aux successeurs irréguliers par la doctrine et par la jurisprudence (1).

B. — Deuxième Condition.

Il faut que personne ne puisse invoquer un droit héréditaire préférable à celui de l'Etat. — L'article 723 qui règle l'ordre successoral, place l'Etat au dernier rang, et son droit ne s'ouvre qu'autant qu'il n'y a aucun prétendant à la succession. Il faut, en un mot, qu'il y ait deshérence, et il y a deshérence quand il ne se présente aucun héritier.

I. — IL N'Y A PAS D'HÉRITIERS

Ainsi que le mot l'indique (*deest hæres*), il y a, en principe, deshérence quand il n'existe aucun héritier, ni légitime, ni testamentaire, quand il n'y a pas d'héritier du tout. Il n'y a donc pas de successibles, c'est-à-dire de parents jusqu'au douzième degré, ni d'enfants naturels simples (art. 758). L'existence cependant d'enfants adultérins ou incestueux ne fait pas obstacle au droit de l'Etat, car ceux-là n'ont absolument aucun droit à la succession de leurs auteurs ; l'article 767 leur reconnaît seulement le droit de demander des aliments, droit qu'ils pourront, semble-t-il, exercer même contre l'Etat, à condition toutefois, — et le cas sera rare, — que leur filiation soit reconnue.

Il n'y a pas non plus de conjoint survivant. Le conjoint

(1) Merlin, Conf. Absence sur l'article 115, n° 2. — Demolombe, n° 29 et t. XV, n° 115. — *Dalloz*, v. Absence, n° 172 et 229. — Cour Rouen, 7 décembre 1840 ; Colmar, 18 janvier 1850. — Sirey, 1851, 2.533.

survivant, en effet, prime aussi l'Etat, si du moins il n'est ni divorcé, ni séparé de corps au moment du décès de son conjoint. On sait, en effet, que pour succéder l'un à l'autre, il faut que les époux *de cujus* et successeur aient le titre d'époux au moment du décès.

En cas de mariage putatif, la solution dépend donc du moment où la nullité aurait été prononcée par le tribunal. Si la nullité a été déclarée postérieurement au décès du *de cujus*, le survivant recueillera l'hérédité aux termes de l'article 201 du Code civil, car il a encore son titre d'époux au moment de la mort de son conjoint. Si, au contraire, la nullité du mariage a été prononcée avant le décès, le survivant n'a plus aucun droit, car la nullité du mariage étant déclarée, le *de cujus* et lui ne sont plus époux.

Il n'y a pas non plus de donataire ni de légataire universel. Ceux-là aussi font échec au droit de l'Etat, car ils représentent la succession, ayant une vocation au moins éventuelle à la totalité des biens du testateur. Mais il faut un successeur universel et un donataire ou légataire à titre universel n'empêcherait pas l'Etat d'exercer son droit. Il serait seulement tenu de faire la délivrance des legs aux ayants droit.

Tel est le premier cas de la deshérence, il n'y a pas d'héritier du tout.

II. — IL Y A DES HÉRITIERS, MAIS QUI NE PEUVENT RECUEILLIR

C'est le cas où les héritiers sont absents ; le cas où ils sont exclus par une clause générale d'exhérédation ; le cas où ils ne se prononcent pas ou ont renoncé ; le cas enfin où voulant acquérir, ils ne peuvent cependant primer l'Etat, étant parents trop éloignés du *de cujus* et n'étant de ce fait plus aptes à succéder, ou sont par leur condition spéciale incapables de recueillir.

Le droit de l'Etat s'exerce encore, même s'il y a des héritiers :

1° *Au cas où ces héritiers sont absents.* — La deshérence peut résulter de l'absence des successibles, aux termes de l'article 137 du Code civil.

Si une succession revient à un individu sur l'existence duquel on est incertain, qui est absent, le droit de succession n'est pas réputé lui être transmis, mais être dévolu aux héritiers du degré subséquent. S'il n'y pas d'héritiers plus éloignés, la succession est vacante ou en deshérence, et en ce dernier cas, elle est appréhendée par l'Etat. Le titre de l'Etat est d'ailleurs en ce cas bien fragile, et pour que l'Administration des Domaines puisse recueillir l'hérédité d'une façon définitive, il faudra que l'Etat poursuive et obtienne la déclaration d'absence.

Il y a toutefois une exception à ces règles quand il s'agit de la succession d'un militaire absent. Pour ce cas spécial, la loi du 11 ventôse de l'an II dérogeait au principe que, pour recueillir une succession, il faut tout d'abord justifier de son existence, et le militaire absent était réputé vivant lorsqu'il s'agissait de recueillir une succession ouverte à son profit. La loi prescrivait, en effet, la nomination d'un curateur chargé de conserver les droits du militaire absent et d'administrer en bon père de famille les biens qui lui étaient échus.

Cette loi n'est-elle pas abrogée par les articles 135 et 725 du Code civil qui exigent, pour qu'un individu soit apte à succéder, qu'il existe au moment du décès du *de cujus* et que celui qui réclame un droit échu d'abord à un autre prouve, pour être recevable dans sa demande, l'existence de l'individu, du fait duquel il recueille, au moment de l'ouverture de son droit.

Toutes les lois antérieures ont, en effet, été abrogées

par le Code civil. On invoque aussi en ce sens la loi du 13 janvier 1817 qui prescrit des formalités spéciales pour constater le sort des militaires absents.

La jurisprudence a résolu la question en divers sens, et finalement, la Cour de cassation, par deux arrêts des 19 mars 1819 (1) et 23 août 1837 a jugé que la loi de l'an II n'était pas abrogée. La solution est d'ailleurs très contestable, car la loi du 11 ventôse an II devait avoir pour effet de conserver provisoirement les droits des militaires et non d'intervertir l'ordre d'appréhension des successions.

La jurisprudence cependant en décide autrement, et l'Etat ne pourrait s'emparer d'une hérédité dont un militaire serait le successible. Le Domaine, en ce cas, devrait, après la nomination du curateur exigée par la loi de l'an II, provoquer la déclaration d'absence pour se mettre en possession des biens héréditaires, la succession serait alors vraiment en deshérence et comme telle déférée à l'Etat.

2° Une hérédité peut encore parvenir à l'Etat au cas où une succession étant normalement dévolue aux héritiers du sang, *ceux-ci sont exclus par une clause générale d'exhérédation, une clause d'exclusion*. Quel est l'effet d'une disposition testamentaire par laquelle le défunt exclut de sa succession tous ses héritiers sans exception ?

La question s'est présentée deux fois devant les tribunaux. Une première fois, la jurisprudence a consacré les droits de la famille légitime. La Cour de Rennes, en effet, par un arrêt du 27 février 1860, avait annulé un testament ainsi conçu et décidé que la succession devait être dévolue aux héritiers appelés par la loi.

(1) Sirey, 1819, 1-345; Sirey, 1837, 1-810.

La Cour de Rennes avait basé sa décision sur la conception, ancienne sans doute, mais encore soutenue, que les règles de la succession *ab intestat* sont fondées sur le droit primordial de la famille et qu'elle constitue au profit des héritiers du sang « un titre antérieur au testament » (1). Le droit du *de cujus* de faire un testament et de modifier ainsi l'ordre légal de sa succession apparaît donc pour les partisans de cette idée comme une faculté, une tolérance qui doit être étroitement contrôlée. Le testament, conformément à l'article 895 du Code civil, ne pourra disposer de la succession que dans les limites de la quotité disponible, c'est un acte de disposition ainsi que l'affirme le même article, mais un acte de disposition qui doit servir « à faire du bien et non pas à nuire ».

Le testateur ne pourra donc pas exclure ses héritiers. L'exhérédation, d'ailleurs fréquente dans l'ancien droit (Pothier, *Successions*, chap. I), soit que le père enlève la succession à ses enfants, soit que la loi exclue de plein droit un héritier indigne, a été supprimée parce qu'elle donnait lieu à des procès scandaleux (Labruyère, *De quelques usages*). C'est là l'œuvre du droit révolutionnaire (2), et le Code civil n'a pas rétabli l'exhérédation.

Notre droit reproduit, il est vrai, une sorte d'exhérédation officieuse, dans la substitution. La loi permet en effet aux parents d'une personne prodigue et incapable de conserver des capitaux, sans les gaspiller ou les risquer dans de folles entreprises, de grever cette personne de substitution au profit de ses propres enfants afin d'assurer à ceux-ci la transmission au moins partielle

(1) D. P., 60-2-160. — V. Boistel, *Philosophie du droit*, t. II, n° 269 et suiv.

(2) Merlin, v. *Exhérédation*, par. 1 et 8.

de la fortune de leur famille en rendant inaliénables pendant une génération les biens qui la composent.

Mais c'est là une exception, et il ne s'agit pas d'une exhérédation proprement dite. Le testateur ne peut plus exhérer à proprement parler ; il peut seulement donner ses biens à d'autres et la cause d'exclusion des héritiers pourra avoir pour effet de faire tomber les biens héréditaires entre les mains d'un héritier subséquent, d'un légataire universel notamment.

C'est en ce sens que l'on a dit : « exclusion c'est disposer » (Bordeaux, 20 août 1850) (1). Mais il ne saurait y avoir d'exhérédation pure et simple, il y a exclusion de certains héritiers parce qu'il y a en réalité institution expresse ou implicite des héritiers subséquents. Un testateur ne peut donc exclure tous ses héritiers sans exception. Cette clause aboutirait à donner la succession à des personnes que le testateur ne connaissait même pas au moment de sa disposition et à mettre sa succession en deshérence, ce que la loi ne veut pas, ayant réglé d'avance l'ordre des successions, précisément pour prévenir cet état de choses.

C'est conformément à ce système qu'avait statué la Cour de Rennes, et la Cour de cassation rejeta le pourvoi dirigé contre cette décision (2). Mais, en réalité, la Cour suprême n'avait pas prononcé sur le fond même du débat ; elle avait maintenu la nullité du testament pour des motifs spéciaux : « le *de cujus*, en effet, à l'exclusion de sa famille légitime, avait institué un exécuteur testamentaire appelé, sa vie durant, à administrer la succession, en servant les revenus à divers légataires d'usufruit,

(1) D. P., 51-2-31.

(2) D. P., 60-2-160. Cass. rejet, 17 novembre 1863. D., 63, 1-441.

puis à sa mort, à se créer des successeurs appelés aux mêmes fonctions : il y avait là création d'une sorte de mainmorte perpétuelle évidemment inadmissible qui suffisait à justifier le rejet du pourvoi (1). »

La Cour de Paris, au contraire, dans un arrêt du 13 décembre 1901, résout la question en un sens nettement opposé : « Le testateur qui exclut de sa succession un ou plusieurs de ses successibles attribue par cela même la part dont il les a privés à ceux, héritiers ou successeurs irréguliers, que la loi appelle à recueillir à leur défaut et sans qu'il soit besoin de les désigner nommément ;

« En conséquence, l'Etat doit, le cas échéant, à défaut de conjoint survivant, bénéficier d'une institution implicite par voie d'exhérédation de tous les héritiers du sang. »

La solution semble plus exacte et plus juridique. *Elle se fonde sur l'évolution de nos idées et de notre droit en matière de succession, sur les travaux préparatoires du Code civil, sur la raison et la loi elle-même.*

Sur l'évolution de nos idées et de notre droit positif en matière de succession.

Les règles de la succession *ab intestat* ne sont plus basées sur l'idée de copropriété familiale comme autrefois ; elles se fondent aujourd'hui sur l'affection présumée du défunt ou plutôt même sur ses devoirs.

La loi a en quelque sorte écrit par avance le testament du *de cuius*, établissant l'ordre de ses affections et de ses obligations morales.

Ainsi que le dit M. Lambert : « Il n'est plus vrai, et depuis bien longtemps, que les successibles non réservataires tiennent leur droit de la volonté de la loi : ils la tiennent de la volonté du *de cuius* (2). »

(1) A. Colin, Note sur arr. Cour Paris, 13 déc. 1901. D. P., 1902, 2 177.

(2) Lambert, *Exhérédation*, p. 320.

On invoque, pour faire valoir le droit supérieur de la famille, l'institution de la réserve, mais ce n'est pas le droit supérieur de la famille qui justifie la réserve.

Comment expliquer en ce cas la réserve au profit des ascendants, pourquoi leur réserver des biens qui ne sont pas des biens familiaux, mais des biens créés par leurs descendants, morts avant eux ? Pourquoi les frères et sœurs n'ont-ils pas de réserve, si l'on base la réserve sur l'idée de famille, n'auraient-ils pas au premier chef droit de recueillir les biens du *de cujus*, biens qui souvent provenaient au défunt d'ancêtres communs ?

Les travaux préparatoires du Code civil sont, d'autre part, nettement favorables à la solution de la Cour de Paris. Ils font ressortir, en effet, que la succession *ab intestat* est chez nous le testament présumé de toute personne qui décéderait sans avoir valablement exprimé une volonté différente (1). La pensée de la loi est claire, le testament est une délégation donnée par la loi aux particuliers qui sont chargés de distribuer après eux leurs biens, suivant les convenances de chaque cas spécial.

L'Etat, pensant que les particuliers s'acquitteraient de ce soin mieux que lui-même, n'a pas hésité à leur conférer ce droit. Mais que devaient devenir les biens d'une succession dont le propriétaire omettrait d'user de la faculté que lui accorde la loi ; en d'autres termes, quel devait être le régime de la succession *ab intestat* ? Tel est le problème qu'avaient à résoudre les rédacteurs du Code civil. La loi a cherché à suppléer au défaut de volonté de la part du défunt, en **rédigeant** une sorte de testament posthume tel que le *de cujus* l'eût écrit s'il avait pu exprimer sa volonté.

(1) Fenet, t. XII, p. 136-511 et 515. — *Jurisp. gén.*, v. Successions, p. 166, n° 1 ; p. 170, n° 43 et 48 ; p. 176, n° 127.

C'est cette notion que Toullier développe d'une façon saisissante : « La volonté du défunt est moins présumée telle qu'elle a été que telle qu'elle devrait être, conformément aux devoirs de l'homme... ce que le législateur doit prendre pour règle, c'est la volonté conforme au devoir (1). »

Pour le législateur de 1804, la succession *ab intestat* était donc le testament présumé du *de cuius*.

Voici, en effet, en quels termes Treilhard présente le titre des successions au Corps législatif : « Législateurs, le Gouvernement vous présente par notre organe le projet de loi sur les successions, c'est-à-dire le testament présumé de toute personne qui décède, sans valablement exprimer une volonté différente (2). »

Bigot de Préameneu développe aussi cette manière de voir : « Si la volonté de l'homme n'a pas été manifestée, la loi n'a pas à établir une règle nouvelle : elle se conforme dans l'ordre des successions à ce que font les parents lorsqu'ils suivent les degrés naturels de leur affection. Si ce n'est pas la volonté déclarée de celui qui est mort, c'est sa volonté présumée qui exerce son empire (3). »

Laurent est aussi de l'avis que la loi a fait le testament présumé du défunt : « On se fait, dit-il, une fausse idée de l'idée d'affection. L'œuvre des successions n'est point basée sur les sentiments du défunt, le devoir passe avant la prédilection. »

L'exclusion totale des héritiers du sang prend alors une physionomie bien différente. Ce testament que la loi a fait pour lui, le *de cuius* peut l'écarter et lui substituer

(1) Toullier, t. IV, p. 131 et 135.

(2) Loaré, p. 177.

(3) Loaré, t. XI, p. 351 et suiv.

des dispositions différentes, et en ce sens on pourra dire « qu'exclure, c'est disposer ». Mais même puisque ce testament que la loi a fait pour lui est basé sur sa volonté présumée, sa volonté expresse peut défaire ce que sa volonté tacite est censée faire ; il peut donc détruire purement et simplement ce testament légal et ne remplacer les héritiers exclus par aucun successeur.

La décision de la Cour de Paris a enfin pour elle la raison et la loi elle-même.

On objecte que la faculté d'exhérédation pure et simple a été abrogée par les lois révolutionnaires parce qu'elle comportait l'idée de pénalité. Cette suppression était la conséquence d'une législation faite surtout de politique qui nourrissait une antipathie farouche à l'égard des institutions universelles et de la liberté testamentaire. Ainsi s'exprimait Mirabeau dans son célèbre discours posthume, espèce de testament passionné lui-même, ainsi que l'a dit l'avocat général de Raynal : « Il me semble qu'il n'y a pas moins de différence entre le droit qu'a tout homme de disposer à son gré de tout ce qu'il possède de son vivant et celui d'en disposer après sa mort, qu'il n'y en a entre la vie et la mort même. Cet abîme ouvert par la nature sous les pas de l'homme engloutit également ses droits avec lui, de manière qu'à cet égard être mort ou n'avoir jamais été, c'est la même chose (1). »

Le Code civil, d'ailleurs, après la loi du 4 germinal an VIII (2) a rétabli la liberté testamentaire et la possibilité d'institutions universelles : l'exhérédation a changé de caractère. D'après le Code civil (art. 893 et 967), on

(1) Buchez et Roux, *Hist. parlem.*, section II, par. 4, n° 2 ; t. IX, p. 288.

(2) *Jurisp. gén.*, v. Dispositions entre vifs et testamentaires, p. 26.

peut disposer par testament sous toute dénomination propre à déterminer sa volonté, de quelque façon et en quelques termes que cette volonté se révèle ; il suffit qu'elle résulte du testament pour qu'elle soit observée.

L'exhérédation n'est donc plus une peine comme dans notre ancien droit, car pour qu'il y ait peine, il faut qu'il y ait privation pour quelqu'un d'un avantage auquel il avait droit. Or, l'héritier, en cas d'exhérédation, n'est privé d'aucun droit puisque son droit dépendait uniquement de la volonté du défunt.

L'exclusion est devenue un moyen pour le *de cujus* d'exprimer sa volonté souveraine, mode aussi légitime qu'une institution explicite ou implicite, comme le prouve l'article 967, qui autorise toute personne à disposer sous toute dénomination propre à manifester sa volonté.

« Il est incontestable, dit M. Lambert, que le testateur exprime valablement ses dernières volontés sous forme d'exclusion aussi bien que sous forme de disposition ; il peut exhériter aussi bien qu'il peut instituer, détruire le titre d'héritier aussi bien que le conférer. L'exhérédation se présente utilement comme disposition principale, indépendante de toute institution, elle vaut par elle-même (1). »

Il faut donc, avec la Cour de Paris, admettre la validité de la clause d'exhérédation de tous ses héritiers par le testateur ; il a, d'après la loi, une liberté absolue pour les dispositions qu'il veut faire de ses biens.

En conséquence, l'exclusion de tous les héritiers du sang a pour effet de donner ouverture au droit de l'Etat.

La jurisprudence n'est pas arrivée d'un seul coup à cette solution, elle s'est progressivement émancipée des

(1) Lambert, *Exhérédation*, p. 268.

idées anciennes sur l'exhérédation et sa portée juridique. La Cour de Lyon, dans un arrêt du 29 juin 1885, en présence d'une clause d'exhérédation totale établie (1) par le *de cujus* en faveur d'un légataire universel, décidait que, le legs étant caduc, la succession devait revenir non à l'Etat, mais aux héritiers légitimes, le testateur n'ayant pas voulu les exclure en toute hypothèse, mais seulement leur préférer son légataire universel.

En sens contraire, la Cour de Cassation, le 1^{er} juillet 1891 (2), rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Poitiers du 11 juin 1889, déclarait que la caducité d'un legs ne pouvait profiter aux héritiers exhérédés et refusait à une fille, exclue formellement de la quotité disponible, le droit d'attaquer un legs universel entaché de substitution, déclarant qu'elle n'y avait aucun intérêt. « En effet, si le legs universel venait à être annulé, l'exhérédation n'en continuerait pas moins (3). »

Actuellement donc, la validité de la clause d'exclusion totale des héritiers ne peut plus être contestée, et s'il n'y a ni successeur irrégulier ou testamentaire, ni légataire investi par disposition particulière, « enfin s'il n'y aucun bénéficiaire, ni exprès ni tacite, le droit de l'Etat à venir recueillir la succession délaissée par le *de cujus* ne pourra être contesté (4). »

« La Cour de cassation, dit M. Lambert, admet la validité des clauses d'exclusion, sans se préoccuper de savoir qui en retirera le bénéfice. Peu lui importe que ce soit un particulier, un établissement public ou l'Etat ; l'exhéréda-

(1) D. P., 86-2-230.

(2) S. 91-1-337.

(3) Lambert, *De l'exhérédation et des legs faits au profit d'héritiers présomptifs*, p. 264.

(4) A. Colin. note citée.

tion aboutit, dans chacune de ces hypothèses, à appeler à la succession une personne que la loi reconnaît capable de la recueillir (1). »

3^e L'Etat peut encore exercer son droit de deshérence lorsque le parent ou le légataire universel du défunt ne manifeste pas l'intention d'acquérir la succession. — *Le de cujus a des parents ou des légataires universels connus, mais ils ne se prononcent pas.*

On sait qu'en droit romain, l'héritier externe était tenu de faire adition d'hérédité, sinon il demeurait absolument étranger à la succession et le droit de deshérence s'ouvrait. Le prêteur, il est vrai, à l'époque impériale, accordait des délais aux bénéficiaires de la succession et grâce à la *bonorum possessio*, retardait la mainmise de l'empereur sur les biens héréditaires. Il en était de même dans le droit féodal (2).

Il n'en est plus ainsi dans notre droit moderne, il n'y a plus l'adition d'hérédité que devait faire à Rome l'héritier externe. Le titre d'héritier est transmis de plein droit à celui que la loi appelle à succéder au moment même du décès. Le patrimoine du défunt est donc acquis à ses héritiers, sans qu'il se produise de solution de continuité dans la propriété, et cela sans aucune manifestation de volonté.

A la mort du *de cujus*, l'héritier de première ligne devient donc de plein droit propriétaire des biens qui constituent la succession (art. 711), qu'il s'agisse d'ailleurs d'un héritier légitime ou d'un successeur irrégulier.

L'Etat, en ce cas, ne voit donc pas s'ouvrir son droit, car il y a avant lui un héritier et un héritier propriétaire des biens héréditaires.

(1) Lambert, *Exhérédation*, p. 322.

(2) Loyseau, ch. XII, n^o 60.

La question devient délicate au cas où le droit de l'héritier est prescrit. Il semble alors que le droit de l'Etat doive s'ouvrir. L'article 789 s'exprime ainsi : « La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers. »

Il y a donc quelque chose de prescrit, mais quoi ?

Les uns ont dit que le successible qui n'a pas pris parti après trente ans est toujours réputé acceptant, mais l'article 789 ne parle pas seulement de la prescription de la faculté de renoncer, mais de celle aussi de la faculté d'accepter.

D'autres ont soutenu qu'au bout de trente ans, le successible est réputé renonçant, mais alors l'article 789 ne parlerait que de la prescription de la faculté d'accepter.

On a songé à une solution intermédiaire et on a distingué entre les héritiers légitimes et les successeurs irréguliers. Les premiers sont héritiers en droit et en fait du jour de la succession, les autres ne sont héritiers qu'en droit et n'ont pas la possession. Or, la prescription ne peut que consolider une situation de fait ; au bout de trente ans, l'héritier légitime sera donc définitivement héritier et le successeur irrégulier définitivement renonçant.

L'Etat, en ce cas, verrait ou non s'ouvrir son droit, suivant que le parent serait un successeur régulier ou un héritier légitime.

Cette opinion perd du terrain, elle encourt une objection décisive. Elle ne pourrait être admise que si, jusqu'à l'acceptation, le successible n'était pas héritier. Or, dans tous les cas, le successible est héritier de plein droit, à l'instant même du décès, et on ne voit pas ce que la prescription viendra consolider : si le fait est déjà conforme

au droit, elle ne pourra rien ajouter. La qualité d'héritier, de même que le droit de propriété, ne sauraient être perdus par le défaut d'exercice, quelle que longue qu'en ait été la durée.

En réalité, ce que la loi déclare prescrit, c'est le droit d'option lui-même ; or, ce droit n'est autre chose que le droit à l'hérédité, c'est le droit successoral. Donc, après trente ans, le successible est devenu étranger à la succession ; il a perdu ses droits héréditaires et il n'y a pas à distinguer entre les héritiers légitimes et les successeurs irréguliers. Il s'agit ici d'une prescription extinctive qui fait disparaître le droit héréditaire, le successible devient étranger à la succession, alors même que les biens successoraux n'auraient pas été acquis à un tiers par une possession de trente ans. Elle agit directement.

La jurisprudence admet aussi que l'héritier qui demeure trente ans sans prendre parti est considéré comme étranger à la succession (1).

La solution est bien la plus conforme à la loi. L'article 789, en effet, ne s'applique pas distributivement à deux facultés différentes, celle d'accepter et celle de répudier, alors que le texte n'établit la prescription que pour une faculté unique, celle d'accepter ou de répudier. Au bout de trente ans, cette faculté indécomposable qui n'est autre que le droit héréditaire lui-même, est éteinte (2).

La loi défère la succession à une personne : si elle n'use pas de ce droit qui lui est ouvert, elle le perd et le résultat doit être le même que si cette personne n'avait pas été appelée à la succession.

(1) Cass., 29 janv. 1862. D. 62-1-273. — Cass., 28 fév. 1881. D. 81-1-195. — Fuzier Herman, art. 789, p. 91.

(2) Laurent, t. IX, n° 481. — Huc. T. V., n° 195.

Ainsi l'Etat, dernier héritier, recueillera donc en ce cas la succession, qu'il se soit fait mettre ou non en possession avant l'expiration du délai de trente ans qui prescrit le droit d'option de l'héritier primitif. MM. Aubry et Rau (1) proposent de distinguer, suivant que la succession est ou n'est pas appréhendée : après le délai de trente ans, si aucune prise de possession de l'hérédité ne s'est produite, la faculté de renoncer est prescrite et c'est l'héritier primitif qui est héritier ; si, au contraire, elle a lieu, l'héritier est déchu de la faculté d'accepter. Ainsi, pour que l'Etat, comme d'ailleurs tout héritier, recueille en ce cas, il faut qu'il se soit fait mettre en possession avant l'expiration des trente ans qui ont éteint le droit du premier successible.

Peu importe que la succession ait été appréhendée ou non par l'Etat, une fois que l'inaction du premier successible a duré trente ans, son droit est éteint et le droit de deshérence s'ouvre. Ce n'est pas l'Etat qui acquiert la succession par une prescription acquisitive, c'est l'héritier qui la perd par le fait d'une prescription extinctive de son droit.

4° Il peut arriver, d'autre part, que les héritiers aient répudié la succession, qu'ils aient renoncé. — En droit romain, le seul écoulement des délais donnés pour délibérer suffisait pour que l'Etat puisse s'emparer de la succession, à plus forte raison avait-il le droit de l'appréhender en cas de renonciation par le successible (2).

Il en était de même dans l'ancien droit, sauf le cas cependant où l'héritier n'avait renoncé que pour se sous-

(1) Aubry et Rau, t. VI, p. 372, par. 610, note 6 ; p. 374.

(2) L. I., *De Succ. Edicto* D. — Savigny, *Traité de droit romain*, par. 377.

faire aux poursuites des créanciers ; on nommait, en ce cas, un curateur pour gérer la succession(1).

Dans notre législation moderne, la renonciation du successible donnera ouverture au droit de deshérence si cette renonciation renferme tous les éléments de validité exigée par la loi (art. 784). Il faut donc que l'héritier qui renonce ait fait une déclaration consignée au greffe du tribunal civil de première instance de l'arrondissement : il s'agit, en effet, d'une mesure de publicité destinée à faire connaître la renonciation aux créanciers héréditaires ou aux légataires.

La renonciation, il est vrai, même sans cette publicité, pourrait être opposable aux autres co-héritiers si elle était le résultat d'une convention intervenue entre eux, les héritiers étant en ce cas partie à la renonciation. Mais on ne voit pas intervenir une telle convention entre l'héritier appelé à recueillir et l'Etat, et pour que le droit de deshérence s'exerce, il faut bien que le renonçant se soit conformé aux exigences de l'article 784.

La jurisprudence est d'ailleurs fixée en ce sens : et, faite simplement par acte notarié et non au greffe, la renonciation à la vocation héréditaire d'une personne décédée n'autorise pas le Domaine à appréhender la succession de cette personne(2).

Quand le successible a renoncé valablement, le droit de l'Etat peut donc s'exercer si du moins l'héritier ne revient pas sur sa décision avant que l'Etat se soit fait mettre en possession.

Une fois, en effet, l'Etat envoyé en possession des biens

(1) Ferrière, *Commentaire de la coutume de Paris*, art. 167.

(2) Tournon, 20 sept. 1875. — Géraud, supplément 466.

héréditaires, la rétractation d'une renonciation faite par un successible serait impossible (1).

La question d'ailleurs, comme nous l'avons vu, dépend du titre que l'on donne à l'Etat pour recueillir.

Si l'on reconnaît que c'est un successeur irrégulier, il ne peut y avoir doute à ce sujet : du moment que l'Etat se fait mettre en possession, le successible qui a renoncé ne peut plus revenir sur sa décision.

Il n'en est pas de même si l'on considère que l'Etat recueille la succession comme *res nullius*, il pourra en ce cas voir primer son droit par l'héritier renonçant au cas où celui-ci reviendrait sur sa renonciation (2). Quelques auteurs qui ne voient pas dans l'Etat un successeur irrégulier, ont admis cette conséquence.

Mais l'article 790 doit être entendu dans une acception générale, il place sur la même ligne le conjoint survivant et l'Etat, et du moment qu'il sera envoyé en possession, l'Etat n'aura plus rien à craindre de l'héritier renonçant.

En résumé, la renonciation pure et simple des successibles maîtres de leurs droits, faite dans les conditions de l'article 784, donne ouverture à l'exercice du droit de deshérence.

5° *Les parents ne sont pas aptes à succéder.* — L'Etat peut encore recueillir une succession comme étant en deshérence au cas où le défunt laisse une famille, mais que ses parents ne sont pas aptes à recueillir, étant parents trop éloignés du défunt et à un degré auquel la loi les exclut de la succession, ou qu'ils ne peuvent succéder par suite de leur incapacité personnelle de recueillir

(1) D., v. Succ., n° 671, note 3.

(2) Duranton, t. VI, p. 614, n° 507 et 508. -- Delaporte, *Pandectes françaises*, t. III, n° 177.

ou de l'incapacité du *de cujus* de leur transmettre ses biens.

a) *Il y a des parents, mais à un degré trop éloigné du défunt pour qu'ils puissent succéder.* — Au delà du douzième degré, les parents ne succèdent plus (art. 755). Si donc l'Etat ne trouve en face de lui que des parents au delà du douzième degré, la succession ne pouvant être recueillie par eux sera appréhendée par le fisc, il y aura ouverture du droit de deshérence.

Dans notre ancien droit, pas de limites de ce genre, et si éloignée que fût la parenté, elle donnait le droit de succéder du moins tant qu'elle était reconnaissable. C'est ce que dit la Coutume de Paris (art. 330) (1). Quelquefois, il est vrai, le système de la fente avait pour résultat d'attribuer au seigneur les biens provenant d'une ligne qui n'avait pas de représentant. Mais ce n'était que dans quelques coutumes d'exception, et, d'autre part, ce n'était pas l'application d'une limitation de droit héréditaire, mais l'effet de la règle : « Défaillant un estoc, l'autre ne succède pas. » (Art. 995, Coutume de Bretagne.)

L'article 755, au contraire, décide que les parents collatéraux ne succèdent pas au delà du douzième degré. Cela en réalité pour éviter les recherches de parenté lointaine, source de difficultés et de procès.

Cette règle peut d'ailleurs se justifier rationnellement : du moment que le Code fondait le principe de la dévolution héréditaire sur l'affection présumée du défunt, il devait fixer une limite au droit héréditaire, car cette affection du *de cujus* doit aller en décroissant à mesure que

(1) Glasson, « Le droit de la succession dans les lois barbares », *Nouv. Revue historique*, 1886, par. 12. — Hervé, *Théorie des matières féodales et coutumières*, t. VI, p. 213. De la deshérence, ch. VI.

l'on s'éloigne de l'auteur commun, et il est juste de considérer la société à laquelle on appartient comme héritière générale de ceux qui n'ont conservé que des liens sociaux (1).

On reproche même aux rédacteurs de notre Code de n'avoir pas assez restreint la vocation héréditaire de la famille et certains Codes modernes ont restreint la limite d'aptitude à succéder, ainsi le Code espagnol s'arrête au sixième degré.

Chez nous, de même, de nombreuses propositions de loi ont tenté de restreindre aussi le droit successoral.

La suppression de toute succession collatérale a été réclamée par la proposition Barodet. M. Barodet voulait restreindre le droit de tester et accorder dans tous cas à l'Etat un droit de succéder. Une proposition fut déposée à la Chambre qui complétait son idée et tendait à assurer à l'Etat, dans les successions collatérales, la part réservée par l'article 913 aux descendants dans les successions en ligne directe. (Chambres, séance du 19 janvier 1891, annexes n° 1131, p. 275.)

La limitation au quatrième degré a été demandée dans les propositions de loi Giard, Maret, Laguerre, etc. (Chambre, séance du 26 juin 1884, annexes n° 2909, p. 1064) ; Saint-Ferréol (Chambre 24 mai 1888, annexes n° 2079, p. 683). Limitation au cinquième degré dans la proposition Sabatier, Maurice Faure (Chambre 30 novembre 1885, annexes année 1886, n° 146, p. 437). Limitation au sixième degré dans les propositions : Couturier (rapport de M. Rameau, Chambre 28 octobre 1884, année 1885, annexes n° 3160, p. 1873) ; Sabatier (Chambre, séance du 27 avril

(1) Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, traduction de Courcelle-Seneuil, 1, p. 259.

1888 ; rapport Javal, annexes n° 2669, p. 649). Dans l'amendement Darlau (Chambre, séance du 19 novembre 1895, annexes 70, p. 2417) ; amendement Albert Poulain (Chambre des députés, séance du 15 novembre 1900 ; *Journal Officiel*, Débats parlementaires, Chambre des députés, p. 2072) ; proposition Meselier, juillet 1902. Limitation au huitième degré dans la proposition Delaunay (Chambre, 19 janvier 1891, annexes n° 1128, p. 273).

Dans le courant de ces dernières années, de nombreux projets furent aussi déposés, mais ce ne furent pas des motifs juridiques qui les inspirèrent : on ne chercha à supprimer les successions collatérales que parce que l'Etat avait besoin de ressources nouvelles ; c'était le résultat financier de la réforme qui la motivait.

Nous citerons parmi ces réformes :

L'amendement proposé par M. Klotz à la loi des finances de 1903 qui tendait à modifier ainsi l'article 753 du Code Civil : « Les parents au delà du quatrième degré ne succèdent pas. »

L'amendement fut renvoyé à la Commission de la réforme judiciaire (*Journal Officiel*, séance du 5 mars 1903, Débats parl., Chambre, session ord., 1903, p. 1045).

La proposition déposée le 2 juillet 1906 par M. Maujan, député (*J. O.*, Doc. Parl., Chambre sess. ord., 1906, annexes n° 171, p. 729).

M. Maujan demandait deux réformes : la limitation au quatrième degré de la vocation héréditaire *ab intestat* ; la majoration des droits successoraux, de manière à leur faire jouer le rôle d'une confiscation partielle de l'hérédité.

La proposition déposée le 3 juillet 1906 par M. Maurice Colin (*J. Off.*, Doc. Parl., Ch., session ord., annexes n° 180 bis, p. 445).

Deux réformes encore étaient proposées : la limitation au quatrième degré de la vocation *ab intestat*, la réduction à la moitié de la succession de la vocation héréditaire du conjoint survivant appelé à défaut de parents au degré successible. (Obs. de M. Poincaré au Sénat à ce sujet, *J. Off.*, Débats parl., Sénat, sess. ord., 1907, séance du 12 janv. 1907).

Enfin la proposition déposée le 10 juillet 1908 par MM. Allemane, Albert Poulain et quelques-uns de leurs collègues (*Journ. Off.*, Doc. parl., Chamb., sess. ord., 1908, annexes n° 1779, p. 800).

Cette dernière proposition tendait à supprimer l'héritage en ligne collatérale à quelque degré que ce soit et à affecter le montant des dits héritages, à servir des retraites aux vieux travailleurs.

b) *Ce sont des parents naturels.* — Ainsi la parenté légitime résultant du mariage ne fait pas toujours obstacle au droit de l'Etat ; nous avons maintenant à examiner si la parenté naturelle produit les mêmes effets et empêche ou non l'exercice du droit de deshérence.

Dans notre ancien droit, les bâtards, c'est-à-dire les enfants nés hors le mariage, étaient considérés comme n'ayant pas de famille ; ils ne pouvaient succéder à personne si ce n'est à leurs propres enfants légitimes : « enfants bâtards ne succèdent point ».

Ils étaient donc incapables de transmettre et de succéder et leurs biens allaient, soit au seigneur, soit au roi, suivant les circonstances (1).

La législation révolutionnaire, par son esprit de réac-

(1) Conf. Pothier, *Traité des personnes et des choses*, p. 118. — Philippe de Beaumanoir, *Coutumes de Beauvaisis*, ch. XVIII, par. 19 et 20.

tion, dû surtout à l'influence sentimentale de Jean-Jacques Rousseau, donna au contraire aux enfants naturels les mêmes droits de successibilité qu'aux enfants légitimes, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale (loi 12 brumaire an II, art. 2 et 9). La loi donnait même aux enfants adultérins des droits héréditaires ; ils avaient droit au tiers de la portion à laquelle ils auraient eu droit s'ils avaient été légitimes (1).

Ainsi le droit de deshérence ne pouvait plus s'exercer.

Le Code civil s'arrêta à un parti intermédiaire : il reconnaissait à l'enfant naturel dont la filiation était certaine, le droit de succéder, mais seulement pour le tiers d'une part d'enfant (art. 757) et il en faisait un successeur irrégulier. L'enfant naturel, d'ailleurs, était appelé à recueillir les successions seules de son père et de sa mère, mais il n'avait aucun droit sur les successions des parents de ses père et mère (art. 766) ; d'autre part, l'enfant naturel ne pouvait recevoir de ses parents autre chose que sa part successorale ; c'était là un maximum, et la loi défendait aux parents d'accroître cette part par des libéralités. L'enfant naturel pouvait, il est vrai, succéder à ses frères et sœurs naturels, décédés sans postérité, après leurs père et mère communs (art. 776).

Sous l'empire du Code, l'Etat avait donc assez de chances de recueillir ; il pouvait même, semble-t-il, comme tous ceux qui y ont intérêt, contester la reconnaissance du père ou de la mère (art. 339).

La loi du 25-mars 1896 améliore sensiblement la situation de l'enfant naturel ; il devient un héritier légitime et non seulement sa part successorale est élargie, mais encore elle pourra être augmentée par des libéralités acces-

(1) Conf. Vallier, n° 283 à 289.

soires. Les auteurs de l'enfant pourront notamment lui faire des libéralités testamentaires (1).

La loi cependant n'attribue à l'enfant naturel aucun droit sur les biens de la famille légitime de ses père et mère et si un membre de cette famille décédait sans héritier, l'existence de l'enfant naturel ne ferait pas obstacle au droit de l'Etat.

Quant à l'enfant adultérin ou incestueux qui ne laisse pas de descendants ou un conjoint survivant, il ne peut jamais faire obstacle au droit de l'Etat ; il est censé ne pas exister et, par suite, est incapable, soit de transmettre ses biens, soit de succéder même à ses auteurs.

En résumé, pour les enfants naturels, l'Etat a plus de chances de recueillir leurs biens à titre de deshérence que s'il est en présence de la famille légitime, car s'il meurt *ab intestat*, le nombre de leurs héritiers est plus restreint et la famille dont ils peuvent eux-mêmes hériter est moins étendue.

L'Etat, d'ailleurs, n'est pas exclu par les frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel, l'article 766 n'appelle à la succession que les frères et sœurs naturels. La présence de frères et sœurs légitimes ne fera donc pas obstacle au droit de deshérence, sauf au cas de succession anormale et en ce qui concerne les biens provenant à titre gratuit à l'enfant naturel de ses père et mère.

6° *Les héritiers ne peuvent recueillir.* — Le droit de deshérence peut enfin s'ouvrir par suite de l'incapacité

(1) Si l'enfant naturel concourt avec des enfants légitimes, il n'aura que la moitié de la part qu'il aurait eue s'il était légitime, sinon il aura les trois quarts de cette part. -- La loi du 2 juillet 1907 n'augmente pas les droits héréditaires de l'enfant naturel, elle a trait seulement à la puissance paternelle et à la tutelle.

de transmettre du *de cuius* ou de l'incapacité de recueillir de ses héritiers :

a) *Par suite de l'incapacité de transmettre du de cuius.*

Nous avons vu que le droit de l'Etat est primé par celui des donataires et légataires, mais la loi enlève quelquefois au *de cuius* ou modifie pour lui la faculté de tester, et l'Etat se trouve ainsi appelé à recueillir les biens qui ne sont pas légués valablement.

C'est le cas où le testament est l'œuvre d'un individu qui n'était pas sain d'esprit : aux termes de l'article 901, on peut faire tomber une telle libéralité, même si l'auteur décédé n'a jamais été interdit et que la démence ne ressorte pas de l'acte lui-même. Si le légataire ainsi institué faisait seul obstacle au droit de l'Etat, la succession reviendrait au fisc, le testament une fois annulé.

C'est le cas encore où le testament émane d'un mineur : s'il est l'œuvre d'un mineur de moins de seize ans, l'Etat recueillera la succession entière, car il ne peut tester ; s'il est l'œuvre d'un mineur de seize à vingt et un ans, il ne peut disposer que de la moitié des biens dont il pourrait disposer étant majeur. le testament est donc nul pour moitié, et dans cette mesure, la succession reviendra à l'Etat.

C'est enfin le cas où le testament est l'œuvre d'un individu condamné à une peine criminelle : cet individu ne peut tester, et s'il n'a pas d'héritier, ses biens reviendront à l'Etat.

A ces cas généraux, il faut ajouter quelques cas d'une application spéciale : ainsi, d'après la loi du 24 mars 1825 (art. 5), une femme religieuse ne peut disposer au profit de la communauté dont elle fait partie ou de l'un de ses membres de plus du quart de ses biens, lorsque ce quart dépasse 10.000 francs.

Si on suppose qu'un individu incapable qui n'a pas d'héritier dispose ainsi par testament, le legs se trouve annulé ou réduit, et l'Etat recueille malgré la déclaration de volonté du *de cujus*.

b) *Il en sera de même au cas où la libéralité est faite en faveur d'un individu qui est incapable de recueillir.* — C'est là encore un cas de deshérence et il est exact de dire qu'il y a en ce cas absence d'héritier.

Ces cas d'incapacité, très nombreux dans notre ancien droit, ont presque disparu dans notre droit actuel.

La loi du 14 juillet 1819, en effet, a aboli le droit d'aubaine, l'article 66 de la charte de 1814 a supprimé la confiscation, et la loi du 31 mai 1854 a fait disparaître la mort civile.

1° *Ce sont des étrangers.* — Dans notre ancien droit, les biens des étrangers étaient d'abord attribués au seigneur, puis dès le xiv^e siècle, le roi exerça seul le droit d'aubaine (Lettres patentes de Charles VI du 3 septembre 1386), et, en règle générale, le roi appréhendait les successions des étrangers ou celles que les étrangers pouvaient seuls recueillir.

De nos jours, étant aboli le droit d'aubaine, ont disparu avec lui toutes les incapacités de disposer et de recevoir dont l'étranger était frappé. Le Code, il est vrai, ne reconnaissait aux étrangers des droits héréditaires en France que si les lois de la nation étrangère à laquelle appartenait le successible donnaient aux Français le même droit et dans les mêmes conditions.

Cette exception a disparu avec la loi du 14 juillet 1819, et l'étranger peut recueillir la succession de son parent français au même titre que les nationaux eux-mêmes. L'extranéité du parent, non plus que celle de l'héritier ou du légataire, ne constitue plus un cas de deshérence.

Si cependant un étranger ordinaire peut invoquer en France un droit de succession, un Etat étranger pourrait-il invoquer en France en sa faveur un droit de deshérence ? La solution, comme nous l'avons vu, dépend de la question de savoir si l'Etat recueille en vertu de son droit de souveraineté ou bien à titre d'héritier, de successeur irrégulier.

Jusqu'ici, la jurisprudence qui admettait comme fondement au droit de deshérence le droit de l'Etat sur les biens vacants et sans maître, son droit de souveraineté, décidait que ce serait toujours à l'Etat français que devait revenir la succession soit mobilière, soit immobilière de l'étranger décédé sur son territoire.

La nation étrangère, en effet, à laquelle appartenait l'auteur de la succession en deshérence ne saurait faire acte de souveraineté en dehors des limites de son territoire et revendiquer en France les biens abandonnés de ses nationaux (1).

Certains auteurs, cependant, de ceux-là même qui voient dans le droit de l'Etat une conséquence de son droit de souveraineté, admettent que l'Etat français ne peut recueillir que les biens immobiliers de l'étranger décédé, mais que l'Etat étranger a le droit de recueillir en France la succession mobilière du défunt, car il est inexact de dire que l'Etat étranger ferait acte de souveraineté en France en s'emparant des meubles qui y sont situés.

Du moment que les étrangers sont admis aujourd'hui à succéder en France, l'Etat étranger ne saurait être exclu quand il se présente à titre de successeur (2). Le statut

(1) Cour de Paris, 15 nov. 1833, D. 34-2-2. — Bordeaux, 12 fév. 1852, D. 54-2-154. — Cass., 28 juin 1852, S. 1852-1-137. — Rennes, 26 nov. 1873. — *Dr. Intern. privé*, 1876, 105. — Trib. Seine, 6 juin 1894. *Pand. françaises*, 1895, 5^e partie, p. 45.

(2) Baudry, t. I, n° 1096.

meuble est personnel et les successions mobilières sont régies par la loi du *de cuius*.

A cela, M. Laurent (1) répond que c'est un motif d'ordre public qui a fait attribuer à l'Etat les successions en deshérence, que l'Etat recueille en vertu de son pouvoir souverain et que la deshérence forme un statut réel.

Tel est aussi l'avis de M. Demolombe (2) qui déclare que l'on ne peut appliquer ici la maxime *Mobilia sequuntur personam sive domicilium illius cuiussum*. « Déjà dans notre ancien droit, dit-il, l'opinion générale était que le droit de deshérence qui appartenait aux seigneurs s'appliquait tant aux immeubles qui sont situés dans le territoire de leur justice qu'aux meubles qui s'y trouvent... Ce sont les termes de Pothier (Introd. au t. 17 de la *Coutume d'Orléans*, n° 134 ; Merlin, Rép., v. *Deshérence*, n° 1)

Cette doctrine, poursuit l'auteur, est encore exacte aujourd'hui.

Les textes d'abord sont formels : aux termes de l'article 768, la succession est *acquise* à l'Etat, donc la succession tout entière et tous les éléments dont elle se compose. Les biens passent à l'Etat, dit aussi l'article 723, les biens, donc tous les biens sans distinction passent à l'Etat comme ils passent, d'après le même article, au conjoint survivant.

Les principes le veulent également, c'est en vertu de son droit de souveraineté que l'Etat acquiert les biens sans maître, or, ce droit s'applique à tous les biens sans distinction des meubles et des immeubles, et il ne se pourrait véritablement pas qu'un Etat étranger pût faire

(1) Laurent, t. IX, p. 388.

(2) Demolombe, t. XIV, p. 178. — Aubry et Rau, t. VI, par. 606, p. 337. — Baudry et Wahl, t. I, n° 896. — Weiss, *Traité Droit Intern. privé*, p. 850.

sur notre territoire même acte de souveraineté en s'emparant de meubles désormais sans maître.

La jurisprudence qui voit maintenant dans l'Etat un successeur irrégulier, devra admettre, au contraire, l'Etat étranger à recueillir en France les biens de son national décédé sans héritier, puisqu'il fera ainsi acte de successeur et non acte de souverain.

2° *Ce sont des condamnés à une peine afflictive et infamante.* — La mort civile elle aussi a disparu. D'après le Code civil, les individus frappés de mort civile étaient incapables de recevoir ou de transmettre à titre gratuit. Quand une succession leur était dévolue et qu'il n'y avait pas de successibles d'un degré subséquent, la succession revenait à l'Etat.

La loi du 31 mai 1854 a aboli la mort civile. Cependant l'individu condamné à une peine afflictive perpétuelle ne peut disposer ni recevoir à titre gratuit du jour où sa condamnation est devenue définitive. Si le condamné n'a point d'héritiers naturels, sa succession sera dévolue à l'Etat.

3° *Ils sont indignes.* — La succession peut encore revenir à l'Etat par suite de l'indignité du successible, s'il n'y a pas de successible d'un degré subséquent. On sait que l'indignité consiste dans la privation de son droit héréditaire pour un héritier qui a démérité vis-à-vis du défunt.

Dans l'ancien droit, les causes d'indignité étaient laissées à la souveraine appréciation des magistrats. Elles pouvaient résulter notamment de la volonté présumée du défunt (1).

De nos jours, l'indignité est une déchéance légale et

(1) Domat, *Lois civiles, Des héritiers en général*, t. I, section III. — Pothier, *Success.*, chap. I, section II.

non la conséquence d'une exhérédation présumée du défunt, la volonté du *de cuius* ne peut l'effacer. Elle se produit dans des cas limitativement déterminés par l'article 727. L'indigne est en ce cas exclu de la succession qui sera dévolue aux co-héritiers du même degré ou à ceux d'un degré subséquent.

Ainsi l'Etat pourra voir ouvrir son droit de deshérence au cas où le successible dont la vocation est éteinte par suite de son indignité est le dernier successible, et cela que l'indigne soit un héritier *ab intestat* ou un héritier testamentaire.

Sans doute, l'article 727 est placé sous la rubrique « *Des conditions requises pour succéder* », mais l'assimilation qui est faite entre les héritiers légitimes et les successeurs universels qui ne concourent pas avec des héritiers réservataires, soit pour leurs droits, soit pour leurs obligations, permet de conclure que les effets de l'indignité doivent être étendus aux héritiers testamentaires (1). Le législateur aujourd'hui ne distingue plus entre le successeur aux biens et le successeur à la personne, il veut que quiconque appréhende une universalité juridique soit traité activement et passivement comme un représentant du défunt.

Il en serait de même dans les cas qu'énumère l'article 907. Certaines personnes sont incapables de recevoir du *de cuius* à cause de la dépendance où le disposant se trouvait vis-à-vis du gratifié. Si seul ce gratifié faisait obstacle au droit de l'Etat, il y aura ouverture du droit de deshérence (2).

(1) Ils peuvent notamment accepter sous le bénéfice d'inventaire. Demolombe, t. III, n° 117.

(2) Les incapacités de recevoir peuvent résulter de la bâtardise (art. 756), de l'adultérinité (art. 762), de la tutelle (art. 907), des soins donnés au *de cuius* par le médecin ou le prêtre qui l'ont assisté (art. 909).

c) Enfin le droit de deshérence peut résulter, le de cujus ne laissant pour lui succéder que son conjoint survivant, de la dissolution ou de l'annulation de son mariage. —

A Rome, avec l'Edit du prêteur, le fisc était primé par le conjoint survivant. Dans notre ancien droit, les pays de droit écrit conservèrent la règle, mais les pays de coutume réduisirent à peu de chose la part du conjoint survivant, c'étaient les « gains de survie ». A partir du XVI^e siècle, un mouvement très vif se produisit en faveur des droits héréditaires du conjoint et les coutumes établissent presque toutes (1).

Le Code civil, dans l'article 767, reproduit la solution traditionnelle, et le conjoint est appelé à recueillir la succession « lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels ».

Mais le droit successoral du conjoint n'est pas fondé sur une qualité indélébile comme la parenté, mais sur une qualité qui peut se perdre. Sa qualité n'est dévolue au survivant qu'autant qu'il a encore le titre de conjoint du défunt au jour du décès.

Aussi la loi n'accorde-t-elle pas le droit de succéder aux époux divorcés (art. 767), car le divorce détruit complètement le lien conjugal, et le droit héréditaire étant attaché à la qualité d'époux, ne peut survivre à cette qualité.

De plus, même pendant le mariage, le droit de succéder est perdu pour l'époux contre lequel il existe un jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée (art. 767). Cette déchéance, il est vrai, n'existe que contre

(1) Cout. Berry, 1539, t. xiv, art. VII. C. Poitou, 1559, art. 299. — arr. parl. Paris du 22 août 1852 et 7 sept. 1600 (Louet. — Lettre F, n° 22. — Pothier, *C. d'Orléans*, introd., t. XVII, n° 35.

le coupable et le droit de succéder demeure à l'époux innocent. En cas de divorce et au cas où la succession est dévolue à l'époux contre qui a été prononcée la séparation de corps, l'Etat appréhendera donc la succession.

En cas d'annulation du mariage, la plupart des auteurs déclarent qu'il en est de même et refusent à l'époux survivant le droit de succéder à son conjoint décédé, cela même s'il s'agit d'un mariage contracté de bonne foi (1).

Il faudrait, à notre avis, distinguer entre le mariage contracté de mauvaise foi et le mariage putatif contracté de bonne foi. Pas de doute dans le premier cas, l'époux n'aura pas droit à la succession de son conjoint prédécédé ; mais il n'en sera pas de même au cas de mariage putatif qui produit tous ses effets civils, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants. On invoque que le mariage annulé ne peut plus produire d'effets à partir du jugement, que donc après le jugement, l'époux ne peut plus succéder, mais pourquoi alors faire produire des effets au mariage vis-à-vis des enfants.

Ainsi, en cas de dissolution ou d'annulation du mariage, l'époux, en perdant sa qualité d'époux, perd aussi son droit héréditaire et les biens de son conjoint prédécédé seront dévolus à l'Etat (2).

(1) Demolombe, t. XIV, n° 172. — Aubry et Rau, t. VI, par. 606. — Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 131.

(2) Enfin l'Etat a des droits dans les successions qu'il n'est pas appelé à recueillir. Il a un droit de préemption sur les papiers, cartes, plans trouvés dans les successions des officiers supérieurs; il peut en conséquence faire apposer les scellés (arrêté des Consuls du 13 nivôse an X, 3 janvier 1802). L'Etat doit indiquer d'une manière précise les documents qu'il veut et il y a lieu à expertise (Poitiers, 15 mars 1880. S. 82-277). C'est en réalité une expropriation, mais la prise de possession précède l'indemnité. — De même l'Etat peut faire apposer les scellés pour les successions de fonctionnaires, dépositaires de secrets d'Etat.

C. — Troisième Condition.

Il faut que l'Etat manifeste son intention d'acquérir l'hérédité. — En droit romain, l'Etat n'était pas héritier nécessaire de toutes les successions sans maître ; il pouvait les répudier, avait le droit d'option (1).

Dans l'ancien droit, au contraire, le seigneur ne peut répudier les biens qui lui adviennent par deshérence, la loi l'en constitue le gardien dans l'intérêt des créanciers et des héritiers qui viendraient à se présenter.

Dans notre législation moderne, l'Etat doit faire connaître s'il accepte ou répudie la succession.

L'article 768 du Code civil dit cependant que, en cas de deshérence, la succession est *acquise* à l'Etat, mais l'article 767 ne dit-il pas aussi que, lorsque le *de cujus* ne laisse pas d'autres successibles, « les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint qui lui survit ». Or, le conjoint peut répudier la succession et il en est de même de l'Etat.

D'autre part, une circulaire ministérielle du 8 juillet 1806 semble refuser à l'Etat le droit d'option : « Quand le gouvernement est appelé à une succession par droit de deshérence, les préposés du domaine ne peuvent ni y renoncer, ni s'abstenir de la recueillir ». La circulaire signifie simplement que les agents de l'administration ne peuvent décider eux-mêmes, mais doivent en référer au ministre qui décide seul. Elle a d'ailleurs été abrogée par une circulaire postérieure du 13 août 1832 qui a rendu à la Régie toute sa liberté.

Sans le droit d'option de l'Etat, il n'y aurait jamais de successions vacantes. C'est cette condition, en effet, néces-

(1) Gaudry, *Traité du Domaine*, t. III, p. 222.

saire en notre droit, qui *distingue la succession en deshérence de la succession vacante*.

Nous allons essayer de déterminer comment se distinguent ces deux sortes de successions.

On a souvent confondu la vacance et la deshérence ; il importe cependant d'avoir une notion exacte des deux situations soumises à des règles différentes.

Une succession peut se présenter sous divers aspects : pendant les trois mois qu'a l'héritier pour faire inventaire et délibérer, la succession est ouverte ; elle est vacante si aucun héritier ne se présente, pas même l'Etat, et que les héritiers saisis, s'il y en a, ont renoncé ; elle est réputée en deshérence quand l'Etat s'en est emparé à défaut d'héritier ; et enfin elle est en deshérence quand elle est définitivement acquise à l'Etat par la prescription trentenaire.

La succession en deshérence est donc celle qui est recueillie par l'Etat à défaut d'héritier ; la succession vacante n'est réclamée par personne, pas même par l'Etat.

La distinction paraît simple ; elle a donné lieu cependant à de nombreuses discussions de doctrine.

Ainsi Toullier prétend (t. 4, p. 294) que : « la succession est vacante lorsqu'il ne se présente pas d'héritiers, lorsqu'ils ne sont pas connus et qu'on ignore s'il en existe. Elle est en deshérence lorsqu'il est constaté qu'il n'en existe pas ».

Cette doctrine est la conséquence de ses idées sur la nature de la succession vacante qui existe pour lui dès lors qu'il n'y a pas d'héritier légitime pour réclamer. L'article 814, dit-il, n'a pas en vue les successeurs irréguliers, car dans le chapitre, le Code ne parle pas des successeurs irréguliers.

Mais, dans le chapitre V, t. 1, l. III, le Code traite de matières qui s'appliquent à tous les successeurs et non seulement aux héritiers légitimes.

M. Chabot (t. 1, p. 607) explique autrement l'article 811. D'après lui, deux conditions sont nécessaires pour qu'il y ait vacance. Il faut : qu'il n'y ait pas d'héritiers légitimes connus ou qu'ils aient renoncé ; que personne ne se présente pour recueillir.

Cette dernière condition ne peut viser que les successeurs irréguliers, puisque les héritiers sont saisis de la succession, qui, par suite, ne peut être vacante.

D'après l'interprétation des auteurs les plus récents, l'article 811 exige trois conditions pour qu'il y ait vacance d'une succession : 1° il faut l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer. En cas de mesures urgentes, le Tribunal peut les autoriser sur la demande des parties intéressées (1).

2° Il faut qu'il ne se présente personne pour réclamer la succession (Aubry et Rau, t. 6, § 641, p. 426). L'article 811, d'après ces auteurs, pose une règle générale qui s'applique aussi bien aux héritiers légitimes qu'aux successeurs irréguliers. Dès que la succession est réclamée

(1) La théorie de Toullier multiplie les vacances, or, dit Gaudry (*Traité du Domaine*, t. II, p. 131), il faut éviter les successions vacantes, le curateur administre avec peu de soins. L'Etat devrait accepter toutes les successions abandonnées, ce serait une compensation au bénéfice des successions en desherérence que la liquidation des successions vacantes. D'ailleurs l'Etat n'est tenu que dans la limite de l'émolument et il devrait protéger les créanciers contre le mauvais vouloir des successibles. D'ailleurs aux termes de l'article 713 : C'est une désorganisation du principe de la propriété, c'est un oubli des droits du domaine qui est le grand propriétaire auquel est remis tout ce qui n'est pas dans la propriété privée. Une succession vacante que le domaine ne veut pas appréhender est une anomalie dangereuse.

Toullier, chap. VII, par. 2.

par quelqu'un, elle ne peut être réputée vacante et peu importe que le réclamant soit un héritier légitime ou un successeur irrégulier, le conjoint survivant, même l'Etat, un légataire universel ou à titre universel.

3° Mais cette condition ne serait pas suffisante pour les héritiers légitimes qui, étant saisis, n'ont pas besoin de se présenter et il y a à la vacance une troisième condition : il faut qu'il n'y ait pas d'héritiers connus ou que les héritiers connus aient renoncé.

Que la succession ne soit réclamée par personne, telle est la condition essentielle de la vacance ; or, c'est cette condition que supprime précisément Toullier qui ne fait pas entrer en ligne de compte les successeurs irréguliers.

La distinction erronée entre la vacance et la deshérence vient de deux idées fausses : il se trompe d'abord sur la nature de la succession vacante. Et, d'autre part, s'appuyant sur les articles 758 et 767, il prétend que, puisque la loi exige pour que les successeurs irréguliers aient un droit la non existence d'héritiers, il faut que, ainsi que tout prétendant, le successeur irrégulier prouve cette non existence. A défaut de cette preuve, la succession sera déclarée vacante, ne pouvant être attribuée aux successeurs irréguliers.

Il y aura de même deshérence dès qu'il sera certain qu'il n'y a pas d'héritier.

Mais l'Etat peut réclamer une succession par le seul fait qu'aucun héritier ne se présente et, nulle part, la loi n'exige qu'il prouve la non existence de ses héritiers, preuve d'ailleurs impossible en fait.

Et, d'autre part, une succession restera vacante, même s'il est prouvé qu'il n'existe aucun héritier ou successeur préférable à l'Etat, si ce dernier ne se présente pas pour recueillir.

Si, pour la deuxième condition qui caractérise la vacance, il n'y a pas lieu de distinguer entre les héritiers et les autres successeurs, il en est différemment en ce qui concerne la troisième condition. On décide généralement que le mot « héritier » dans l'article 811 est pris dans le sens étroit d'héritier saisi, c'est-à-dire d'héritier légitime, à l'exclusion des successeurs irréguliers. L'existence de tels successeurs, comme celle d'héritiers institués, n'empêcherait pas la vacance ; ils ne feraient obstacle à la vacance qu'en manifestant l'intention d'exercer leur droit (1).

D'après MM. Aubry et Rau (2), non seulement l'existence, mais même la réclamation de légataires, même à titre universel, n'empêcherait pas la vacance. Leurs droits, en effet, ne portent pas sur l'intégralité de la succession, ils ne jouissent pas de la saisine et, s'il n'y a pas d'héritier saisi connu, ils devront faire nommer un curateur pour lui demander la délivrance des legs.

Ce qui est certain, c'est que l'article 811 ne dit pas que la succession est vacante, mais bien qu'elle est réputée vacante, puisqu'il peut arriver ultérieurement que des héritiers ou successeurs se présentent. La vacance proprement dite ne se produit que si le droit des successibles est prescrit et si, en outre, l'Etat a manifesté sa volonté de ne pas recueillir la succession.

De même, la succession réclamée par l'Etat est seule-

(1) Demolombe, t. XV, n° 407. — Aubry et Rau, t. VI, par. 641, p. 728. Texte et note 4. — Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 213. — Jugé en ce sens que, bien qu'il existe un légataire universel saisi de plein droit en vertu de l'art. 1006, les poursuites des créanciers doivent cependant être dirigées contre le curateur nommé à la succession vacante. — Paris, 30 mars 1868. S. 69-2-17. Contra-Laurent, t. X, n° 186.

(2) Aubry et Rau, t. VI, par. 641, p. 730. Texte et note 6,

ment réputée en deshérence puisqu'un héritier préférable peut réclamer et elle ne sera définitivement en deshérence que lorsque l'Etat aura consolidé ses droits par la prescription de trente ans (1).

MM. Aubry et Rau admettent avec raison que les circonstances qui créent la deshérence ne sont que des présomptions faisant naître à l'origine un état provisoire qui ne devient définitif que par l'effet du temps et par la prescription pour les héritiers qui seraient appelés avant l'Etat, de la faculté d'accepter et d'agir en pétition d'hérédité, que donc la deshérence commence à être présumée et révocable avant d'être constatée et irrévocable.

Ils font la même distinction pour la vacance (article 725, note 1) : « La présomption de vacance ne devient absolue et l'hérédité n'est définitivement vacante que lorsque ces deux circonstances de non présentation de successeur et d'absence d'héritiers connus existent en réalité et ne peuvent cesser d'exister. »

C'est là, semble-t-il, une erreur et on ne peut parler de succession définitivement vacante. La vacance, au contraire de la deshérence qui est un état de droit, est un état de fait provisoire, qui résulte soit de l'éloignement des héritiers appelés, soit de l'incertitude où on se trouve sur leur résidence ; mais on n'a jamais la certitude qu'il n'y a pas d'héritier inconnu. Il n'y a pas, comme en cas de deshérence, un délai fatal à l'expiration duquel aucune réclamation n'est possible.

Marcadé a une théorie particulière : « La succession est réputée vacante quand les premiers héritiers appelés ont renoncé, les autres n'étant pas décidés ; elle est véritablement vacante quand il n'y a pas d'héritiers connus. »

(1) Aubry et Rau, t. VI. par. 641. Notes 1 et 2. — Demolombe, t. XV, p. 421.

En effet, dit-il, on ne peut supposer l'absence d'héritiers, car « la non existence d'héritiers, c'est la deshérence ; donc la supposition de cette non existence est une supposition de deshérence et non de vacance seulement. »

De là il conclut que : quand il n'existe pas d'héritier, la succession est en deshérence ; quand il en existe probablement, mais qu'on ne les connaît pas ou qu'on en connaît seulement d'autres qui ont renoncé, la succession est vacante ; enfin, quand derrière ces héritiers renonçants, il y en a qui ne renoncent pas mais qui n'acceptent pas non plus, la loi présume qu'ils renonceront plus tard et permet d'agir de suite provisoirement comme s'ils avaient renoncé déjà, comme si la succession était déjà vacante, et alors il est clair que cette succession est seulement réputée vacante.

Il est bien évident, du reste, que si, après cette vacance présumée, le successible qu'on avait regardé comme renonçant provisoirement et par anticipation ne renonce pas, s'il accepte ou s'il laisse passer trente ans depuis l'ouverture de la succession sans rien dire, ce qui est la même chose, le successeur restera définitivement héritier.

La théorie est incompréhensible. D'après Marcadé, il y aurait deshérence quand il n'y aurait pas d'héritier et que l'Etat l'aurait constaté, il y aurait vacance quand il y aurait sans doute des héritiers, mais qui ne demanderaient pas l'hérédité. Plus loin, il dit que la réclamation de l'Etat n'empêche pas la vacance.

C'est absolument faux, et si le Tribunal peut, en ordonnant des mesures de publicité ou en demandant un délai pour l'héritier supposé éloigné, retarder l'Etat, il ne peut l'écarter tant qu'il n'y a pas d'héritier saisi connu ou de successeur qui réclame.

Se fondant sur une circulaire ministérielle du 8 juillet 1806 ainsi conçue : « Si les biens provenant d'une succession vacante ont été mal à propos régis comme provenant d'une succession en deshérence, le receveur devra remettre au curateur nommé par le Tribunal copie du compte ouvert qu'il aura tenu pour cette succession, et l'administration passera de la régie au curateur », Marcadé insiste et soutient qu'il peut y avoir vacance, même si l'Etat se présente pour recueillir.

C'est contraire aux principes mêmes et jamais un Tribunal ne dépouillera l'Etat au profit d'héritiers probables, mais seulement en présence d'héritiers connus et, en ce cas, il n'y a pas vacance ; on remet la succession aux ayants droit.

Dès que l'Etat réclame, il n'y a plus vacance (art. 811). Et même si des mesures conservatoires sont nécessaires, ce sera l'Etat qui en sera chargé.

Ce sont bien ces principes qu'applique la jurisprudence ; elle déclare d'une façon constante que l'article 811, en disant qu'une succession qui n'est réclamée par personne ne peut être réputée vacante qu'après l'expiration des délais, ne s'applique pas à l'Etat quand il réclame une succession comme étant en deshérence, qu'en conséquence l'Etat peut demander l'envoi en possession par cela seul qu'il n'y a pas d'héritiers connus ni d'enfants naturels, ni de conjoint survivant et sans être tenu d'attendre l'expiration des délais dont parle l'article 811.

Laurent nous cite un exemple : « Il s'agissait de la succession d'un enfant trouvé qui n'avait ni héritier ni famille. L'Etat qui s'était présenté avait été débouté de sa demande par le Tribunal de première instance, sous prétexte que les délais de l'article 811 n'étaient pas expirés. C'était

confondre la vacance et la deshérence et la Cour d'appel infirma cette décision (1).

La question délicate est de savoir si, aux termes de l'article 811, il faut que tous les héritiers connus aient renoncé jusqu'au douzième degré ou s'il suffit de la renonciation des héritiers du premier degré.

Juridiquement, il faut la renonciation de tous (art. 785 et 786), car le premier appelé renonçant étant censé n'avoir jamais été héritier, celui du second degré est censé l'avoir toujours été (art. 724 et 786).

Mais, en pratique, on est d'accord pour admettre que la vacance se produit dès que les héritiers du premier degré ont renoncé. On n'attend pas la renonciation de tous les héritiers jusqu'au douzième degré, ce qui pourrait être fort long. L'expérience prouve d'ailleurs que, dès qu'il y a espoir de retirer quelque chose de la succession, le premier appelé accepte, au moins sous bénéfice d'inventaire. Cette solution sans doute n'est pas conforme à la lettre de l'article 811, mais elle est traditionnelle (2).

En résumé, voici les définitions exactes que l'on peut appliquer, croyons-nous, à la succession en deshérence et à la succession vacante : une succession est en deshérence lorsqu'elle est réclamée par l'État à défaut de tout autre

(1) Metz, 14 nov. 1855, aff. Adm. des Domaines. D. P. 56-2-224. — Paris, 25 juillet 1863, aff. Baudoin. D. P. 63-2-206. — Douai, 9 mai 1865, aff. Faucomprez. D. P. 66-5-451.

(2) Arr. du Parl. de Paris du 21 janv. 1625 et 28 mars 1702; du 27 avril 1735. — Comp. Pothier, *Cout. d'Orléans*, introd. au t. XVII. — En ce sens Demolombe, t. XV, p. 411. — Chabot, t. II, art. 811, n° 2. — Duranton, t. VII, nos 61 et 62. — Demante, t. III, p. 209. — D. V. Success., n° 396. — Aix, 17 déc. 1807. S. 2-667. — Paris, 31 août 1822. S. 23-2-100. V. D. Success., n° 396. — Aix, 16 avril 1896. Rec. Textes 96, p. 461. — Contre Aubry et Rau, t. VI, par. 641, note 3. — Laurent, t. X, p. 222. — Ducaurroy, Bonnier et Roustain, t. II, p. 437, sous l'art. 811.

héritier. La succession vacante est celle qui est sans représentants connus ou espérés (1).

C'est donc à tort qu'on a distingué ces deux sortes de successions en disant que la succession en deshérence suppose qu'il n'y a pas d'héritier et la succession vacante qu'il n'y a pas d'héritiers connus.

La deshérence n'est pas de suite définitive et la succession est seulement réputée en deshérence tant qu'on ne sait pas s'il n'y a pas des héritiers plus proches ; mais quand le droit de ces héritiers est prescrit, la possession de l'Etat prend un caractère définitif et la succession est désormais en deshérence (Baudry, n° 2537 ; Demolombe, t. 15, n° 413 ; Aubry et Rau, t. 6, § 641, note 8).

§ II. — *Exceptions au droit de l'Etat.*

Tels sont les cas dans lesquels l'Etat exerce son droit de deshérence, mais il y a des exceptions à son droit et il est des cas où il ne recueille pas, bien que les principes l'y autorisent.

Dans la succession en deshérence, l'Etat est primé : par les Hospices, par la Caisse des Retraites pour la vieillesse, par la Caisse des Invalides de la Marine.

A. — L'Etat est primé par les Hospices.

L'exception la plus importante et la plus étendue au droit de l'Etat, est établie en faveur des Hospices.

Les Hospices, établissements créés dans l'ancien droit en vue de soulager les malades et de venir en aide à cer-

(1) Ainsi si l'Etat se présente la succession est en deshérence : Paris, 26 mai 1835. D. V. Success., n° 394. — Rennes, 7 juillet 1851. D. 52-5-518.

taines infortunes privées, eurent dès leur origine un droit de succession sur les biens meubles des personnes qui y décédaient (1) et même ces personnes ne pouvaient disposer de leurs biens (2).

De nos jours, dans deux cas particuliers, les biens en deshérence, au lieu d'être dévolus à l'Etat, sont attribués aux Hospices en partie ou en totalité.

Au premier cas, l'Etat concourt avec l'Hospice et recueille seulement certains biens mobiliers de la succession abandonnée ; au second cas, il est primé entièrement par lui.

1 *L'Etat concourt avec l'Hospice.* — Le droit de l'Hospice résulte en ce premier cas d'un avis du Conseil d'Etat du 14 octobre 1809, approuvé le 3 novembre, inséré au *Bulletin des Lois* et ayant force de loi (D. V., *Success.*, n° 390).

Dans l'ancien droit déjà, les Hospices avaient un droit de succession sur les effets des personnes qui y étaient décédées (Lettres patentes de 1566, 1656, 1729, 1744). Ces dispositions avaient perdu leur autorité ayant été abrogées par la loi du 30 ventôse an XII.

L'avis du Conseil d'Etat, qui a force de loi (3), rétablit au profit des Hospices le droit de recueillir. Il dispose ainsi : « Considérant que les droits de l'Etat sur les suc-

(1) Art. 3 et 4 Règl. de 1522 sur l'Hospice des Quinze-Vingt à Paris. — Stat. de la Charité à Lyon approuvés par lettres patentes du 5 janv. 1729, art. 17.

(2) Cette interdiction de disposer a été abrogée par la loi du 30 ventôse an XII, qui ayant réglé les questions de capacité de disposer et de recevoir, a abrogé toutes dispositions antérieures (Cass., 20 juillet 1831. J. E. 10-123).

(3) Cette loi en effet a abrogé toutes les lois, statuts et règlements antérieurs. — Cass., 20 juillet 1831, S. 31-1-317 ; Cass., 17 avril 1838. S. 38-1-95.

cessions tombées en deshérence ont été reconnus de tout temps, et que la loi des 22 novembre et 1^{er} décembre 1790 et le Code civil n'ont fait que confirmer ce principe incontestable ; que, néanmoins, les édits et les lettres patentes ont établi en faveur des Hospices une exception pour les effets apportés par les malades décédés dans ces établissements ; que cet avantage a toujours été considéré comme un léger dédommagement des dépenses occasionnées par les malades, est d'avis : que les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les Hospices et qui y ont été traités gratuitement, doivent appartenir aux dits Hospices à l'exclusion des héritiers et du Domaine en cas de deshérence ; qu'à l'égard des malades et personnes valides dont le traitement et l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit, les héritiers et légataires peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés dans les Hospices par les dites personnes malades ou valides et que, dans le cas de deshérence, les mêmes effets doivent appartenir aux Hospices, au préjudice du Domaine ; qu'il n'est rien innové à l'égard des militaires décédés dans les Hospices. »

Il faut donc, d'après le texte même de l'avis du Conseil d'Etat, distinguer le cas où les malades ont été traités gratuitement et le cas où ils ont payé leurs frais de maladie.

Dans le premier cas, l'Hospice recueille les effets mobiliers, à l'exclusion de tous ayants droit. Nous verrons plus loin que lorsqu'il s'agit d'orphelins, l'Hospice recueille toute la succession ; ici, au contraire, son droit est restreint aux effets mobiliers. Voici la raison que donne Laurent de cette différence : « Les orphelins sont à la charge de l'Administration pendant toute leur minorité ou du moins jusqu'à dix-huit ans accomplis, tandis

que les malades ne séjournent le plus souvent que quelques mois dans les Hospices (1). »

D'autre part, en ce premier cas, l'établissement exclut tous les héritiers en ce qui concerne sa part : « Les Hospices sont préférés même aux héritiers, lorsqu'il s'agit des malades : ce droit leur est accordé comme un léger dédommagement des dépenses faites par les malades. » (Laurent, *Ibid.*).

L'Hospice est donc ici préféré aux héritiers et à tous, aux héritiers légitimes comme aux successeurs irréguliers et aux légataires (2). Marcadé a soutenu qu'il n'en pouvait être ainsi, alléguant « qu'une semblable règle ne pouvait être que l'œuvre d'une loi ». Mais il s'agit bien d'une loi ou du moins d'un avis approuvé par l'empereur, inséré au *Bulletin des Lois* et qui, par suite, a force de loi (3).

La difficulté réside dans l'interprétation des mots « effets mobiliers ». Faut-il entendre par là les effets seulement d'un usage journalier, linge, vêtements, ou y comprendre les biens meubles, au sens de l'article 535 du Code civil ?

Dalloz prétend que la question est de peu d'importance, car, si les effets mobiliers ont une certaine valeur, le malade ne pourra être considéré comme indigent, et l'Hospice sera fondé à exiger le remboursement des dépenses qu'il aura pu faire. C'est parfaitement exact si le débat a lieu entre l'Hospice et les héritiers ; ce n'est

(1) Laurent, t. IX, p. 190.

(2) Demolombe, t. XIV, p. 272.

(3) Ducaurroy, Bonnier et Roustain, t. II, p. 371, n° 1, prétendent que l'avis de 1809 contient un vice de rédaction, puisque le Conseil d'Etat n'était consulté que sur le cas où la succession est en deshérence. — Mais le Conseil d'Etat a décidé la question en général, ce qu'il pouvait faire, sa décision ayant reçu force de loi.

plus vrai si la question se pose entre l'Hospice et l'Etat. L'Hospice, en effet, est préférable à l'Etat, même si les frais de maladie ont été acquittés.

Il faut noter d'ailleurs que l'article 535, de même que ceux qui l'entourent, ne renferme que des définitions sans valeur de l'avis unanime des auteurs, et, d'autre part, l'avis du Conseil d'Etat reconnaît leurs droits aux Hospices comme un dédommagement aux dépenses qu'ils ont pu faire, ils supposent donc que ce droit porte sur des effets de peu d'importance.

La jurisprudence est fixée en ce sens que les effets mobiliers recueillis par l'Hospice à l'exclusion du Domaine, consistent seulement dans les meubles corporels, linge, etc., à l'usage quotidien du malade. Quant aux autres effets mobiliers que possédait le malade, tels que numéraire, rentes sur l'Etat, actions, obligations, titres de créances, ils sont échus à l'Etat à défaut d'héritiers, légataires ou autres successeurs (1).

Quant à la nature du droit de l'Hospice, elle est des plus controversées et a été traitée au chapitre précédent. En fait, l'administration ne réclame aucun droit de mutation (Décis. minist. des Finances, 11 avril 1883) (2).

Dans le second cas, quand le traitement du malade a été payé, le droit des héritiers, successeurs ou légataires reste intact.

Il en est de même pour les militaires et marins décédés dans les Hospices, après y avoir été soignés aux frais de l'Etat ; tous leurs biens, même leurs effets, reviennent à leur famille.

(1) Cour de Paris, 22 avril 1836. D. V. Hospices, n° 128. — Cass. civ., 29 juin 1838. S. 38-1-557 ; Bordeaux, 17 août 1753. S. 54-2-327. — Contr. Bruxelles, 17 déc. 1855. Par. 51-2-557.

(2) D. 84-3-32. Bastine, *Dr. Fisc.*, t. II. n° 90.

2° *L'Etat est exclu par l'Hospice.* — Faisant obstacle au droit de deshérence de l'Etat, l'Hospice recueille les successions des enfants mineurs non émancipés qui y sont décédés. C'est ce qui résulte de la loi du 15 pluviôse an XIII (loi 13 février 1805, art. 8 et 9).

L'article 8 dispose ainsi : « Si l'enfant décède avant sa sortie de l'Hospice, son émancipation ou sa majorité, et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens appartiendront en propriété à l'Hospice, lequel pourra être envoyé en possession à la diligence du receveur et sur les conclusions du ministère public. S'il se présente ensuite des héritiers, ils ne pourront répéter les fruits que du jour de la demande. »

La première condition à l'ouverture du droit de l'Hospice est donc l'absence d'héritiers, c'est-à-dire l'absence de successeurs ; le *de cujus* ne doit donc laisser ni héritiers légitimes ni successeurs testamentaires (1).

De même que l'Etat d'ailleurs, l'Hospice ne succède qu'à défaut d'héritiers, leurs droits sont de même nature et fondés sur la même cause ; l'Hospice est ici appelé à recueillir en cas de deshérence à l'exclusion de l'Etat (2).

L'ouverture du droit de l'Hospice est subordonnée à une deuxième condition (3) : il faut que le décès de l'enfant se produise pendant son séjour dans l'établissement ou avant son émancipation ou sa majorité, une fois qu'il est sorti de l'Hospice.

C'est ce qui résulte de l'exposé des motifs de la loi : « Si l'enfant meurt sans héritiers pendant son séjour à l'Hospice ou lorsque, n'étant pas majeur encore, il est toujours

(1) Si le *de cujus* établit des legs ; en recueillant la succession l'hospice devra payer les légataires sous les conditions et dans les limites déterminées par l'art. 904 du C. civil.

(2) Demolombe, t. XIV, p. 266.

(3) Rennes, 16 juill. 1888, S. 91-2-33. — Baudry, n° 905.

à sa charge et sous sa protection, l'Hospice, au lieu du fisc, recueillera son modique héritage (1). »

Championnière (*Traité des Droits d'enregistrement*, t. 3, n° 2485) affirme que l'Hospice primera l'Etat, même si l'enfant meurt après avoir atteint sa majorité. Il prétend en effet que l'Hospice ne recueille pas à titre de succession, mais que les biens lui reviennent à titre d'indemnité et que, même une fois majeur, l'hospitalisé doit payer l'établissement qui l'a recueilli : « Cette dévolution est la récompense ou le prix des soins qui ont été donnés aux personnes décédées et un moyen de fournir aux besoins de ceux qui les remplaceront ; mais aucune disposition de loi n'établit la nécessité qu'elle ait lieu à titre successif. »

Nous ne croyons pas qu'il faille admettre ce point de vue. D'une part, en effet, l'Hospice recueille, à titre de succession, ainsi que nous avons essayé de le démontrer plus haut. D'autre part, la loi du 15 pluviôse an XIII ne s'applique pas à l'enfant valide, majeur et capable de pourvoir à ses besoins par son travail ; à partir de sa majorité, il n'est plus à la charge de l'établissement (2) et sa succession sera dévolue à l'Etat.

Tels sont les cas dans lesquels s'ouvre pour l'Hospice le droit de succéder à l'enfant décédé dans ses murs. Mais l'Hospice n'est pas en possession de plein droit de la succession ouverte ainsi à son profit. La loi de pluviôse lui prescrit de se faire envoyer en possession. Il n'a pas cependant à se conformer aux prescriptions de l'article 770 et à faire précéder son envoi en possession de publications et d'affiches.

(1) Procès-verbaux des séances du Corps législ., séance du 5 pluviôse an XIII, p. 43.

(2) Décis. ministre des Finances du 24 août 1853. *Journ. de l'Enreg.*, n° 13403-2.

Qu'advient-il si l'Hospice s'est emparé à tort des biens du *de cujus* ? Les héritiers n'auront aucun droit sur les fruits et sur les revenus perçus pendant la vie de l'enfant, qui sont attribués à l'établissement à titre d'indemnité (art. 8). Il en sera de même d'ailleurs pour les fruits perçus après, car l'Hospice est un possesseur de bonne foi. Et même, ces héritiers venus après coup, sous déduction des fruits perçus, devront indemniser l'Hospice des dépenses faites pour l'enfant décrédé.

Le plus souvent, en effet, la succession sera modique, moindre peut-être que les frais. C'est ce qui explique que l'Hospice soit toujours tenu pour être de bonne foi : il est en droit de se croire possesseur définitif, car il est peu probable que les héritiers appréhendent l'hérédité, étant donné son peu d'importance.

Le droit de l'Hospice, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, constitue un véritable droit de succession irrégulière ; il doit, en principe, acquitter sur les biens qu'il recueille les droits de mutation par décès. Une décision du ministre des Finances du 23 juin 1858 (1) décide cependant le contraire et dispense l'Hospice de payer les droits de mutation. Néanmoins, l'Hospice est ici un successeur, il se trouve primé par les enfants naturels du défunt, par les légataires universels, et il doit exécuter tous les legs (2).

B. — Par la Caisse des Retraites pour la vieillesse.

La Caisse des Retraites pour la vieillesse a été créée par une loi du 18 juin 1850, modifiée par les lois du 28 mai 1853, 7 juillet 1856, 12 juin 1861, 4 mai 1864, 20 décembre 1872.

(1) D. 59-3-55.

(2) Demolombe, t. XIV, n° 143, - Hureau, t. V, n° 298. - Baudry, n° 909.

Elle a été définitivement réorganisée par une nouvelle loi du 20 juillet 1886 (*Off.*, 21 juillet 1886), et par un décret rendu en forme de règlement d'administration publique du 28 décembre 1886 (*Off.*, 30 décembre 1886).

Elle a été instituée pour permettre aux travailleurs de placer leurs épargnes et d'avoir une retraite pour leurs vieux jours.

La loi de 1886 (art. 18) accorde à la Caisse au cas où la succession revient à l'Etat, un droit de succession sur les capitaux réservés dont la Caisse eût été débitrice envers les héritiers ou les légataires du crédit-rentier, s'ils s'étaient présentés dans les trente ans.

Mais le droit de la Caisse ne porte que sur les capitaux réservés et les arrérages de la rente viagère échus, mais non encaissés avant la mort du crédit-rentier, les proratas des arrérages courus au jour du décès seront encaissés par l'Etat, conformément au droit commun.

C. — Par la Caisse des Invalides de la Marine.

L'Etat est enfin primé par la Caisse des invalides de la marine. Cette Caisse a également un droit de deshérence.

Aux termes de l'article 4, n° 8, de la loi du 30 avril 1891, elle a droit au produit des successions des marins et autres personnes mortes en mer.

L'ordonnance du 22 mai 1816 reproduit les mêmes dispositions, plaçant notamment parmi les revenus de cette Caisse (art. 5, n° 4), le produit non réclamé des successions des marins et autres personnes mortes en mer (décret du 31 mai 1862, *Sur la Comptabilité publique*, art. 787, 4°).

Ainsi, d'après ces textes, certaines valeurs déterminées dépendant des successions des marins ou autres per-

sonnes mortes en mer, sont attribuées à la Caisse des invalides qui a ainsi en certains cas un droit préférable à celui de l'Etat.

Ces valeurs que recueille la Caisse sont uniquement les deniers et effets. Elles comprennent, dit l'instruction générale 2602, les proratas de traitements des marins, les arrérages de pension dus par la Caisse, en un mot, les sommes et valeurs dont elle est dépositaire ou débitrice, dans les conditions prévues par le décret du 17 juillet 1816 qui règle son administration et sa comptabilité.

C'est donc relativement à quelques valeurs seulement que cette Caisse exclut l'Etat.

CONCLUSION

TENDANCE ACTUELLE D'ÉTENDRE LE DROIT DE L'ÉTAT ET DE LIMITER LE CADRE DE LA SUCCESSIBILITÉ EN LIGNE COLLATÉRALE.

Nous avons vu quelles propositions ont été faites de nos jours pour restreindre le nombre des successibles. Elles ont été présentées par les écoles économiques les plus différentes, si bien que le désaccord sur le but à atteindre a empêché tout résultat pratique.

1° *A quel point de vue faut-il se placer ?* — On est généralement d'accord pour dire qu'il faut retirer la faculté de succéder aux collatéraux éloignés. Mais pourquoi ? c'est ce que nous allons déterminer brièvement.

Les uns, ce sont les socialistes, voient d'un mauvais œil toute acquisition par succession parce qu'elle n'est pas le produit du travail de celui qui acquiert. Ils n'osent

cependant attaquer de front le droit de succession en ligne directe ascendante ou descendante, craignant de heurter la conscience populaire qui considère comme intangible le droit de succéder entre père et fils, entre descendants et ascendants. Pour la succession en ligne directe, ils demandent seulement des impôts énormes qui réduisent le plus possible les biens héréditaires.

Quant à la succession en ligne collatérale, ils réclament nettement sa suppression, se conformant encore à l'idée populaire qui ne pense pas que le collatéral ait un droit de succéder, mais que c'est bien plutôt pour lui un heureux hasard.

Partant de cette idée, on s'est dit à chaque fois que l'Etat avait besoin de ressources nouvelles, qu'il pouvait les trouver dans la suppression de la succession en ligne collatérale, et cela facilement, avec l'assentiment même de la masse.

Ainsi sont nées toutes les propositions faites au XIX^e siècle à ce sujet, elles sont nées en même temps que les propositions de grande réforme sociale ; on pensait trouver dans la suppression de la succession en ligne collatérale le moyen pour l'Etat de coopérer aux œuvres proposées sans grever le budget.

On ne voulait donc supprimer les successions collatérales que parce que l'Etat avait besoin d'argent, on voulait attribuer à l'Etat des biens qu'il affecterait à des institutions humanitaires ou sociales, c'est le point de vue socialiste.

Le deuxième point de vue est le point de vue juridique, c'est celui auquel nous devons nous placer.

Il n'y a pas à chercher le mobile à atteindre et la réforme successorale ne doit pas se fonder sur le but de procurer à l'Etat de nouvelles ressources.

Il faut se demander si la conscience populaire a raison de voir d'un œil différent le droit de succéder en ligne directe et la succession en ligne collatérale, et s'il y a vraiment une différence entre le fondement de la dévolution successorale entre ascendants et descendants et le fondement de cette dévolution entre collatéraux.

La question à résoudre est celle de savoir si, à l'heure actuelle, les collatéraux doivent succéder.

Ceux qui examinent la question sous ce point de vue sont convaincus de la légitimité de l'acquisition par dévolution successorale, mais ils arrivent à constater que la vocation héréditaire de certains collatéraux éloignés ne se trouve justifiée ni par des raisons juridiques, ni par les nécessités sociales du milieu actuel.

Ils ne cherchent nullement à porter atteinte au principe du droit de succession, mais bien au contraire à le *consolider* en supprimant ce qu'il pourrait contenir d'arbitraire.

Telles sont les deux faces de la question que nous avons à examiner, il faut avoir soin de les distinguer nettement ; c'est précisément parce qu'on a mélangé les deux points de vue qu'aucune des réformes proposées n'a abouti. On n'a vu dans les propositions faites que les premières atteintes portées à l'ordre successoral par les socialistes, on a tout rejeté, voyant dans les lois successorales un bloc intangible ; on a craint, en y portant la moindre atteinte, de compromettre tout l'édifice (1).

Nous avons donc à examiner ici si la vocation des collatéraux répond au fondement de la dévolution successorale, à rechercher si les collatéraux font à l'heure actuelle

(1) Alfred Jourdan, doyen Faculté droit d'Aix. Soc. d'Economie politique. Séance 5 avril 1888. — *Bull.*, p. 55 et suiv. M. Villey. — *Bull. de la Soc. d'Economie politique.*

vraiment partie de la famille ou bien si, étant étrangers au groupe familial, il faut les exclure de la succession ?

2° *Le principe de la limitation de la successibilité se justifie.* — Le Code civil fixe la limite de successibilité au douzième degré, c'était là une mesure nouvelle et sans précédent, le droit romain, notre ancien droit et même le droit intermédiaire ayant toujours admis les parents à succéder à quelque degré que ce soit, du moins en présence de l'Etat, suivant l'adage : *Fiscus post omnes parentes etiam in centesimo gradu.*

Le principe de la limitation fut avant tout adopté pour des motifs d'utilité pratique. Pour succéder, les parents doivent prouver leur qualité, il faut donc limiter la successibilité à un degré-où la preuve étant facile, le titre de l'héritier peut être considéré comme placé en dehors de toute contestation ; sans cela, on aboutira à des procès sans nombre, on multipliera les embarras et les partages (1). C'est là une question d'ordre public ; comme toute acquisition, l'acquisition par succession doit être définitive (2).

La question à résoudre est donc de savoir si le collatéral qui ne peut succéder étant trop éloigné, ne peut succéder seulement pour des motifs d'utilité pratique ou s'il n'a réellement aucun droit ; en termes juridiques, s'il est seulement privé de l'exercice de son droit ou s'il n'en n'a même pas la jouissance ? Le premier point de vue seul semble exact si l'on fonde la succession sur l'idée de parenté ; il n'en est rien cependant et la limitation de la successibilité se justifie très bien au point de vue de la

(1) Siméon dans Fenet, t. XII, p. 229.

(2) Soc. d'Economie politique, séance du 5 août 1888, année 1888, p. 55 et suiv. Observ. de M. Delatour.

famille. Les rédacteurs du Code, pour établir les règles successorales, se sont inspirés de deux idées : de l'idée de devoir présumé envers la famille et aussi de l'idée de conservation des fortunes dans les familles. Aucune de ces deux idées ne peut justifier la vocation successorale de collatéraux éloignés, ni l'affection présumée du défunt puisqu'il s'agit de gens qu'il n'a peut-être jamais vus, ni l'idée de conserver les biens de la famille, puisqu'il s'agit de collatéraux qui n'ont certainement pas participé à l'acquisition des biens du défunt(1).

Ainsi le principe de la limitation de la successibilité se justifie non seulement au point de vue pratique, mais au point de vue même du fondement de la dévolution successorale.

3° *A quel degré faut-il s'arrêter ?* — Le principe de la limitation posé, il s'agissait de déterminer à quel degré on s'arrêterait.

Ce fut surtout en considération des difficultés de preuve que le douzième degré fut choisi comme limite extrême de successibilité ; on a pensé qu'à partir de ce degré, la preuve de la parenté serait trop difficile (2).

Si un tel choix se justifiait au point de vue pratique de la preuve de la parenté, se justifiait-il aussi au point de vue de la famille ? Je ne crois pas que les rédacteurs du Code aient pensé que la famille pouvait s'étendre aussi loin dans l'ordre de la parenté. C'est d'ailleurs ce que disait Malleville : « La famille du défunt est composée de ses proches et non de parents au dixième degré qu'il ne connaissait peut-être pas et auxquels il n'aurait eu garde de destiner ses biens (3). »

(1) Siméon dans Fenet, t. XII, p. 229. — Greif. — *Les droits de l'Etat en matière de succession* (Thèse Paris, 1888, p. 164).

(2) Siméon dans Feuet, t. XII, p. 229.

(3) Malleville, *Analyse raisonnée*, t. II, p. 184.

En réalité, ce choix a été tout à fait arbitraire (1).

Un des commentateurs les plus autorisés de notre Code civil, M. Laurent, le pense bien ainsi : « Nous avons sur ce point, dit-il, un reproche à faire aux auteurs du Code, c'est d'avoir donné une trop grande extension à la notion de famille : on succède jusqu'au douzième degré. Des parents aussi éloignés sont toujours des parents inconnus ; peut-il être question d'une affection de famille là où l'existence même de ceux que nous devons aimer nous est inconnue ? Ils se confondent, en réalité, avec le genre humain. A notre avis, il ne devrait s'étendre au delà des cousins germains (2).

Les rédacteurs du Code pensaient donc déjà que les collatéraux éloignés ne pouvaient se prévaloir de l'affection du défunt ; c'est cette idée qu'ont développée également les auteurs des propositions des lois de 1891 et 1896 qui insistèrent avec raison sur l'inégalité choquante de la condition faite aux enfants naturels et au conjoint survivant, d'une part, et celle faite aux collatéraux, d'autre part. Dans les deux lois, on a donc exclu en faveur du conjoint dans l'une, en faveur de l'enfant naturel dans l'autre, la plupart des collatéraux.

Les lois fiscales, d'autre part, nous fournissent à ce point de vue des renseignements intéressants, car leurs tarifs gradués sont un indice de ce que le législateur pense du mérite respectif des droits des héritiers et de ce que les héritiers en pensent eux-mêmes, les impôts ne pouvant être établis que d'une façon qui ne heurte pas trop l'appréciation des héritiers dans leurs droits.

Or, dans les différents tarifs fiscaux adoptés au cours

(1) Siméon dans Fenet, t. XII, p. 229.

(2) Laurent, *Principes du droit civil*, t. VIII, p. 563.

du XIX^e siècle, une première remarque s'impose, c'est l'énorme différence qui sépare les chiffres perçus en ligne directe et ceux perçus dans la succession en ligne collatérale (1).

La raison de cette différence est évidente : l'héritier en ligne directe pouvait compter sur les biens qu'il recueille et on ne pouvait lui réclamer des droits trop élevés ; pour le collatéral, au contraire, il se considère comme ayant fait une bonne affaire, on peut donc lui demander de plus gros sacrifices (2).

Ainsi le collatéral se reconnaît donc peu de droits sur les biens qu'il recueille, et il s'en reconnaît d'autant moins que sa parenté est plus éloignée. C'est exactement l'idée qu'ont appliquée les lois fiscales du 21 avril 1832 et surtout du 25 février 1901 (3).

(1) Loi du 22 frimaire an VII : 1 % pour les immeubles en ligne directe, 5 % entre collatéraux, de 6.50 à 8 % pour les collatéraux en 1832, de 8,125 à 10 % en 1850, de 8.50 à 15 % en 1901 pour une part de 2.000 francs.

(2) Paul Leroy-Beaulieu, *Sciences des finances*, 6^e édition, t. 1, p. 575.

(3) Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, par. 4-2^o ; collatéraux et non parents, droit de 1 fr. 25 pour les meubles, 5 francs pour les immeubles.

Loi du 28 avril 1816, art. 53 :

Collatéraux : meubles, 2 fr. 50 ; immeubles 5 francs.

Non parents : meubles, 3 fr. 50 ; immeubles, 7 francs.

Loi du 21 avril 1832, art. 35 :

Frères, sœurs, oncles, tantes, neveux, nièces : immeubles, 6 fr. 50 ; meubles, 3 francs.

Grand-oncles, grand-tantes, petits-neveux, petites-nièces, cousins germains : immeubles, 4 francs ; meubles, 7 francs.

Collatéraux au delà du 4^e degré : immeubles, 5 francs ; meubles, 8 francs.

Non parents : immeubles, 6 francs ; meubles, 9 francs.

Loi du 25 février 1901. — Taux applicable à la fraction de part nette comprise entre 1 et 2.000 francs, par conséquent minimum :

Cette dernière loi introduit des distinctions multiples qui permettent de tenir compte exactement de la situation de chaque successible.

Elle classe d'abord les parents des deuxième, troisième et quatrième degré qui savent bien leurs liens de parenté avec le défunt et que tout le monde connaît bien (frères, oncles et neveux, grands-oncles et petits-neveux, cousins germains).

Elle classe ensuite les parents du quatrième au sixième degré qui peuvent encore être considérés comme faisant partie de la famille (arrière-grand-oncle, cousin issu de germain). Enfin, et c'est là une réforme capitale au point de vue de l'idée même de successibilité, elle assimile les parents du sixième degré aux personnes non parentes. La loi a tenu compte de ce fait que l'appréciation de l'acquisition successorale est identique chez les collatéraux et chez les non parents. De même que l'étranger, en effet, le cousin éloigné ne peut avoir l'impression qu'il recueille un bien de famille ; ou bien il ne connaissait pas le défunt et ne pouvait compter sur sa succession, ou bien il le connaissait, mais alors ce n'est plus à titre de parent, mais plutôt à titre d'ami qu'il recueille : il doit être traité comme un légataire universel. C'est une conception nouvelle de l'idée de famille ; c'est cette conception qu'il nous faut maintenant apprécier.

Ainsi que le constate Le Play, la famille n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était il y a un siècle ; non pas que

Frères et sœurs : 8 fr. 50.

Oncles, tantes, neveux et nièces : 10 francs.

Grands-oncles, grandes-tantes, petits-neveux, petites-nièces, cousins germains : 12 francs.

Parents au 5^e et 6^e degré : 14 francs.

Parents au delà du 6^e degré et non parents : 15 francs.

les liens essentiels de la famille aient été en rien relâchés, mais parce que le XIX^e siècle a exercé une influence dissolvante sur les limites extrêmes de la famille. En 1804, au moment de la rédaction du Code, la famille était sensiblement la même qu'en 1788. La Révolution française, qui avait précipité les modifications politiques, avait peu changé la vie économique et l'évolution n'avait pas été accélérée de la vie de la masse de la nation (1). La famille mène encore, à la campagne surtout, une vie sédentaire ; on vit au foyer d'une façon presque constante et, parmi les enfants, l'un continue le métier du père, les autres s'établissent à proximité.

Il en est tout autrement à l'heure actuelle où la vie économique s'est totalement modifiée, entraînant par suite un changement dans la vie familiale et la composition même de la famille (2).

Ces modifications sont dues surtout à la multiplication des moyens de communication et à l'augmentation de la population des villes. Les moyens de communication étaient autrefois lents et coûteux ; au XIX^e siècle, les chemins de fer se sont multipliés, les voyages sont devenus extrêmement rapides et à la portée de toutes les bourses. On s'est familiarisé avec l'idée de se déplacer, et ceux qui ne peuvent se tirer d'affaire dans leur ville vont chercher fortune ailleurs, dans une autre ville, quelquefois même à l'étranger. On ne vit plus comme autrefois dans le lieu qui vous a vu naître (3).

(1) Cimbali, *La nuova fase del rillo civile*, 1895, par. 173.

(2) Proposition de loi Morellet, *Exposé des motifs*. Sénat. Séance du 16 mai 1891. — *Annexes* n° 48, 1891, p. 22.

(3) Proposition Couturier. Rapport de M. Rameau au nom de la Commission. Chambre, séance du 28 octobre 1884. *Annexe* n° 3160, année 1885, p. 1873 et suiv.

C'est ce qu'exprime fort bien M. Cauwès : « On ne saurait affirmer que, d'une manière générale, en mettant à part les familles où les traditions de parenté sont le plus soigneusement gardées, la qualité de collatéral au douzième degré et même au dixième degré, soit par elle-même un titre véritable à l'affection du *de cujus*. Aucune des considérations qu'il justifie la transmission héréditaire ne peut être alors invoquée. Certes, les liens économiques de la famille s'étendent au delà de la vie commune qui, aujourd'hui, dépasse bien rarement la ligne directe, mais ils s'affaiblissent en ligne collatérale au delà du troisième et quatrième degré, et n'ont plus de force réelle à partir du septième ou huitième. Ceci est surtout vrai depuis que la transformation de l'industrie et la facilité des communications contribuent à rompre l'unité de la famille et à en disperser les membres. Les vocations héréditaires de parents éloignés, à raison même de l'incertitude de leur parenté, ne servent qu'à donner naissance à de nouveaux procès (1).

D'autre part, avec le développement du machinisme, le travail de l'ouvrier est devenu plus facile, il peut aisément changer d'emploi, on ne voit plus de familles exerçant au même lieu un métier de père en fils. Sollicité par les demandes de travail que lui transmet une presse qui s'étend et se multiplie de plus en plus, l'ouvrier n'hésite pas à quitter son pays natal avec sa femme et ses enfants, il quitte sa famille plus éloignée, pensant bien d'ailleurs revenir tôt ou tard. Puis une fois parti, il ne revient presque jamais. Il devient lui-même dans son pays d'adoption le centre d'une famille nouvelle, dont les membres souvent ne connaissent même pas sa famille d'ori-

(1) Cauwès, *Précis d'économie polit.*, t. II, p. 243.

Fouillée, *La Propriété sociale*, p. 60.

gine. L'ancien cercle familial s'est ainsi restreint, certains membres qui en faisaient jadis partie en sont éliminés.

C'est donc avec raison que, dans sa préface au livre de M. Anton Menger, M. Charles Andler s'exprime ainsi : « Evidemment, une succession en ligne collatérale aussi étendue que la succession française *ab intestat*, reproduit le souvenir tout aristocratique d'une époque où la famille au sens large, ayant un chef reconnu de toute sa lignée, ne quittait pas le domaine féodal ou l'enceinte d'une même ville. Aujourd'hui, les déplacements facilités séparent à jamais les descendants de la seconde génération. Pourtant, selon un droit ancien mi-féodal et mi-romain, qui suppose toute une mythologie évanouie de la famille, des héritages inopinés attaquent avec soudaineté des collatéraux ignorés du défunt. »

L'augmentation de la population des villes au détriment de celle des campagnes a contribué aussi à modifier la conception du groupe familial. Les campagnes, en effet, se dépeuplent lentement. Pourquoi ? c'est difficile à expliquer. Il faut attribuer cela à l'attraction de la ville où la vie semble plus agréable, où le salaire est généralement plus fort, où, en tout cas, l'ouvrier court moins d'aléas que dans les travaux agricoles, enfin et surtout, croyons-nous, au service militaire obligatoire qui transplante le jeune homme dans un milieu qu'il a peine à quitter et aux illusions que l'on nourrit à la campagne sur la vie urbaine. Comme la famille urbaine, la famille rurale s'est rétrécie, il n'y a plus d'unité morale dans une famille dont tous les membres sont ainsi dispersés (1).

Ainsi, de nos jours, par suite de l'évolution économique

(1) Laurent, *Principes du droit civil français*, t. VIII, p. 563. — Renouvier, *Muale*, t. II, p. 83.

du XIX^e siècle, la notion de famille s'est profondément modifiée.

Nos parents éloignés nous sont complètement indifférents, et s'ils sont nos amis, ce n'est plus le lien de parenté qui nous rapproche d'eux. Nous ne reconnaissons comme membres de la famille que les parents chez lesquels les liens que crée la communauté d'origine sont resserrés par de naturels sentiments d'affection. La famille, elle, s'étend seulement aux parents que leur conscience unit les uns aux autres, si bien qu'ils s'aident entre eux, qu'ils se réjouissent du bien qui arrive à l'un d'eux et s'attristent du malheur qui en atteint un autre.

Seuls les collatéraux très proches font partie d'une famille ainsi comprise, les collatéraux éloignés en sont certainement exclus.

Il n'y a donc plus actuellement corrélation entre la successibilité telle qu'elle est établie par le Code et la notion de famille. La limitation des collatéraux successibles au douzième degré n'a plus de raison d'être. Le Code, en effet, avait voulu limiter la successibilité à un degré où la preuve était encore facile, mais ce motif d'ordre tout pratique n'avait de valeur qu'autant que l'ordre successoral était basé sur la parenté. Or, si au moment de la rédaction du Code, on pouvait considérer comme faisant encore partie de la famille les collatéraux du douzième degré, il n'en est plus de même aujourd'hui.

Le législateur de 1804 s'est arrêté au douzième degré, croyant que le collatéral de ce degré pouvait encore être considéré comme faisant partie de la famille, au lieu que celui du seizième degré, par exemple, ne pouvait plus être considéré comme parent. De nos jours, pas plus que le collatéral plus éloigné, celui du douzième degré ne saurait être considéré comme faisant partie de la famille.

A quel degré de parenté collatérale devra-t-on arrêter la vocation successorale ? — La question est difficile. Il est cependant certain que la successibilité en ligne collatérale doit aller au moins jusqu'au quatrième degré et ne pas dépasser le sixième degré.

Voici ce que dit M. Courcelle-Seneuil à ce sujet : « Jus- qu'où, demande-t-il, s'étend la famille, où finit-elle ? Le Code civil la reconnaît jusqu'au douzième degré. Les mœurs et l'usage ne l'étendent plus aussi loin ; si l'on excepte quelques familles nobles, restées fidèles aux anciennes traditions, on ne reconnaît guère de parenté au delà du sixième degré. Tel est l'état des mœurs. Reste à savoir si la famille économique est plus étendue... L'hérédité est un principe excellent en ligne directe, assez bon jusqu'au quatrième degré, mais qui, au delà, n'a guère plus de raison d'être, par ce motif fort simple que les cousins ne s'élèvent pas et n'arrangent pas leur vie en vue de l'héritage de leurs cousins, et qu'ils ont une individualité économique absolument distincte. On comprend qu'il en serait autrement si, comme autrefois, les familles vivaient ensemble sous le même toit jusqu'au sixième degré ou au delà. Au point de vue économique, l'hérédité n'a aucune raison d'être au delà du sixième degré (1). »

Le droit de succéder doit aller au moins jusqu'au quatrième degré, parce que, à ce degré, la parenté est établie d'une façon certaine ; grands-oncles, petits-neveux et cousins germains ont entre eux ces sentiments d'affection réciproques qui constituent la famille.

Il ne doit pas aller au delà du sixième degré, car, à ce

(1) Courcelle-Seneuil, *Traité théorique et pratique d'économ. politique*, t. II, p. 34 et 35. — Id., Stuart-Mill, *Principes d'Econ. politique*, trad. Courcelle-Seneuil, t. I, p. 259.

degré, ou les parents ne se connaissent pas, ou, s'ils sont en relations, il ne peut y avoir entre eux que des sentiments d'amitié et non des sentiments familiaux.

Laquelle choisir de ces deux limites extrêmes ?

Les propositions de loi, nous l'avons vu, proposent tantôt le quatrième, tantôt le cinquième, tantôt le sixième degré, mais, ainsi que nous l'avons dit, déjà, elles n'ont eu qu'un seul but, celui de procurer des ressources à l'Etat et nous ne pouvons en tenir compte pour fixer notre détermination.

M. Laurent (*Principes*, t. VIII, p. 563) déclare qu'à son avis, la succession collatérale ne devrait pas s'étendre au delà des cousins germains. La restriction de la successibilité au quatrième degré a un avantage incontestable, celui d'exclure tout arbitraire dans la dévolution successorale, puisqu'on n'appellerait ainsi à la succession que des parents connus et pour lesquels une communauté de vie, d'origine ou de relations nécessitent l'affection.

Nous proposons le sixième degré comme limite à la successibilité pour deux raisons.

D'abord parce que, à ce degré, en cas de contestation, la preuve de la parenté sera évidemment très facile.

Ensuite parce que, à ce degré, les parents font presque toujours partie du cercle de la famille ; le plus souvent, nous considérons comme étant de notre famille les cousins issus de germains. Il peut arriver sans doute aussi que ces cousins soient pour nous des étrangers, mais ce sera l'exception et, d'une manière générale, on peut les considérer comme faisant partie de la famille.

En tous cas, à ce degré, on ne peut dire qu'une vocation soit injustifiée et il ne saurait y avoir de trouble social par suite de la vocation de tels parents, seraient-ils en fait exclus de la famille, au lieu qu'il y aurait le plus souvent

injustice à exclure de la succession des parents qui peuvent légitimement y compter.

Une autre considération nous fait arrêter au sixième degré, c'est le critérium du vocable de la parenté. La langue n'a de terme que pour les parents rapprochés et, au delà des cousins issus de germains, la parenté n'a plus de terme spécialisé. Il ne faut pas oublier que la langue d'un peuple est toujours en connexité étroite avec ses idées. Quand on n'a plus de terme pour exprimer le lien qui vous unit à une personne, n'est-ce pas la preuve que le lien de famille a disparu.

Le lien familial doit se sentir; il ne doit pas avoir besoin d'être prouvé par des tableaux généalogiques.

4° *Conséquences de la restriction de la successibilité en ligne collatérale.* — La successibilité étant ainsi limitée au sixième degré, lorsque le *de cujus* décèdera *ab intestat* sans laisser de proches parents, les biens qu'il laissera passeront à l'Etat en vertu de son droit de deshérence.

Il semble donc qu'en restreignant la limite de la successibilité, on multiplie les cas où s'ouvrira le droit de l'Etat, ainsi que le voulaient toutes les propositions faites au Parlement.

Ce n'est pas tout à fait exact. En restreignant ainsi la possibilité de succéder, ou bien on augmentera le nombre des successions vacantes, ou bien il y aura davantage de testaments et c'est en ce sens que se trouve la vérité.

Beaucoup de personnes sans doute n'aiment pas tester, n'ayant pas la force morale d'envisager en face une mort qu'on espère toujours très lointaine. C'est ce qu'exprime si bien La Bruyère dans ses caractères : « Gêronte meurt de caducilé et sans avoir fait ce testament qu'il projetait depuis trente années, dix têtes viennent *ab intestat* partager sa succession ».

Mais, d'autre part, et ce sentiment l'emporte de beaucoup sur le premier, l'individu n'aime pas laisser ses biens à l'Etat.

Il y a bien des exemples de testaments instituant l'Etat comme légataire, mais ce n'est jamais lui qui est en dernière analyse le bénéficiaire de la succession. S'il recueille, c'est à charge d'affecter les sommes léguées à un but nettement spécifié et l'Etat n'est ici qu'une personne interposée. On ne rencontre jamais de testateur laissant ses biens à l'Etat purement et simplement. L'Etat, c'est trop imprécis ; on ne sait pas à quoi ses biens seraient affectés, l'individu ne laisserait aucun souvenir et c'est précisément ce qu'il veut éviter, cet effacement complet de sa personnalité.

Loin d'être favorable à l'Etat, cette restriction de la successibilité ne peut, au contraire, qu'être diminutive de ses droits.

Avec un système où la loi admet les parents même éloignés à succéder, l'individu hésitera à faire un testament et n'en fera peut-être pas, escomptant qu'il y aura toujours un héritier pour réclamer sa succession.

Si, au contraire, ne se connaissant pas de proches parents, il sait que les parents éloignés qu'il peut laisser ne seront pas aptes à succéder et que ses biens passeront à l'Etat, il fera à coup sûr un testament, ne voulant pas que sa fortune soit recueillie par l'Etat, car dans le droit de l'Etat, le peuple voit malgré tout une idée de confiscation.

La restriction de la succession en ligne collatérale n'aura donc pas d'inconvénients pour la famille, elle tendra seulement à multiplier le nombre des testaments (1).

(1) Cpr. Observations de M. Villey. *Bullet. de la Soc. d'Econ. politique*, année 1888, p. 55 et suiv. — Rapport de M. Javal sur la proposition Sabatier. Chambre, séance du 27 avril 1888. *Annexes* n° 2669, p. 649.

En augmentant le nombre des testaments, une telle mesure aura encore l'avantage d'entraîner une meilleure répartition des fortunes. Elle permettra au testateur de laisser ses biens à ceux qu'il saura manquer le plus de ressources ou en être le plus dignes ; il pourra, s'il n'a ni parents, ni amis, gratifier des établissements d'intérêt général.

La répartition faite par testament est toujours plus intelligente et plus sage que la répartition mécanique de la loi.

Ainsi la réforme aurait l'avantage de restreindre la dévolution dans le cadre où elle se légitime et d'assurer une meilleure répartition des fortunes.

La restriction de la successibilité en ligne collatérale ne peut donc être considérée comme désavantageuse à la famille, puisque l'individu peut toujours faire un testament. Bien plus, elle lui est favorable à une époque où une foule d'opinions attaquent violemment le droit successoral lui-même.

Les socialistes, en effet, étant donné le lien intime qui unit la succession et la propriété, attaquent la première pour atteindre la seconde.

Or, un de leurs principaux griefs contre la succession, c'est précisément la dévolution aux collatéraux. N'est-il pas à craindre, si l'on maintient une successibilité à un degré trop éloigné, que le jour où la vocation des collatéraux apparaîtra comme nettement injustifiée, la vocation si légitime de la ligne directe ne sombre en même temps qu'elle. La vocation des collatéraux n'est pas bien vue en général ; quand c'est un proche parent qui succède on ne pense qu'à le plaindre pour la perte de son parent, lorsque, au contraire, c'est un parent très éloigné, on le félicite et on le jalouse.

La succession en ligne collatérale n'a d'ailleurs aucune justification rationnelle, elle n'a pour elle que la tradition historique ; or, c'est peu de chose que la tradition quand elle ne s'étaie pas sur un fondement sérieux et rationnel.

Il est donc utile de restreindre dans ses vraies limites le cadre de la successibilité, de rendre adéquates les deux notions de famille et de succession ; on rendra ainsi visible en quelque sorte la légitimité du droit successoral.

SECTION II

COMMENT S'EXERCE LE DROIT DE DESHÉRENCE

§ 1. — *Formalités à remplir par l'Etat.*

Nous avons vu quelles sont les conditions nécessaires à l'ouverture du droit de l'Etat.

Quand ces conditions sont-elles réunies ? Les agents de l'Administration doivent le rechercher et l'instruction de l'Administration de l'Enregistrement (n° 2598, § 3, n° 2041) leur recommande un soin spécial à l'effet de découvrir les successions abandonnées. L'Etat a même admis les particuliers à révéler au Domaine des successions en deshérence, à charge pour lui de leur attribuer à titre de prime une quote-part des biens héréditaires. Un décret du 24 juillet 1864 détermine les conditions particulières de ces révélations.

Aussitôt qu'un agent de l'Administration a découvert une succession abandonnée, il doit requérir du juge de paix l'apposition des scellés et faire connaître au directeur de l'Enregistrement de son département tous les renseigne-

ments susceptibles de guider la décision de l'Administration, notamment l'actif héréditaire et sa valeur approximative et le passif qui grève cette succession.

C'est à l'Administration des Domaines qu'il appartient exclusivement d'examiner s'il est de l'intérêt de l'Etat d'appréhender ou non la succession en deshérence (déc. Comité Finances, 13 août 1832).

L'Administration peut exercer son droit aussitôt après l'ouverture de la succession et sans attendre l'expiration du délai de trois mois et quarante jours auquel sont subordonnées les déclarations de vacances (1).

Quand la succession revendiquée par l'Etat est déjà déclarée vacante et pourvue d'un curateur, l'Administration pourra constater facilement l'importance de l'actif, celui-ci étant le plus souvent déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations (2).

Le receveur compétent pour recueillir une succession en deshérence est le receveur près le Tribunal de première instance du lieu de l'ouverture de la succession (Instr. n° 219) ; c'est lui qui doit remplir les formalités des articles 769 et 770 du Code civil.

Les formalités à remplir par l'Etat ont un triple but : éveiller l'attention des héritiers qui auraient négligé de faire valoir leurs droits ; constater l'importance des biens héréditaires afin d'en assurer, le cas échéant, la restitution intégrale ; servir de complément au défaut de saisine qui s'oppose à la prise de possession dans les successions irrégulières (3).

Ces formalités consistent :

Dans l'obligation de faire apposer les scellés et dresser

(1) Cass. Req., 9 juillet 1873. — *Instr. génér.* 2476, par. 4.

(2) La décision de l'Etat en ce cas met fin à la gestion du curateur.

(3) D. V. Success., p. 168 et suiv.

inventaire ; dans l'envoi en possession et les mesures de publicité qui le précèdent (art. 769 et 770) ; dans l'obligation de faire emploi du mobilier (art. 771).

1° *L'apposition des scellés et l'inventaire* sont prescrits à titre de formalités préliminaires par l'article 769 du Code civil. Ils doivent précéder nécessairement la demande d'envoi en possession (1).

2° *Demande d'envoi en possession.* — Aux termes de l'article 724, le Domaine doit demander au Tribunal l'envoi en possession et celui-ci ne peut statuer qu'après trois publications et affiches sur les conclusions du procureur de la République. .

Deux jugements sont donc nécessaires, l'un pour autoriser l'administration à remplir les formalités de publication et d'affiches et à administrer provisoirement, l'autre pour lui accorder l'envoi en possession.

a) *Requête à fin de publicité.* — Pour obtenir l'autorisation de remplir ces mesures de publicité, l'Administration doit présenter au Tribunal une requête (art. 859 et 860 C. de P. C.) « exposant les faits et concluant à ce que le Domaine soit autorisé à remplir les formalités de publications et d'affiches prescrites par l'article 770 du Code civil ; à faire constater par un inventaire l'état de la succession (s'il y a lieu et si cet inventaire n'a été dressé) ; à régir et administrer provisoirement l'hérédité, à exercer tous les droits et actions qui en dépendent ; à ce qu'un extrait du jugement soit dressé sur papier non timbré et adressé au procureur de la République et transmis par ce magistrat au ministère de la Justice pour être inséré au *Journal*

(1) Demolombe, t. XIV, n° 203. — Huc, t. V, n° 144, — Baudry, n° 943.

Officiel. » (Décis. Minist. Justice et Finances du 23 janv. et 20 fév. 1806).

Cette requête doit être adressée au tribunal de première instance du domicile du *de cujus* ou, à défaut de domicile connu, au tribunal de l'ouverture de la succession. La requête doit être rédigée et présentée par un avoué (1) ; dans la pratique, ces formalités sont remplies par le directeur de l'Enregistrement du département (2).

L'Etat, d'ailleurs, n'a pas à prouver qu'il n'existe pas de successeur à lui préférable. Tout demandeur doit prouver le fondement de sa prétention ; or, « l'Etat, dit M. Toullier (t. II, n° 291), ne pouvant succéder qu'à défaut de tous successibles, doit prouver le défaut d'existence de ces successibles ». Son erreur vient de ses idées sur la vacance et sur la deshérence : d'après lui, la vacance, c'est l'incertitude sur le point de savoir s'il y a ou non des héritiers, la deshérence, c'est la certitude qu'il n'en existe pas.

En réalité, il suffit à l'Etat de prouver qu'il ne s'est pas présenté d'héritier ou qu'ils sont inconnus, preuve qui résultera d'un ensemble de circonstances et qui sera facilitée par les mesures de publicité auxquelles est assujetti le Domaine.

Toullier, d'ailleurs, reconnaît lui-même que la preuve exigée de l'Etat ne saurait être rigoureuse (n° 293) et que c'est à la prudence des juges d'apprécier. Cette idée est

(1) Jugé : art. 94, loi 27 ventôse an VIII. — Trib. civ. Lourdes, 1^{er} fév. 1870. D. 71-3-56. — Trib. civ. Bourgoin, 18 fév. 1887. *Monit. Lyon*, 11 mai 1887.

(2) Le contradicteur de l'administration dans l'instance est le ministère public et il est inutile comme le prétend Toullier de faire nommer à la succession un curateur contre qui sont dirigés tous les actes de procédure.

parfaitement exacte et le tribunal a sur ce point un pouvoir discrétionnaire. Il suffit donc à l'Etat de produire un acte de notoriété constatant qu'il n'y a pas d'héritier préférables connus ou qu'ils ont renoncé (1).

Une fois établi cet acte de notoriété, il peut se produire des révélations qui feront connaître au procureur de la République l'existence de successeurs préférables à l'Etat. S'il se révèle ainsi des ayants droit, le droit de deshérence n'étant pas ouvert, le Domaine n'a aucun droit, semble-t-il, à s'immiscer dans la gestion du patrimoine du défunt. Telle est bien l'opinion de M. Laurent. D'après cet auteur, le tribunal ne pourra déclarer l'envoi en possession du Domaine que lorsque les successeurs auront renoncé « attendu qu'ils ont la propriété de l'hérédité » (2).

Demolombe (t. 14, p. 293), confondant la vacance et la deshérence, distingue entre les héritiers légitimes et les successeurs irréguliers, les premiers empêchant l'admission du droit de l'Etat parce qu'ils sont saisis de plein droit, les seconds ne faisant pas obstacle à son envoi en possession.

M. Laurent a raison, et les successeurs préférables à l'Etat étant propriétaires de la succession font obstacle à son droit de deshérence. Mais comme il ne s'agit pas ici d'un envoi en possession définitif, mais seulement de mesures destinées à obliger les successeurs à prendre parti et d'une mise en possession simplement provisoire, on peut soutenir avec MM. Aubry et Rau que l'existence de successeurs préférables à l'Etat ne fait point obstacle à l'admission de sa demande, attendu « qu'en matière de

(1) D. Voy. Succes., n° 395. — Paris, 31 août 1822; 26 mars 1835. S. 35-2-282; 6 juillet 1850, cité par Bertin, t. II, p. 492.

(2) Laurent, t. IX, p. 309.

succession, l'absence ou l'inaction des personnes qui sont appelées à l'hérédité en première ligne doit être assimilée à leur non-existence en ce sens que les personnes auxquelles elle serait dévolue en seconde ligne sont, provisoirement du moins, et tant que dure cette absence ou cette inaction, autorisées à se gérer comme héritiers ou successeurs irréguliers du défunt et exercer les droits qui leur compètent en cette qualité » (1).

b) *Jugement d'avant faire droit.* — L'acte de notoriété joint à la requête de l'Administration suffit donc à autoriser le tribunal à rendre le premier jugement d'avant faire droit.

Si la demande de l'Etat paraît sans fondement et qu'il se présente devant le tribunal un héritier à lui préférable pour contester l'acte de notoriété, le tribunal rejettera *de plano* cette demande. Du moment, en effet, qu'il y a des héritiers acceptant, les formalités exigées par l'article 770 deviennent inutiles et le tribunal statuera sur-le-champ (2).

Si, au contraire, la demande du Domaine paraît justifiée, le tribunal rend un premier jugement ordonnant la publication de cette demande au moyen de trois affiches et publications dont le même jugement fixera les formes et les intervalles (3).

Le tribunal ne peut pas prononcer un envoi en possession simplement provisoire (4), il ne peut qu'ordonner les

(1) Aubry et Rau, t. VI, pr. 639, n° 14, p. 107.

(2) Paris, 31 août 1822. D. V. Success., n° 976.

(3) Il faut évidemment trois appositions successives de placards et trois insertions successives de la demande dans un journal, mais le nombre des placards, les intervalles de temps entre chaque apposition et insertion.... tout cela est laissé au pouvoir discrétionnaire du tribunal.

(4) Paris, 20 germinal an XIII, D. V. Success., n° 398.

publications légales ou rejeter la demande s'il lui apparaît immédiatement que l'envoi en possession ne peut avoir lieu.

Ce jugement étant interlocutoire (C. de P. C., art. 452), l'appel peut en être immédiatement formé (art. 31 et 451) et si l'Administration était repoussée, elle pourrait interjeter appel dans le plus bref délai.

Le procureur de la République fait insérer l'extrait de ce premier jugement au *Journal Officiel*.

Ce jugement d'envoi en possession provisoire rend l'Etat propriétaire des fruits et lui permet de retirer les sommes qui ont pu être versées par le curateur à la succession vacante à la Caisse des dépôts et consignations.

c) *Jugement d'envoi en possession définitif*. — Une fois expiré le délai fixé par le Tribunal (1), l'Etat forme une deuxième requête où il expose à nouveau les faits, justifie de l'accomplissement des formalités et demande son envoi en possession définitive.

Le tribunal statue après avoir entendu le ministère public en ses conclusions, et il prononce un envoi en possession définitif pur et simple. Le décès du *de cujus* est en effet certain, et s'il prononçait un envoi en possession conditionnel, l'Administration pourrait déférer la décision à la Cour d'appel.

Etat de juridiction gracieuse, le jugement d'envoi en possession est exécutoire même sans signification ; il

(1) Il faut remarquer que l'envoi en possession ne peut être ordonné avant l'expiration d'un délai quelconque (Demolombe, t. XV, n° 406). Toutefois en ce qui concerne l'Etat, il a été jugé que le tribunal n'est pas tenu d'attendre l'expiration d'un délai de trois mois et quarante jours sans qu'un héritier se soit présenté, ce délai n'étant exigé que pour la déclaration de vacance. — Paris, 25 juill. 1863, D. 63-2-206 ; Douai, 9 mai 1865, S. 66-2-231.

n'emporte pas autorité de la chose jugée et n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Le jugement d'envoi en possession produit un effet analogue à celui de la saisine, il confère à l'Etat la possession de l'hérédité dont il est réputé propriétaire du jour du décès (1).

L'Etat n'est pas, comme les autres successeurs irréguliers, tenu de fournir caution pour la restitution du mobilier, car le fisc est toujours réputé solvable. Le mobilier est d'ailleurs le plus souvent vendu dès que l'Etat est envoyé en possession.

§ II. — *Droits et obligations de l'Etat.*

Droits de l'Etat.

1° *Il se comporte comme un successeur irrégulier.* — Que l'on pense ou non que l'Etat recueille ici à titre d'héritier, « ce n'en est pas moins la succession du *de cuius* qui recueille, c'est-à-dire l'universalité des biens que celui-ci a laissés ». Comme le dit M. Demolombe : « En conséquence, sa position vis-à-vis de cette succession doit être sous beaucoup de rapports, activement et passivement la même que celle d'un successeur irrégulier. C'est ainsi, d'une part, que l'Etat peut exercer tous les droits qui dépendent de cette espèce de succession irrégulière, et pareillement, d'autre part, l'Etat est soumis à l'exercice de toutes les actions passives que des tiers peuvent avoir contre le défunt (2). »

En pratique comme en théorie, c'est donc sous l'aspect d'un droit héréditaire qu'il faut étudier le droit de deshé-

(1) Cass., 15 juin 1855, *Instr. gén.*, n° 2041.

(2) Demolombe, t. XIV, n° 181. — Hue, t. V, n° 139.

rence ; la loi semble bien d'ailleurs reconnaître à l'Etat un véritable droit de succession (art. 723 et 724) (1).

a) *Il a un droit d'option.* — Etant un successeur irrégulier, l'Etat doit faire connaître s'il accepte ou répudie la succession ; il a un droit d'option (2).

On lui a contesté ce droit en invoquant une circulaire ministérielle du 8 juillet 1806 qui dispose ainsi : « Quand le Gouvernement est appelé à une succession par voie de deshérence, les préposés du Domaine ne peuvent ni y renoncer, ni s'abstenir de la recueillir. »

Mais comme nous l'avons vu déjà, la circulaire veut seulement interdire aux agents de l'Administration de prendre un parti seuls et les obliger à en référer au ministre qui décide lui-même. Cette circulaire a d'ailleurs été abrogée par une circulaire postérieure du 13 août 1832.

Le droit d'option de l'Etat n'est pas davantage entamé par l'article 768 du Code civil, qui dispose qu'en cas de deshérence la succession est *acquise* à l'Etat. L'article 767 ne dispose-t-il pas de même à l'égard du conjoint survivant, et cependant on ne lui a jamais contesté la faculté de s'abstenir.

b) *Une fois envoyé en possession, l'Etat a tous les droits de l'héritier.* — La qualité de successeur irrégulier oblige l'Etat à se faire envoyer en possession, car il n'a pas la saisine héréditaire. Cette obligation se justifie aisément, car il faut conserver les droits éventuels des héritiers qui peuvent se présenter ; de là les formes et garanties prescrites pour la conservation des biens héréditaires.

(1) Gaudry, *Traité du Domaine*, t. II, p. 172. — Aubry et Rau, t. VI, par. 613, p. 413, n° 18. — Durocq, *Traité des édifices publics et des ventes domaniales*, p. 171.

(2) Baudry, n° 89b et 2521.

L'Etat doit donc demander l'envoi en possession et sa possession ne date que du jour du jugement.

D'autre part, l'Etat ne peut se mettre en possession avant le jugement, il n'a aucun droit à l'hérédité et ne peut administrer les biens héréditaires avant cet envoi en possession (1).

Les actes urgents d'administration seront donc accomplis par un administrateur nommé par le tribunal, administrateur qui pourra être un tiers, mais qui peut être aussi l'Etat lui-même, intéressé au premier chef à bien gérer l'hérédité (2).

Enfin l'Etat ne peut prescrire que du jour de son envoi en possession (3), il ne peut actionner les débiteurs héréditaires auparavant ; réciproquement, il ne peut être poursuivi par les créanciers héréditaires (4), ni contraint de prendre parti (5). Il pourrait toutefois s'exposer à la poursuite des créanciers s'il s'était immiscé dans la gestion des biens héréditaires et sa possession de fait équivaldrait sur ce point à une possession juridique.

(1) Trib. civ. Lyon, 25 mai 1888, *Monit. Lyon.*; Lyon, 10 août 1888. — Laurent, t. IX, n° 210. — Baudry, n° 1008. — Demolombe, t. XIII, n° 156.

(2) L'administrateur provisoire d'une succession ne doit recevoir que des pouvoirs de gestion et de conservation : ainsi il ne saurait d'une manière générale être autorisé à vendre les immeubles héréditaires dont l'aliénation n'est pas indispensable. — Spécialement, l'administrateur des Domaines qui a obtenu d'un tribunal, en vue de l'envoi en possession d'une succession présumée en deshérence, l'autorisation de remplir les formalités prévues par l'article 770 du Code civ. et d'accomplir toutes les mesures conservatoires nécessaires, est sans qualité pour provoquer la vente des immeubles ayant besoin de réparations urgentes quand la succession comprend les fonds nécessaires pour payer le coût de ces réparations. — Grenoble, 29 nov. 1904. D., 1906, 2-253.

(3) Aubry et Rau, t. VI, par. 631, note 31. — Baudry, n° 1010.

(4) Laurent, t. IX, n° 21 et 509. — Baudry, n° 1012.

(5) Aubry et Rau, par. 609 et 639, Note 21. — Cass., 9 mars 1863. S. 63-1-115.

D'après MM. Aubry et Rau (t. 6, § 639, p. 705), cette possession de fait de l'Etat ne peut avoir aucun effet à l'égard des héritiers. S'il n'a pas obtenu un jugement d'envoi en possession, même après trente années, l'Etat ne pourrait repousser une action en pétition d'hérédité ni faire obstacle à la rétractation d'héritiers primitivement renonçants.

Sans doute, en effet, disent ces auteurs, l'Etat possède, mais sa possession n'est pas opposable aux héritiers qui n'ont pas été prévenus par les formalités de publications qui précèdent l'envoi en possession et n'ont ainsi pu faire valoir leurs droits. C'est bien ce que prouve la loi elle-même ; l'article 772 du Code civil condamne à des dommages-intérêts envers l'héritier le successeur irrégulier qui n'aurait pas rempli les formalités qui lui sont prescrites.

D'ailleurs, pour écarter un successible à lui préférable, la première preuve à fournir par l'Etat serait celle de l'accomplissement de toutes les formalités de lui exigées (1).

Nous répondons à cela que la question n'est pas ici de savoir si la possession de l'Etat est contraire à la loi et aux droits des héritiers, mais de savoir si la violation de la loi peut avoir pour conséquence d'enlever à la possession ses effets naturels. Or, la prescription de trente ans a lieu, même si le possesseur est de mauvaise foi et a possédé sans titre, illégalement, pourvu que sa possession remplisse les conditions exigées par l'article 2229.

Il est donc certain qu'après trente ans, l'Etat, ainsi que quiconque a possédé trente ans, est propriétaire incommutable et peut repousser les prétentions des héritiers.

La sanction du défaut pour l'Etat de remplir les forma-

(1) Demolombe, t. XIV, p. 331.

lités qui lui sont prescrites, résulte de l'article 772 du Code civil et consiste dans les dommages-intérêts auxquels pourra être condamnée l'Administration des Domaines si un dommage a été subi (1).

Une fois envoyé en possession, l'Etat se verra attribuer effectivement la succession et, ainsi que tous successeurs irréguliers, aura rétroactivement la possession du jour du décès (2).

L'Etat aura droit aux fruits dès le jour du décès, les fruits étant un accessoire du droit de propriété et l'envoi en possession étant rétroactif (3).

L'Etat pourra intenter les actions héréditaires et y défendre ; il est représenté exclusivement par l'Administration des Domaines et le préfet n'a jamais à intervenir (Décis. Minist. Finances, 13 août 1832 ; Instr. Enreg., n° 1407). Il jouit d'ailleurs pour les créances à exercer contre la succession de la prescription quinquennale (art. 9 et 10, loi 29 janv. 1831 ; Chamard, *Dict. des Finances*, v. Deshérence) (4).

2° *L'Etat est propriétaire des biens de la succession.* — L'Etat est propriétaire des biens qui composent la succession et il est réputé les avoir acquis du jour du décès. Ce qui est retardé pour lui, ce n'est point l'acquisition de la

(1) Laurent, t. IX, n° 540. — D. V. Success., n° 47.

(2) Cass., 13 juin 1855. D. 55-1-253. — Paris, 26 mars 1835. S. 35-2-282.

(3) Paris, 13 avril 1848. S. 48-2-213. — Aubry et Rau, t. VI, par. 638. Note 7. — Laurent, t. IX, n° 227-229-239-245-249. — Baudry, n° 1039.

(4) Les successeurs irréguliers envoyés en possession sont libres de garder à leur gré le mobilier héréditaire ou de le vendre dans les formes prescrites aux héritiers bénéficiaires. L'Etat en pratique ne procède pas à ces ventes à moins d'urgence ; en ce cas elles ont lieu dans la forme prescrite pour l'héritier bénéficiaire et après autorisation du tribunal (Chamard, *Dict. des Finances*, v. Deshérence).

propriété, mais seulement les droits qui en dérivent, subordonnés à son envoi en possession. C'est ce qu'expriment MM. Aubry et Rau : « L'envoi en possession, disent-ils, ne forme point une condition suspensive à l'accomplissement de laquelle soit subordonnée l'acquisition du droit de propriété de l'Etat qui lui est dévolu *ipso jure* dès l'instant du décès du défunt. »

Cette idée est la conséquence de la thèse que nous avons soutenue que l'Etat est un héritier ; elle se fonde alors sur le principe que tout héritier est propriétaire du jour du décès du *de cujus*, principe qui doit être étendu aux successeurs irréguliers.

L'Etat est propriétaire parce qu'il est héritier ou plutôt successeur irrégulier. « Or, comme l'article 721 ne fait, quant à la manière dont s'effectue la translation de la propriété de l'hérédité, aucune différence entre les divers successeurs, et comme cette distinction qui est établie par l'article 724 entre les héritiers qui jouissent de la saisine et les successeurs qui sont obligés de se faire envoyer en possession, n'est relative qu'à la translation de la possession de l'hérédité, on doit en conclure que, pour ce qui concerne la transmission de la propriété de cette dernière, les successions, tant irrégulières que régulières, sont régies par le même principe et que toute personne appelée par la loi à l'hérédité, soit en qualité d'héritier, soit en qualité de successeur irrégulier, en acquiert de plein droit la propriété dès l'instant du décès du *de cujus* (1). »

Cela serait vrai, même si l'on ne voit pas dans l'Etat un héritier. Alors même, en effet, que l'on admettrait que l'Etat recueille les biens d'une succession en deshérence,

(1) Aubry et Rau, t. VI, par. 639, p. 703, n° 5. Cass., 15 juin 1855. *Instr. gén.*, n° 2041.

comme biens vacants et sans maître, il sera propriétaire de ces biens héréditaires, du jour du décès. L'article 713 dispose, en effet, que les biens vacants et sans maître appartiennent à l'Etat : or, ces biens appartiennent à l'Etat du jour où ils sont sans maître, c'est-à-dire du jour du décès de leur dernier maître, le *de cujus*.

D'autre part, l'article 768 n'exige aucune condition pour l'acquisition de la succession par l'Etat (1).

Gaudry enseigne cependant que l'Etat n'est propriétaire que du jour de l'envoi en possession et non du jour du décès.

C'est là une erreur que condamne la jurisprudence et qui est contraire à la loi elle-même (art. 713, 723, 768). L'envoi en possession a pour seul effet de conférer la possession de l'hérédité à celui au profit duquel il est prononcé, mais pas plus que la saisine, il ne porte sur la propriété elle-même de la succession.

Certains auteurs, cependant, ont nié le droit de propriété de l'Etat : ils ont prétendu que l'Etat était seulement administrateur des biens de la succession en desherérence qu'il est appelé à recueillir. M. Laurent (2), par exemple, citant Portalis, s'exprime ainsi : « Le droit de l'Etat sur les successions que personne ne réclame, n'est pas un droit d'hérédité, mais un simple droit d'administration et de gouvernement. » Quelques pages plus loin, il est vrai, le même auteur se met en contradiction avec lui-même : il assimile l'Etat aux successeurs irréguliers et déclare que ceux-ci : « quoiqu'ils n'aient pas la saisine, sont propriétaires de plein droit dès l'instant de l'ouverture de l'hérédité. »

(1) En ce sens : Demolombe, t. XIV, pages 262, 318 et 322. — Du-rocq, *Traité des édifices publics et centes domaniales*, p. 171.

(2) Laurent, t. IX, p. 187.

Toullier affirme de même que l'Etat est seulement administrateur de la succession en deshérence, qu'il n'est propriétaire que par la prescription, par la possession de trente ans. Il s'appuie sur des lois anciennes et notamment sur deux circulaires de la régie des Domaines.

L'une, du 10 prairial an VI, déclare que tant que la prescription n'est pas acquise à l'Etat, « la République n'a qu'une propriété flottante et incertaine dont elle a sans doute le droit de jouir, mais non de disposer »... L'autre, du 13 avril 1832, dispose que, « jusqu'à l'expiration de trente ans, la propriété étant imparfaite, l'Etat ne peut que jouir de ses biens, mais non en disposer irrévocablement ».

Toullier cite encore le droit romain et certaines dispositions de notre ancien droit (1).

Ce système est inadmissible. Il s'agit là de circulaires de l'Enregistrement qui n'ont pas grande autorité et n'ont jamais pour but de trancher des questions de principe, mais seulement de prescrire certaines mesures aux préposés de l'Administration. Elles ne sauraient en aucun cas porter atteinte aux droits des tiers et ne sont pas obligatoires pour les Tribunaux.

La première de ces circulaires d'ailleurs étant antérieure au Code civil a été implicitement abrogée par lui.

Rationnellement, le système n'est pas davantage soutenable : il tend à créer ici une distinction analogue à celle qui existe en cas d'absence entre l'envoi en possession provisoire et l'envoi en possession définitif. Mais les deux hypothèses n'ont rien de semblable. Au premier cas, on est dans l'incertitude et le retour de l'absent est toujours possible ; ici, au contraire, le défaut d'héritier est une quasi-

(1) La Coutume de Bretagne porte en effet que les biens en deshérence sont en garde de justice (art. 511).

certitude et il y a présomption légale qu'aucun successible ne se présentera. L'Etat ne doit donc pas être considéré comme un simple dépositaire, mais bien comme un propriétaire.

La discussion, au surplus, est inutile, la loi est formelle. Elle ne parle que d'un seul envoi en possession assimilé à l'envoi en possession du successeur irrégulier et, par conséquent, définitif. D'autre part, elle établit en termes formels le droit de propriété de l'Etat (art. 539, 713, 723, 768).

Durocq (1) est formel en ce sens : « L'Etat, dit-il, acquiert immédiatement, comme un héritier légitime, la propriété de tous les biens dont la succession se compose, sans attendre l'expiration du délai de trente ans, ni d'aucun autre délai. »

Ce qu'il faut retenir de cette discussion, c'est que la loi exige de l'Etat certaines garanties de restitution pour le cas où surviendraient des successeurs préférables. Mais il s'agit là de mesures éventuelles et purement conservatoires qui ne portent nullement atteinte à son droit de propriété du jour de l'ouverture de la succession.

La propriété attribuée à l'Etat n'est pas, en effet, incommutable. L'Etat subit ici le sort de tous les héritiers et tant que trente ans ne se sont pas écoulés, les héritiers à lui préférables peuvent, aux termes de l'article 789, former une demande en pétition d'hérédité. La propriété de l'Etat n'est donc définitive qu'au bout de trente années, lorsqu'il est certain qu'il n'existe pas d'héritiers à lui préférables ou que, s'il en existe, ils ne peuvent le supplanter, leur action en pétition d'hérédité étant prescrite. Mais tant qu'aucun héritier ne se présente, l'Etat est propriétaire et jouit de tous les droits que confère la propriété.

L'administration de l'Enregistrement admet elle-même

(1) Durocq, *op. cit.*, p. 173.

aujourd'hui ces principes, et l'instruction du 4 mai 1845, n° 1725, reconnaît la propriété de l'Etat sur les successions en deshérence (1).

Le droit de propriété de l'Etat est, il est vrai, affecté d'une condition résolutoire qui d'ailleurs n'en modifie pas la nature.

La jurisprudence reconnaît également le droit de propriété de l'Etat (2).

Dalloz, cependant (v. *Successions*, n° 419), s'appuyant sur l'instruction du 13 avril 1832, sur un arrêt de la Cour de Paris du 2 février 1844 et sur deux arrêts de la Cour de cassation (Ch. civ.) du 7 juin 1837, prétend que l'Etat n'est pas propriétaire. Mais les arrêts dont il s'agit reconnaissent précisément la propriété de l'Etat : le premier, en effet, donne parmi ses motifs : « Attendu que ces motifs s'appliquent aux héritiers irréguliers et au fisc qui est de ce nombre. » S'il est successeur irrégulier, l'Etat est évidemment propriétaire et propriétaire *a die mortis*, ces arrêts visent seulement la possession de l'Etat qu'il n'a que du jour de son envoi en possession, et Dalloz confond ici propriété et possession.

Le droit de l'Etat s'applique donc à tous les biens composant la succession, aux meubles et aux immeubles. Il recueille tous les bénéfices de cette succession (3), même

(1) Cette instruction prescrit la rédaction de sommiers suivant la nature des biens échus au Domaine : l'un pour les biens dont l'Etat n'est pas propriétaire (biens des contumaces, biens séquestrés sur les comptables publics) ; l'autre pour les biens dont la propriété n'est pas encore irrévocablement acquise à l'Etat (biens vacants et sans maître et ceux recueillis à titre de successions irrégulières).

(2) Cass., 7 juin 1837. S. 1837-1-363. — Paris, 1^{er} juin 1837, 2 fév. 1844, 13 avril 1848. D. P., 1848-2-114.

(3) *Journ. Dr. Intern. Privé*, 1897, p. 1034. — Laurent, t. IX, p. 159. — Aubry et Rau, 4^e édition, t. VI, par. 606, p. 337, note 7. — Demolombe, t. I, par. 90 et t. XIV, par. 178.

les brevets d'invention (1). Il succède également au bénéfice d'une assurance contre les accidents ou d'une assurance sur la vie contractée par le défunt au profit de ses héritiers (2).

L'Etat n'est pas responsable des prescriptions qu'il a laissé courir pendant sa possession. L'Etat était propriétaire, or, le propriétaire a le droit de ne pas user de son droit et l'héritier qui évincerait l'Etat n'aura contre lui aucun recours en cette occasion. Ainsi l'a jugé une ordonnance rendue en Conseil d'Etat le 14 décembre 1837 (3). Et même la prescription n'est pas suspendue au profit de l'héritier mineur ; du moment où cette prescription s'est achevée, l'Etat en conserve les avantages (4).

Obligations de l'Etat.

1° *L'Etat doit payer les dettes et les legs de la succession* (5). — C'est là l'obligation la plus importante de l'Etat. Nous avons vu que le légataire était préférable à l'Etat ; d'autre part, l'Etat, qui se comporte comme un héritier, est obligé aux dettes. Il diffère cependant des autres successeurs irréguliers en cela qu'il est de plein droit héritier bénéficiaire et n'est jamais tenu des dettes *ultra vires hæreditatis* ; tous les auteurs sont d'accord sur ce point.

Le fisc, en effet, pour n'être tenu des dettes qui grèvent les biens à lui échus que dans la limite de leur émolument, n'est pas obligé de faire une déclaration au greffe, il jouit

(1) Cass., 25 janv. 1856. D. 56-1-140.

(2) Paris, 14 fév. 1890. D. 91-2-273. — Hue, t. V, n° 140.

(3) S. 38-2-186.

(4) Nîmes, 16 janv. 1850. D. 51-2-126.

(5) Cass., 3 avril 1815. — Cons. d'Etat, 13 nov. 1822 ; 12 avril 1843. — S. 43-2-360.

de plein droit du bénéfice d'inventaire. L'Etat ne pouvait être, en effet, grevé de dettes qui ne seraient pas votées comme dépenses publiques.

Les intéressés, en retour, ont les plus grandes garanties, et les formalités administratives leur assurent la représentation exacte des valeurs successorales. Si cependant l'Etat avait négligé de faire dresser un inventaire, les créanciers pourraient prouver contre lui la consistance de la succession par tous les moyens possibles et il pourrait ainsi être obligé de payer davantage, mais il le devrait à sa négligence.

L'Etat, d'autre part, bénéficie de la prescription quinquennale, et les créances qu'ont des particuliers contre les successions en deshérence sont soumises à la prescription de cinq ans (loi 29 janvier 1834, art. 9) lorsqu'elles n'ont pas été liquidées, ordonnancées et payées dans les cinq ans du jour du décès, à moins que le retard soit imputable à l'Administration (ordonnance du Conseil d'Etat du 13 avril 1843).

2° *Le Domaine, dans sa gestion des biens de la succession en deshérence, doit se comporter comme un héritier bénéficiaire et est soumis à certaines obligations en vue d'une restitution éventuelle.* — Comme l'héritier bénéficiaire, l'Etat doit aliéner le mobilier et, ainsi que nous venons de le voir, payer les dettes jusqu'à concurrence des forces de la succession.

Il est, en outre, soumis à certaines obligations en vue d'une restitution éventuelle.

Il faut distinguer deux périodes dans la gestion du Domaine : l'une qui précède l'envoi en possession et pendant laquelle il a l'administration provisoire, l'autre postérieure au jugement d'envoi en possession.

a) *Avant son envoi en possession.* — L'Etat, comme

tout successeur irrégulier, doit faire apposer les scellés. D'autre part, le Domaine a seulement l'administration provisoire de la succession en deshérence, il doit donc se borner aux actes absolument nécessaires et à ceux pour lesquels il a obtenu l'autorisation du tribunal. Le tribunal peut d'ailleurs nommer un administrateur provisoire autre que le Domaine ; celui-ci devra, en ce cas, se renfermer strictement dans les limites fixées par les juges. Le jour de l'envoi en possession, l'Administrateur provisoire cesse ses fonctions et doit rendre ses comptes au Domaine. Il pourra cependant être conservé s'il existe dans la succession une entreprise qu'il est urgent de conserver et qui est en dehors de la compétence administrative. L'administrateur pourra alors être salarié, mais le salaire qui lui sera donné figurera, en cas de restitution par l'Etat, aux frais généraux de la succession et ne pourra être prélevé sur les 5 % attribués à l'Administration comme frais de régie.

En un mot, avant son envoi en possession, l'Etat ne peut faire que des actes conservatoires (1).

La liquidation des dépenses concernant la succession en deshérence ne devrait être possible que lorsque l'envoi en possession de l'Etat aurait été judiciairement prononcé (Instr. 2602, n° 56). Avant cette époque, pour obtenir la reconnaissance de leurs créances, les créanciers devraient, en principe, s'adresser à l'autorité de justice. On admet cependant en fait que lorsqu'il s'agit de créances certaines, établies par des titres réguliers, et même lorsqu'il s'agit de dettes verbales, mais inférieures à 450 francs, il n'est pas nécessaire de faire intervenir le tribunal, si le jugement d'envoi en possession provisoire

(1) Paris, 19 nov. 1872. D. 72-2-217 et sur pourvoi Cass., 9 juill. 1873. D. 74-1-80.

a autorisé l'Administration à exercer les droits et actions dépendant de la succession.

Quant aux actes d'aliénation, ils sont, en principe, interdits au Domaine. Le mobilier cependant est généralement vendu dès l'envoi en possession provisoire.

La vente se fait aux enchères. Lorsque le jugement n'a pas expressément reconnu à l'Administration le droit d'y faire procéder par le receveur des Domaines, elle aura lieu par le ministère d'un officier public dans les formes prescrites par les articles 945 et suivants du Code de Procédure civile.

b) *Après l'envoi en possession.* — La gestion du Domaine « est dominée par cette règle que le Domaine doit, en prévision de l'action en revendication de l'hérédité à laquelle il demeure exposé, jusqu'à l'accomplissement de la prescription trentenaire, conserver en nature les biens non sujets à dépérissement et dont l'aliénation n'est pas d'ailleurs rendue indispensable par les nécessités de la situation ».

Aussitôt après l'envoi en possession, le mobilier doit être vendu, s'il ne l'a déjà été, les titres au porteur déposés au Trésor (décision du Ministère Finances, 4 septembre 1863). Les titres nominatifs seront immatriculés au nom du Domaine et conservés dans la Caisse du receveur qui en percevra les revenus. Ils ne peuvent être aliénés sans autorisation de justice.

Le receveur compétent fait les recouvrements des créances, intérêts et arrérages dus à la succession, renouvelle en temps utile les inscriptions hypothécaires, en donne mainlevée, s'il y a lieu, retire les sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations ou aux Caisses d'épargne, paie les contributions, perçoit les loyers des immeubles loués par l'administration des Domaines.

Le Domaine ne doit pas faire les aliénations qui ne sont pas nécessaires, et cette règle s'applique spécialement aux immeubles. La vente d'immeubles dépendant de la succession ne peut avoir lieu qu'en cas d'urgence et avec l'autorisation du Tribunal : elle a lieu dans les formes prescrites par l'article 934 du Code de Procédure civile pour les ventes d'immeubles dépendant de successions bénéficiaires.

En principe, le Domaine qui veut vendre des immeubles héréditaires doit en demander l'autorisation au Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession. Il peut cependant s'adresser au Tribunal du lieu de la situation des biens s'il s'agit d'immeubles de peu d'importance ou que les circonstances dans lesquelles le Domaine a recueilli font prévoir qu'il ne se présentera pas d'héritier revendiquant (1).

Le Domaine représente seul l'Etat dans toute action judiciaire relative aux biens en deshérence.

En ce qui concerne le paiement du passif, comment l'Etat va-t-il s'acquitter de ses dettes ? L'Etat, nous l'avons vu, est soumis à toutes les actions passives que des tiers pouvaient avoir contre la succession et les créanciers de la succession le deviennent de l'Etat. Cette qualité de créanciers de l'Etat les soumet à des obligations spéciales, leurs dettes deviennent des dépenses publiques : ils doivent faire liquider et ordonnancer leurs créances.

Avant la loi du 6 décembre 1897, la liquidation des dettes et charges de la succession était régie par l'arrêté ministériel du 19 décembre 1833 (Instr. 1444) : le soin en revenait au préfet, assisté du Conseil de Préfecture, pour toutes

(1) Dans la plupart des cas, on propose au tribunal de commettre pour procéder à la vente des immeubles héréditaires le notaire désigné par l'Administration et de fixer la mise à prix au chiffre résultant des évaluations recueillies, sans expertise préalable.

dépenses n'excédant pas 2.000 francs et au préfet seul pour les sommes supérieures, son arrêté de liquidation devant être en ce cas soumis à l'approbation du ministre.

Mais l'article 8 de la loi de 1897 déclare que : « l'Administration des Domaines est autorisée à liquider sans l'intervention du préfet, mais sous l'approbation du ministre des Finances, lorsque les créances dépassent le chiffre de cinq mille francs (5.000 fr.). »

Cette règle est d'ailleurs logique, l'instruction des affaires concernant la succession en deshérence étant exclusivement poursuivie par l'administration des Domaines, il n'y a aucun inconvénient à lui en attribuer le règlement définitif.

Cette liquidation ne peut se faire que lorsque l'envoi en possession définitive de l'Etat a été judiciairement prononcée. Nous avons vu cependant qu'elle pouvait se faire auparavant ; c'est ce qui aura lieu notamment pour les créances qui ont le privilège général sur les meubles de l'article 2101 du Code civil. Elles peuvent être payées immédiatement sur le prix des meubles affectés à leur remboursement.

La créance contre l'Etat doit, en vertu de la loi du 29 janvier 1831 (art. 9 et 10), être liquidée, ordonnancée et payée dans les cinq ans à partir de l'ouverture de l'exercice auquel elle appartient (Instr. Cons. d'Etat, 2602, n° 61 ; Arrêt Cons. d'Etat, 12 avril 1843). Faute de quoi, le créancier est déchu de son droit. Il y a cependant exception pour le cas où le retard proviendrait de la faute de l'Administration (1).

L'Etat doit donc veiller à opposer strictement aux créanciers les prescriptions acquises contre eux, sinon il serait

(1) Décret 31 mai 1862, Comp. publique, art. 134, 136, 137. — Règl. du 26 déc. 1866, art. 65.

responsable vis-à-vis de l'héritier éventuel qui pourrait obtenir restitution.

La dette liquidée, le directeur des Domaines délivre au créancier un mandat qui est payé au bureau des Domaines du chef-lieu de l'arrondissement où la succession s'est ouverte.

3° *L'Etat doit restituer la succession à l'héritier dont le droit a été reconnu préférable.* — Il doit restituer l'hérédité à l'héritier véritable s'il est évincé ; payer à cet héritier ou aux créanciers intéressés des indemnités pour les dégradations qu'il a pu commettre sur les biens héréditaires, ou des dommages-intérêts s'il n'a pas observé les formalités légales.

En cas de réclamation reconnue valide des héritiers, l'Etat leur restitue tous les biens successoraux, sauf les fruits ; et dans les six mois de la décision qui a ordonné la remise aux héritiers, ceux-ci doivent acquitter les droits de mutation par décès.

L'instruction des Domaines (n° 2602, § 5) ordonne cependant aux agents de l'Administration de retenir 5 % des valeurs remises aux héritiers pour frais de régie.

SECTION III

ÉVICTION DE L'ÉTAT

L'Etat n'a pas sur les biens-en deshérence un droit de propriété incommutable ; par qui et comment peut-il être évincé, c'est ce que nous allons étudier maintenant.

§ I. — *Quelles sont les conditions pour que l'Etat
soit évincé ?*

Deux hypothèses peuvent se présenter : a) les héritiers qui ne se sont pas présentés réclament la succession ; b) les héritiers qui ont formellement renoncé se ravisent et réclament la succession.

**A. — Les héritiers qui ne se sont pas présentés réclament
la succession.**

L'Etat, envoyé en possession de la succession en deshérence, peut être soumis à l'exercice de la pétition d'hérédité de la part des successibles qui lui sont préférables. Nous étudierons quelles sont les conditions de cette action en pétition d'hérédité exercée contre l'Etat, nous verrons ensuite quels en sont les effets.

Quelles sont les conditions nécessaires pour que l'héritier puisse exercer son action contre l'Etat à qui il est préférable ? « Si l'héritier saisi, disent MM. Aubry et Rau, en sa qualité de parent le plus proche, a laissé passer trente années sans prendre parti, il est déchu de la faculté d'accepter à l'égard de l'héritier plus éloigné ou du successeur irrégulier qui s'est mis ou s'est fait mettre en possession. »

Pour pouvoir exercer l'action en pétition d'hérédité contre l'Etat, l'héritier doit donc, conformément à l'article 789, avoir accepté la succession dans les trente ans du décès, sinon l'Etat, en admettant même qu'il ne possédât pas depuis trente ans, pourra l'évincer en alléguant son défaut de qualité.

Au bout de trente ans, en effet, le droit pour l'héritier d'accepter ou de répudier la succession est prescrit. Le successible qui est resté dans l'inaction devient étranger

à la succession et s'il agit contre l'Etat, celui-ci le repoussera non pas parce qu'il possède lui-même, mais parce que l'héritier demandeur n'a plus qualité pour agir.

L'Etat, en ce cas, triomphera de l'héritier par suite de l'extinction pour ce dernier de son droit héréditaire résultant de la prescription de la faculté d'accepter de l'article 789. L'Etat, d'ailleurs, ne pourra repousser ici que l'héritier jusque-là inactif qui agit après la perte de son droit ; mais un autre héritier, s'il est en règle, pourra triompher contre lui.

Une deuxième condition est nécessaire pour que l'héritier préférable à l'Etat puisse agir contre lui, c'est que son action en pétition d'hérédité ne soit pas elle-même prescrite. L'action en pétition d'hérédité, en effet, est prescrite par trente années à compter du jour de l'ouverture de la succession, sans qu'il y ait de distinction à faire entre les héritiers légitimes et les successeurs irréguliers (1).

La prescription de l'action en pétition d'hérédité est également de trente ans au cas de deshérence où l'action est dirigée contre l'Etat, car il ne s'agit pas ici d'une dette de l'Etat, laquelle se prescrirait par cinq ans (2).

Cependant cette prescription de l'action en pétition d'hérédité n'est pas purement extinctive et ne court pas indépendamment de toute possession par un tiers : la pétition d'hérédité suppose, en effet, un contradicteur, et tant qu'il n'y a pas un possesseur, la prescription ne court pas.

Cette question a peu d'importance, car, ainsi que nous

(1) Cass., 13 juin 1855. S. 55-1-689. — Instr. des Domaines du 13 août 1855, n° 2041.

(2) Cons. d'Etat, 20 juill. 1844. D. 45-3-63. — Paris, 8 janv. 1841. D. V. Successions, n° 425.

venons de le voir, une autre prescription court contre l'héritier, celle du droit d'accepter, du droit d'opter, qui part du jour de l'ouverture de la succession. Or, le jour où ce droit est prescrit, il n'y a plus de pétition d'hérédité possible, puisque l'héritier perd sa qualité.

L'Etat, d'ailleurs, qui a possédé pendant ces trente années, est devenu propriétaire définitif de la succession, cela n'est pas douteux. Il s'agit, en effet, d'un bien qui est dans le commerce, susceptible par suite, aux termes mêmes de l'article 2262, d'être acquis par prescription, et, d'autre part, l'Etat a ici une possession qui n'est pas le moins du monde équivoque, il possède parce qu'il se croit propriétaire en vertu de son droit de deshérence.

Cette prescription au profit de l'Etat a le grand avantage pour lui de rendre sa propriété incommutable à l'égard de tous et non pas seulement à l'égard de l'héritier qui peut agir contre lui.

M. Laurent (t. 9, p. 591) prétend qu'il n'y a pas de prescription extinctive au préjudice des héritiers, mais seulement une prescription acquisitive au profit de l'Etat, car une prescription dans notre droit civil ne peut priver une personne d'un droit que pour l'attribuer à une autre.

Cette idée est pratiquement vraie en ce sens que lorsqu'une personne perd le droit d'agir contre une autre, c'est cette dernière qui reste en toute tranquillité propriétaire du droit objet du litige, mais elle nous paraît juridiquement inexacte, puisque notre Code contient de nombreux exemples de prescriptions purement extinctives, qui ont pour effet d'éteindre le droit qui appartenait à quelqu'un, sans qu'il soit besoin qu'une autre personne ait acquis ce même droit.

La différence est grande d'ailleurs entre les deux prescriptions : s'agit-il d'une prescription purement extinctive

tive, elle empêche une personne d'agir contre une autre, mais n'allère en rien les droits que peuvent avoir des tiers contre le même individu ; s'agit-il d'une prescription acquisitive, personne ne peut rien contre le propriétaire qui a acquis ainsi. En un mot, la prescription extinctive n'a d'effet que *inter partes*, la prescription acquisitive produit effet *erga omnes*.

Dans notre hypothèse, si un héritier qui pouvait agir contre l'Etat perd son droit par prescription extinctive, ce n'empêchera pas un autre héritier d'évincer l'Etat ; si, au contraire, l'Etat a acquis par une prescription acquisitive, il est propriétaire incommutable et personne ne peut rien contre lui.

En réalité, ainsi que nous venons de le montrer, nous sommes ici en présence de deux prescriptions parallèles, l'une extinctive de l'action de l'héritier, l'autre acquisitive en faveur de l'Etat possesseur. Sans doute, la première prescription ne courra que du jour où la deuxième commencera elle-même à courir, du jour où commencera la possession de l'Etat. Cette prescription extinctive n'en existe pas moins ; seulement, puisqu'elle éteint l'action en pétition d'hérédité, elle ne peut courir que du jour où existe cette action, c'est-à-dire du jour où l'héritier trouve en face de lui un contradicteur, une autre personne qui se prétend elle-même héritier.

Ces deux prescriptions coïncident donc, mais elles sont bien distinctes l'une de l'autre (1).

Cette prescription de l'action en pétition d'hérédité est,

(1) MM. Duranton, t. I, p. 478. — Aubry et Rau, t. VI, par. 616, n° 26, p. 431, soutiennent que l'Etat devient propriétaire définitif non pas parce qu'il acquiert la propriété de l'hérédité par usucapion, mais seulement parce que l'héritier perd tout droit d'agir contre lui.

conformément au droit commun, suspendue pendant la minorité de l'héritier (1).

Devant quel Tribunal sera intentée l'action en pétition d'hérédité ?

C'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur les actions en pétition d'hérédité, lorsque la demande des prétendants à la succession en deshérence donne lieu à des contestations sur leur qualité (ordonn. Cons. d'Etat, 17 avril 1824) ; ou qu'il s'agit d'une demande intentée contre l'Etat à fin de fixer les restitutions à faire aux héritiers (ordonnanc. Cons. d'Etat, 17 mai 1826), et enfin pour les demandes formées par les créanciers de la succession en deshérence (ordonn. 13 nov. 1822).

En dehors de ces hypothèques, c'est à l'autorité administrative qu'il appartient de décider, et, depuis la loi du 6 décembre 1897, c'est l'Administration seule qui est compétente pour statuer sur les demandes formées par les particuliers en revendication de successions en deshérence, et ce n'est plus en vertu d'un arrêté du préfet que la restitution de la succession est autorisée ou que la demande des héritiers est rejetée.

Telle n'est pas cependant la jurisprudence qui admet, au contraire, que l'assignation en vue de réclamer une succession en deshérence doit être faite au préfet.

Voici, en effet, quelles sont les conclusions du Tribunal de Poitiers dans un jugement du 3 décembre 1900 :

Le Tribunal compétent pour connaître d'une demande en restitution d'une succession appréhendée par l'Etat, est celui du défendeur et non celui du lieu où la succession s'est ouverte.

Aux termes de l'article 69 du Code de Procédure civile,

(1) Duranton, t. I, n° 580, p. 512.

l'Etat, lorsqu'il s'agit de procès relatifs à des droits domaniaux, doit être assigné en la personne ou au domicile du préfet du département où siège le Tribunal devant lequel doit être portée la demande, et aucune dérogation n'est apportée à ce principe en ce qui concerne les actions relatives aux demandes en restitution de successions appréhendées par l'Etat (1).

La jurisprudence la plus récente admet aussi que l'assignation tendant à la restitution d'une succession en deshérence doit être adressée à l'Etat en la personne du préfet.

Et le préfet ayant qualité à cet effet est celui du département où la succession s'est ouverte (2).

B. — Les héritiers qui ont renoncé se ravisent et réclament la succession.

Il peut arriver, d'autre part, que les héritiers, après avoir formellement renoncé, se ravisent et réclament la succession (3).

On sait, en effet, que la renonciation peut être rétractée par l'héritier de qui elle émane à une double condition. Il faut : que son droit d'accepter ne soit pas prescrit ; que personne n'ait encore accepté la succession et si l'héritier du degré subséquent a accepté, l'héritier ne peut, aux termes de l'article 790 du Code civil, revenir sur sa renonciation.

Cet article édicte une faveur exceptionnelle et exorbi-

(1) Trib. Poitiers, 3 déc. 1900. *Gaz. Pal.*, 1900-2-711.

(2) Paris, 25 nov. 1903. D. 1904 2 318 ; *Pand. Franç.*, 1904-2-119. — *Gaz. Pal.*, 1904-1-137.

(3) Sous l'ancienne jurisprudence les héritiers renonçants pouvaient réclamer la succession tant qu'un autre n'avait pas possédé pendant le temps nécessaire pour acquérir par prescription. — Domat, L. I, T. V, S. 4, par. 3.

tante du droit commun. Il faut donc l'interpréter restrictivement. Que se passera-t-il si l'héritier renonçant se trouve en face de l'Etat qui a appréhendé la succession comme étant en deshérence ; pourra-t-il revenir sur sa décision ?

La première condition pour que l'héritier puisse revenir sur sa renonciation est que « la succession n'ait point été acceptée par d'autres héritiers ». L'héritier qui a renoncé ne peut donc plus revenir sur sa décision lorsque l'Etat a accepté la succession en deshérence et qu'il a été envoyé en possession.

Certains auteurs prétendent néanmoins que l'acceptation par l'Etat d'une succession en deshérence ne fait jamais obstacle à la rétractation de sa renonciation par l'héritier, même si l'Etat a obtenu l'envoi en possession (1). Cette conception se rattache à celle qui refuse à l'Etat la qualité d'héritier. L'article 790, disent les partisans de cette théorie, exige comme condition au droit de rétractation de l'héritier que la succession n'ait pas été acceptée par un héritier ; or, l'Etat n'est pas un héritier. Mais, ainsi que nous l'avons vu, si l'Etat n'est pas, à proprement parler, un héritier, il est bien un successeur au même titre que le conjoint survivant. Etant un successeur irrégulier, l'Etat devra donc primer l'héritier renonçant de même que le conjoint survivant.

Certains auteurs qui admettent, d'ailleurs, que l'Etat est un successeur irrégulier, affirment cependant qu'il ne peut faire obstacle à la rétractation de l'héritier renonçant. C'est inadmissible, il ne peut y avoir de différence entre l'Etat et le conjoint survivant, tous deux sont des successeurs irréguliers.

(1) Duranton, t. VI, p. 563. — Fouet de Conflans, art. 790, n° 3. — Proudhon, *De l'usufruit*, t. V, n° 2214.

D'autre part, l'article 790 qui prévoit la rétractation de la renonciation au cas où la succession est vacante, maintenant les actes valablement faits par le curateur, ne parle pas du cas où la succession est acceptée par un successeur irrégulier. C'est donc qu'en ce cas la rétractation est impossible.

On a prétendu, pour justifier cette idée, que l'Etat n'empêcherait pas la rétractation de l'héritier renonçant, que le fisc n'était pas ici dans la situation d'un héritier ordinaire. L'Etat, en effet, ne pouvait compter sur la succession qu'il recueille, et il ne craint pas d'avoir à en supporter les charges, puisqu'il n'est tenu que jusqu'à concurrence de l'émolument héréditaire. Au contraire, l'héritier qui a appréhendé la succession après la renonciation des premiers appelés, doit être certain de sa possession, il est tenu indéfiniment des dettes et il n'est pas admissible que d'autres le chargent du soin de liquider pour venir ensuite recueillir l'actif net.

Ces considérations n'ont aucune valeur. L'Etat mérite aussi bien que les particuliers d'être fixé dans ses droits, puisque son patrimoine intéresse la nation tout entière.

D'autre part, s'il ne doit pas compter sur l'abandon des successions, l'Etat a cependant créé des agents spéciaux, chargés de recueillir et de liquider les successions en deshérence. Ce sont là des frais qu'il ne peut être appelé à supporter par la seule volonté de l'héritier qui profiterait de la liquidation effectuée par lui.

Toute discussion d'ailleurs nous paraît inutile : si l'on voit dans l'Etat un successeur irrégulier, il faut logiquement et juridiquement admettre qu'une fois en possession il fait, par son acceptation au même titre que l'héritier légitime, obstacle à la rétractation de l'héritier renonçant, qu'il n'a donc plus rien à craindre des héritiers qui ont formellement renoncé.

Quant à la deuxième condition nécessaire pour que l'héritier puisse revenir sur sa renonciation : « que la prescription du droit d'accepter ne soit pas acquise », peu importe, à notre avis, que l'héritier qui revient sur sa renonciation se trouve en présence d'un héritier ordinaire ou de l'Etat.

Supposons, en effet, que l'Etat, après la renonciation des héritiers qui lui sont préférables, renonce lui-même à la succession en deshérence : cette succession sera vacante dans les termes de l'article 811 ; les héritiers pourront-ils toujours la revendiquer, même après trente ans ? M. Tassain (1) prétend que oui.

Mais alors que devient la deuxième condition de l'article 790, qui exige pour que l'héritier puisse revenir sur sa décision, que son droit d'accepter ne soit pas prescrit, c'est-à-dire qu'il ne se soit pas écoulé plus de trente ans depuis l'ouverture de la succession (art. 789). M. Tassain répond à cela que son système n'est contraire en rien à l'article 789 : cet article établit, il est vrai, une prescription de la faculté d'accepter, mais d'après l'article 2219 du Code civil, la prescription suppose nécessairement un droit acquis à un tiers. Or, l'Etat, du moment qu'il n'a pas appréhendé la succession, n'a qu'une faculté de recueillir, il ne peut donc se prévaloir d'aucune prescription contre l'héritier, car pour opposer une prescription, il faut avoir des droits et l'Etat n'en a pas.

MM. Aubry et Rau (2) prétendent que l'Etat fait ici obstacle au droit de l'héritier renonçant parce qu'il agit non seulement en qualité de successeur irrégulier, mais en qualité de propriétaire des biens de la succession défi-

(1) Tassain, *Thèse*, Paris.

(2) Aubry et Rau, t. VI, par. 613, n° 17.

nitivement abandonnée. Cette idée suppose que l'Etat ne peut renoncer ; or, nous avons vu qu'il avait un droit d'option et pouvait fort bien renoncer à la succession en deshérence, c'est précisément ce qu'il fait ici puisque nous supposons la succession vacante.

En réalité, au bout de trente ans, l'héritier renonçant ne peut plus revendiquer la succession alors même que cette succession serail vacante. Au bout de trente ans, en effet, son droit est prescrit aux termes de l'article 789 ; il ne peut revenir sur sa décision, et cette prescription ne suppose pas, comme le croit M. Tassain, qu'un tiers a acquis à sa place. C'est une prescription extinctive qui porte sur le droit héréditaire, et alors même que les biens successoraux n'auraient pas été acquis par un tiers par la possession de trente ans, le successible serait néanmoins étranger à la succession.

C'est d'ailleurs ce que dit fort bien M. Demolombe (1) : « L'article 790 est lié à l'article 789 et établit la même prescription que celui-ci ; or, l'article 789 établit une prescription spéciale de la faculté d'accepter ou de renoncer qu'il ne faut pas confondre avec la prescription de la pétition d'hérédité, parce que précisément elle n'exige pas qu'un tiers se soit emparé de la succession. Donc l'article 790 n'exige pas cette condition. »

Ainsi, que la succession revienne à un héritier quelconque ou à l'Etat, le renonçant ne pourra plus revenir sur sa décision et revendiquer la succession lorsque son droit d'accepter aura disparu, c'est-à-dire lorsqu'il se sera écoulé trente ans du jour de l'ouverture de la succession (2).

(1) Demolombe, t. XV, p. 57.

(2) Contre Vazeilles, *Des Prescriptions*, n° 373. — Belost Jolimont sur Chabot. art. 790. — Fouet de Conflans. art. 790. — Gaudry, *Traité*

En résumé, une fois envoyé en possession, l'Etat n'a plus rien à craindre des héritiers qui ont définitivement renoncé, et d'autre part, si l'Etat ayant lui-même renoncé, ces héritiers veulent revenir sur leur décision, ce n'est pas l'Etat qui fera obstacle à leur droit de rétractation, car il est étranger à la succession en deshérence tant qu'il n'a pas appréhendé la succession ; seule, la prescription de leur droit d'accepter les empêchera de revendiquer à nouveau les biens héréditaires.

Telles sont les conditions dans lesquelles l'Etat pourrait être évincé de la succession en deshérence, soit que les héritiers qui ne se sont pas présentés d'abord se ravisent et réclament la succession, soit que, ayant renoncé, ils reviennent sur leur décision et revendiquent la succession.

§ 2. — *Conséquences de l'érection de l'Etat.*

Ainsi que nous l'avons vu, l'Etat n'est définitivement propriétaire qu'après la prescription de l'action en pétition d'hérédité qui appartient aux héritiers, c'est-à-dire au bout de trente ans après l'ouverture de la succession ; en ce cas, tout ce qu'il a pu faire est valable et peu importe qu'il ait accompli ou non les formalités de l'envoi en possession. Mais qu'advient-il s'il est évincé ?

A. — *Que devra restituer l'Etat évincé.*

Evincé, l'Etat devra restituer les biens héréditaires qu'il a regus et notamment tous les capitaux qu'il aura réelle-

du Domaine, 2, p. 143. — C. Riou, 25 mai 1810. S. 11-2-230. — Bordeaux, 6 mai 1841. S. 41-2-244. — Douai, 30 nov. 1854. S. 55-2-265. — Paris, 11 déc. 1858. D. 58-2-221. — Pour : Aubry et Rau, t. VI, par. 613, n° 17, p. 413. — Demolombe, t. XV, p. 56. — Laurent, t. IX, p. 518.

ment encaissés. La chose paraît simple ; les difficultés surgissent néanmoins en ce qui concerne la restitution des fruits, les dégradations commises sur les biens héréditaires, les actes passés avec les tiers par l'Etat, héritier apparent.

Si l'héritier qui agit contre l'Etat triomphe dans la pétition d'hérédité, l'Etat devra restituer toutes les choses héréditaires qu'il possédait, c'est-à-dire toutes les choses qu'il a eues en possession avec les améliorations et accessoires dont elles ont pu bénéficier entre ses mains, sauf le droit qu'il a aux impenses aux termes du droit commun.

La question à résoudre est celle qui se pose quand le demandeur à la pétition d'hérédité triomphe contre l'héritier apparent, et la liquidation des sommes que devra restituer l'Etat résulte de sa bonne ou de sa mauvaise foi.

La question est de savoir si l'Etat doit être considéré ici comme possesseur de bonne foi. L'Etat est de bonne foi lorsqu'il se croit légitimement propriétaire de la succession ; or, quelles sont les circonstances qui pourront établir cette présomption en sa faveur ? Il n'y a pas à tenir compte de l'accomplissement des formalités de l'envoi en possession ; le fait pour l'Etat de s'être conformé aux exigences de la loi constituera sans doute une présomption en sa faveur, mais non une preuve.

L'Etat est de bonne foi toutes les fois qu'il a eu la conviction loyale qu'il n'y avait aucun héritier à lui préférable, ou qu'il a appréhendé la succession alors même qu'il existait des héritiers, mais que ces derniers sont demeurés volontairement inactifs.

Il sera de mauvaise foi au cas seulement où, connaissant l'existence d'un héritier, il savait également que cet

héritier était demeuré inactif parce qu'il ignorait l'ouverture de la succession (1).

M. Sérésia (2) soutient au contraire que pour que l'Etat puisse être considéré comme étant de bonne foi, il doit nécessairement avoir rempli les formalités de l'envoi en possession et que le seul fait de s'être immiscé dans la succession avant d'avoir obtenu cet envoi, le constitue de mauvaise foi.

Mais le seul fait de l'omission des formalités de l'envoi en possession ne peut constituer l'Etat de mauvaise foi, non plus que le seul fait d'être envoyé en possession ne suffit à établir sa bonne foi.

D'une part, en effet, l'Etat sera évidemment de mauvaise foi, si en présence d'un héritier légitime connu, il savait que cet héritier n'était pas averti de la dévolution légale opérée à son profit, alors même que le Tribunal, se conformant à la demande qui lui en aurait été faite par l'Administration, l'aurait envoyé en possession, malgré la présence de cet héritier connu.

Et, d'autre part, même si il a appréhendé la succession, sans avoir rempli les formalités de l'envoi en possession, l'Etat pourra néanmoins être de bonne foi si sa prise de possession découle de la conviction loyale qu'il n'y avait pas d'héritier.

La bonne foi est d'ailleurs toujours présumée en faveur du possesseur (art. 2268) ; or, il n'y a ici aucun motif pour ne pas faire bénéficier l'Etat de cette présomption. Nous sommes ici, comme dans tous les cas de possession, dans une matière où tout dépend des circonstances. La bonne

(1) Telle est l'opinion de MM. Aubry et Rau (t. VI, par. 639, p. 708) et de M. Demolombe (t. XIV, p. 326).

(2) Sérésia, *De la pétition d'hérédité*, p. 704. — Id. Toullier, t. IV, p. 332. — Chabot, *Sur l'article 773*.

foi du possesseur, il est vrai, ne peut être prise en considération qu'autant qu'elle s'appuie sur un juste titre c'est-à-dire, aux termes de l'article 550, sur un titre juridique susceptible de faire acquérir la propriété.

Mais le titre de l'Etat n'est pas l'envoi en possession qui ne porte que sur la possession de l'hérédité ; c'est la loi elle-même (art. 768) qui l'appelle à recueillir et le déclare propriétaire quand il n'y a pas d'héritier.

On objecte enfin l'article 772 pour affirmer que l'envoi en possession est une condition de la bonne foi de l'Etat. Cet article, en effet, condamne le successeur irrégulier qui a omis de se faire envoyer en possession à payer des dommages-intérêts aux héritiers qui pourraient se représenter. C'est donc qu'il est de mauvaise foi.

Mais il n'est pas besoin pour justifier l'article 772 de recourir à une présomption de mauvaise foi. Le successeur irrégulier, en omettant de se faire envoyer en possession, a commis une négligence dont il est responsable en vertu du principe de l'article 1382 : il a causé un dommage à autrui, il est tenu de le réparer.

L'article 772, d'ailleurs, déclare que le successeur qui a omis de remplir les formalités prescrites peut être condamné à des dommages-intérêts envers l'héritier qui se présenterait, c'est donc qu'il n'aura pas à en payer dans tous les cas, mais au cas seulement où l'omission de ces formalités aura causé un préjudice à l'héritier ; et même, s'il était de mauvaise foi, ce successeur ne devrait aucune réparation à l'héritier si du fait de sa négligence il n'était résulté pour ce dernier aucun dommage.

Appliquant ces principes, nous déterminerons quelles restitutions devra faire à l'héritier véritable l'Etat héritier apparent. Devra-t-il restituer les fruits par lui perçus ? Sera-t-il tenu de payer à l'héritier des indemnités pour les

dégradations qu'il aura pu commettre ? Quel sera le sort des actes passés avec les tiers par l'Etat, héritier apparent ?

1° *L'Etat devra-t-il restituer les fruits ?* — L'Etat, de bonne foi, fait siens les fruits qu'il a perçus et non seulement du jour de son envoi en possession, mais du jour où il est devenu propriétaire, c'est-à-dire depuis l'ouverture de la succession (1).

Si, au contraire, l'Etat est de mauvaise foi, il devra restituer tous les fruits perçus et ceux mêmes qu'il aurait pu percevoir ayant négligé de le faire.

Si enfin l'Etat, tout en étant de bonne foi, a négligé de remplir les formalités de publicité qui lui sont prescrites et que, par suite de cette négligence, les héritiers aient ignoré l'ouverture de la succession, il sera condamné à des dommages-intérêts envers ces héritiers.

En ce cas, il n'y a pas lieu à la restitution des fruits, comme le prétend M. Demolombe (2), mais seulement au paiement de dommages-intérêts. Nous avons vu, en effet, que l'Etat, alors même qu'il n'a pas rempli les formalités légales, n'a pas à restituer les fruits s'il est de bonne foi. Il peut être seulement comptable de sa négligence et condamné à payer des dommages-intérêts à l'héritier qui se présentera (3).

(1) Aubry et Rau, t. VI, par. 639, p. 703. — Demolombe, t. XIV, p. 314. — Comp. Baudry et Wahl, t. I, n° 192. — Nicias Gaillard, *Revue critique*, t. II, p. 359.

(2) Demolombe, t. XIV, p. 329.

(3) Belost-Jolimont sur Chabot, art. 773-4. Cet auteur prétend que si l'Etat est condamné à restituer la valeur des fruits par lui perçus, ce ne peut être qu'à titre de dommages-intérêts et comme punition de sa négligence, mais non par suite de sa possession. Cet auteur a tort de prétendre que l'Etat ne doit jamais restituer les fruits par suite de sa mauvaise foi ; en ce cas, en effet, l'Etat comme tout possesseur devra restituer les

L'Etat, s'il est de bonne foi, garde donc les fruits jusqu'au jour de la demande de l'héritier ou plus exactement jusqu'au jour où l'héritier qui agit contre le Domaine dépose le mémoire où il expose ses prétentions. Ce n'est pas cependant que l'Etat ne puisse plus invoquer sa bonne foi du jour de ce dépôt, comme le prétend un arrêt de la Cour de Paris du 13 avril 1848 (1), car le Domaine peut même après la demande de l'héritier être de bonne foi, s'il a la conviction que cette demande est mal fondée. En réalité, l'Etat, s'il est évincé, cesse de gagner les fruits depuis le dépôt de son mémoire par l'héritier réclamant, parce que la reconnaissance du droit de l'héritier, si elle a lieu, doit rétroagir au début du procès, et c'est le dépôt qui commence le procès, c'est le premier acte de la demande de l'héritier (2).

Lorsqu'il est évincé, l'Etat ne doit donc restituer les

fruits qu'il a perçus ou dû percevoir et cela à cause de sa mauvaise foi eût-il même accompli les formalités légales et ce n'est pas à titre de dommages-intérêts qu'il doit en rembourser la valeur. C'est, ainsi que le remarquent très justement Aubry et Rau (t. VI, par. 639, n° 26, p. 610), confondre les avantages attachés à la bonne foi du possesseur et la responsabilité qui peut résulter de sa négligence.

(1) D. 48-2-114.

(2) Pour ceux qui fondent la bonne ou la mauvaise foi de l'Etat sur l'accomplissement ou le non-accomplissement des formalités prescrites, l'Etat n'aura droit aux fruits qu'à compter de son envoi en possession. M. Sérésia a sur ce point des idées vraiment originales (*Op. cit.* p. 211). Il prétend que le possesseur n'est plus de mauvaise foi lorsque la cause de l'éviction dont il se trouvait menacé disparaît. Ainsi l'Etat qui s'est emparé d'une succession étant de mauvaise foi, connaissant l'existence d'un héritier préférable, cesse de l'être du jour où cet héritier décède sans successeur ou a renoncé. Il est absolument inadmissible de faire dépendre la bonne ou mauvaise foi d'un fait complètement étranger au possesseur. — En ce cas, la bonne foi ne produira effet que du jour où l'héritier apparent a pu se croire propriétaire de la succession et l'Etat ne pourra avoir droit aux fruits qu'à dater de son envoi en possession.

fruits que du jour de la demande de l'héritier, il reste propriétaire de tous ceux perçus auparavant, et il n'y a pas lieu de distinguer entre les fruits perçus avant et ceux perçus après le jugement d'envoi en possession (1).

Gaudry (2) distingue, au contraire, entre les fruits perçus par l'Etat avant son envoi en possession et ceux perçus après. Ceux-ci lui restent toujours acquis ; quant aux premiers, l'Etat en est envoyé en possession comme d'un capital et il doit les restituer en cas d'éviction au même titre que les biens héréditaires. Cette idée est la conséquence de la théorie erronée qui considère que l'Etat n'est propriétaire de la succession que du jour de son envoi en possession.

Dalloz, qui admet aussi que la propriété de l'Etat date seulement de son envoi en possession, reconnaît cependant qu'il a droit aux fruits depuis l'ouverture de la succession non parce qu'il est propriétaire, mais parce que l'envoi en possession a un effet rétroactif au jour de la succession. Le motif est vraiment peu juridique et d'ailleurs Dalloz reconnaît plus loin à l'Etat le droit aux fruits à partir de l'ouverture de la succession, même s'il n'a pas demandé l'envoi en possession.

En résumé, étant le plus souvent de bonne foi, l'Etat n'a pas à restituer les fruits qu'il a perçus jusqu'au jour de la demande de l'héritier, et il n'y a pas à distinguer entre les fruits perçus avant et ceux perçus après son envoi en possession.

2° *L'Etat sera-t-il comptable envers les héritiers des dégradations par lui commises ?* — Ici encore, c'est la

(1) C. Paris, 1^{er} août 1834. S. 34-2-456. Arrêt 7 juin 1837. S. 37-1-582 et 586. Rappelés dans une instruction domaniale du 13 août 1855, n° 2941.

(2) Gaudry, t. II, p. 188.

distinction de la bonne ou de la mauvaise foi qui servira à résoudre la question de l'indemnité encourue.

Au premier cas, l'Etat ne doit aucune indemnité, soit à raison de détériorations par lui commises sur les biens héréditaires, soit à cause de prescriptions survenues par sa faute, à moins qu'il n'en ait bénéficié, auquel cas sa responsabilité est limitée à son profit.

Etant de bonne foi, l'Etat s'est cru propriétaire et on ne peut lui reprocher les dégradations qu'il a pu commettre, puisque le propriétaire a sur sa chose le droit le plus absolu, pouvant même en abuser. Les dégradations d'ailleurs seront rares quand la succession sera recueillie par l'Etat. Elles pourront provenir cependant de la faute ou du fait d'un agent des domaines et, dans ce cas, l'Administration devra indemniser l'héritier à concurrence de l'indemnité qu'elle aura retirée elle-même de son agent (1).

Dans le deuxième cas, au contraire, s'il est de mauvaise foi, l'Etat, aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil, est tenu de réparer intégralement le préjudice qu'il a causé ; et le seul fait de sa mauvaise foi constitue de plein droit l'Etat en demeure, l'obligeant ainsi à une restitution immédiate à l'héritier véritable (2).

L'Etat, en ce cas, est responsable même des dégradations résultant d'un cas fortuit, sauf pour lui de prouver que le cas fortuit se serait produit même si les biens héréditaires étaient restés entre les mains de l'héritier réel.

On ne peut contester ici la responsabilité de l'Etat. Si, en effet, le Domaine n'est pas comme le conjoint survivant, aux termes de l'article 771, tenu de fournir caution et de veiller en bon père de famille à la conservation des

(1) Sérésia, *Op. cit.*, p. 219.

(2) Aubry et Rau, t. VI, par. 616 et 639, p. 431 et 708. — Demolombe, t. XIV, p. 315 et 320.

biens, l'article 769 lui impose cependant l'obligation de faire apposer les scellés et de faire inventaire, faute de quoi, l'héritier pourrait par tous moyens de preuve établir contre lui la consistance de l'hérédité. C'est donc que la loi l'oblige lui aussi à la conservation de la chose pour le cas où un héritier viendrait à se présenter.

3° *Quel sera le sort des actes passés entre l'Etat héritier apparent et les tiers ?* — Lorsque l'Etat a aliéné à des tiers des biens faisant partie de la succession, la validité de ces aliénations n'étant pas soumise à des règles spéciales, dépend des principes mêmes qui règlent la validité des actes faits par l'héritier apparent.

Ici encore la distinction fondamentale est celle du possesseur de bonne foi et du possesseur de mauvaise foi. Si le possesseur a aliéné, étant de bonne foi, il est redevable à l'héritier du seul prix de vente, quel qu'il soit, car il ne doit restituer au véritable héritier que les profits qu'il a retirés de la succession. S'il est de mauvaise foi, il doit indemniser l'héritier de tout le préjudice qu'il lui a causé et, même s'il a vendu à vil prix, il doit cependant donner à l'héritier le juste prix.

Il en est de même s'il s'agit d'une aliénation à titre gratuit, d'une donation : s'il est de bonne foi, il ne doit à l'héritier aucune indemnité, s'il est de mauvaise foi, il doit réparer tout le préjudice causé.

Quel est le sort de ces aliénations, quand le possesseur qui les a faites, en l'espèce l'Etat héritier apparent, succombe à la pétition d'hérédité ? Le véritable héritier pourra-t-il évincer le tiers acquéreur qui a acquis le bien d'autrui, d'un *non dominus* ?

La question ne s'élève que pour les actes d'aliénation, de disposition ; elle ne se pose pas pour les actes d'administration, paiements, baux, etc., qui doivent toujours

être maintenus si du moins le tiers est de bonne foi. L'article 1240 donne en ce sens un argument décisif. Cet article suppose qu'un débiteur du défunt se libère entre les mains d'héritiers apparents et déclare qu'il a payé valablement s'il était de bonne foi. Il en est de même pour tous les actes d'administration.

Pour les actes de disposition, il n'en est plus de même et on ne peut arguer de l'article 1240.

Peu importe ici que le possesseur soit de bonne ou de mauvaise foi ; la question s'élève entre l'héritier et le tiers. Il faut prendre en considération, d'une part, la personnalité de l'héritier véritable, d'autre part, celle de l'acquéreur.

Le tiers acquéreur n'a rien à craindre et l'aliénation sera maintenue s'il s'agit d'une aliénation de meubles corporels, car il est protégé par l'article 2279 : si l'un de ces biens a été aliéné par l'héritier apparent, l'acquéreur n'a rien à craindre, car sa possession vaut titre.

Pas de difficulté si l'acquéreur est de mauvaise foi, il sera sacrifié s'il savait traiter avec un usurpateur. Il n'y a pas à hésiter entre un possesseur de mauvaise foi et un légitime propriétaire. L'article 1240 d'ailleurs fournit une preuve décisive. Il dispose, en effet, que les actes passés par l'héritier apparent ne sont opposables à l'héritier véritable que si le tiers est de bonne foi. S'il en est ainsi pour les actes d'administration, il en sera de même, à plus forte raison, pour les actes de disposition qui ont un caractère beaucoup plus grave.

Les aliénations forcées obligeront aussi l'héritier réel comme le simple détenteur.

Quant aux aliénations volontaires, il faut certainement déclarer nulles les aliénations à titre gratuit, les donations d'immeubles ; l'héritier, en effet, qui cherche à éviter

une perte doit être préféré au tiers acquéreur qui cherche à réaliser un bénéfice. « *Qui certat de damno vitando anteponendus est ei qui certat de lucro captando.* »

La controverse ne s'élève donc que lorsqu'il s'agit d'une aliénation à titre onéreux et que l'acquéreur étant de bonne foi a cru traiter avec l'héritier véritable.

Une foule de systèmes se sont élevés sur cette question : les uns déclarent ces aliénations radicalement nulles à l'égard du véritable héritier (1).

Les autres admettent la validité des actes faits par l'héritier apparent, mais sous diverses conditions ; MM. Merlin, Malpel et de nombreux arrêts déclarent que vendeur et acquéreur doivent être de bonne foi. Chabot, Demolombe, Zachariae décident que la bonne foi de l'acquéreur suffit.

Voyons qui doit être préféré :

En droit, il faut condamner l'acquéreur. Il a traité avec un *non dominus*, il y a eu vente de la chose d'autrui, vente radicalement nulle aux termes de l'article 1599 ; il en serait ainsi si l'aliénation avait été faite par un individu qui n'était pas propriétaire, il en doit être de même si l'aliénation est l'œuvre d'un individu qui n'était pas héritier. L'Etat était propriétaire sous condition résolutoire ; si la condition se réalise, toutes les aliénations qu'il avait consenties doivent tomber avec son droit.

Admettre une telle solution serait une iniquité. On sacrifie ainsi un acquéreur victime d'une erreur invincible, et il faut tenir compte ici de l'équité. Nous pensons donc avec MM. Aubry et Rau (2) « que l'aliénation doit être main-

(1) Toullier, Duranton, Marcadé, Troplong, Laurent, Sérésia et divers arrêts.

(2) Aubry et Rau, t. VI, par. 616, n° 32, p. 437.

tenue si le vendeur était notoirement considéré comme héritier et que l'acheteur ait été de bonne foi. L'acquéreur, en effet, n'a rien à se reprocher : tout le monde considérerait le possesseur comme l'héritier ; un individu vient, de bonne foi, traiter avec le possesseur, ne serait-il pas injuste de faire tomber l'acte ainsi passé » ?

On objecte que la situation de l'héritier apparent est la même que celle du possesseur d'un bien quelconque, mais on ne peut assimiler l'héritier apparent au possesseur d'une chose isolée, sa possession a une étendue bien plus grande et surtout un caractère de publicité. La Cour de cassation décide en ce sens que la vente faite par l'héritier apparent à un acquéreur de bonne foi ne peut être assimilée à la vente de la chose d'autrui. L'héritier apparent, en effet, a la possession d'état d'héritier ; or, la possession d'état produit en général des effets considérables, par exemple la possession d'état d'un enfant naturel prouve sa filiation. Il est donc naturel qu'elle puisse valider les actes passés par l'héritier apparent. Ceux qui ont traité avec lui ont été victimes d'une erreur invincible et ils n'ont rien à se reprocher ; l'héritier, au contraire, peut avoir à se reprocher au moins une négligence, puisqu'il a laissé les biens héréditaires en possession d'un usurpateur.

Le Code civil fournit d'ailleurs en ce sens un argument de texte. L'article 136 dispose, en effet, que si le véritable héritier est absent, la succession ouverte à son profit est provisoirement dévolue à ceux qui recueilleraient à son défaut.

Si l'absent revient et réclame la succession, elle ne lui est restituée que sous réserve des actes consentis par les héritiers provisoires (art. 132). La loi, il est vrai, dispose pour le cas où l'absent revendique son propre patrimoine,

mais il faut l'appliquer aussi au cas où il revendique une succession à lui échue pendant son absence. Celui qui est mis en possession des biens d'un absent peut donc consentir sur ses biens des actes qui seront valables même si l'absent est de retour.

Or, ces héritiers provisoires dont parle l'article 136 ne sont autre chose que des héritiers apparents, et la généralisation s'impose, ici surtout, en cas de deshérence qui offre plus d'un point de ressemblance avec l'absence.

La jurisprudence est fixée invariablement en ce sens. C'est un nouvel effet de la bonne foi, bonne foi spéciale, il est vrai, puisqu'il faut que le possesseur ait apparu aux yeux du public comme héritier, que l'erreur de l'acquéreur soit légitimée par une erreur collective, conformément à l'adage : *Error communis facit jus*.

Ainsi les aliénations faites par l'Etat héritier apparent avec un acquéreur de bonne foi seront maintenues même après son éviction. Certains auteurs qui admettent la validité des aliénations faites par des héritiers apparents, annulent celles de l'Etat (1). Cette distinction nous paraît inadmissible. Que l'on considère ou non l'Etat comme héritier, l'argumentation est la même et l'aliénation sera maintenue à cause de la bonne foi de l'acquéreur et parce que l'Etat était propriétaire apparent.

La seule différence entre un héritier légitime apparent et l'Etat, c'est que ce dernier doit se faire envoyer en possession de la succession, au lieu que l'héritier légitime est de plein droit saisi de la possession des biens héréditaires. Mais ce n'est là qu'une formalité et une fois envoyé en pos-

(1) Chabot, *Op. cit.* — Chabot argumente des circulaires du Domaine des 10 prairial an VI et 13 avril 1832, nous avons vu qu'elles ont été abrogées et que d'autre part les principes qui y sont énoncés ne sont pas exacts.

session, l'Etat sera dans la même situation que l'héritier saisi. D'ailleurs, pour être logiques, ces auteurs devraient annuler aussi les négociations effectuées par le conjoint survivant qui est soumis aux mêmes obligations que l'Etat.

Ce qui est exact, c'est que toute aliénation consentie par l'Etat s'il s'est mis lui-même et sans les formalités prescrites en possession des biens héréditaires, devra être annulée. En ce cas, en effet, l'acquéreur était averti et on ne peut dire qu'il était de bonne foi. Si réellement il a acquis de bonne foi, il a fait preuve d'une négligence trop profonde pour être excusable; il pouvait s'informer, savoir que l'Etat n'était pas en règle ; que, par conséquent, il ne pouvait le considérer comme propriétaire définitif et s'exposait en traitant avec lui à toutes les chances de dépossession de son vendeur.

Si, au contraire, l'Etat s'est fait régulièrement envoyer en possession, sa situation est identique à celle de l'héritier légitime apparent et le tiers qui a traité avec le domaine ne doit pas être traité moins favorablement que celui qui a traité avec un héritier.

Il mérite, au contraire, plus d'indulgence, car son erreur a été plus invincible, il est plus excusable encore. Traitant avec l'Etat, il pouvait compter sur des garanties plus sérieuses que s'il avait traité avec un particulier. L'Etat n'est-il pas toujours réputé honnête homme ? D'autre part, il a agi sur la foi d'un acte émanant de l'autorité judiciaire, sur la foi du jugement d'envoi en possession. N'est-il pas beaucoup plus intéressant que l'héritier qui, prévenu par publications et affiches, se présente trop tard ?

M. Demolombe exagère en ce sens ; il prétend que si les formalités de l'envoi en possession ont été remplies, les

aliénations consenties par l'Etat seront toujours valables ; elles ne seront nulles que si ces formalités ont été omises.

Il est exact de dire que, en cas d'omission par l'Etat, des formalités qui lui sont prescrites, l'aliénation ne peut être maintenue, car l'acquéreur ne peut être de bonne foi ; mais, d'autre part, quand bien même ces formalités auraient été remplies, s'il est prouvé que l'acquéreur était de mauvaise foi, il ne peut profiter des aliénations que l'Etat lui a consenties.

En résumé, l'aliénation à titre onéreux d'immeubles consentis par l'Etat héritier apparent devra être maintenue si l'acquéreur était de bonne foi.

B. — Quelles sommes seront remboursées à l'Etat ?

L'Etat évincé, qu'il ait été possesseur de bonne ou de mauvaise foi, a droit au remboursement des dépenses nécessaires ou utiles (1) et le règlement de ces dépenses a lieu entre le Domaine et l'héritier, suivant les principes du droit commun.

L'Etat a droit aussi au remboursement des frais que lui ont coûté les différentes formalités de l'envoi en possession, formalités établies dans l'intérêt des héritiers revendiquant et dont ils doivent donc supporter la charge (2).

Quant aux frais de régie, l'Etat pourra les réclamer ou non, suivant les circonstances. L'Etat et l'héritier ne doivent pas s'enrichir aux dépens l'un de l'autre. Si donc les fruits ont été égaux ou supérieurs aux dépenses, l'Etat n'a rien à réclamer ; il peut, au contraire, retenir les frais de régie si les dépenses ont été plus élevées que les fruits recueillis.

(1) Aubry et Rau, t. VI, par. 218.

(2) Demolombe, t. XIV, p. 297.

La jurisprudence a varié sur ce point, décidant tantôt que l'Etat a géré dans l'intérêt des héritiers et a droit à une indemnité ; tantôt qu'il agissait dans son propre intérêt avec chance de restitution et que les héritiers peuvent réclamer la totalité de la succession ; tantôt que l'Etat est suffisamment indemnisé par la perception des fruits (1).

Aux termes de l'article 16 de la loi du 5 mai 1855, l'Administration a droit à des frais de régie « sur le montant des sommes et produits qu'elle recouvre pour le compte des tiers ou qui doivent leur être remis ». Ces frais sont donc exigibles sur les produits des successions en deshérence servant au paiement des dettes et charges de la succession, et sur ceux qui sont remis aux héritiers qui triomphent dans leurs revendications contre l'Etat avant l'accomplissement de la prescription trentenaire.

Ces frais s'élèvent à 5 % et figurent en première ligne dans la liquidation des sommes à payer. Au bout de trente ans, l'Etat étant propriétaire incommutable, les directeurs soumettent à l'Administration les partis les plus avantageux pour tirer des biens de la succession le plus de profit possible et le compte de la succession au sommier est annulé.

L'instruction des Domaines n° 2602, § 65, ordonne aux agents de l'administration de retenir 5 % des valeurs remises à l'héritier pour frais de régie.

Cette instruction est en contradiction formelle avec la loi du 5 mai 1855, qui n'attribue à l'administration des Domaines le 5 % à titre de frais d'administration et de perception que sur le montant des sommes et produits

(1) Paris, 1^{er} août 1834. D. 34-2-456; 17 janv. 1851. D. 51-1-69; 11 juill. 1851. D. 55-1-143. — Besançon, 16 mai 1879. D. 80-2-175. — Orléans, 18 nov. 1882. D. 84-2-143. — Demolombe refuse à l'Etat les frais de régie, t. XIV, p. 322.

qu'elle recouvre pour le compte des tiers ou qui doivent leur être remis.

Or, les sommes et valeurs d'une succession en deshérence, l'Etat ne les recueille point pour le compte des tiers, mais bien pour son propre compte, la preuve en résulte de l'attribution qui lui est faite des fruits en sa qualité de possesseur de bonne foi. L'Etat n'agit pas ici comme mandataire d'autrui, mais en vertu d'un titre qui résulte de la loi, et il ne peut s'arroger le bénéfice de deux qualités qui s'excluent (1).

Néanmoins, la perception du 5 % continue toujours à être exigée (2). L'administration des Domaines fait en effet remarquer en faveur de son système que l'article 16 de la loi du 5 mai 1855 ne parle pas seulement des sommes recouvrées pour le compte des tiers, mais aussi des sommes et produits qui doivent leur être remis. Ces mots, au dire de l'Administration, s'appliquent précisément aux sommes qui, ayant été encaissées par l'Etat à titre de deshérence, doivent être plus tard remises aux héritiers revendiquant. D'ailleurs, en définitive, la gestion du Domaine se trouve, après l'éviction de l'Etat, avoir été exercée pour le compte des tiers et on est bien dans les termes de la loi de 1855.

Cette considération a pour conséquence de faire de l'Etat un mandataire touchant des capitaux pour le compte d'autrui ; or, ainsi que nous l'avons vu, si l'Etat est un mandataire, il faut lui refuser l'attribution des fruits, la

(1) Pour : C. Paris, 1^{er} août 1834. D. 1834-2-456 et 6 janv. 1844, aff. Maynard. — Contre : Trib. Seine, 19 juillet 1894. *Rép. Périod.* Garnier 8514.

(2) Déc. du ministre des Finances pour l'Algérie. — Lettre du gouverneur général de l'Algérie du 27 septembre 1895. *Garnier Rép. P.* Fév. 1898, n° 9181,

qualité de mandataire et celle de possesseur de bonne foi étant incompatibles.

Nous avons démontré et admis la théorie de l'acquisition des fruits par l'Etat lorsqu'il est de bonne foi, il ne peut donc exiger les frais de régie qui constituent la rétribution d'un mandat.

L'Administration, en définitive, n'a donc droit en cas de réclamation justifiée par les héritiers, qu'aux fruits qu'elle acquiert en qualité de possesseur de bonne foi et au 5 % sur les sommes qu'elle a encaissées postérieurement à la demande des héritiers. C'est à partir de cette date seulement qu'elle agit pour le compte des tiers, jusque-là elle gérât pour son propre compte (1).

LEGISLATIONS ETRANGERES

Les législations étrangères n'admettent pas toutes le droit de deshérence au profit de l'Etat, comme l'article 768 de notre Code civil.

Les unes refusent à l'Etat le droit de deshérence.

Les autres lui attribuent le droit de deshérence, mais à charge pour lui de distribuer à certaines personnes morales, à des établissements de bienfaisance, le produit des successions qu'il recueille à ce titre.

D'autres enfin attribuent à l'Etat, comme notre législation française, un droit définitif sur les successions en deshérence.

(1) En ce sens : Trib. Seine, 19 juillet 1894. *Revue de l'Enreg.*, n° 868.

1° *Il est des législations qui refusent à l'Etat le droit de deshérence.* — Certains pays refusent à l'Etat le droit de deshérence.

C'est ce qui se produit notamment dans plusieurs cantons suisses : dans le canton de Fribourg, par exemple (art. 747 et 748), la succession en deshérence appartient à la commune du dernier domicile du défunt, et, à défaut, à la commune où le père du défunt ou sa famille étaient domiciliés. La commune d'ailleurs ne profite pas de la succession ainsi recueillie, car elle est obligée d'en faire bénéficier son hôpital ou un autre établissement de charité.

Il en est de même dans le canton de Soleure (art. 553). La succession en deshérence est dévolue à la commune, non pas, il est vrai, à la commune du dernier domicile du défunt, mais à celle du lieu de sa naissance, et le droit de l'Etat ne s'exerce qu'au cas où le défunt ne jouissait pas de ses droits civils.

La législation du canton d'Appenzel (art. 462) attribue aux établissements cantonaux publics d'instruction et de bienfaisance les successions abandonnées (1).

2° *Il est des législations qui attribuent à l'Etat les successions en deshérence, mais à charge par lui d'en distribuer le montant.* — Il est, en second lieu, des législations qui donnent à l'Etat le droit de deshérence, sans toutefois qu'il bénéficie en rien du droit qui lui est attribué. L'Etat recueille, mais à charge par lui de distribuer les biens provenant des successions abandonnées à certaines personnes morales.

(1) Le Code fédéral suisse ne traite encore que des contrats et obligations et en ce qui concerne les successions, c'est la loi particulière de chaque canton qui reçoit seule son application.

C'est ce qui a lieu notamment dans la législation espagnole. La loi (art. 965) donne à l'Etat le droit de recueillir, mais il doit distribuer le produit des successions à lui attribuées, soit aux établissements de bienfaisance municipaux et aux écoles gratuites du domicile du défunt, soit aux établissements de même nature de la province du défunt, soit à défaut, aux établissements d'intérêt général.

Dans le canton de Zurich (1), l'Etat doit remettre la moitié de l'actif net de la succession à la commune dont faisait partie le *de cujus*.

Enfin le Code civil belge (art. 795) oblige l'Etat à former avec le produit des successions en deshérence un fonds spécial destiné à l'instruction et à l'éducation des classes ouvrières.

3° Il est des législations qui attribuent à l'Etat définitivement le droit de deshérence. — Enfin la plupart des législations, de même que la loi française, attribuent définitivement à l'Etat le droit de recueillir les successions abandonnées.

Parmi ces législations il faut citer :

L'Allemagne. — Le nouveau Code civil allemand (2) (art. 1974) dispose en ces termes : « A défaut d'autres héritiers, la succession passe au fisc de celui des Etats confédérés auquel le défunt ressortissait au moment du décès. »

Contrairement aux dispositions de notre Code, le fisc ne peut refuser la succession, mais il faut pour qu'il puisse exercer son droit que le Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession ait constaté le défaut d'héritier.

(1) Traduction par Levé, 1890. C. civ., 24 juillet 1889.

(2) Traduction de Raoul de La Grasserie,

Le bénéfice d'inventaire lui est acquis de plein droit comme dans notre législation.

Le Code civil allemand voit même dans le droit de l'Etat un droit analogue à celui des parents et en fait un héritier; il admet notamment à succéder l'Etat étranger dont le *de cuius* était le sujet. C'est ce qui résulte de l'article 1936 : « S'il n'existe, déclare cet article, lors de l'ouverture de la succession ni parents ni conjoint du *de cuius*, est héritier légal le fisc de l'Etat confédéré auquel le défunt appartenait au jour de sa mort... Si le *de cuius* était un Allemand n'appartenant à aucun Etat confédéré, le fisc impérial est héritier. »

De cet article, on peut logiquement conclure que l'Etat allemand peut réclamer la succession de son national, même lorsqu'il est mort à l'étranger et que, réciproquement, un Etat étranger pourrait invoquer en Allemagne un droit de succession sur les biens d'un de ses sujets décédé sans laisser de famille (1).

Dans la Saxe (art. 127), à défaut d'héritiers, la succession revient à l'Etat ; mais le droit de l'Etat ne peut s'exercer que lorsque les héritiers ont été sommés de se présenter par une citation édictale.

Le droit de l'Etat est primé par le Consistoire lorsque le défunt est un prêtre, en ce qui concerne du moins sa succession mobilière, et lorsqu'il s'agit de la succession d'un soldat ou d'un sous-officier par la Compagnie à laquelle appartenait le défunt ou par la Caisse générale de la Guerre.

Le Code civil autrichien (2) restreint aux six lignes de

(1) J. Keidel. « Le droit internal privé dans le nouveau Code civil allemand. » *Journ. Dr. Intern. privé*, 1889, p. 266.

(2) Traduction par de Clercq, 1836.

parenté légitime la dévolution héréditaire (art. 751). Il dispose aussi en faveur du droit de deshérence de l'Etat : « S'il n'y a point de conjoint survivant, déclare l'article 760, la succession est recueillie comme biens en deshérence, soit par le fisc, soit par les personnes qui, en vertu d'ordonnances politiques, ont le droit de recueillir les biens en deshérence. »

En Angleterre, à défaut d'héritiers, les biens réels reviennent au roi, seigneur suzerain, les biens personnels échoient à la couronne, sous réserve de moitié revenant à la veuve du défunt (1).

Un grand nombre d'Etats adoptent également la législation française : le Portugal (art. 2006), la Hollande (art. 880) ; la Norvège (art. 133) ; la Prusse (Saint-Joseph, t. 3, p. 221) et parmi les cantons suisses, les cantons de Saint-Gall (art. 52), du Valais (art. 767), de Bâle (art. 696), de Berne (art. 631), admettent comme nous le droit de deshérence de l'Etat.

En Russie, les biens des successions abandonnées sont aussi dévolus à l'Etat, mais les exceptions sont tellement nombreuses que le principe reçoit rarement son application (art. 981, Code civ. russe) (2).

Les héritiers ont six mois pour se présenter, s'ils ne se sont pas présentés dans ce délai, la succession passe à l'administration de l'autorité pupillaire. L'héritier n'est pas d'ailleurs, après ce temps, déchu de son droit ; il s'agit là d'une simple mesure conservatoire, et la succession lui sera restituée quand il se présentera.

Les exceptions au droit de l'Etat sont, d'autre part, si

(1) C. civ., 1^{er} juillet 1867. Trad. Laneyrie et Joseph Dubois, 1896. — *Eléments du droit civil anglais*. — E. Lehr., 1885. p. 706 et suiv.

(2) *Eléments du droit civil russe*. Ernest Lehr, 1877, t. I, p. 435 et suivantes.

nombreuses que le fisc en fait exerce très rarement son droit.

Ainsi, les successions en deshérence des fonctionnaires de l'Université ou de l'instruction publique (art. 982) sont dévolues aux établissements auxquels ils appartiennent.

Les biens des ecclésiastiques vont à la Caisse ecclésiastique, les successions des religieux du culte romain sont recueillies par le couvent dont ils dépendent, celles des bourgeois échoient à la ville à laquelle ils appartiennent.

C'est la Caisse des invalides qui recueille les biens attribués à titre de butin aux soldats morts sur le champ de bataille et qui n'ont pas d'héritiers.

En résumé, en Russie, le droit de l'Etat s'exerce rarement, et le plus souvent les biens en deshérence échoient à des personnes morales déterminées : universités, églises, villes, etc.

La plupart des législations établissent donc, comme la loi française, le droit de l'Etat sur les successions des personnes qui décèdent sans héritier ; certaines même, comme le Code civil allemand, admettent, conformément à notre jurisprudence la plus récente, la théorie de l'Etat successeur.

Vu :

Lyon, le 10 mars 1910,
Le Président de la Thèse,
L. JOSSERAND.

Vu :

Lyon, le 14 Mars 1910,
Le Doyen de la Faculté,
FLURER.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 15 mars 1910,
Le Recteur,
Président du Conseil de l'Université,
Pour le Recteur : HUGOUNENQ.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7

CHAPITRE I

HISTORIQUE DU DROIT DE DESHÉRENCE

SECTION I. — *Du Droit romain.*

§ I. — <i>Caduca.</i>	10
§ II. — <i>Ereptoria.</i>	11
§ III. — Successions en deshérence proprement dites	12
A. Ouverture du droit de l'Etat : 1 ^o généralités ; 2 ^o attribution et incorporation. — Comment les biens de la succession en deshérence étaient-ils attribués à l'Etat.	
B. Droits de l'Etat.	
C. Obligations de l'Etat.	
D. Exceptions au droit de l'Etat.	

SECTION II. — *Droit de deshérence dans notre ancien droit.*

§ I. — Ouverture du droit de deshérence	19
1 ^o Défaut d'héritier : il faut <i>a</i>) défaillance des héritiers dans les deux lignes ; <i>b</i>) défaillance de tous les parents à quelque degré qu'ils soient. Comment prouveront-ils leur parenté ? <i>c</i>) qu'il n'y ait pas de conjoint survivant ; <i>d</i>) qu'il n'y ait pas de légataires universels ;	
2 ^o Il y a des héritiers, mais qui ne veulent ou ne peuvent pas recevoir.	
§ II. — A qui appartient la succession en deshérence. . . .	34
1 ^o Généralités : <i>a</i>) la succession en deshérence appartient d'abord au roi ; <i>b</i>) les hauts seigneurs s'emparèrent du droit	

de deshérence. Ce fut la conséquence : 1. Des chartes d'immunité ; 2. Des délégations d'impôts ; c) Le droit de deshérence fit retour au roi ;	
2° A quel seigneur appartient la succession en deshérence : a) au seigneur haut justicier ; b) au seigneur de la situation des biens ; c) exceptions au droit du seigneur haut justicier.	
§ III. — Droits et obligations du seigneur qui recueille une succession en deshérence.	50
1° Droits ;	
2° Obligations : a) le seigneur doit payer les dettes de la succession, du moins <i>intra vires hoereditatis</i> ; b) il doit remplir certaines formalités destinées à avertir les héritiers qui peuvent prétendre à la succession en deshérence ; c) restituer les biens successoraux à l'héritier qui se présente en temps utile.	
§ IV. — Administration de la succession en deshérence dévolue au roi	50

SECTION III. — *Droit intermédiaire.*

CHAPITRE II

FONDEMENT DU DROIT DE L'ÉTAT

PRÉLIMINAIRES	63
-------------------------	----

SECTION I. — *Théorie du droit de souveraineté.*

Théorie généralement admise par les auteurs, admise par la jurisprudence jusqu'à ces dernières années.

Justification.

a) Historiquement : par les travaux préparatoires du Code. .	67
b) Juridiquement : par les principes admis en matière de biens vacants et sans maître	68

Cette théorie est inadmissible car l'Etat se comporte en cas de deshérence comme un véritable héritier ;

Il recueille une universalité juridique ;

Il est soumis aux obligations de l'héritier, notamment doit payer les dettes.

SECTION II. — *Théorie du domaine éminent.*

Le droit de deshérence est l'expression d'un droit éminent de propriété qui existe au profit de l'Etat sur les propriétés des individus.

Cette théorie est contraire :

- | | |
|---|----|
| a) A notre droit public | 78 |
| b) A l'esprit de nos lois civiles | 79 |

SECTION III. — *L'Etat est un héritier.*

- | | |
|-----------------------------|----|
| A. L'Etat succède | 82 |
|-----------------------------|----|

En effet :

1° Comme tout héritier, il recueille par le fait du décès d'une personne, une universalité juridique, un patrimoine ;

2° Il est tenu des dettes ;

3° Il se comporte pratiquement de même qu'un successeur ordinaire ;

4° La loi qui établit le droit de l'Etat a précisément pour fondement sa vocation héréditaire.

- | | |
|---|----|
| B. L'Etat est primé dans ses droits par certains établissements publics | 97 |
|---|----|

1° Par la Caisse des Retraites pour la vieillesse et par la Caisse des Invalides de la marine. Elles recueillent parce que l'Etat a renoncé en leur faveur à ses droits sur certains biens, droits qu'il ne pouvait avoir qu'en qualité d'héritier ;

2° Par les hospices. L'hospice recueillant en qualité d'héritier, on ne saurait attribuer un autre fondement au droit de l'Etat.

- | | |
|---|-----|
| C. Limitation du degré de successibilité par la loi | 106 |
|---|-----|

L'idée que l'Etat recueille les biens en deshérence comme biens vacants et sans maître est incompatible avec une loi qui limite le degré de successibilité, car on ne peut dire en ce cas que la succession soit sans maître.

SECTION IV. — *Intérêts de savoir quel est le fondement
du droit de l'Etat.*

- A. Solutions définitivement admises qui cependant ne peuvent
se justifier que si l'on voit dans l'Etat un héritier. 113
- 1^o Clause générale d'exhérédation ;
 - 2^o Mode d'acquisition de l'Etat ;
 - 3^o Droits de l'Etat sur les biens de la succession ;
 - 4^o Droit d'option de l'Etat ;
 - 5^o Quelle action donner à l'Etat en cas de contestation.
- B. Intérêts réels. 119
- 1^o Clause générale d'exhérédation y compris l'Etat.
 - 2^o Rétractation d'un héritier renonçant ;
 - 3^o Contrat d'assurance stipulé par le défunt au profit de
ses héritiers ;
 - 4^o Droit de l'Etat étranger sur les biens de son national
décédé en France en cas de deshérence ;
 - 5^o Intérêt général.

CHAPITRE III

LA DESHÉRENCE DANS LE DROIT ACTUEL

SECTION I. — *Ouverture du droit de l'Etat.*

- § I. — Conditions nécessaires pour que le droit de l'Etat
s'exerce. 137
- Première condition* : décès du *de cuius* et sa preuve.
- Deuxième condition* : il faut que personne ne puisse
invoquer un droit héréditaire préférable à celui de l'Etat.
- I. Il n'y a pas d'héritiers, ni légaux, ni testamentaires.
 - II. Il y a des héritiers, mais :
- 1^o Ils sont absents ;
 - 2^o Ils sont exclus par une clause générale d'exhérédation.
Cette clause dont on a longtemps discuté la validité est
admise aujourd'hui par la jurisprudence ;
 - 3^o Les héritiers ne se prononcent pas. Le droit de l'Etat
ne peut s'ouvrir que par la prescription de leur droit
d'option ;

4° Les héritiers ont renoncé à la succession ;

5° Les parents laissés par le défunt ne sont pas aptes à succéder : *a)* ils sont parents au delà du douzième degré ;
b) ce sont des enfants naturels ;

6° Les héritiers ne peuvent recueillir : *a)* par suite de l'incapacité de transmettre de leur auteur ; *b)* par suite de leur incapacité personnelle de recueillir : 1° ce sont des étrangers ; 2° ce sont des condamnés à une peine afflictive ou infamante ; 3° ils sont indignes ; *c)* le conjoint survivant par suite de la dissolution ou de l'annulation du mariage.

Troisième condition : il faut que l'Etat manifeste son intention d'acquérir l'hérédité. D'où distinction entre la succession en deshérence et la succession vacante.

§ II. — Exceptions au droit de l'Etat 179

A. L'Etat est primé par les hospices :

1° Il concourt avec l'hospice ;

2° Il est exclu par l'hospice.

B. L'Etat est primé par la Caisse des retraites pour la vieillesse.

C. L'Etat est primé par la Caisse des invalides de la Marine.

Conclusion. — Tendence actuelle d'étendre le droit de l'Etat
et de limiter le cadre de la successibilité en ligne
collatérale 188

1° A quel point de vue faut-il se placer ;

2° Le principe de la limitation de la successibilité se justifie ;

3° A quel degré faut-il s'arrêter ;

4° Conséquences de la restriction de la successibilité en ligne collatérale.

SECTION II. — *Comment s'exerce le droit de deshérence.*

§ I. — Formalités à remplir par l'Etat. 205

1° Apposition des scellés et inventaire ;

2° Envoi en possession : *a)* requête à fin de publicité ;

b) jugement d'avant faire droit ; *c)* jugement d'envoi en possession définitive.

	Pages
§ II. — Droits et obligations de l'Etat	212

Droits de l'Etat :

1° Il se comporte comme un successeur irrégulier : *a*) il a un droit d'option ; *b*) une fois envoyé en possession il a tous les droits d'un héritier ;

2° L'Etat est propriétaire des biens de la succession. Il est propriétaire à *die mortis*, mais son droit est soumis à une condition résolutoire, la présentation pendant trente ans d'un héritier à lui préférable.

Obligations de l'Etat :

1° L'Etat doit payer les dettes et les legs ;

2° Il doit, dans sa gestion se comporter comme l'héritier bénéficiaire et est soumis à certaines obligations en vue d'une restitution éventuelle : *a*) avant son envoi en possession ; *b*) après l'envoi en possession ;

3° Il doit restituer la succession à l'héritier dont le droit a été reconnu préférable.

SECTION III. — *Eviction de l'Etat.*

§ I. — Quelles sont les conditions pour que l'Etat soit évincé	229
--	-----

A. Les héritiers qui ne se sont pas présentés réclament la succession.

Il faut : *a*) que le droit d'option de l'héritier ne soit pas prescrit ;

b) Que l'action en pétition d'hérédité ne soit pas prescrite.

B. Les héritiers qui ont renoncé se ravisent et réclament la succession.

Il faut : que l'Etat n'ait pas accepté déjà la succession ;

Que le droit de l'héritier ne soit pas prescrit.

§ II. — Conséquences de l'éviction de l'Etat	239
--	-----

A. Que devra restituer l'Etat évincé ?

1° L'Etat devra-t-il restituer les fruits ?

2° L'Etat sera-t-il comptable envers l'héritier des dégradations par lui commises ?

	Pages
3° Quel sera le sort des actes passés entre l'Etat héritier apparent et les tiers ?	
B. Quelles sommes seront remboursées à l'Etat.	

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

1° Il est des législations qui refusent à l'Etat le droit de deshérence.	257
2° Il est des législations qui attribuent à l'Etat les successions en deshérence, mais à charge par lui d'en distribuer le montant	257
3° Il est des législations qui attribuent définitivement à l'Etat le droit de deshérence.	258

LYON. — IMPRIMERIE AUGUSTE GENESTE

66.083.

